

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

## Sommario

# Articoli

### **Dialoghi**

Daniel Roche

[Culture matérielle des voyages dans la société moderne](#)

### **SPECIALE GARIBALDI**

Maurizio Degl' Innocenti

[Giuseppe Garibaldi tra storia e mito](#)

[Discorso di inaugurazione della mostra](#)

SeF Redazione

[Memoria ed epopea garibaldina](#)

[La mostra Giuseppe Garibaldi tra storia e mito](#)

### **Medaglioni**

Loredana Tarantino

[Giacinto Magnati: un uomo di Salò sulla Linea Gotica](#)

### **Media**

Lara Bizzarri

[L'evoluzione della pubblicità sui quotidiani dagli anni Settanta ad oggi](#)

### **Conflitti**

Laura Orlandini

[La Settimana rossa ravennate e la reazione dei conservatori](#)

### **Europa Comunitaria**

Carlo Frediani

[Petite histoire de l'action culturelle au niveau communautaire](#)

### **Mappamondo**

Olivia Tani

[The Russo-Japanese War and Japanese concept of territorial identity in the Sakhalin Island](#)

### **Terrorismo**

Massimo Angeli

[L'autorappresentazione delle Brigate rosse: dal collettivo alla memoria individuale](#)

# Percorsi

Andrea Francioni

[A proposito di alcune pubblicazioni sul \*laogai\*](#)

## Laboratorio

Marzia Maccaferri

[Osvaldo Piacentini](#)

[Un intellettuale del territorio alle origini del cosiddetto "modello emiliano?"](#)

[Una pista di ricerca](#)

## Didattica

Dario Petrosino

[Insegnare la storia globale](#)

[Riflessioni e proposte per un nuovo approccio alla didattica della storia nelle scuole](#)

## Archivi

Luigi Balsamini

[La biblioteca "Franco Serantini" di Pisa](#)

Mirtide Gavelli

Maria Chiara Liguori

[Comunicare attraverso il digitale: la Grande guerra nelle carte del museo del Risorgimento di Bologna](#)

## Immagini

Paolo Sorcinelli

[Sentimenti in b & n](#)

[Un'operazione editoriale della Bononia University Press attraverso le fotografie di ImagoOnline e di altre raccolte](#)

## Agenda

Carlo De Maria

[Un convegno e una nuova stagione di studi su Camillo Berneri](#)

Stuart Oglethorpe

[Relazione sulla conferenza della Associazione italiana di storia orale \(Aiso\)](#)

---

Micaela Procaccia

[Apologia della storia o storia apologetica?](#)

[Il mestiere dello storico, il metodo dell'archivista e il sensazionalismo dei media](#)

---

Andrea Ragusa

[History of language: a model for history of intellectuals?](#)

---

Paolo Soave

[L'ascesa dell'India sulla scena internazionale](#)

[Opportunità e sfide per lo sviluppo delle relazioni internazionali](#)

---

Paolo Mencarelli

[Culture operaie e culture sindacali nel secolo del lavoro](#)

## Scaffale

Emanuela Minuto

[Paolo Carusi \(cur.\)](#)

[Roma in transizione Ceti popolari, lavoro e territorio nella prima età giolittiana](#)

---

Luca Gorgolini

[Novità editoriali](#)

[febbraio-maggio 2007](#)

Paolo Soave

[Marco Lenci](#)

[Guerra, schiavi, rinnegati nel Mediterraneo](#)

---

Mario Galleri

[Sara Bentivegna](#)

[Campagne elettorali in rete](#)

---

Fiorenza Tarozzi

[Andrea Dilemmi](#)

[Il naso rotto di Paolo Veronese](#)

[Anarchismo e conflittualità sociale a Verona \(1867-1928\)](#)

Fiorenza Tarozzi

[Claudia Dall'Osso](#)

[Voglia d'America](#)

[Il mito americano in Italia tra Otto e Novecento](#)

Alberto Malfitano

[Elena Rambaldi](#)

[Rotary International, a "Brotherhood of leadership"?](#)

[Il caso italiano tra fascismo e primi passi della Repubblica](#)

---

Andrea Rossi

[Jack Greene, Alessandro Massignani](#)

[Il Principe nero](#)

Andrea Bettini

[Vittorio Sabadin](#)

[L'ultima copia del "New York Times": il futuro dei giornali di carta](#)

SeF Redazione

[Presentazione del libro curato da Marco Severini \*La Primavera della Nazione. La Repubblica\*](#)

[Romana del 1849](#)

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Petite histoire de l'action culturelle au niveau communautaire

Carlo Frediani

## L'EUROPE ET LA CULTURE (PARTIE II)

### La "Capitale européenne de la culture": casse-tête chinois ou européen?

42. Si *Culture 2000* constituait l'instrument législatif le plus significatif parmi tous les textes adoptés en matière d'action culturelle au niveau communautaire, il ne faudrait cependant pas oublier une autre décision importante que le Conseil et le Parlement avaient adoptée le 25 mai 1999, "instituant une action communautaire en faveur de la manifestation 'Capitale européenne de la Culture' pour les années 2005 à 2019". La proposition de la Commission, du 28 novembre 1997, ne fournissait pas une réponse satisfaisante à la question essentielle et insurmontable qui s'était présentée au fil des années, à savoir celle du choix des villes appelées à remplir pendant une année le rôle prestigieux de "capitale européenne de la culture". A vrai dire, la manifestation qui, comme on se souviendra, était née d'une idée lancée par Mme Melina Mercouri lors du Conseil informel d'Athènes de 1983, avait très bien fonctionné pendant la période initiale, quand, année après année, chaque pays avait indiqué la ville qu'il envisageait désigner pour la manifestation. La décision, de type intergouvernemental, était prise officiellement par les représentants des Etats membres réunis au sein du Conseil. Or depuis sa création (désignation de la ville d'Athènes en 1985) et jusqu'en 1996 (désignation de Copenhague), l'automatisme en vertu duquel une ville par état membre avait été désignée chaque année, à tour de rôle, avait évité toute complication. Mais après que le premier tour des villes désignées par les douze états membres de l'époque fut achevé, les complications avaient apparues. Car les ministres furent confrontés à des candidatures concurrentes pour la même année. Tout au début ce fut relativement aisé trouver des solutions acceptables par tout le monde: les ministres désignèrent ainsi Thessalonique pour l'année 1997, Stockholm pour 1988 et Weimar pour 1999<sup>1</sup>. Par la suite les choses se compliquèrent.

43. En effet les ministres se trouvèrent confrontés avec la candidature de neuf villes pour l'année 2000, dont quatre hors Union européenne. Il s'agissait d'Avignon, Bergen, Bologne, Bruxelles, Cracovie, Helsinki, Prague, Reykjavik, Santiago de Compostelle. Evidemment aucun gouvernement n'était prêt à renoncer à sa candidature et il aurait été inconcevable, d'un point de vue politique et diplomatique, d'essayer d'écarter les états non membres de l'Union pour dégager au moins un peu le terrain. En effet, la Pologne avait déjà introduit en avril 1994 sa demande d'adhésion à l'Union et il était certain que la République tchèque allait, tôt ou tard lui emboîter le pas (ce fut chose faite en janvier 1996). La Norvège appartient à l'espace économique européen et entretient de ce fait des rapports très étroits avec l'Union, malgré les deux échecs à l'adhésion (1972 et 1994). Quant à l'Islande, la solidarité des pays nordiques était assurée.

En tout état de cause les dispositions en vigueur (contenues dans des résolutions et conclusions de 1985, 1990, 1992) prévoyaient la possibilité de candidatures émanant de pays non membres de l'Union. Dans l'impossibilité de trancher, toute décision ne pouvant être prise qu'à l'unanimité, les jours et les mois passaient. Or les conclusions du 12 novembre 1992 (JO n° C 336 du 19.12.1992) stipulaient que "les désignations pour les années 2000 et 2001 seront faites en 1995"; et cela dans le but de donner le temps nécessaire à la ville désignée de bien préparer la manifestation. (Il faut noter que ces conclusions avaient été adoptées à l'initiative de la Présidence britannique de l'époque qui, entrevoyant le risque d'un blocage de la procédure de désignation, avait essayé de diminuer ce danger par des règles simples. Simples, certes, mais

---

<sup>1</sup> Thessalonique représentait le "recommencement de la boucle", après qu'une autre ville grecque, Athènes, ait initié le cycle en 1985. Stockholm constituait une sorte de cadeau de bienvenue à la Suède, nouvel Etat membre à partir du 1er janvier 1995. Weimar était incontournable car en 1999 tombait le 2ème centenaire de la naissance de Goethe, enfant de la ville; en outre la présidence du Conseil de l'Union européenne pour le 1er semestre de ladite année incombait à l'Allemagne, ce qui renforçait la position de cette dernière au moment du choix.

insuffisantes à résoudre le problème d'éventuelles candidatures concurrentes puisque toute décision ne pouvait reposer que sur un accord unanime des états membres. On retrouvera cette sensibilité clairvoyante des autorités britanniques en 1998 au moment des négociations sur la proposition de décision soumise par la Commission au Conseil en automne 1997 en matière de ville européenne de la culture).

## L'escamotage de l'an 2000

44. Si pour 2000 la situation était compliquée et figée à la fois, celle pour 2001 n'était guère plus réjouissante. En effet les villes candidates à la manifestation de 2001 étaient sept: Bâle, Riga, Gênes, Porto, Rotterdam, Lille, Salamanca. Et pour l'année 2002 il y avait déjà deux candidats: Bruges et Graz.

45. Le 20 novembre 1995, sous présidence espagnole, les ministres de la culture de l'Union, pressés par le temps et accablés par la conviction qu'ils ne parviendraient jamais à sélectionner une ville parmi les neuf candidates pour 2000, optèrent pour la solution la plus facile en opérant un choix qui n'en était pas un. Ils décidèrent ainsi de "choisir" toutes les villes candidates, tout en donnant de leur décision une interprétation qui relève plutôt de la cosmétique. Le communiqué de presse de la réunion cite: "Compte tenu de l'importance symbolique tout à fait particulière que revêt l'an 2000, les ministres de la culture ont marqué leur accord pour désigner comme 'Villes européennes de la Culture' de cette année: Avignon, Bergen, Bologne, Bruxelles, Cracovie, Helsinki, Prague, Reykjavik et Saint-Jacques de Compostelle. Ces villes sont invitées à coordonner leurs programmes et à définir un thème commun pour cette manifestation; elles pourront ainsi participer conjointement à l'organisation de l'espace culturel européen de l'an 2000".

Les résultats de la manifestation dans les neuf villes désignées furent inégaux. Malgré une certaine coordination qui eut lieu avec l'appui de la Commission, les programmes des neuf villes restèrent des entités juxtaposées, indépendantes et en compétition entre elles. De toute évidence, la solution trouvée pour l'an 2000 ne pouvait pas représenter un modèle valable pour les années à venir et surtout pour l'année suivante.

Pour 2001, des questions très compliquées allaient se poser. Pendant presque deux ans et demi, toutes les tentatives pour trouver une solution acceptable pour tous les pays concernés échouèrent. Au cours du deuxième semestre 1997, la présidence luxembourgeoise de l'époque essaya par tous les moyens de débloquer la situation. Elle proposa notamment d'adopter pour le choix de la ville à désigner pour 2001, la "procédure olympique" à savoir:

- les quinze ministres, disposant chacun d'une voix, procèdent à un premier vote (à bulletin secret). Si une ville récolte plus de 50% des voix, elle est nommée "Ville européenne de la culture 2001". Si aucune ville ne récolte plus de 50%, on élimine la ville ayant obtenu le moins de voix et on procède à un second tour. (S'il y a deux villes qui récoltent un nombre égal de voix "en moins", on procède à un vote pour définir laquelle de ces deux villes est éliminée, étant entendu qu'on ne peut éliminer qu'une ville à la fois). On procède ensuite à un deuxième tour de vote, où de nouveau la ville ayant obtenu le moins de voix est éliminée, et on continue jusqu'à ce qu'une ville récolte plus de 50% des voix.

L'idée de la présidence luxembourgeoise était ingénieuse, mais n'avait aucune chance d'aboutir car le fait d'exclure une ville en mettant en minorité un état ne pouvait pas avoir de succès dans un ensemble habitué depuis toujours à fonctionner en vertu d'accords pris à l'unanimité. Ce fut ainsi que le "dîner informel" auquel la présidence convia les ministres dans un restaurant prestigieux de Bruxelles le soir du 23 novembre 1997 (veille de la réunion du Conseil) se solda par un échec. En effet la question préalable à laquelle la présidence avait demandé aux ministres de s'exprimer, à savoir s'ils étaient disposés à désigner pour 2001 une seule ville, reçut une réponse largement négative de la part des pays qui avaient une ville candidate. Or, comme pour procéder à

l'utilisation de la procédure olympique il fallait passer par une décision unanime, la tentative de débloquer la situation avorta.

46. Le lendemain, dans un contexte officiel, les ministres ne purent que confirmer leur incapacité de décider. Le procès-verbal du Conseil du 24 novembre 1997 indiquait en effet que "le Conseil n'est pas parvenu à un accord sur la désignation de la ville européenne de la culture pour l'an 2001. Le Conseil a chargé le Comité des Représentants permanents de poursuivre ses travaux à ce sujet afin qu'une décision puisse être prise dès que possible. Au terme des débats, le président a conclu en exprimant son souhait qu'une désignation puisse avoir lieu durant la prochaine présidence".

47. Ce souhait aurait pu être un vœu pieux, compte tenu de l'incapacité désespérante dont avaient fait preuve les délégations nationales de reculer devant le mythe de la défense de l'intérêt national et le tabou de l'unanimité. N'empêche que et quoique navrant, ce mythe et ce tabou existaient (et existent) bel et bien et dès lors toute solution envisageable aurait dû en tenir le plus grand compte. Il incombait à la présidence britannique (1<sup>er</sup> semestre 1998) de couper le nœud gordien. Il était grand temps.

### La proposition de la Commission

48. Lors de la réunion du Conseil du 24 novembre 1997, la Commission avait présenté sa proposition de décision "concernant l'établissement d'une initiative communautaire en faveur de la manifestation 'Ville européenne de la culture'". On se souviendra en effet que la manifestation en question était une initiative de type intergouvernemental, la Commission intervenant essentiellement par l'octroi de subventions (modestes certes, mais toujours très appréciées par les états membres) dans le contexte du programme *Kaléidoscope*. La proposition de la Commission visait donc à "communautariser" l'initiative lancée par Melina Mercouri en 1983: les considérants de la proposition en indiquaient les raisons. En premier lieu le fait qu'en vertu du traité la Communauté disposait désormais d'une compétence en matière culturelle et que dès lors il y avait lieu "de placer sur la nouvelle base juridique l'ensemble des actions d'encouragement menées par la Communauté dans le domaine culturel". Dans ce contexte, "une initiative européenne...doit correspondre à des objectifs définis et mobiliser les moyens prévus par le traité conformément aux conditions stipulées à son article 128".

En outre, "pour répondre aux principes d'action énoncés dans l'article 128, il convient de désigner chaque année, une 'ville européenne de la culture' appelée à réaliser un projet culturel sur la base d'un thème spécifique d'intérêt européen, le cas échéant, en association avec d'autres villes européennes". Mais le dispositif de la décision, telle que présentée par la Commission, n'offrait pas les instruments indispensables pour surmonter les difficultés liées au choix annuel de la ville. En effet les modalités de désignation de la ville, contenues dans l'article 2 de la proposition de décision, prévoyaient la soumission des candidatures à la Commission, la réunion par celle-ci d'un jury "appelé à émettre un avis sur les candidatures présentées" et la désignation par le Conseil, sur proposition de la Commission et à la majorité qualifiée, de "la ville européenne la culture".

49. Ce dispositif recelait deux défauts d'ordre politique et juridique. Tout d'abord le texte de l'article en question conférait à la Commission un rôle politique important puisque il prévoyait que les états membres "soumettent à la Commission européenne le dossier de candidature de la ville ou des villes éligibles"; à la Commission uniquement, en ignorant les autres institutions. Par la suite le texte attribuait à la Commission la tâche de réunir un jury "appelé à émettre un avis sur les candidatures présentées"; même si le jury est composé de membres désignés de façon paritaire (deux membres chacun) par les trois grandes institutions (Conseil, Parlement et Commission; le

septième membre étant du ressort du Comité des Régions), les dispositions de l'article 2 stipulaient que "le jury remet son avis à la Commission". Ce n'était qu'en fin de parcours que le Conseil était appelé à entrer en jeu puisque "le Conseil désigne, à la majorité qualifiée, 'la ville européenne de la culture' pour l'année considérée", cela "sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen". Ce dispositif constituait le deuxième défaut du texte.

Même si le choix de la ville revenait au Conseil, l'introduction de la majorité qualifiée dans une matière soumise en vertu du traité à la règle de l'unanimité suscita beaucoup de réserves parmi les délégations des états membres qui considérèrent la proposition de la Commission une façon détournée de court-circuiter les difficultés découlant de la recherche de l'unanimité. En outre il semblait à plusieurs états membres difficile concevoir l'éventualité d'être minorisé (et donc exclu) d'une manifestation très médiatisée et autour de laquelle des efforts importants avaient été consentis pour la promotion de la ville candidate. D'ailleurs le refus des états membres de s'acheminer de commun accord vers la "procédure olympique" du choix d'une ville était le réflexe de cette "impossibilité" de se voir exclu. En outre, les plus ou moins savantes discussions d'ordre juridique que le recours envisagé à la majorité qualifiée avaient suscitées de la présentation de la proposition de la Commission, indiquaient que le Conseil serait resté dans l'impasse, incapable de décider une solution acceptable pour 2001 et pour les années suivantes.

## La formule britannique

50. Confrontée avec cette éventualité peu glorieuse, la présidence britannique à laquelle il incombait de guider le Conseil au cours du premier semestre 1998 eut le grand mérite de proposer une formule simple dans son automatisme que tous les états membres étaient en mesure d'accepter.

Il s'agissait en premier lieu d'établir un mécanisme neutre qui évitait la confrontation entre pays sur le choix des villes. Ce mécanisme ne devait pas être remis en cause chaque fois que la décision devait être prise. Il fallait donc un système permanent et conçu de manière à éliminer les questions liées au choix des villes. Pour ce faire, il fallait préétablir un cadre comportant l'ordre dans lequel au cours de quinze années (l'Union était alors composée de quinze états membres) les différents pays devraient présenter la candidature d'une ville de leur choix au titre de capitale européenne de la culture (dans la solution britannique le titre de la manifestation devenait celui de "capitale" en rendant ainsi officiel l'usage de cette appellation que dans plusieurs pays s'était entre temps imposé).

Le huitième considérant de la décision instituant la "Capitale européenne de la culture pour les années 2005 à 2019" exprimait clairement les raisons de cette approche: "considérant qu'il y a lieu...d'instaurer un système de désignation par rotation permettant à chaque Etat membre de voir désigner une de ses villes à intervalles réguliers; qu'une décision unique arrêtant l'ordre dans lequel les Etats membres seront les sièges de la manifestation est le meilleur moyen pour mettre en place un système de rotation prévisible, cohérent et transparent."

Restait le problème immédiat des candidatures pour 2000, 2002 et 2003 (entre temps Gênes s'était ajoutée à la liste). La présidence britannique avait, dans ce cas aussi, trouvé une solution appréciable. En effet, elle avait considéré la question du choix des villes globalement, la rotation entre pays pouvant s'appliquer seulement une fois que le casse-tête des désignations pour la période 2001-2003 serait résolu. La présidence considérait la problématique dans son ensemble et proposait d'apurer, pour ainsi dire, la charge du passé pour que la nouvelle décision ne soit pas affectée lors de sa mise en œuvre, par des situations conflictuelles. Après des sondages auprès des autres délégations, elle était en mesure de présenter un "paquet" dont les deux composantes étaient strictement imbriquées. D'une part il fallait que les pays qui avaient présenté des candidatures obtiennent ce qu'ils demandaient; comme les candidats étaient nombreux, il fallait grouper la plupart des villes (deux par an) et sacrifier les autres. Parmi les villes en lice, les deux situées dans des pays tiers (la Lettonie avait introduit sa demande d'adhésion à l'Union presque trois ans

auparavant) furent sacrifiées: l'éventualité d'élargir le nombre de villes de deux à trois par an, ne bénéficiait d'aucun soutien parmi les délégations.

Si, dans un souci de compromis, tous les états membres étaient disposés à envisager que pour une période limitée dans le temps l'on déroge au principe d'une seule ville par an, ils étaient hostiles à l'éventualité d'un nombre de villes supérieur à deux.

51. Ce fut ainsi que le 28 mai 1988 le Conseil décida (par la voie d'un acte intergouvernemental puisque la matière n'était pas encore "communautarisée") de désigner:

- pour 2001, Porto et Rotterdam;
- pour 2002, Bruges et Salamanque;
- pour 2003, Graz;
- pour 2004, Gênes et Lille.

Quant à Bâle et Riga, le procès-verbal du Conseil indiquait qu'elles "sont invitées à organiser un mois Culturel européen en 2001". Il faut noter que la «manifestation du "mois culturel européen" avait été introduite en 1992 dans un souci de permettre à des pays non communautaires de participer à un événement culturel à l'échelon communautaire mais en position marginale. Les conclusions des ministres de la culture réunis au sein du Conseil du 18 mai 1990 stipulaient, entre autres, que "compte tenu de l'intérêt très généralement témoigné par les villes européennes à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté pour organiser cette manifestation, les ministres conviennent de créer une autre manifestation culturelle, à savoir un 'mois culturel européen' se déroulant chaque année dans une ville (d'un pays européen se fondant sur les principes de la démocratie, du pluralisme et de l'Etat de droit) et qui s'intitulera 'l'Europe à [nom de la ville], 199...'".

De 1992 jusqu'à 1999, les villes qui organisèrent la manifestation furent: Cracovie, Graz, Budapest, Nicosie, St. Petersburg, Ljubljana, Linz et La Valette (la même année, en 1998), Plovdiv. La manifestation du "mois culturel" s'avéra rapidement être perçue par les pays intéressés comme une sorte de "strapontin", voire d'aumône faite aux "parents pauvres" hors Communauté. Elle avait eu le mérite de faire participer d'autres pays à un événement réservé aux pays communautaires contribuant ainsi à leur meilleure connaissance auprès du public européen; mais à la longue, cette manifestation révélait ses points faibles (entre autres la nécessité de tenir l'événement en été pour maximiser la participation du public; mais cette exigence comportait souvent des coûts élevés. En outre l'impératif de concentrer les différentes manifestations en l'espace d'une trentaine de jours comportait des problèmes d'organisation souvent difficile à résoudre).

Cette pourtant belle idée (qui avait été ventilée par Melina Mercouri elle-même en 1983) se heurtait à une mise en pratique difficile et ressentie comme insatisfaisante par les autorités des pays intéressés au point que dans sa proposition de décision du 30 octobre 1997 ("concernant l'établissement d'une initiative communautaire en faveur de la manifestation 'Ville européenne de la culture'") la Commission écrivit de façon lapidaire dans son septième considérant "qu'il convient de mettre fin en même temps à la manifestation du mois culturel européen". Ce considérant ne figurera pas dans le texte de la décision finale du 25 mai 1999 (instituant une action communautaire en faveur de la manifestation "Capitale européenne de la culture pour les années 2005 à 2019"), mais il devait être clair déjà en mai 1988, au moment de l'approbation par le Conseil de sa position commune, que "le mois" avait vécu. Et donc cette "invitation" à Riga et à Bâle à organiser un mois culturel en 2001 a pu sembler à certains quelque peu désinvolte. Il faut noter que les désignations pour les années 2001-2004 étaient les dernières arrêtées par voie d'accord intergouvernemental.

### Contenu de la décision "Capitale européenne de la culture"

52. Les principaux éléments de la décision «Capitale européenne de la culture» sont les suivants :

- L'objectif de l'action communautaire en question est de mettre en valeur la richesse, la diversité et les traits caractéristiques communs des cultures européennes et de contribuer à améliorer la connaissance que les citoyens européens ont les uns des autres.

- Les états membres peuvent proposer à tour de rôle la candidature d'une ou de plusieurs villes (proposition accompagnée au besoin d'une recommandation) au titre de capitale européenne de la culture, dans l'ordre suivant (à partir de 2005 et jusqu'en 2019) : Irlande, Pays-Bas, Luxembourg, Royaume-Uni, Autriche, Allemagne, Finlande, Portugal, France, Suède, Belgique, Espagne, Danemark, Grèce et Italie.

Cet ordre chronologique peut être modifié d'un commun accord par les états membres concernés. C'est ainsi que déjà lors de l'adoption de la position commune, le 28 mai 1998, le Conseil avait noté l'intention des Pays-Bas et de la Grèce d'échanger leur place sur la liste figurant à l'annexe de la décision: cette intention était confirmée par la suite et en 2006 la capitale européenne de la culture sera en effet Patras.

Les candidatures sont présentées au plus tard quatre ans avant le début de la manifestation.

La Commission réunit chaque année un jury appelé à établir un rapport sur la ou les candidatures présentées en fonction des objectifs et caractéristiques de cette action. Ce jury est composé de hautes personnalités indépendantes, au nombre de sept, experts dans le secteur culturel, dont deux sont désignées par le Parlement européen, deux par le Conseil, deux par la Commission et une par le Comité des régions. Le jury présente son rapport à la Commission, au Parlement européen et au Conseil.

Le Parlement européen peut adresser un avis à la Commission sur la ou les candidatures dans un délai de trois mois après la réception du rapport. Le Conseil, statuant sur recommandation de la Commission, établie à la lumière de l'avis du Parlement et du rapport du jury, désigne officiellement la ville en tant que Capitale européenne de la culture pour l'année indiquée dans sa candidature.

53. Cette action est ouverte à des pays européens tiers. Ces pays peuvent proposer la candidature d'une ville comme capitale européenne de la culture. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur recommandation de la Commission, désigne officiellement l'une de ces villes en tant que capitale européenne de la culture pour chaque année. Donc, aux termes de la décision, il peut y avoir deux capitales européennes de la culture par an: l'une dans un Etat membre et l'autre dans un autre pays européen.

Chaque ville désignée établit un programme de manifestations culturelles mettant en valeur la culture et le patrimoine culturel qui lui sont propres, ainsi que sa place dans le patrimoine culturel commun, et associant des acteurs culturels d'autres pays européens, dans le but d'établir des coopérations durables. En principe, la durée de ce programme doit être d'un an, mais les villes désignées peuvent choisir à titre exceptionnel une période plus courte. Les villes peuvent ouvrir leur programme à la participation de leur région. Les programmes des villes désignées pour la même année doivent présenter un certain lien.

54. Le 7 mai 2002 la première capitale de la culture était désignée au titre de la décision 1419/1999/CE. Le jury prévu par la décision avait examiné les quatre candidatures irlandaises. En fait, le processus pour désigner la ville de Cork comme la capitale européenne de la culture 2005 prit deux ans: en mai 2000, les délégations française et portugaise procédaient à la nomination des membres du jury; en septembre 2001 le Parlement européen, le Conseil et la Commission recevaient le rapport du jury; en mars 2002 la Commission présentait une recommandation de décision du Conseil et en mai 2002 le Conseil adoptait sa décision.

55. Le processus pour désigner la ville grecque de Patras (seule candidate) pour 2006 s'était déroulé de la même manière que celui qui eut lieu l'année précédente: les institutions recevaient en octobre 2002 le rapport du jury et la décision finale était prise le 6 mai 2003.

56. Pour 2007, le jury présenta son rapport le 14 avril 2004 et le Conseil désignait le 27 mai 2004 Luxembourg et Sibiu (Roumanie) – cette dernière ville conformément à l'article 4 de la décision concernant la désignation d'une ville d'un pays européen tiers.

57. Les capitales européennes pour 2008, Liverpool (Royaume-Uni) et Stavanger (Norvège), avaient également été désignées par le Conseil le 27 mai 2004, à la lumière du rapport du jury du 4 mars 2004.

Il est à noter que pour 2007 et 2008, le Parlement européen n'avait pas transmis d'avis sur le rapport du jury afin de marquer son mécontentement sur le processus de sélection et le manque de concurrences constatées.

58. Dans l'intervalle, la Commission avait présenté au mois de novembre 2003 une proposition modifiant la décision 1419/1999.CE en vigueur afin de garantir la participation des nouveaux Etats membres à la manifestation "Capitale européenne de la culture". Pour les années 2009 à 2018, un nouvel Etat membre pourra accueillir une "Capitale européenne de la culture" chaque année en plus des Etats membres déjà mentionnés dans l'annexe de la décision.

59. Bien qu'ayant recueilli l'approbation unanime du Conseil, cette proposition de la Commission fut accueillie de manière critique de la part du rapporteur du Parlement européen (président à l'époque de la Commission de la culture). Ce dernier déplorait le manque de concurrence entre les villes dans le système actuel suite à la tendance des Etats membres à ne présenter qu'une seule candidature, rendant le rôle du jury superflu et empêchant le Parlement d'avoir une quelconque influence sur la désignation de la "Capitale européenne de la culture". La critique de Monsieur Rocard était parfaitement fondée: la volonté non déclarée, mais évidente, des Autorités des Etats membres étant apparemment celle d'exclure de la décision relative au choix de la ville toute "interférence" provenant d'une Institution communautaire. Mais du point de vue juridique, les critiques et observations de l'ancien premier ministre français n'étaient pas recevables, car comme l'indiquait la Commission, la presque totalité des amendements présentés par Monsieur Rocard visant à renforcer le rôle du jury et celui du Parlement ne pouvaient pas être pris en considération du fait qu'ils allaient bien au delà du champ d'application de la proposition de décision qui se bornait à offrir la possibilité aux nouveaux Etats membres d'être partie prenante de la manifestation, les règles de celle-ci restant inchangées. Il va de soi que la position de la Commission fut particulièrement appuyée par les nouveaux Etats membres. Ce fut ainsi que le Conseil et le Parlement européen adoptaient la nouvelle décision le 26 avril 2005 sans apporter d'amendements significatifs au texte présenté par la Commission.

Celle-ci, cependant, pour rendre la tâche du Parlement moins ingrate, s'était engagée à présenter, dans le courant de 2005, une nouvelle proposition qui apporterait des changements importants au système en vigueur. Cette nouvelle proposition a été effectivement présentée le 30 mai 2005 et, à l'heure actuelle, il semble que le Conseil et le Parlement européen s'acheminent vers son adoption.

### Vers le nouveau programme "Culture" (2007-2013)

60. n est de même avec la proposition visant à remplacer l'actuel programme "Culture 2000": les travaux avaient bien avancé en 2005, tout en laissant la question du financement en suspens, dans l'attente d'une décision du Conseil européen sur les perspectives financières. La question ayant été tranchée par les chefs d'état et de gouvernement en décembre 2005 de la manière que l'on sait, il faut en voir maintenant l'impact sur les "petits programmes" tels que les programmes culturels. Il semblerait que dans le secteur de l'action culturelle, l'attitude restrictive du Conseil

européen aura des effets négatifs beaucoup moins importants que dans le secteur de l'éducation: une augmentation non négligeable (bien qu'insuffisante) de l'enveloppe financière du nouveau programme est en effet envisagée (400 millions d'euros pour sept ans). Ceci serait plutôt encourageant par les temps qui courent.

## CONCLUSIONS

Nous avons procédé à une brève esquisse de l'histoire de l'action culturelle au niveau communautaire. Nous avons vu que cette action a pu voir le jour grâce à l'intuition d'un visionnaire, Altiero Spinelli et à l'immense travail de préparation déployé par le fonctionnaire auquel fut confié le dossier, Robert Grégoire.

Cela peut paraître paradoxal, mais au moment de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht comportant un article dédié à la culture, des difficultés et des obstacles supplémentaires sont venus s'ajouter à ceux qui s'étaient manifestés au cours de la période "hors traité". En effet avant Maastricht, la Commission a pu pleinement profiter de l'exercice de ses prérogatives en agissant en étroite collaboration avec le Parlement européen et après s'être assurée du soutien des Etats qui, au fur et à mesure, ont bénéficié de ses initiatives ou qui sont particulièrement sensibles à celles-ci. C'est le cas par exemple du soutien à la conservation du Parthénon et de la création de l'Orchestre des jeunes de la Communauté. A cette époque de la construction européenne, la Commission a joui de beaucoup de libertés, notamment en ce qui concerne les projets pilotes qu'elle a lancé et qui ont duré plusieurs années et préfiguré d'éventuels programmes en bonne et due forme (c'est le cas, par exemple, du programme audiovisuel *Media* qui a vu le jour en 1991, après une "phase pilote" de trois ans). Or, cette grande souplesse, cette liberté de manœuvre a disparu progressivement avec l'application du nouveau traité. D'une part les règles et la jurisprudence imposent à la Commission une conduite plus restrictive en matière de projets-pilote et de leur financement. D'autre part, l'article que le traité consacre à la culture fixe des limites précises à l'initiative de la Commission. Et pourtant. L'on se rappellera que le "refrain" le plus entendu au cours des années '80 était que la Communauté devait cesser d'être une "Europe des marchands"; qu'elle devait trouver ou retrouver son "âme"; que la politique agricole et l'édification progressive d'un marché unique ne pouvaient à elles seules satisfaire les attentes de tous ses citoyens qui réclamaient "davantage d'Europe".

Le moment favorable pour une Europe de la culture a semblé arriver. Du côté éducation, le pas a été franchi avec les premiers glorieux programmes *Comett* et *Erasmus*. La situation a semblé donc propice pour un saut de qualité, pour un passage du "bricolage institutionnel" semi clandestin à une véritable action communautaire en matière culturelle même si de dimensions modestes. De fait, les réticences, voire l'aversion, que certains pays ont éprouvé envers tout projet qui aurait conféré une base juridique certaine à l'action culturelle, a conduit d'abord à retarder l'entrée de la culture dans le traité et, par la suite, à assortir le nouvel article 128 de garde-fous significatifs, le premier en ordre d'importance étant celui de la règle de l'unanimité. Donc, l'introduction dans le Traité de Maastricht de l'article consacré à la culture est en réalité une victoire uniquement apparente pour les partisans d'une Europe à visage humain. Si, sur le plan du principe, l'Europe des citoyens a franchi une étape importante, les dispositions de l'article consacré à la culture ont rendu sa mise en œuvre difficile. A part la règle de l'unanimité, qui confère de fait un droit de veto à n'importe quel pays, les limites à l'intérieur desquelles la Commission peut faire des propositions ne permettent pas d'envisager des actions d'une envergure réelle. Et quand, malgré ses limites, la Commission parvient à soumettre un programme cohérent, bien que modeste (comme cela a été le cas pour *Culture 2000*), il est loisible à n'importe quelle délégation nationale d'imposer, en vertu de la règle de l'unanimité, ses vues restrictives, notamment en ce qui concerne la dotation budgétaire. Dès lors, il est tout à fait compréhensible que le Parlement européen vive mal une telle situation. En effet l'article 128, aujourd'hui 151, lui confère le rôle de codécideur ensemble avec le Conseil. De fait, celui-ci, prisonnier de la clause de l'unanimité, arrive après de véritables négociations aussi

longues qu'acharnées, à ficeler un paquet sur lequel il recueille l'accord de toutes les délégations. Mais il sait que si un seul élément du paquet établi si péniblement, à 15 jusqu'en mai 2004 et à 25 à l'heure actuelle, est remis en cause, tout le compromis échoue. Il est donc obligé, pour ce qui reste de la proposition de la Commission, de ne rien céder de substantiel aux revendications du Parlement ; s'il le faisait, son unanimité se dissoudrait et, de ce fait, aucune décision ne pourrait être arrêtée. Le Conseil est donc obligé de fait à "ne pas négocier" avec le Parlement. Il arrive devant ce dernier avec sa position dans laquelle rien de substantiel ne peut être modifié et demande au Parlement de l'accepter en l'état.

On peut comprendre que le Parlement ne soit pas disposé à jouer ce genre de jeu. Il est fort probable qu'à l'avenir le Parlement décide de "voir" les cartes du Conseil, même si cela peut signifier que la décision relative à un programme soit renvoyée "sine die" avec de nombreuses conséquences graves pour les bénéficiaires potentiels du programme. Il est des cas dans lesquels il est préférable de s'acheminer vers un conflit ouvert afin que, par la suite, les parties en cause œuvrent pour trouver des solutions équitables et viables.

Entre-temps, le traité constitutionnel n'ayant pas été ratifié, la situation relative à la règle de l'unanimité reste inchangée. Si pour des décisions qui ne comportent pas d'engagement financier, comme par exemple la décision instituant de nouvelles règles pour la "Capitale européenne de la culture", l'accord avec le Parlement européen a été aisé (car le paquet sur lequel le Conseil s'est mis d'accord ne comportant pas d'implications financières a pu être modifié au cours de négociations avec le Parlement), tel n'est pas le cas pour le programme assorti d'une enveloppe financière. Dans ce contexte, les pays qui ne sont pas convaincus de l'opportunité d'une action culturelle de l'Union européenne et/ou qui sont en faveur du gel des dépenses communautaires peuvent, en vertu de la règle de l'unanimité, freiner sinon bloquer les décisions. Evidemment, quand on considère les montants qui ont été mis en jeu dans le passé et ceux qui le sont actuellement, cet acharnement paraît dérisoire. Quant on pense aux trois premiers programmes, *Kaléidoscope*, *Ariane* et *Raphaël*, dotés globalement d'environ 78 millions d'euros; quant on pense à Culture 2000 doté de 167 millions d'euros pour les cinq premières années; lorsque l'on pense que ces montants ont fait l'objet de discussions âpres et interminables, on est en droit de se demander si le jeu en vaut véritablement la chandelle. En termes de visibilité auprès des citoyens européens, l'action culturelle demeure bien discrète. A la différence d'*Erasmus* qui, dans le domaine de l'éducation, connaît depuis 1985 un succès croissant et est dès lors très largement connu dans la société européenne, Culture 2000 est un programme connu essentiellement dans le milieu des opérateurs culturels. Ce n'est pas négligeable mais c'est insuffisant. En fait, malgré la consécration par le traité, la culture au niveau européen demeure une activité semi clandestine ou, tout au moins, effacée, presque comme à ses débuts. Mais à ce moment-là, l'enjeu était de construire par touches successives, une sorte d'acquis sur lequel fonder les avancées futures. La Commission disposait alors de moyens pour lancer, en coopération avec le Parlement, voire avec sa complicité, des actions-pilote destinées dans le fait à être pérennisées. L'article inséré dans le traité met une fin à des usages bien établis. La Commission peut déposer désormais uniquement des propositions rigoureusement conformes aux dispositions de l'article 151 et doit par ailleurs se conformer à la jurisprudence de la Cour qui limite rigoureusement tout recours aux actions-pilote. Cela pourrait configurer une situation parfaitement gérable, comme c'est le cas dans le domaine de l'éducation.

Toutefois, la règle de l'unanimité rend toute l'action culturelle désespérément difficile, tant par la conception des projets que durant leur négociation au sein du Conseil. La Commission doit opérer des choix déchirants, sacrifier des parties importantes des programmes en discussion pour obtenir en dernier ressort l'accord unanime des Etats membres, y compris de ceux qui sont les plus réticents. C'est un travail de lime et de sape organisé sagement par les délégations qui pour des raisons de principe ou d'ordre financier veulent réduire de façon draconienne l'impact de la proposition de la Commission. A la fin, quelque chose subsistera qui sera important pour les utilisateurs du programme, quoique dérisoire au vu des financements consentis.

C'est dans cette optique que, périodiquement, des voix se lèvent pour réclamer des financements dignes de ce nom pour la culture. La dernière de ces initiatives promue notamment par des parlementaires européens, par la Fondation européenne de la culture et par le forum européen des Arts et du patrimoine en mars 2005, préconise un financement de l'action culturelle égal à 70 centimes d'euro par citoyen de l'Union (au total 315 millions d'euros par an au budget communautaire). Au-delà de sa portée médiatique, l'initiative met l'accent sur un problème véritable. Il est inutile de promouvoir des projets dans le domaine culturel au niveau européen si on ne le dote pas de moyens financiers suffisants. Des programmes dépourvus des financements adéquats sont destinés à mécontenter un grand nombre d'utilisateurs potentiels, en particulier ceux qui du fait de l'exiguïté des moyens mis à la disposition des programmes en sont écartés, indépendamment de la qualité des projets présentés. Or la dotation prévue pour le nouveau programme "culture" atteint, après les décisions du Conseil européen en matière de perspectives financières, 400 millions d'euros sur 7 ans. C'est un signal encourageant quoique insuffisant. En effet, les partisans d'un financement plus généreux, ont fait valoir dans les discussions, que le budget de *Culture 2000* équivalait au budget annuel de l'Opéra de Cologne. Disons que la dotation du nouveau programme, si approuvée en l'état, représentera un budget comparable à celui dont disposent, sur base annuelle, les opéras de certaines grandes villes (peut-être Munich ou Rome, par exemple). Il est intéressant de noter qu'en même temps, en vertu des fonds structurels européens, et notamment du fonds de développement régional, de nombreux projets importants ont été réalisés dans le domaine culturel. A savoir surtout des projets qui visent la restructuration d'immeubles et l'aménagement de sites. Mais, comme l'indiquait la Commission dans son premier rapport du 15 avril 1996 sur la prise en compte des aspects culturels dans l'action de la Communauté, "si des moyens importants sont consacrés à des activités culturelles ou à la dimension culturelle, les opérations réalisées ne relèvent pas ou rarement d'une politique déterminée qui répondrait aux missions assignées à la Communauté dans le domaine culturel. Elles ne correspondent pas à un projet culturel et n'ont pas ou peu de finalités culturelles communautaires".

Force est de constater que malgré les dispositions du paragraphe 4 de l'article 151 du Traité<sup>2</sup>, les interventions communautaires dans le domaine de la culture poursuivent des objectifs différents. Dans leur document de travail du 24 février 2004 sur l'utilisation des Fonds structurels dans le domaine de la culture pendant la période 1994-1999, les services de la Commission soulignent que tandis que "les Fonds structurels visent le développement régional au sein de l'Union européenne... le programme *Culture 2000* encourage la coopération multilatérale en Europe. L'objet des interventions est également très différent: pour les Fonds structurels, il s'agit principalement de financements d'infrastructures culturelles ou encore de conservation du patrimoine, alors que dans le cas du programme 'Culture 2000', l'accent est mis sur la collaboration entre acteurs de la vie culturelle de plusieurs pays européens autour d'un projet commun. Il s'agit donc de soutenir des actions de coopération culturelle qui peuvent prendre des formes très diverses. Cette dimension de coopération est quasiment absente des projets financés par les Fonds structurels, sauf, dans une certaine mesure, ceux financés par Interreg"<sup>3</sup>.

Ces interventions sont manifestement complémentaires. Mais il va de soi que toute intervention visant le domaine de la culture dans les contextes des Fonds structurels répond à l'objectif supérieur de la cohésion économique et sociale. La modernisation d'un hôtel de ville ou la restructuration d'une ancienne grange sont des actes qui ont une portée culturelle certaine. Mais ils sont conçus et finalisés dans le but principal de favoriser le dynamisme économique et social au sein des régions: l'aspect culturel demeure secondaire. Au fond on peut estimer que miser surtout sur le contenu du paragraphe 4 de l'article 151 du Traité revient à indiquer que, à plus ou moins long terme, l'on pourrait se passer des autres dispositions de l'article en question; compte tenu de la difficulté de son application (du fait notamment de la règle de l'unanimité) autant vaudrait se tenir

<sup>2</sup>"La Commission tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions du présent traité, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures".

<sup>3</sup> SEC(2004) 237.

surtout ou seulement à la règle qui impose à la Commission de “tenir compte des aspects culturels dans son action”. Certains pays verraient avec soulagement l'action culturelle devenir la conséquence d'autres politiques tout en perdant ainsi sa spécificité telle qu'elle apparaît dans le programme *Culture 2000* ainsi que dans la proposition du nouveau programme. Or le programme encore en vigueur et celui qui est destiné à le remplacer apportent, même si modestement, une valeur ajoutée européenne au développement de la coopération transnationale multilatérale entre opérateurs culturels. Ce n'est pas négligeable, compte tenu des résistances que l'action culturelle a rencontré avant d'avoir droit de séjour parmi les dispositions du Traité.

Voilà pourquoi les pays qui ne voient pas avec beaucoup de faveur l'action culturelle au niveau communautaire disposent de trois cartes importantes pour leur bataille d'arrière-garde: favoriser la mise en œuvre du paragraphe 4 de l'art. 151 (en sous-entendant que si ce paragraphe est appliqué de façon correcte, il n'y a pas un réel besoin de mettre en œuvre les dispositions de l'article en question qui indiquent spécifiquement les domaines dans lesquels peut s'exercer l'action de la Communauté (il s'agit surtout du libellé du paragraphe 2); maintenir la règle de l'unanimité pour les décisions au sein du Conseil: celle-ci doublée de l'obligation de la “codécision” avec le Parlement, assure le blocage de chaque décision jusqu'au moment où un compromis de très bas profil est enfin trouvé: ce compromis recèle en général en soi les insuffisances qui seront par la suite stigmatisées par les mêmes administrations nationales qui se sont battues le plus pour une solution au rabais; en tout état de cause octroyer à l'action culturelle les moyens budgétaires les plus modestes possibles. Avec de telles perspectives, l'optimisme n'est pas de rigueur.

La situation dans laquelle verse la construction européenne après le double refus français et néerlandais du traité constitutionnel exigerait de la part de l'Union des réponses concrètes à l'égard de la demande d'une Europe plus compréhensible et plus proche des citoyens et de leurs aspirations. L'action culturelle pourrait être un instrument approprié pour répondre à ces demandes. Encore faudrait-il que les Etats membres le veuillent. Mais c'est une autre histoire.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

La Settimana rossa ravennate e la reazione dei conservatori

Laura Orlandini

Al di là degli esiti anche piuttosto violenti dello sciopero generale indetto dalla Confederazione generale del lavoro (Cgdl) in seguito all'eccidio di Ancona del 7 giugno 1914, l'episodio più propriamente "insurrezionale" che caratterizza la Settimana rossa è di fatto assai breve, e circoscritto in un'area piuttosto limitata: soltanto una parte della provincia di Ravenna ne viene realmente coinvolta<sup>1</sup>, con qualche momento significativo a Imola e in pochi centri della provincia di Forlì. Nessun episodio di violenza verso persone, pochissimi momenti di scontro tra manifestanti e forza pubblica, a parte l'episodio che ha portato alla morte, incidentale secondo larga parte della storiografia, di un commissario di polizia davanti alla questura di Ravenna nel giorno dei maggiori tumulti<sup>2</sup>. È però evidente che riesce ad animare, una volta concluso, dibattiti appassionati all'interno di diverse aree politiche: tutta Italia si interrogherà sul potenziale rivoluzionario delle masse, sui possibili esiti dello sciopero, sulle ragioni che hanno portato una regione di provincia, lontana dai grandi centri, a provare una rivolta.

Nel tentativo di valutare la portata dell'episodio ho ritenuto interessante indagare quello che, nell'analisi dei vari fenomeni sociali che vi ruotano attorno, è stato finora lasciato in disparte: cioè quanto il momento insurrezionale abbia inciso nei rapporti e nelle scelte politiche dei conservatori. E per conservatori s'intende un'area piuttosto vasta del frammentato mondo politico del '14: dalla tradizionale classe liberale e costituzionale, agli agguerriti nazionalisti, fino a tutte le diverse sfumature del mondo cattolico. Ciò che unisce queste diverse aree è il filo conduttore della paura del "sovversivismo", che trova nella Settimana rossa il suo momento di svolta, la sua possibile concretizzazione. Risale d'altronde proprio a pochi giorni dopo la Settimana rossa il primo documento nazionalista (redatto dall'Associazione Nazionalista Italiana in assemblea a Bologna) che si propone di arginare con tutti i mezzi il fenomeno "sovversivo", in difesa della sicurezza e stabilità delle istituzioni statali ("Il Resto del Carlino", 15 giugno 1914).

Il breve tentativo insurrezionale che anima la Romagna (e in particolare la provincia di Ravenna) nel giugno del '14 si ritrova a fungere da catalizzatore per forze politiche che negli ultimi anni stavano costruendo e definendo i loro rapporti. I costituzionali e i cattolici, sorpresi e infuriati da quanto avvenuto, sono costretti a considerare l'episodio come elemento significativo per smuovere prese di posizione che prima stentavano ad affermarsi all'interno dei paradigmi, già consunti ma ancora vigenti, dello stato liberale postunitario. Paradigmi dietro i quali si stavano formando però forze nuove: il crescere in senso rivoluzionario dei partiti popolari, l'avvicinamento tra Chiesa e Destra storica in funzione antisovversiva, l'imbaldanzarsi dei gruppi nazionalisti con gli entusiasmi per la guerra in Libia. Questa "rivoluzione" che prima era soltanto argomento da comizio, diventa ad un tratto qualcosa di tangibile e di concreto, e la sommossa, subito svanita, fa in un certo senso "scattare la molla" di questi fronti che da tempo si stavano preparando scrutandosi da lontano. Credo che in questo mutamento vadano cercati in parte quei presupposti di radicalizzazione del dibattito e dello scontro politico, che si faranno poi evidenti estremizzandosi negli anni del dopoguerra. Una inversione di rotta che si forma anche all'interno di quella matassa di polemiche, invocazioni di protezione, ed enfaticizzazioni giornalistiche che le forze conservatrici mettono in atto durante tutta l'estate del '14.

---

<sup>1</sup> Coinvolte nei disordini principalmente: Ravenna, Mezzano, Alfonsine, Villanova di Bagnacavallo, Voltana, Fusignano; qualche episodio significativo a Castelbolognese, Conselice, Massalombarda, Bagnacavallo, e nella zona del cervese. Per una panoramica dei disordini in provincia, si veda Luparini 2004.

<sup>2</sup> Il commissario Giuseppe Miniagio viene colpito alla testa "da una bottiglia di seltz", secondo quanto afferma la relazione della prefettura, la mattina del 10 giugno, morendo sul colpo (Archivio centrale dello Stato, Direzione generale di Pubblica sicurezza, Ufficio riservato, 1914, busta 27, foglio 522). L'episodio verrà poi largamente utilizzato dalla stampa "d'ordine" in funzione antisovversiva, e i funerali del commissario diverranno occasione per una chiamata a raccolta di tutte le forze costituzionali, allo scopo di attuare una manifestazione di protesta contro lo sciopero e i partiti "sovversivi".

## La rivolta nella prime pagine: come reagisce la stampa

Non appena si riprendono i contatti con l'isolata provincia di Ravenna, i quotidiani nazionali che si erano occupati degli esiti (spesso nefasti) dello sciopero generale in Italia, sono torrenzialmente invasi da descrizioni e commenti dal tono cupo e rammaricato. Corrispondenti in automobile che attraversano "l'ubertosa campagna" tracciano l'immagine di stazioni danneggiate, resti di incendi, chiese distrutte: "lo spettacolo è così desolante da muovere le lacrime" dice il corrispondente del "L'Avvenire d'Italia" riguardo alla situazione di Alfonsine, in un articolo eloquentemente intitolato *L'orribile rovina* (15 giugno 1914). Non diverso l'atteggiamento della stampa locale, che si sbizzarrisce in descrizioni concitate e commenti carichi di toni agguerriti, soprattutto sulle pagine di quel quotidiano che è espressione della classe conservatrice ravennate, "Il Corriere di Romagna". Nella ricostruzione degli eventi, la stampa moderata focalizza la quasi totalità delle attenzioni nell'elenco minuzioso di ciò che è stato distrutto e dei danni riportati: una attenzione che si spiega con l'assai diffusa "scelta editoriale" di enfatizzare quelli che vengono considerati semplici atti teppistici, ridicolizzando al contempo le aspirazioni rivoluzionarie dei manifestanti. Il contrasto continuamente sbandierato tra "l'albero della libertà"<sup>3</sup> e gli incendi agli edifici è l'esempio più lampante di questa volontà di deridere "il rivoluzionario" (e le sue aspirazioni di rinnovamento sociale) per colpevolizzare maggiormente "il teppista", il facinoroso. I protagonisti di queste cronache sono sempre individui armati fino ai denti e animati da una irrazionale eccitazione collettiva, da una furia distruttrice senza scopo né significato, a cui sono stati spinti da scaltri dirigenti di partito interessati a creare disordini. In risposta a una stampa di sinistra che tende a minimizzare la portata degli eventi e a mettere in evidenza la "buona condotta" dei manifestanti, descrivendo molto spesso un semplice sciopero di protesta ben riuscito, e distaccandosi dagli episodi più problematici, la stampa costituzionale reagisce caricando i toni e invocando l'operato dell'azione giudiziaria, non mancando di lanciare accuse ben precise a quei dirigenti dei partiti popolari considerati i veri "aizzatori di folle".

Simile atteggiamento si trova nella stampa cattolica locale, dove si rileva una sostanziale uniformità di reazione tra le diverse componenti che la caratterizzano. Quello che nel mondo cattolico a livello nazionale è anche una risposta diversificata agli avvenimenti (Bedeschi 1978), con alcuni tentativi di comprensione delle rivendicazioni sociali o di interrogativi sui propri errori, è invece in Romagna una unanime e risoluta accusa verso i partiti popolari, anche da parte di quelle forze cattoliche democratiche che avevano dimostrato aperture moderniste e attenzioni sindacali in contrasto con le scelte dell'istituzione religiosa (è il caso, ad esempio, de "Il Piccolo" di Faenza). Alla ovvia condanna per quanto accaduto, viene affiancata una invettiva accorata e unanime nei confronti di tutti "gli affiliati alla setta infame che è il vero cancro dell'Italia e dell'umanità", come descrivono i commentatori del ravennate "Il Risveglio" (18 giugno 1914). L'eccidio di Ancona, sempre descritto come mero "pretesto" al quale si sono aggrappati i capi "sovversivi" per i loro meschini scopi, viene da tutti giustificato secondo i parametri della versione ufficiale, con dichiarazioni di plauso e di sostegno alle forze dell'ordine. Si nota poi un particolare accanimento nei confronti di chi ha partecipato ai moti, alimentato anche dall'attenzione che viene posta al "degrado morale" (cioè all'allontanamento dalla religione) diffuso tra la popolazione: il "popolaccio", le "masse inferocite", i "forsennati" agiscono con "belluina ferocia" e senza nessuna ragione che meriti tentativi di indagine; le donne, "scarmigliate e discinte", sono "furie" e "megere", gli uomini sono "belve inferocite in sembianza d'uomini", hanno "facce losche di teppisti" dagli "occhi fiammeggianti". Tutta una serie di termini che fanno parte della sfera semantica del satanico e del bestiale, che troviamo anche nelle lettere che i parroci dei centri più

---

<sup>3</sup> In tre dei centri coinvolti nei disordini (precisamente Conselice, Massalombarda, e Fusignano), viene piantato nella piazza principale un albero eretto a simbolo rivoluzionario. In ciascuno dei centri l'episodio è accompagnato da cerimonie improvvisate che coinvolgono molte persone (anche donne e bambini), e immortalato da fotografie che faranno poi il giro di tutti i giornali.

“caldi” inviano alla curia nei giorni della sommossa<sup>4</sup>, e che dimostrano un sostanziale scollamento con quella parte della popolazione politicizzata che ha partecipato ai moti, scollamento di vecchia data che trova nell’episodio insurrezionale uno dei suoi momenti culminanti. “La mano ci trema mentre con l’animo riboccante d’indignazione e d’amarezza stendiamo la cronaca obbrobriosa delle giornate di terrore che la teppa forcaiola e sovversiva ha regalato a Ravenna e alla Romagna”: così comincia la sua cronaca il commentatore del già citato “Il Risveglio”, e l’articolo prosegue poi descrivendo “l’orda di popolo scamiciato ed urlante le più blasfeme imprecazioni”, che passa “devastatore per le borgate e per le città” e che “trascina nel fango i simboli più sacri di religione e di civiltà” (“Il Risveglio”, 18 giugno 1914).

Analizzando la stampa “d’ordine” risulta evidente che tutto il mondo politico costituzionale dà una risposta molto accorata ed emotiva agli incidenti, rivelando di considerare molto importanti i tumulti della settimana del giugno. A volte ponendo l’accento sulla “furia sovversiva”, altre chiamando i protagonisti di quei giorni semplicemente “teppisti”, non accetta comunque che non si dia ai fatti grande rilevanza; e chi parla soltanto di “sciopero” è accusato di voler mentire per evitare l’azione giudiziaria. Parrebbe che gli unici ad essere davvero certi dell’importanza del tumulto siano proprio i moderati, che del tumulto si sentono le vittime: importanza che per loro significa gravità, significa la richiesta dell’azione dello Stato, significa convincersi e convincere che lo Stato è forte e non si lascia intimidire da pochi contadini votati alla rivoluzione.

### Accuse e polemiche: i costituzionali e le forze dell’ordine

“Il nostro governo è epico per la debolezza, la titubanza, l’incertezza, lo smarrimento. S’è mai dato che in uno Stato civile, in tempo di pace, si lascino paesi e città, anzi regioni intere, in piena balia di sé stesse? Nella più assoluta assenza di potere costituito?”<sup>5</sup>.

Con queste parole il noto bibliografo e possidente fusignanese, Carlo Piancastelli, inizia la sua lettera concitata all’amico Emilio Biondi riguardo alla sommossa appena avvenuta. Un tipo di polemica che anima tutto il mondo conservatore in maniera piuttosto unanime: insieme alle accuse lanciate alla stampa e ai partiti “sovversivi” le lamentele sull’operato della forza pubblica e delle istituzioni in genere si trovano costantemente ribadite, in toni a volte anche molto agguerriti.

In Romagna si assiste a una sommossa che nei vari centri rurali non trova praticamente nessun ostacolo da parte delle forze dell’ordine locali, quasi ovunque insufficienti e costrette a rinchiudersi in caserma. Questo aspetto è confermato da diverse fonti, ribadito sia nei commenti giornalistici che nelle relazioni alla prefettura. Anche le due testimonianze dettagliate che possediamo, il diario del parroco di Alfonsine don Luigi Tellarini<sup>6</sup> e quello del militante repubblicano fusignanese Pino Grossi<sup>7</sup>, raccontano di carabinieri “tappati in caserma” con le porte sbarrate, elemento che contribuisce ad alimentare tra i rivoltosi la convinzione di avere tra le mani una rivoluzione vincente.

Nelle relazioni ufficiali l’operato della forza pubblica viene sempre difeso, e le ragioni del mancato intervento vengono attribuite alla mancanza di mezzi necessari e all’esigenza di non far degenerare la situazione. Il generale Giuseppe Ciancio, che gestisce lo stato d’assedio a Ravenna,

---

<sup>4</sup> Le lettere scritte dai parroci al vescovo di Faenza riguardanti i tumulti della Settimana rossa si trovano in Archivio diocesano di Faenza, fondo Documenti vari, busta Z 09, fascicolo *Alfonsine Vicariato*.

<sup>5</sup> Biblioteca Manfrediana di Faenza, sezione manoscritti, carteggio Piancastelli, *Lettere a Emilio Biondi, volume 1911-1916*. Carlo Piancastelli, Fusignano, 21 giugno 1914.

<sup>6</sup> Collezione Piancastelli di Forlì, carte *Romagna*, busta 213, foglio 8. *Memorie del parroco don Luigi Tellarini riguardanti la famosa settimana rossa del giugno 1914 in Alfonsine* (pubblicato integralmente in Lotti 1968).

<sup>7</sup> Collezione Piancastelli di Forlì, carte *Romagna*, busta 213, foglio 3. Giuseppe Grossi, *Gli avvenimenti fusignanesi della settimana rossa (9-10 e 11 giugno) ricordati dal sottoscritto che vi partecipò personalmente e con funzioni direttive*, marzo 1917 (pubblicato interamente o in parte in Fugattini 2001; Fuschini 1988; Lotti 1958).

descrive nella sua relazione la particolare condizione a cui sono sottoposti i carabinieri nei centri rurali, che oltre ad essere isolati e insufficienti hanno a suo avviso anche altri problemi:

Nei piccoli centri la forza pubblica è sminuita e sviata dalla sua naturale funzione perché dipende da autorità anticostituzionali. Che possono fare pochi carabinieri in un piccolo comune in cui la grande maggioranza della popolazione è contraria al presente stato di cose ed a capo del quale si trova un sindaco repubblicano od anarchico che è altresì il capo della polizia locale?<sup>8</sup>.

Per nulla indulgenti nei confronti delle forze dell'ordine sono invece i vari osservatori di parte conservatrice, siano essi nazionalisti, cattolici o liberali. Nel diario di don Tellarini emerge ad esempio un notevole risentimento verso i carabinieri, descritti sempre come figure pavide e goffe che non sono in grado di fare il loro dovere, e anche sulle pagine dei giornali si trovano svariate osservazioni ironiche riguardo alla forza pubblica dei centri rurali.

A Ravenna, invece, la sommossa giunge quando una buona parte delle truppe disponibili è stata mandata su richiesta ad Ancona subito dopo i primi disordini, e la particolare situazione di isolamento comunicativo impedisce di richiedere rinforzi altrove. Benché depauperata, la forza pubblica è però visibile, e già l'11 giugno la decisione di istituire lo stato d'assedio riesce a mettere a tacere molte velleità insurrezionali. Questo non basta però a sedare le polemiche di una agguerrita classe dirigente e di un mondo cattolico più che mai indignato e spaventato, che accusa il prefetto di avere risposto debolmente ai tumulti, non essendo riuscito a impedire l'aggressione alla chiesa del Suffragio e al circolo monarchico della mattina del 10 giugno. Il gruppo liberale costituzionale di Ravenna stila un documento di protesta nei confronti dell'operato della prefettura, "in quanto che un più fermo e sicuro atteggiamento avrebbe trattenuto la folla tumultuante dai lamentati eccessi", che viene consegnato al generale Ciancio e fatto pubblicare sul "Corriere della Sera", unitamente a "un omaggio sincero e devoto" all'operato dell'esercito, "perché il contegno degli ufficiali e dei soldati, specie nei momenti più difficili, è stato semplicemente eroico, ubbidendo essi a un durissimo dovere e conservando la più mirabile calma" ("Il Corriere di Romagna", 18/19 giugno 1914).

Plausi e lodi all'esercito e al suo operato fanno parte di una risposta ai tumulti comune ai conservatori di tutta Italia, che durante i giorni dello sciopero in varie città mettono in atto molto animate contromanifestazioni, richiedendo una azione risoluta nei confronti dei "sovversivi" e l'imposizione del ritorno al lavoro. Non va dimenticato che dal 9 al 12 giugno in molte città d'Italia avvengono significativi momenti di scontro tra manifestanti e forza pubblica, e più volte vengono usate armi da fuoco contro le folle di dimostranti: un numero non quantificato di feriti, tredici morti sulle piazze delle principali città (a cui si aggiungono le tre persone uccise ad Ancona, episodio scatenante dello sciopero), saranno il risultato di questo comportamento delle forze dell'ordine e dell'esercito, non certo inedito nella storia d'Italia degli ultimi decenni (risale appena al gennaio del 1913 l'eccidio di Roccagorga, che aveva fatto deliberare alla Cgdl la scelta di proclamare uno sciopero generale qualora si fossero nuovamente verificati episodi analoghi).

Nella turbolenta provincia di Ravenna, dove non ci sono vittime tra i rivoltosi, le forze costituzionali, appena rimosse dallo spavento, si ritrovano d'accordo nel sostenere che non si debbano più concedere ai "sovversivi" quelle possibilità di azione che hanno permesso il verificarsi di un tentativo insurrezionale. Oltre alle aspre accuse nei confronti di chi tenta di minimizzare l'accaduto, gli uomini "d'ordine" sentono anche l'esigenza di accanirsi nei confronti di chi avrebbe dovuto a loro avviso usare tutti i mezzi a sua disposizione per arginare l'incedere dei partiti popolari. Obiettivo ideale della polemica diventa pertanto il prefetto Gaspare Focaccetti, che fa parte di quella schiera di prefetti "giolittiani", nominati in tempi in cui la politica imposta a questo tipo di carica era quella di portare avanti opera di pacificazione: nella Romagna turbata dalla

---

<sup>8</sup> Archivio centrale dello Stato (Acs), Ufficio riservato, 1914, foglio n. 380. Generale Giuseppe Ciancio, Ravenna, 23 giugno 1914.

Settimana rossa le sue scelte di gestione dell'ordine pubblico vengono interpretate come ammiccamento nei confronti dei "sovversivi".

Dalle comunicazioni tra il prefetto e il ministro dell'interno emerge la contrarietà che anima Focaccetti riguardo a queste accuse che gli sono rivolte. Spiegando e ribadendo come il suo compito sia quello di evitare gravi disordini e di mantenere il più possibile un clima di pacifica collaborazione tra le parti, racconta gli episodi dello sciopero come difficili momenti in cui grazie alla calma dei suoi sottoposti si è riusciti ad evitare pericolosi spargimenti di sangue dalla conseguenze imprevedibili.

E mentre stavano tutti per sparare su d'una folla pigiata di varie migliaia di persone il tenente dei carabinieri Rizzetti con sangue freddo ammirabile riuscì ad impedire che i colpi partissero. Ho detto che la strage sarebbe stata enorme, sia per la densità della folla che avrebbe formato bersaglio, sia per la risolutezza della folla stessa, gran parte della quale avrebbe affrontato con indifferenza la morte<sup>9</sup>.

Queste giustificazioni però non riescono ad evitargli l'ostilità della classe dirigente ravennate, persuasa che un atteggiamento più risoluto avrebbe evitato il propagarsi del tumulto. I gravi incidenti avvenuti nelle altre città dove si è optato per "l'uso della forza" non sembrano infatti essere un deterrente a questa polemica. Risulta evidente dalle comunicazioni della prefettura che Focaccetti, oltre ad essere visibilmente contrariato per le ostilità del momento, non ha in generale molta fiducia nella lealtà politica e morale dei possidenti ravennati, che più dovrebbero a suo avviso essere vicini all'autorità ma che, chiusi "nel pensiero egoistico del proprio benessere", non si scuotono "se non nel momento in cui un danno alla propria prosperità è minacciato"<sup>10</sup>.

Questo accanimento nei confronti del prefetto (che porterà alla sua richiesta, prontamente esaudita, di essere trasferito altrove<sup>11</sup>) si spiega con la generale volontà di lanciare una sorta di grido di battaglia che anima tutte le forze conservatrici sia a livello locale che nazionale. Un grido di battaglia che assume forme a volte anche confuse e contraddittorie, ma che si esplicita in un generale richiamo a tutti gli uomini "d'ordine" perché si adoperino per arginare e contrastare il fenomeno "sovversivo". Per cui ad autocritiche ed accuse reciproche di pigrizia e lassismo, si affianca generalmente questa nuova sfiducia nei confronti dell'operato delle istituzioni statali, poiché si comincia a credere che non abbiano la forza o la volontà di rispondere con risolutezza all'azione dei partiti popolari. È evidente che la "risposta" che si richiede a gran voce è quella di impedire a questi partiti popolari di avere spazio di manovra: un richiamo che non trova terreno fertile nella politica di "tolleranza" indetta nel periodo giolittiano, e che va invece a rifugiarsi e ad inserirsi pienamente nei nuovi entusiasmi nazionalisti e nelle paure suscitate, in seno anche al mondo cattolico, dal breve sussulto della Settimana rossa.

## La risposta del mondo cattolico

L'aspetto anticlericale della sommossa del giugno '14 è quello che più riesce a sorprendere gli

---

<sup>9</sup>Acs, Pubblica sicurezza, Ufficio riservato, 1914, foglio 522. Il prefetto di Ravenna Gaspare Focaccetti al ministro dell'Interno, Ravenna, 17 giugno 1914.

<sup>10</sup> Acs, Pubblica sicurezza, Ufficio riservato, 1914, foglio 522. Il prefetto di Ravenna Gaspare Focaccetti al ministro dell'Interno. Ravenna, 20 giugno 1914.

<sup>11</sup> Focaccetti invia una raccomandata al ministro dell'Interno il 21 luglio 1914 ("io non so fino a qual punto io potrei ancora, se dovessi rimaner qui, conservare quella serenità di spirito, che è stata sempre la mia forza e mi ha cattivato stima e simpatie [...] dovunque sono popolazioni civili ed oneste"), e già il 29 luglio la sua richiesta viene esaudita. Va detto però che le responsabilità di Focaccetti riguardo al fermo del generale Agliardi (era stato infatti il prefetto a rassicurare il generale sulla tranquillità della situazione nelle campagne la mattina dell'11 giugno, causando quindi uno degli episodi più eclatanti della Settimana rossa, il "sequestro" seppur di poche ore di un generale da parte di un gruppo di rivoltosi) fanno pensare a un tentativo elegante da parte del prefetto di uscire di scena in anticipo, dato che sarebbe certamente stato chiamato a rispondere della sua negligenza.

osservatori. Le aggressioni ai luoghi di culto<sup>12</sup>, benché non portino ad episodi di violenza nei confronti dei ministri religiosi, diventano uno degli elementi più discussi e commentati dalla stampa, e tuttora i vari episodi, coronati dalle ritualità collettive di distruzione e sovvertimento dei simboli religiosi, sono della Settimana rossa i più noti e rammentati, assurdi quasi ad elemento caratterizzante della sommossa.

I più sgomenti di fronte a tale “furia iconoclasta” sono ovviamente le forze politiche cattoliche e i membri del clero, che si esprimono attraverso gli organi di stampa con toni scandalizzati e apocalittici. Oltre a ciò, viene messa in atto da parte di tutto il mondo cattolico anche una ridefinizione dei propri rapporti con le altre realtà politiche e con le proprie sfere d’azione. Accompagnati da una ricerca di segnali divini con i quali interpretare gli eventi, e da una attenta e minuziosa riconsacrazione dei luoghi toccati dal tumulto, si presentano nella stampa cattolica numerosi appelli a tutta la classe politica di governo, perché ponga attenzione alla questione diventata improvvisamente tanto cruciale del problema religioso. Mentre fioriscono nelle pagine dei quotidiani descrizioni di miracoli e riti purificatori, una invocazione molto esplicita prende piano piano corpo, caratterizzata da una nuova combattività suggerita dall’eccezionalità e dall’urgenza del momento.

L’esperienza traumatica suggerisce infatti una sorta di “chiamata alle armi” che si concentra su due punti fondamentali: l’invito a fare opera di evangelizzazione, e la strenua battaglia contro i valori laici che ancora costituiscono un punto cardine dello stato liberale.

L’insegnamento della religione nelle scuole diventa una parola d’ordine che trova nella rianimata paura del “sovversivismo” nuovi punti di forza. Da anni la propaganda contro la “scuola neutra”, considerata dai cattolici un paravento dietro il quale si nascondeva la propagazione di idee antireligiose, era stata portata avanti con sempre maggiore determinazione, diventando sempre più argomento di scontro con i partiti popolari. La convinzione che nella scuola laica si sarebbero formati i “sovversivi” di domani, e l’esigenza di dar battaglia ai maestri “attivisti politici” che denigravano i simboli religiosi, erano i punti cardine di questa battaglia. Ora gli episodi di violenza contro i simboli del culto vengono usati dalla propaganda cattolica come evidente conferma di quanto si era sempre sostenuto, nonché come elemento volto a “scuotere dal torpore” gli ultimi incerti perché tutti facciano propria questa campagna, condotta in termini ora più che mai agguerriti e risoluti. Ecco un appello firmato dall’Unione popolare cattolica subito dopo i tumulti, e pubblicato sulla “Rivista Diocesana” di Ravenna:

La perfidia dei nemici di Cristo ha vinto. La *legge della mal’ora* ha colpito anche l’Italia. I nostri figli non sono più nostri. Essi sono in balia della setta che ne foggia l’anima e il corpo secondo i suoi perfidi intendimenti. Il tempo dei voti, delle petizioni, delle proteste e dei piagnistei è finito! Bisogna agire! Bisogna resistere! [...] La lotta è immane, incredibilmente terribile e sanguinosa! [...] Troppo abbiamo dormito! Troppo ci siamo fidati! E il nemico ne ha approfittato e ci è entrato in casa. Ci ha sorpreso assonnacchiati, con le mani in mano, inermi e stralunati. Destiamoci! Approntiamo le armi! Cacciamolo! (*La libertà d’insegnamento*, manifesto dell’Unione Popolare cattolica, in “Rivista Diocesana”, giugno 1914).

Come si vede, i termini sono quelli di guerra, dove il nemico è identificato con il Male, e dove la sconfitta non è ammessa. Vengono fatte anche molto concrete proposte per agire all’interno di questa battaglia, tra le quali anche quella di mettere in pratica una risoluta denuncia degli insegnanti “che abusano della scuola per far guerra al Cristianesimo” e di utilizzare lo strumento del voto, rifiutando di dare la propria adesione a “candidati che non abbiano nel loro programma la libertà d’insegnamento”.

Un altro elemento che riemerge con maggior vigore dopo i tumulti dello sciopero generale è quello della lotta contro la massoneria. Indicata sempre dalla stampa cattolica come una naturale e subdola alleata dei partiti “sovversivi”, la massoneria è l’unica componente della borghesia liberale

<sup>12</sup> Gli episodi più significativi avvengono ad Alfonsine, Villanova di Bagnacavallo e Mezzano, dove vengono completamente date alle fiamme le chiese e gli arredi sacri. Aggressioni e asportazione di arredi (in alcune occasione anche per farvi barricate) a Ravenna, Voltana, Fusignano, Bagnacavallo.

ancora fieramente legata a principi di laicità e ad una eredità anticlericale. All'interno di un mondo che ha perso i suoi riferimenti religiosi, diventa fondamentale per i cattolici isolare questa componente e lanciare alla classe dirigente un appello chiaro: la dimostrazione del pericolo che si corre continuando a insistere sui principi di laicità risulta evidente a tutti, e dunque si richiede che non venga più concesso spazio alcuno al retaggio anticlericale che aveva caratterizzato la classe liberale italiana tanto a lungo.

All'interno di quel processo di progressivo avvicinamento alle questioni di Stato da parte del mondo cattolico che si sta verificando in questi anni (l'alleanza clerico-moderata, la formale abolizione del *non expedit*, unita alla liquidazione delle correnti interne di rinnovamento e del movimento cristianodemocratico) si possono considerare le prese di posizione successive alla Settimana rossa come una accelerazione significativa. Organi di stampa cattolici che ancora nel '14 tendono a percepire e indicare le istituzioni statali come nemiche e ostili, si trovano a invocare con trasporto l'azione della giustizia e dello Stato, e il carattere anticlericale della sommossa diventa ragione per indicare con certezza la religione cattolica quale garanzia dell'ordine sociale. Viene indicata da più parti come causa dei disordini il processo di scristianizzazione che ha preso piede in maniera evidente tra la popolazione del ravennate, e di questo "degrado morale" sono considerati responsabili tutti coloro che hanno negli anni promosso principi di laicità, creando un vuoto di valori che si è poi "riempito" con le idee "sovversive".

Si assiste perciò a una ulteriore radicalizzazione dei rapporti tra le diverse forze, sempre più portate a schierarsi su fronti opposti; i cattolici auspicano e chiedono che sul terreno della religione non venga più lasciato spazio ad alcuna ambiguità: o si è a fianco della Chiesa (e cioè a fianco delle scelte istituzionali della curia) o si è contro. E questa contrapposizione sulla questione religiosa corrisponde a quella tra forze costituzionali e forze "sovversive": difendere la religione cattolica è diventato difendere lo Stato stesso, proclamare ideali di laicità significa essere a fianco dei "sovversivi". I moniti alla classe dirigente ad accettare questo binomio sono molto espliciti e puntuali:

Perché, occorre risulti chiaro, dopo i fatti di ieri – questo almeno – che non è idealmente possibile creare una differenza sostanziale tra coloro che pugnano i commissari di pubblica sicurezza e coloro che sotto il pretesto della libertà vogliono la licenza; tra coloro che prendono a sassate l'esercito e coloro che sull'esempio dei fratelli francesi tentano di disgregarne la compagine; tra coloro che incendiano le chiese e coloro che combattono il principio religioso, unico cemento dell'ordine sociale (*Il dovere presente*, in "L'Avvenire d'Italia", 14 giugno 1914).

## La rivolta e la Romagna

Risulta immediatamente evidente ai diversi osservatori esterni il fatto che, tra i vari strascichi dello sciopero generale, gli episodi di carattere insurrezionale abbiano una precisa collocabilità geografica. I fenomeni di aggressione esplicita ai simboli del potere monarchico e alle effigi del culto religioso si trovano presentati con simili modalità in numerosi piccoli centri, tutti però circoscrivibili a quella parte della provincia di Ravenna situata in pianura, e a poche altre cittadine della provincia di Forlì. L'esigenza di spiegare le ragioni della sommossa diventa quindi, per le forze costituzionali, anche esigenza di fornire attraverso i giornali interpretazioni efficaci riguardo alla regione coinvolta; si trasforma cioè in tentativo di tracciare dei confini antropologici, di definire una popolazione ed attribuire ad essa le responsabilità o quanto meno una specificità che possa circoscrivere, cristallizzare, formulare semplici coordinate di riferimento.

Un cercare spiegazioni sulle qualità "innate" dei romagnoli che si inserisce pienamente nella storia dei rapporti tra Romagna e poteri centrali che aveva caratterizzato anche il secolo precedente (Baioni 1999; Balzani 2001; Pivato 2000). Tutti i paradigmi di riferimento e i luoghi comuni stratificati nel corso degli anni, riemergono tumultuosamente dal momento in cui si cerca di dare un nome e un perché alla rivolta appena trascorsa. Il mito della "Vandea Rossa" risulta essere ancora

fertile di spunti, contornato però da una visione paternalistica del mondo contadino in genere, che fa affiancare con una sorprendente frequenza l'aggettivo "generoso" all'aggettivo "ribelle". Alla paludosa Romagna dei briganti è stata sostituita la Romagna rurale e genuina, generosa e fiera nello stesso modo in cui è impulsiva ed ingenua, e quindi facilmente abbindolabile dal settario di turno. L'indole politica dei romagnoli è tutta attribuibile, nei diversi commenti della stampa "d'ordine" dell'estate del '14, a una naturale inclinazione al "sovversivismo", alla ribellione fine a sé stessa, di cui approfitterebbero gli uomini di partito per tentare di attuare le loro brame di potere. Una rapida scorsa ai documenti ufficiali di prefetti e autorità militari rende evidente quanto questo tipo di interpretazione sia condiviso e faccia parte del linguaggio comune.

Esemplare in questo senso è il nazionalista Antonio Beltramelli, intellettuale e letterato romagnolo, facente parte quella schiera di studiosi proprio in questi anni votati alla costruzione di una tradizione "vernacolare" della Romagna (Balzani 2001, 104-107). Dopo la Settimana rossa, Beltramelli trova il modo di diffondere compiutamente le sue interpretazioni storico-antropologiche attraverso un articolo pubblicato su "L'Ida Nazionale" e poi riprodotto sul ravennate "Corriere di Romagna" (*Né Dio, né padrone!*, in "L'Ida Nazionale", 3 luglio 1914; in "Il Corriere di Romagna", 8-9 luglio 1914). Escludendo che ci sia stata una organizzazione preordinata della sommossa (la tanto accreditata tesi del "concerto criminoso", sostenuta da Salandra in parlamento e largamente condivisa dalla stampa conservatrice), Beltramelli traccia le coordinate di una regione caratterizzata da una "saturazione sovversiva" che ha spazzato via ogni legame tradizionale. Presentando come ben noti e ovvi i sentimenti di "generosità" e "fierezza" che dovrebbero far parte della tradizione ravennate secondo gran parte dei commentatori, racconta di come l'abitudine alla partecipazione politica, di recente acquisizione secondo lo scrittore, abbia causato un "degrado morale" che progressivamente dovrebbe aver soppiantato ogni altro buon sentimento. Un obbligo al "sovversivismo" che disgrega i riferimenti religiosi e le coordinate sociali che su questi si basano, presentato anche come un giogo che impedisce il crescere e il proliferarsi di una classe borghese, e che soprattutto porta il popolo verso quell'imbarbarimento delineato da tutti gli osservatori di parte conservatrice. Quel crescere febbrile della partecipazione politica che dall'inizio del secolo caratterizza la provincia di Ravenna (quasi un quarto della popolazione registrata come "sovversiva" nel 1914<sup>13</sup>) è per Beltramelli, come per altri commentatori "d'ordine" (e gli stessi termini sono usati, con più virulenza, dal clero e dalla stampa cattolica) nient'altro che una corsa verso una società primitiva e brutale, caratterizzata da accenti istintuali e guerreschi.

Non sono esenti da questo dibattito sulla "romagnolità" i vari commentatori di sinistra, che spesso tendono a ribaltare gli stessi termini utilizzati dalla stampa "d'ordine" presentandoli come ragioni di orgoglio e come punti di forza. Tra le varie testate giornalistiche si animano repliche e discussioni, tutte con il proposito di superare i luoghi comuni presentati altrove e proporre una immagine veritiera del "tipico ravennate".

A questa immagine del romagnolo "sovversivo" e disciplinato, che segue con entusiasmo e senza remore le direttive dei comitati d'agitazione, si collega una descrizione del paesaggio che non manca di connotarsi di tratti specifici e di presentarsi come terreno fertile della rivolta. Paesaggio e folla diventano due elementi intrinsecabilmente legati, entrambi portatori di una insurrezione che altrove non si è propagata. L'isolamento comunicativo della regione, creato dal danneggiamento alle linee telegrafiche e telefoniche e dalla interruzione delle vie di comunicazione (sabotaggio di stazioni ferroviarie e posti di blocco lungo le strade), permette che in provincia, nella parte situata in pianura, siano le staffette in bicicletta le uniche possibilità di diffusione di notizie. La relativa velocità con la quale gli episodi di un paese vengono raccontati e "trasportati" nei paesi vicini

---

<sup>13</sup> Si veda a questo proposito la stima governativa che si trova in appendice al libro di Luigi Lotti: *Situazione parziale e generale, per provincia e per colori politici, delle associazioni sovversive e movimento avvenuto nelle associazioni stesse durante il I semestre 1914*. (Lotti 1965). In provincia di Ravenna in data 31 dicembre 1913 sono registrate 19 associazioni anarchiche, 151 repubblicane, 108 socialiste (di cui 96 riformiste e 12 rivoluzionarie) e 13 circoli giovanili socialisti, per un totale di 62.955 aderenti. Dato che la popolazione nel gennaio 1914 è di 253.983 abitanti, se ne deduce che quasi un ravennate su quattro è considerato "aderente" a una associazione sovversiva.

permette un rapido infiammarsi di un'area molto vasta. Lungo le arterie principali delle strade statali<sup>14</sup> l'insurrezione viaggia velocemente sulle ruote delle biciclette, portando notizie che via via si gonfiano e si deformano, alimentando in questo modo la convinzione che tutta Italia insorge, che la rivolta è alle porte, che il momento è arrivato. Beltramelli parla di "pedalanti eserciti" e di "campagne striate dalle interminabili fila dei nuovissimi coleotteri", e anche le relazioni ufficiali non mancano di mettere in evidenza questo aspetto: la regione è la più ricca di strade della penisola, e le biciclette sono, secondo il generale Ciancio, 76.000 nella sola provincia di Ravenna; "un vero e proprio corpo di volontari ciclisti ed automobilisti sovversivi" si legge su "L'Avvenire d'Italia" (*L'inchiesta dell'onorevole Vinai nel ravennate*, in "L'Avvenire d'Italia", 18 giugno 1914).

## Una regione anticlericale. I parroci e le visite pastorali

Legata al mito della Romagna come terra inevitabilmente portata alla ribellione al potere costituito, c'è l'immagine di una regione anticlericale e avversa al sentimento religioso. Le fotografie di chiese distrutte e incendiate vanno a confermare questa immagine in modo tangibile agli occhi di una sbalordita opinione pubblica, e il "mito" della regione anticlericale, che in questi anni si va costruendo, trova nella Settimana rossa una sua precisa collocazione: additata dalla stampa cattolica, indicata come esempio di barbarie, la Romagna diventa così la "terra senza dio" per antonomasia, contribuendo a costruire un quadro di riferimento che si trascinerà, alimentato via via di nuove istanze, per molto tempo ancora.

Andando ad analizzare più a fondo, al di là della costruzione del mito e del luogo comune, si può tentare di delineare in che termini questo sentimento di avversione o indifferenza alla Chiesa e alla religione si sia formato e diffuso nella popolazione ravennate. In data 1911 la Romagna<sup>15</sup> si attesta in effetti un evidente primato in questo senso: l'11 per cento circa della popolazione dichiara di non appartenere a nessuna religione, all'interno di un panorama nazionale in cui gli atei dichiarati sono circa il 25 per mille<sup>16</sup>; solo una zona circoscritta attorno a Livorno presenta una percentuale maggiore (1840 atei per 10000 abitanti) mentre come provincia è quella di Ravenna ad assegnarsi il primato (con il 14% circa dei non appartenenti a nessuna religione), seguita immediatamente dopo dalle province di Reggio Emilia e di Ferrara<sup>17</sup>. Un sensibile aumento della percentuale di atei dichiarati si è verificato rispetto al censimento del 1901 (nel quale risultavano essere l'1,1 per mille), e sono evidentemente queste zone, insieme alle regioni di cui fanno parte, le sole ad aver determinato questo mutamento, dato che il panorama italiano continua a essere caratterizzato, sia a nord che a sud, da livelli di percentuale bassissimi.

Ci sarebbe dunque un vistoso incremento dell'ateismo dichiarato da parte della popolazione romagnola (e soprattutto ravennate), che andrebbe a confermare le analisi e i commenti di vari osservatori cattolici del periodo, i quali parlano di un anticlericalismo sviluppato al volgere del secolo, in costante aumento in quanto legato alla crescita dell'attivismo politico nelle campagne.

Per quel che riguarda il sentimento religioso della popolazione, può essere molto significativo ciò che emerge da una analisi dei documenti delle visite pastorali nella diocesi di Ravenna. I parroci

---

<sup>14</sup> La protesta sembra abbia seguito le due linee di deflusso della Statale 16 e della Via Emilia, non raggiungendo centri non situati in pianura e toccando solo marginalmente zone (come i borghi a nord di Ravenna) altamente politicizzate, per le quali non si spiegherebbe altrimenti l'assenza di disordini rilevanti. Seguendo la Reale l'ondata rivoluzionaria arriva da Ravenna fino ad Alfonsine, e da lì si propaga a ventaglio nei centri immediatamente vicini (Fusignano, Villanova di Bagnacavallo, Voltana) giungendo ormai diluita nei paesi più distanti, come Lugo, Bagnacavallo, Conselice (Martini 1989)

<sup>15</sup> Nei censimenti nazionali veniva identificata come "Romagne" una zona piuttosto ampia comprendente anche la provincia di Ferrara, oltre alle odierne province di Ravenna, Forlì e Rimini.

<sup>16</sup> Maic, Censimento della popolazione nel regno d'Italia, 10 giugno 1911. I dati del censimento nazionale riguardo al sentimento religioso sono commentati su Bedeschi, 1991.

<sup>17</sup> Maic, Annuario statistico italiano 1914, *Distribuzione territoriale degli individui che dichiararono di non appartenere a nessuna religione*, scheda 2, p. 31.

di ogni singola parrocchia della diocesi, infatti, sono chiamati a compilare in occasione delle visite pastorali un questionario molto articolato, nel quale a quesiti sui beni posseduti dalla chiesa e sulle pratiche del culto si affianca la richiesta di descrivere le “condizioni morali” e le abitudini religiose della popolazione. Una di queste visite pastorali<sup>18</sup> è stata compiuta nel 1915, anno successivo quindi a quello dei disordini della Settimana rossa, e i questionari compilati in questa occasione risultano essere per molti versi esemplari: l’emozione degli incidenti del giugno precedente è ancora viva, soprattutto nei parroci che ne hanno maggiormente subito gli effetti, ed ovviamente percepibile dal tono col quale sono redatte le risposte; oltre a questo è evidente però che la situazione descritta va ben al di là degli ultimi episodi e si riferisce a un periodo lungo e ad abitudini ormai diffuse e radicate nella quotidianità.

Una uniformità sorprendente caratterizza le risposte dei parroci del territorio fuori città (non è così per le parrocchie di Ravenna, chiaramente dislocate in quartieri molto diversi tra loro, anche per componente sociale): ogni singolo centro abitato, dalla Mezzano bracciantile e notoriamente “sovversiva” alla minuscola parrocchia periferica, presenta gli stessi elementi e le stesse ragioni di biasimo da parte del parroco, più o meno radicali ed enfatizzate, ma tutte collocabili all’interno della stessa caratterizzazione. Si può rilevare innanzitutto un generale allontanamento dalle pratiche del culto legate ai sacramenti: battesimi, matrimoni, funerali, assistenza ai malati, momenti sociali di varia natura per i quali la popolazione decide di non fare più affidamento alla figura del prete. Tutti i parroci raccontano infatti un sostanziale aumento dei bambini non battezzati, una diffusa abitudine a non fare il matrimonio religioso, e una enorme frequenza di funerali civili, quasi inevitabili quando ad essere trasportato al cimitero è un maschio adulto. La situazione dei riti religiosi legati alla quotidianità è quasi drammatica per chi questi riti amministra: la messa domenicale è frequentata quasi ovunque solo dalle donne, così come disertati sono altre ritualità quali la benedizione pasquale e la recita del rosario.

Quando il parroco si sofferma ad analizzare la componente sociale, parla di contadini restii e titubanti, che seguono i precetti religiosi quando la situazione lo consente e non hanno troppo lavoro, e di braccianti che invece consapevolmente stanno lontani dalla chiesa e respingono il parroco che si presenta per la benedizione pasquale o per somministrare i sacramenti a un moribondo.

L’irriverenza nei confronti del ministro religioso e del culto stesso è direttamente collegata all’attivismo politico, da tutti i parroci rilevato come una vera e propria “catastrofe” per l’andamento della parrocchia: le “cameracce” e i circoli sociali, dove i partiti “con attività somma quando non fanno conferenze fanno feste da ballo”<sup>19</sup>, sono diventate il rito sociale fondante per la popolazione del paese, soprattutto per la parte più giovane e attiva. In ogni parrocchia è registrata la presenza del partito socialista e del partito repubblicano, e in molti centri sono presenti e attivi anche gli anarchici (non va dimenticato che a Mezzano si trova in questi anni anche una scuola moderna Francisco Ferrer, “che fa propaganda attivissima di idee anarchiche in mezzo alla gioventù”, secondo quanto fa notare il parroco). I circoli popolari sono visti come responsabili di quel “degrado morale” considerato evidente, poiché attirano la gioventù “obbligandola” (e la convinzione che i partiti esercitino un ruolo in qualche modo coercitivo è assai diffusa) a non prendere più parte ai riti religiosi, attraverso anche la propaganda dei comizi e della “stampa cattiva”, cioè della stampa politica che nel ravennate prolifera (mentre quella “buona” religiosa non riesce, secondo molti parroci, ad incidere in maniera rilevante).

È evidente che questi sacerdoti si sentono praticamente sotto assedio, circondati da una popolazione così indifferente e ostile e sulla quale le loro parole non hanno effetto; le risposte enfatizzate e il continuo ribadire la singolarità della situazione, sono una evidente richiesta di aiuto

<sup>18</sup> Archivio storico arcivescovile di Ravenna (Asar), *Morganti. Producta in III Visitatione Territorii Ravennatensis, e Morganti. Producta in III Visitatione civitatis et suburbiorum*, Atti visita pastorale compiuta nell’anno 1915 da S.E. mons. Pasquale Morganti, arcivescovo e principe di Ravenna e vescovo di Cervia.

<sup>19</sup> Asar, *Morganti Produca in III Visitatione Territorii Ravennatensis*, visita alla parrocchia di Pievequinta. Quesito n. 104/b.

alla curia, o quanto meno di riconoscimento della difficoltà del loro compito. D'altronde, si tratta di luoghi dove "bisogna incominciare quasi come in terra d'infedeli"<sup>20</sup>, e dove anche le donne stanno progressivamente abbandonando pratiche religiose di cui erano rimaste le sole e ultime depositarie. Tra i "vizi predominanti" della popolazione viene elencata con incredibile puntualità "la bestemmia", e quasi nessuno indica peccati che non siano legati in qualche modo all'"odio contro Dio" e al fatto che si "considera inutile la religione". Insieme a un diffuso senso di rassegnazione da parte dei parroci, emerge dai questionari un panorama caratterizzato anche da una totale mancanza di dialogo tra le due componenti. I cattolici si sentono vittime di una lotta condotta contro di loro, perpetrata da movimenti politici che indicano esplicitamente nella chiesa e nella religione i segni di una oppressione da cui è necessario emanciparsi, e da una popolazione che col tempo si va facendo sempre più indifferente e irriverente. Molto esplicita la dichiarazione finale al questionario del parroco di Campiano:

la parrocchia è un ammalato grave che ricusa medici e medicine. La lotta contro la religione è al massimo. Tutto ciò che si fa: scuola serale, cassa rurale, ecc ... ha dovuto morire, perché il pane del prete non lo vogliono<sup>21</sup>.

---

<sup>20</sup> Asar, *Morganti Produca in III Visitatione Territorii Ravennatensis*, visita alla parrocchia di Pievequinta. Quesito n. 115. *Quali osservazioni abbia il parroco da fare sullo stato e sui bisogni della parrocchia*. Visita alla parrocchia di Sant'Apollinare in Classe.

<sup>21</sup> Asar, *Morganti Produca in III Visitatione Territorii Ravennatensis*, visita alla parrocchia di Pievequinta. Quesito 115. Visita alla parrocchia di Campiano.

## Bibliografia

- Baioni M.  
1999 *Identità e dintorni. Ravenna e la Romagna tra fine Ottocento e la seconda guerra mondiale*, Cesena, Società Editrice “Il Ponte Vecchio”.
- Balzani R.  
2001 *La Romagna*, Bologna, Il Mulino.
- Bedeschi L.  
1978 *Le reazioni in campo cattolico ai fatti della settimana rossa*, in “Civitas”, n. 6.  
1991 *Scristianizzazione e “nuovi credenti” all’alba del ‘900 nella bassa Romagna*, Urbino Edizioni Quattro Venti.
- Berselli A.  
1963 *La destra storica dopo l’unità. L’idea liberale e la Chiesa cattolica*, Bologna, Il Mulino.
- Fugattini G.  
2001 *...E l’alba giunse. Fusignano nel turbinio delle passioni politiche, delle guerre e della ricostruzione, 1914-1945*, Fusignano, Grafiche Morandi.
- Fuschini I.  
1988 *Sovversiva: la settimana rossa in terra di Romagna e in Italia*, Ravenna, Longo Editore.
- Lotti L.  
1958 *La Settimana rossa a Fusignano*, in “Quaderni: arte, letteratura, storia”, II.  
1965 *La settimana rossa*, Firenze, Le Monnier.  
1968 *La settimana rossa ad Alfonsine (due documenti inediti)*, Studi Romagnoli, XIX.
- Luparini A.  
2004 *Settimana rossa e dintorni. Una parentesi rivoluzionaria nella provincia di Ravenna*, Edit Faenza.
- Martini M.  
1989 *Giugno 1914. Folle romagnole in azione*, in “Rivista di Storia Contemporanea”, n. 4.
- Pepe A.  
1971 *Storia della CGdL dalla guerra di Libia all’intervento, 1911-1915*, Laterza, Bari.
- Pivato S.  
2000 *L’isola dei sentimenti. Tipi stereotipi e immagini in Romagna tra ‘800 e ‘900*, Cesena, Società Editrice “Il Ponte Vecchio”.
- Rossi M.G.  
1977 *Le origini del partito cattolico*, Roma, Editori Riuniti.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

L' autorappresentazione delle Brigate rosse:  
dal collettivo alla memoria individuale

Massimo Angeli

La violenza politica è un fenomeno che ha segnato la vita del nostro paese per lunghi anni. Modalità, caratterizzazioni ideologiche e dinamiche degli eventi furono varie e complesse, costituendo un arcipelago di situazioni difficile da fronteggiare per gli storici tramite l'uso di categorie interpretative generali. A questa prima difficoltà se ne devono poi aggiungere altre: la prima è costituita dalla relativa vicinanza temporale degli eventi, caratteristica che spesso ha reso ardua la possibilità di un approccio storiografico che non fosse condizionato da soggetti sociali e politici ancora attivi nella società e dunque in grado di intervenire nel dibattito; la seconda è invece da ritrovarsi nella dimensione criminale di questa storia, aspetto che sicuramente ha contribuito a rendere enormemente più faticosa l'acquisizione di notizie certe e di riscontri oggettivi alle ipotesi costruite. Non va dimenticato, a questo proposito, che anche il settore giudiziario ha dovuto confrontarsi con gravi resistenze, dovendo spesso dichiarare la propria impossibilità ad individuare autori e trame dei molti episodi di violenza che hanno costellato il percorso repubblicano del nostro paese.

Probabilmente per questi motivi la storiografia non ha ancora dato vita, se non in maniera sporadica, a studi approfonditi sull'argomento, lasciando campo aperto all'uso politico della storia del terrorismo e alle inevitabili strumentalizzazioni che ne possono derivare. Si tratta di difficoltà che chi si avvicina alla materia non può fare a meno di affrontare; è nostra convinzione, tuttavia, che sia possibile quanto meno iniziare a delineare alcuni ambiti di ricerca o a circoscrivere alcune questioni che, seppur parziali, potrebbero svolgere un ruolo significativo in future prospettive di studio. È questo il caso dell'autorappresentazione delle Brigate rosse, aspetto particolare di una storia che per molti versi è ancora da indagare.

Nel caso di questo gruppo armato una serie di interrogativi e dubbi mai risolti riguardo alcuni episodi, in particolare il sequestro e l'assassinio del presidente della Democrazia Cristiana Aldo Moro, ha alimentato sospetti ed ipotesi di vario tipo, arrivando a mettere in discussione la natura stessa dell'organizzazione. Anche le poche opere storiografiche sull'argomento non si sono potute sottrarre al confronto con queste difficoltà, arrivando a conclusioni anche opposte tra loro (Biscione 2003, Satta 2003, Galli 2004). L'oggetto del nostro studio e l'impostazione adottata hanno caratteristiche che evitano, però, di doversi misurare direttamente con questo tipo di problemi. Per quanto non sia pensabile ignorare completamente i lati più ambigui della vicenda crediamo che porsi come oggetto di studio la percezione che le Br dimostravano di avere di se stesse sia un campo di ricerca in cui è oggi possibile ottenere dei risultati apprezzabili.

## Metodologia d'analisi

Per indagare una storia dell'autorappresentazione dei militanti delle Brigate rosse ci è parso opportuno basarsi su un criterio temporale. Così facendo ci si è posti l'obiettivo di seguire una ricostruzione storica (nascita, fasi di sviluppo e fine dell'esperienza) che sia di supporto al tema centrale: il modo di intendersi e descriversi, dell'immagine, cioè, che si cercava di proiettare di se stessi.

Ragionando in questi termini emerge quasi subito un problema di scelta metodologica: molte delle informazioni sul mondo interno alle Brigate Rosse ci provengono da racconti e discussioni ex post, prodotte cioè dai suoi membri in seguito all'abbandono della militanza attiva. Questo perché una delle prime norme ad essere stabilita dall'organizzazione fu quella di fornire, in ogni occasione caratterizzata da un pubblico, un'immagine volutamente collettiva, in grado di coprire le singole individualità e le rispettive personalità. La concezione che il gruppo aveva di se stesso, pur modificandosi nel tempo, rimaneva fortemente vincolata al ruolo di organizzazione politico-militare di estrema sinistra (con tutto il background storico e teorico che ciò comportava), ponendo il singolo militante in posizione volutamente subordinata rispetto alla collettività. Se ne trova ampia dimostrazione negli scritti caratterizzanti la fase iniziale della parabola brigatista:

I militanti devono perdere la brutta abitudine, contratta nei partiti revisionisti, del “far politica” e cominciare a pensare e ad agire nei termini di “rivoluzione”. E questo vuol dire che vita privata e vita pubblica, dimensione interiore e dimensione esteriore del proprio essere sociale devono essere ricuciti e riarmonizzati. La rivoluzione non si può fare part time e per i militanti non c'è neppure la settimana corta. E vuol dire ancora che il militante si responsabilizza in prima persona rispetto ai suoi atteggiamenti e ai suoi comportamenti, e rende conto al Cpm [Collettivo politico metropolitano, embrione delle Br] delle scelte che ha ritenuto più opportune (Tessandori, 2000, 40).

A questo fattore vanno aggiunte le necessità contingenti di un gruppo armato illegale, che quindi seguiva delle regole di compartimentazione, cioè di riservatezza anche tra gli stessi membri, piuttosto rigide e che comunque aveva tutto l'interesse a rendere accessibile il minor numero di informazioni possibile riguardo gli individui che vi appartenevano. Entrambe queste condizioni fecero sì che, negli anni dell'attività brigatista, la vita interna al gruppo rimanesse quasi del tutto oscura agli occhi dell'opinione pubblica. Le uniche voci “ufficiali” delle Brigate rosse erano rappresentate dai documenti e dai volantini di rivendicazione o dalle dichiarazioni pubbliche rese nei processi. In una situazione del genere diversi aspetti della vita in clandestinità, sensazioni e considerazioni, politiche ma anche umane, che venivano provate e rielaborate dai singoli militanti, non avevano nessuna possibilità di emergere.

La situazione cambiò radicalmente alla fine della militanza, quando nessun vincolo associativo rimase a bloccare un potenziale dialogo con i media e la società in generale. Ciò non vuol dire che si potesse automaticamente creare un dialogo tra due soggetti: gli ex appartenenti al partito armato da una parte e la società civile dall'altra; ogni protagonista, al contrario, diede valutazioni ed ebbe reazioni differenti rispetto al proprio passato, quasi sempre doloroso e portatore di scelte esistenziali estreme, spesso indissolubilmente legato al ricordo delle vittime di quegli anni. Da questo punto di vista, inoltre, i lunghi anni di carcerazione a cui quasi tutti i brigatisti furono sottoposti giocarono probabilmente un ruolo fondamentale: fu nelle carceri speciali che, accanto ad atteggiamenti di “irriducibilismo”, presero piede i fenomeni del “pentitismo” e della “dissociazione” e nacque l'iniziativa della “Campagna di libertà”. L'adesione dei singoli militanti a variegate e molteplici forme di “uscita” dall'esperienza della lotta armata, spesso riconosciute da status giuridico, fu un elemento centrale nella frammentazione del gruppo sociale che costituiva le Br. La presa d'atto dell'inutilità della lotta armata fu una conclusione a cui si arrivò con tempistiche e modalità differenti, impedendo, di fatto, una chiusura concordata e collettiva. Questo dato, oltre a permettere periodiche riedizioni del marchio “Brigate rosse”, ha probabilmente reso impossibile l'esistenza di una memoria collettiva dell'esperienza brigatista tra i suoi stessi membri. Svincolati dalle rigide normative del gruppo i singoli riacquisivano la propria individualità, mentre l'atto stesso di cessazione della militanza attiva costituiva il primo passo di diversificazione dei percorsi biografici. Si trattava, nella maggior parte dei casi, di eventi traumatici, che segnavano un fallimento personale prima che politico, e che spesso comportavano la cessazione di rapporti umani di lungo periodo. La necessità di preservare l'identità individuale si mostrava anche attraverso la rivendicazione di coerenza nel proprio percorso e di cui l'uscita dalle Br costituiva senza dubbio un nodo centrale. Se dunque una parte significativa degli ex militanti si rese disponibile a raccontare la propria esperienza attraverso libri o interviste, non va dimenticato che essi lo fecero in veste di singoli “ex militanti” e che quindi le proprie visioni del passato non potevano che essere influenzate dalle condizioni del presente e da ciò che essi erano diventati dopo aver abbandonato le Brigate rosse. Studi sociologici di impianto halbwachiano, anche attraverso i recenti lavori di Jedlowski (1994; 2002), sembrano confermare la correttezza di queste ipotesi.

Coloro che si calarono in questo ruolo furono soprattutto i nomi più noti, Renato Curcio, Alberto Franceschini, Mario Moretti, Valerio Morucci, Patrizio Peci, Enrico Fenzi, che si erano già resi tristemente famosi nel momento dello scontro più feroce come “ideologi” o capi più carismatici dell'organizzazione. A queste persone si chiesero le ragioni di certe scelte, gli indirizzi politici e militari che le Brigate Rosse assunsero a loro progetto nel corso degli “anni di piombo”, ma anche

le sensazioni vissute, i ricordi, i contrasti e i rapporti con gli altri militanti. Le risposte che vennero fornite resero per la prima volta accessibile una dimensione che fino a quel momento era stata conoscibile solo a chi aveva scelto di vivere in prima persona quell'esperienza, permettendo di ampliare notevolmente la mole di materiale a disposizione riguardo la storia e le dinamiche dell'organizzazione. Utilizzare questa vasta mole di informazioni per guardare "dall'interno" il mondo brigatista negli anni della sua piena e tragicamente distruttiva attività ci è sembrato però scorretto. Porsi come obiettivo una storia dell'autorappresentazione ha richiesto, a nostro modo di vedere, un utilizzo ragionato delle informazioni disponibili. Ci si è dunque limitati ad esaminare quello che le Brigate Rosse, negli anni in cui operarono, destinarono all'opinione pubblica nell'intento di coinvolgerla, di spiegare le proprie mosse e, ovviamente, di guadagnarne il consenso di alcuni settori. Ricostruzioni, ricordi, rielaborazioni, per quanto affascinanti o convincenti possano parere, ci sono parsi inevitabilmente legati al presente e al percorso attraversato dai singoli, finendo per essere influenzate da fattori che potrebbero modificare potenziali conclusioni. A tal proposito è illuminante una considerazione di uno degli esponenti di spicco delle Br, Mario Moretti, interpellato da due giornaliste sul significato di alcuni comunicati scritti dalle Brigate rosse durante il sequestro Moro, in particolare sul concetto di "processo proletario", a cui il presidente della Dc sarebbe stato sottoposto:

Ma no, non è stato un processo, anche se scrivevamo così nei comunicati. Già allora quel linguaggio mi appariva tremendo... [...] Ti ripeto, processo è una terminologia povera, forzata, una scimmiettatura del tribunale borghese. Non siamo mai stati capaci di fare un processo (Moretti, Mosca, Rossanda 1995, 141).

Dichiarazioni del genere, al di là dei motivi che le possano indurre, esprimono valutazioni continue sul proprio passato e devono essere utilizzate con estrema cautela.

È bene sottolineare, comunque, che l'esclusione di queste informazioni riguarda solo un primo settore del lavoro. In una fase successiva, quando si è andati ad analizzare il periodo posteriore alla fine della militanza armata (che, generalmente, è collocabile nella seconda metà degli anni ottanta), quei ricordi e quelle ricostruzioni hanno occupato il centro dello studio. Si è dovuto, in questo caso, prestare attenzione ai singoli, per vedere una linea di continuità nel loro modo di intendersi e di intendere il proprio passato. Nel fare ciò i punti di vista sull'esperienza che si trovarono a vivere sono stati indubbiamente fondamentali.

## La produzione ufficiale

Ci sembra di poter dire che finché le Br furono un gruppo in attività il modello di autorappresentazione, pur non privo di modifiche subite in corsa, rimase fundamentalmente fedele alle costanti ideate originariamente; in particolare, argomento già citato, costituì un punto fermo la dimensione collettiva che stava alla base di ogni percezione brigatista. La presenza di modificazioni, avvenute secondo noi in parallelo agli sviluppi politico-militari, ci sembra comunque certa: la documentazione ufficiale delle Brigate Rosse, volantini, risoluzioni strategiche, non rimane uniforme durante le fasi di attività, né per quanto riguarda la concezione che si ha di se stessi, né per i linguaggi utilizzati. Cercheremo quindi di evidenziare gli sviluppi dell'autorappresentazione brigatista alla luce delle dinamiche politiche e militari che attraversarono il gruppo.

L'esperienza delle Br venne influenzata da specifici riferimenti culturali e politici, anche se ciò non avvenne in maniera esclusiva dal momento che questi giocarono un ruolo importante anche nella formazione di altri gruppi della sinistra extraparlamentare:

I nostri punti di riferimento sono il marxismo-leninismo, la rivoluzione culturale cinese e l'esperienza in atto dei movimenti guerriglieri metropolitani; in una parola la tradizione scientifica del movimento operaio e rivoluzionario internazionale. Questo vuol dire anche che non accettiamo in blocco gli schemi che hanno guidato i partiti comunisti

europei nella fase rivoluzionaria della loro storia soprattutto per quanto riguarda la questione del rapporto tra organizzazione politica e organizzazione militare (Auto intervista Br 1971<sup>1</sup>).

Come si può notare, dunque, i punti di contatto con molta altra parte del movimento di protesta erano evidenti. Anche l'inserimento di alcune istanze proprie della storia della sinistra italiana, si pensi all'antifascismo militante o alla critica al Pci per la sua conversione "democratica", era un'operazione condivisa con gran parte della componente extraparlamentare.

L'elemento di novità, capace di caratterizzare in maniera originale la natura del gruppo, fu l'operatività militare; gli stessi brigatisti ne sembravano consapevoli dal momento che concentravano su questo punto, "la questione del rapporto tra organizzazione politica e organizzazione militare", le ragioni della loro diversità rispetto alla tradizione dei partiti comunisti rivoluzionari dell'area europea. Se anche alcuni dei movimenti in attività in quegli anni svilupparono un dibattito interno riguardo la legittimità dell'uso della violenza per scopi politici, basti pensare al caso di Potere operaio, nessuno di essi nacque, come le Br, dalla certezza di questa legittimità.

Furono dunque due le chiavi di comprensione del fenomeno brigatista, almeno agli inizi: una linea politica spesso simile a quella di altri movimenti di contestazione e comunque generalmente catalogabile come di sinistra extraparlamentare; un lato militare che si ispirava a movimenti armati comunisti quali i Tupamaros in Uruguay o quello di Marighela in Brasile. Anche la guerriglia castrista a Cuba e l'esperienza della guerra civile cinese tra Kuomintang e Partito Comunista vennero spesso citate dai militanti Br, nonostante le situazioni fossero più difficilmente comparabili. Il movimento Tupamaros in Uruguay, attivo fino ai primi anni settanta, fu probabilmente l'esperienza da cui fu possibile attingere di più: esso operava nelle città, particolarmente in una metropoli come Montevideo, e si basava su una struttura clandestina divisa in colonne. L'emblema del gruppo era una stella, così come sarebbe poi stato per le Brigate Rosse.

Per quanto riguardava la storia nazionale l'esempio della guerra partigiana si accordava male con le necessità pratiche di un'organizzazione che operava principalmente in città; lo schema resistenziale veniva probabilmente utilizzato più per il suo richiamo a livello sentimentale che operativo.

Dal punto di vista dei riferimenti militari, comunque, l'organizzazione mostrò sempre attenzione verso esperienze che potevano avere tratti in comune; nel caso della Rote armee fraktion tedesca sembra che si fossero stabiliti dei veri e propri contatti operativi, anche se l'identità delle due formazioni rimase sempre fortemente distinta.

Come abbiamo detto, entrambe queste caratterizzazioni della natura dell'organizzazione, ossia quella politica e quella militare, ebbero riflessi importanti sulle prime forme di rappresentazione brigatista.

Dal punto di vista dell'influenza della politica, dunque, va considerato che il progetto di cui i brigatisti si facevano portatori all'atto di nascita consisteva in un'organizzazione che fosse un'espressione di un movimento di protesta di massa; si incitava il proletariato all'uso della violenza, mentre appartenere al gruppo armato non era particolarmente discriminante. La fase della "propaganda armata" prevedeva quindi un dialogo costante con tutti i settori della società che si dimostravano disponibili ad una prospettiva armata, in particolare nell'ambito operaio. Coscienti di questa scelta i militanti delle Br utilizzavano un linguaggio semplice, a volte rozzo, ma sempre perfettamente comprensibile per chiunque:

Compagni, con la crisi di governo e con il ricatto di nuove elezioni politiche, la dittatura borghese cerca di frenare lo sviluppo delle lotte proletarie. Ora vuole ottenere la pace sociale, non più attraverso un progetto riformista, ma con il progetto armato della "destra nazionale".

In parlamento, con l'unione delle forze che hanno determinato l'elezione fascista di Leone. Nei tribunali, con i magistrati che liberano i fascisti e condannano i compagni. Nei quartieri, con la polizia e con i fascisti che collaborano sempre più strettamente per stroncare il Movimento di resistenza popolare. Nelle fabbriche, con i

---

<sup>1</sup> Citato in Tessandori 2000, 377.

padroni che ci licenziano e ci denunciano; con i capi sempre più trasformati in spie e poliziotti; con la polizia e i fascisti armati che attaccano i picchetti; con il rilancio della Cisl per rompere la nostra unità. Compagni, di fronte a questo progetto, che ha come base la repressione armata, la nostra risposta non può essere solo il voto. Compagni, nostro compito fondamentale è ora organizzarsi e armarsi per schiacciare tutti i nemici del popolo (Volantino Br 1972<sup>2</sup>)

Ciò non solo permetteva loro di comunicare con ambienti più vasti, fornendo nuove possibilità di arruolamenti, ma era anche un mezzo per presentare le Br come organizzazione realmente interna al movimento. Questa operazione riuscì egregiamente: oltre ad un notevole afflusso di militanti, che garantirono la sopravvivenza anche in periodi di forte repressione, il gruppo ottenne un'immagine, già definita "cavalleresca", che le permetteva di mantenere vivo un dialogo con diverse aree della protesta e vasti settori della base del Pci, nonostante la posizione del partito fosse di forte condanna. I dirigenti, e con loro buona parte della stampa di sinistra, continuarono per anni a presentare i brigatisti come "provocatori", confermando comunque implicitamente la loro familiarità con il patrimonio ideologico e culturale della sinistra. Così ne parla Piero Fassino:

Per decenni vi fu una polemica ideologica, culturale e politica tra le organizzazioni della sinistra e chi teorizzava la pratica del terrorismo. Si accettava con difficoltà l'idea che vi potesse essere a sinistra chi considerava il terrorismo uno strumento politico. La consapevolezza del fatto che esisteva invece un terrorismo rosso, che come un cancro si era inserito nel corpo della sinistra e del movimento operaio, andò maturando e fu acquisita dal 1975-76. Quando quell'offensiva si fece via via più dura, le prime inchieste dimostrarono che non si era in presenza di un fenomeno di destra mascherato di rosso, ma di un fenomeno, corposo e non marginale, che affondava le sue radici in una concezione impazzita, dogmatica, esasperatamente ideologica della rivoluzione e della politica (Zavoli 1992, 75).

Il fatto che per molti anni una delle definizioni più frequenti per i brigatisti fosse "compagni che sbagliano" è un ulteriore sintomo, a nostro parere, del successo ottenuto nel propagandare la propria rappresentazione.

Il dato militare ebbe invece modo di incidere sull'autorappresentazione proiettando nell'immagine del gruppo i tratti più tipici di un'organizzazione clandestina in lotta contro gli apparati di sicurezza di uno stato: scegliere di apparire solo collettivamente, nascondendo le identità dei singoli, non era solo un tentativo di preservare la libertà dei militanti ma anche un mezzo per far percepire le Br come un esercito di soldati severi, incorruttibili, pronti a tutto per la causa e soprattutto sempre sostituibili. Anche questo disegno ci sembra essere stato realizzato con successo, soprattutto valutando gli effetti prodotti sulla considerazione che di loro aveva l'opinione pubblica; solo il fenomeno del "pentitismo" fu capace di creare delle crepe nell'impianto propagandistico delle Brigate rosse, mettendo in luce le personalità dei singoli, le loro contraddizioni, le loro debolezze. Nonostante ciò, comunque, ci sembra corretto affermare che la percezione di una formazione ancora estremamente forte e in grado di mettere in difficoltà le istituzioni fu capace di resistere per diversi mesi, coprendo tutti i quesiti politico-ideologici irrisolti che i brigatisti stavano tentando di fronteggiare.

Gli anni successivi videro una serie di mutamenti non sottovalutabili. Progressivamente con la crescita dello scontro, sempre più cadenzato e cruento, possiamo assistere ad un certo irrigidimento nello stile di produzione documentaria. La prospettiva politica che prevedeva un'organizzazione clandestina "diluita" nel movimento venne superata da una realtà costituita da un gruppo meno attento che in passato alle istanze della protesta collettiva, dovendo riservare le attenzioni maggiori alla propria operatività e alle proprie strategie. L'isolamento dell'organizzazione aumentò probabilmente anche per l'inizio dell'"attacco al cuore dello Stato": cominciando a perseguire una linea strategica particolarmente ambiziosa, che prevedibilmente avrebbe creato una crescita della violenza e conseguentemente della repressione, essa ridusse il numero di potenziali simpatizzanti.

---

<sup>2</sup> Citato in Tessandori 2000, 73.

Non ci sembra improbabile che di fronte a questa progressiva perdita di contatto con gli altri attori dello scenario sociale i brigatisti abbiano reagito serrando i propri ranghi, cioè aumentando fortemente il peso dell'appartenenza all'organizzazione. In questo senso essere o non essere membro alle Brigate rosse diveniva sempre più un elemento discriminante, in quanto il convincimento di operare nella giusta direzione aumentava l'importanza dell'operato delle Br, secondo la loro visione uniche a procedere realmente verso una rivoluzione, e diminuiva la considerazione delle masse, sempre più difficili da mobilitare verso una lotta violenta nonostante gli sforzi ripetuti del gruppo. L'isolamento che si andava profilando fu comunque sempre strenuamente combattuto: essendo un elemento fondamentale per alimentare progetti rivoluzionari, il coinvolgimento delle masse fu costantemente al centro della riflessione teorica brigatista e sicuramente anche una delle cause principali delle scissioni che attraversarono gli ultimi anni delle Br; il consenso che il partito guerriglia di Senzani riscosse tra i militanti fondatori era in gran parte dovuto al tentato dialogo con nuovi potenziali soggetti rivoluzionari, il "proletariato extralegale delle metropoli meridionali".

Sotto questa luce ci pare all'ora possibile spiegare perché il modo di rappresentarsi dell'organizzazione subisca, a nostro parere, delle modifiche: la progressiva militarizzazione dello scontro comportò una crescita di autoreferenzialità, la demarcazione più netta dei confini del gruppo e, sul piano degli scritti, ad un aumento di ufficialità nei toni e all'adozione di un linguaggio progressivamente più complesso e connotato da un alto tenore terminologico. Dopo aver conquistato l'attenzione dell'opinione pubblica a livello nazionale, l'immagine che le Brigate rosse riescono a diffondere è quella di una formazione determinata, spietatamente efficiente, il cui linguaggio appare freddo, burocratico, impersonale e molto "politico". In alcuni casi si parlò di "brigatese" per descrivere lo stile di volantini e rivendicazione:

Compagni la crisi irreversibile che l'imperialismo sta attraversando mentre accelera la disgregazione del suo potere e del suo dominio, innesca nello stesso tempo i meccanismi di una profonda ristrutturazione che dovrebbe ricondurre il nostro paese sotto il controllo totale delle centrali del capitale multinazionale e soggiogare definitivamente il proletariato. La trasformazione nell'area europea degli Stati-nazione di stampo liberale in Stati imperialisti delle multinazionali (Sim) è un processo in pieno svolgimento anche nel nostro paese. Il Sim, ristrutturandosi, si predispone a svolgere il ruolo di cinghia di trasmissione degli interessi economico-strategici globali dell'imperialismo, e allo stesso tempo ad essere organizzazione della contro rivoluzione preventiva rivolta ad annichilire ogni "velleità" rivoluzionaria del proletariato (Comunicato Br 1978<sup>3</sup>).

Nella candidatura dell'organizzazione a guida del Partito comunista combattente ci sembra evidente rilevare una maggiore centralità del ruolo brigatista ai fini del processo rivoluzionario:

Per trasformare il processo di guerra civile strisciante, ancora disperso e disorganizzato, in una offensiva generale, diretta da un disegno unitario, è necessario sviluppare e unificare il Movimento di resistenza proletario offensivo costruendo il Partito comunista combattente. Movimento e partito non vanno però confusi. Tra essi opera una relazione dialettica, non un rapporto di identità. Ciò vuol dire che è dalla classe che provengono le spinte, gli impulsi, le indicazioni, gli stimoli, i bisogni che l'avanguardia comunista deve raccogliere, centralizzare, sintetizzare, rendere teoria e Organizzazione stabile e infine, riportare nella classe sotto forma di linea strategica di combattimento, programma, strutture di massa del potere proletario. Agire da partito vuol dire collocare la propria iniziativa politico militare all'interno e al punto più alto dell'offensiva proletaria, cioè sulla contraddizione principale e sul suo aspetto dominante in ogni congiuntura, ad essere, così, di fatto, il punto di unificazione del Mpro, la sua prospettiva di potere (Comunicato Br 1978<sup>4</sup>).

Il linguaggio utilizzato, oltre ad essere più complesso che in passato, si connotava di termini ed elementi provenienti dalla cultura comunista. Anche alcune delle analisi sviluppate vennero a

---

<sup>3</sup> Reperibile nel sito [www.brigaterosse.org](http://www.brigaterosse.org), che raccoglie informazioni sulle Brigate rosse a scopo di studio e riflessione.

<sup>4</sup> Reperibile nel sito [www.brigaterosse.org](http://www.brigaterosse.org), che raccoglie informazioni sulle Brigate rosse a scopo di studio e riflessione.

volte ricondotte alla tradizione marxista, come nel caso di un editoriale de “Il Manifesto”, scritto nel periodo del sequestro Moro da Rossana Rossanda:

Chiunque sia stato comunista negli anni Cinquanta riconosce di colpo il nuovo linguaggio delle Br. Sembra di sfogliare l'album di famiglia: ci sono tutti gli elementi che ci vennero propinati nei corsi Stalin e Zdanov di felice memoria. Il mondo –imparavamo all'ora – è diviso in due. Da una parte l'imperialismo, dall'altra il socialismo. L'imperialismo agisce come centrale unica del capitale monopolistico internazionale (allora non si diceva “multinazionali”). Gli Stati erano il “comitato d'affari” locale dell'imperialismo internazionale. In Italia il partito di fiducia –l'espressione è di Togliatti – ne era la Dc. In questo quadro, appena meno rozzo e fortunatamente riequilibrato dalla “doppiezza”, cioè dall'intuizione del partito nuovo, dalla lettura di Gramsci, da una pratica di massa diversa, crebbe il militarismo comunista degli anni Cinquanta. Vecchio o giovane che sia il tizio che maneggia la famosa Ibm (*N.d.R.*: la macchina da scrivere con cui le Br scrivevano i loro comunicati), il suo schema è veterocomunismo puro [...] (“Il Manifesto”, 28 marzo 1978).

Queste parole suscitavano polemiche, in particolare nel mondo politico; “L'Unità”, quotidiano del Partito comunista, rispose pochi giorni dopo a firma di Emanuele Macaluso:

La nostra visione e concezione dello sviluppo della democrazia italiana non è certo una novità. Essa affonda le radici nella tradizione comunista così come si è espressa in questi trenta anni nel nostro paese. Rossana Rossanda, leggendo il comunicato numero due delle Brigate rosse, ha scritto che le sembrava di sfogliare un album di famiglia, l'album di quando militava nel Pci. Io non so quale album conservi Rossana Rossanda: è certo che in esso non c'è la fotografia di Togliatti; né ci sono le immagini di milioni di lavoratori e di comunisti che hanno vissuto le lotte, i travagli e anche le contraddizioni di questi anni. Non a caso, della stessa opinione della Rossanda sono quei fogli conservatori come “il Giornale” di Montanelli che si è affrettato a pubblicare questa sua “testimonianza”, ma anche alcuni esponenti della Dc e redattori de “il Popolo”. Che dire della petulante quanto insulsa campagna di stampa sullo “stalinismo” in cui si distinguono “Lotta Continua” e “il Popolo”, ma anche – purtroppo – del furbesco discorso chiaramente elettorale dell'on. Galloni, il quale anch'egli cerca di far discendere da certe impostazioni “staliniane” del Pci le azioni del terrorismo e della violenza? Una tale confusione e distorsione delle nostre posizioni da parte degli anticomunisti di destra e di sinistra è veramente impressionante. (“L'Unità”, 1 aprile 1978).

Quello che in tali circostanze ci interessa rilevare fu l'uso politico che si fece della questione del partito armato. Rilevare una certa continuità tra il linguaggio delle Br e l'esperienza del Pci poteva essere un tentativo di comprensione, ovviamente criticabile, del fenomeno. Prevalse invece un utilizzo strumentale delle affermazioni, che si limitò ad alimentare, da una parte e dall'altra degli schieramenti politici, la quotidiana battaglia dei partiti. Questa tendenza, sicuramente più giustificabile in passato rispetto ad anni più recenti, sopravvisse di molto alle Brigate rosse, finendo per divenire uno degli ostacoli più difficilmente aggirabili per un'analisi storica e storiografica degli “anni di piombo”.

Negli ultimi anni settanta, dunque, il momento in cui il conflitto fu più aspro e sanguinoso, alcuni degli equilibri che avevano retto sino ad allora il gruppo sembrarono vacillare. Ci sembra corretto ipotizzare che l'aspetto militare del conflitto stesse prendendo il sopravvento sulle istanze politiche, marcando la propria superiorità anche sul piano dell'autorappresentazione.

Questa inclinazione si confermò poi anche nelle fasi finali della parabola brigatista. L'insuccesso nel trovare soluzioni all'isolamento crescente finì per aumentare in maniera esasperata i tratti militari del gruppo, sempre più simile ad un piccolo esercito intento a combattere una guerra privata, lasciando sullo sfondo tutti i movimenti di contestazione di massa; le caratteristiche che avevano permesso alle prime Brigate rosse di ottenere un minimo insediamento sociale sparivano nel contesto dello “scontro militare per la sopravvivenza dell'organizzazione”.

Gli ultimi mesi di attività, quando già si erano verificate le scissioni interne, vennero contraddistinti da una produzione documentaria ancora più complessa e criptica:

Salto in seno alle masse per la guerriglia metropolitana vorrebbe dire estensione quantitativa del modello e della pratica della lotta armata per il comunismo, perché consentirebbe di affondare la progettualità del programma e delle pratiche del potere proletario armato nel cuore pulsante della classe. L'arma della critica e la critica dell'arma non sono solo i termini essenziali di una pratica sociale unitaria ma sono, dal partito, riunificate

in tutte le determinazioni del sistema del potere proletario armato. Il partito irradia la consapevolezza, la conformità degli scopi, la progettualità del programma lungo tutto l'arco delle contraddizioni di classe all'interno di tutte le figure della composizione di classe e in tutte le determinazioni del potere proletario.

Il tutto in maniera pedagogica, ma dirigendo sempre più estese e profonde pratiche di potere e trasformazione sociale che la classe si renderebbe sempre più consapevole della sua missione storica e della immane opera di rivoluzione globale cui deve attendere.

Infine, salto in seno alle masse significherebbe dar corso, attuazione e sviluppo a questa immane opera di rivoluzione globale nel divenire delle contraddizioni di classe; col dischiudersi di così luminosi orizzonti, il soggettivismo, il militarismo e l'organizzativismo sarebbero definitivamente spiazzati. Concludendo, è possibile aggiungere che le cosiddette organizzazioni combattenti comuniste hanno anche la preoccupazione di far richiamo alla vigilanza e alla lotta contro quelle che definiscono le penetrazioni dell'ideologia borghese e piccolo-borghese in seno al partito in costruzione (Auto intervista Br 1981<sup>5</sup>).

Contemporaneamente analisi e prospettive politiche si facevano sempre più ideologiche, dimostrando una spiccata distanza dalla realtà del paese:

La battaglia politica sarebbe uno status fisiologico della vita del partito che ne fa lievitare la crescita. È questo un patrimonio incancellabile della lotta di classe e della storia delle organizzazioni rivoluzionarie. Viene affermato che lo sviluppo della lotta di classe ha storicamente affinato e perfezionato la teoria-prassi e la metodologia politico-organizzativa di costruzione di quel partito. Questa teoria-prassi e questa metodologia si sono conquistate, con quella che definiscono la grande rivoluzione culturale proletaria, un caposaldo da cui secondo loro non è possibile prescindere. Si riferiscono ai principi strategici unità-crisi-unità e lotta-critica-trasformazione. La battaglia politica chiarirebbe in termini di unità-crisi-unità e di lotta-critica-trasformazione la linea corretta e quella sbagliata. Isola la linea errata e la sconfigge e dunque recupera, riunifica e assesta tutta l'organizzazione sulla linea corretta. La battaglia politica serve a determinare nuove unità a un livello superiore, dentro sintesi generali che rideterminano, congiuntura dopo congiuntura, il programma strategico dell'Organizzazione (Auto intervista Br 1981<sup>6</sup>).

La perdita di punti di contatto con l'iniziativa politica dei movimenti di contestazione, che stavano a loro volta vivendo una stagione di crisi, si fece estremamente evidente; ulteriore conferma ci sembra essere la progettazione di "campagne" dettate solo da esigenze interne, come nel caso di quella contro i "pentiti":

le Br affermano che i delatori sono nemici di classe e come tali vanno trattati; anzi, affermano che la lotta armata per il comunismo nonostante i pentiti stia conoscendo un grandioso slancio in tutto il paese: dopo che a Torino i compagni non hanno consentito che con la guerriglia si processassero dieci anni di lotta armata per il potere processando loro lo stato imperialista e delle multinazionali e schiacciando politicamente il Peci; dopo che Roberto Peci, da loro definito il più squallido dei rappresentanti della schiera degli infami, si trova nelle mani delle forze rivoluzionarie, che cosa resta della borghesia imperialista e della controguerriglia psicologica? (Auto intervista Br 1981<sup>7</sup>).

Furono questi gli anni che, ancora più dei precedenti, fecero parlare di "pazzia" o di "gesti folli" in riguardo alle ultime azioni brigatiste. Ci sembra ovvio constatare che le tesi sostenute da Rossanda nel 1978 sarebbero più difficilmente ipotizzabili per i documenti dell'ultima fase. La stessa giornalista racconta:

Il giorno dopo qualcuno lasciò per me al giornale un opuscolo con la copertina rossa che conteneva i documenti di una divisione interna – due posizioni più una, forse di uno solo. Per quanto abituata al linguaggio criptico dei materiali politici, mi perdetti in quel fiume di parole nelle quali mi parve che soltanto i destinatari potessero scorgere amare differenze (Moretti, Mosca, Rossanda 1995).

Le Brigate rosse, in tutte le loro sotto-formazioni, erano oramai divenute poco più che una setta clandestina; non avevano più nessun insediamento sociale e i simpatizzanti erano ridotti

<sup>5</sup> Reperibile sul sito [www.brigaterosse.org](http://www.brigaterosse.org), che raccoglie informazioni sulle Brigate rosse a scopo di studio e riflessione.

<sup>6</sup> Reperibile sul sito [www.brigaterosse.org](http://www.brigaterosse.org), che raccoglie informazioni sulle Brigate rosse a scopo di studio e riflessione.

<sup>7</sup> Reperibile sul sito [www.brigaterosse.org](http://www.brigaterosse.org), che raccoglie informazioni sulle Brigate rosse a scopo di studio e riflessione.

sull'ordine delle poche decine. Esse parlavano un loro linguaggio e si rivolgevano a se stesse, incuranti dell'incomprensione che generavano nell'opinione pubblica e in tutta la società.

Con la distruzione militare del gruppo il confronto teorico sui motivi della crisi e sulle prospettive del partito armato si spostò nella dimensione carceraria, dove la stragrande maggioranza dei brigatisti era stato recluso in attesa che lo stato istituisse la stagione dei processi, tentativo di chiusura di un periodo che aveva segnato per anni, probabilmente per sempre, il nostro paese.

## La memorialistica

La situazione fin qui delineata mostra, a nostro parere, un alto grado di irreversibilità. La sparizione del gruppo sociale Brigate rosse e della sua memoria collettiva, intendendo con essa un sistema di valori, simboli, rituali e linguaggi condivisi non è stata sostituita con un nuovo circolo che potesse essere in grado di accomunare coloro che erano stati militanti. I percorsi personali di uscita dalla lotta armata hanno quindi assunto un'importanza preponderante, diversificando in maniera definitiva le situazioni dei singoli e finendo per influenzare in maniera netta i loro ricordi. Da questo punto di vista non crediamo si possa giungere a conclusioni differenti da una registrazione dell'incompatibilità di molte delle visioni che ex membri del gruppo hanno fornito (e magari continueranno a fornire) dei loro trascorsi e dell'organizzazione in cui avevano militato. Le polemiche, anche recenti, nate tra alcuni di essi ci sembrano un'ulteriore conferma di quanto appena sostenuto. Ciò, ci sembra bene sottolinearlo ancora una volta, non vuol dire che quanto prodotto non sia materiale utilizzabile. Proprio perché in grado di mettere in luce questioni particolari e dinamiche che altrimenti non avrebbero mai avuto la possibilità di emergere ci pare che la conoscenza generale dell'argomento non possa esimersi dal confronto con esso; piuttosto crediamo necessaria la consapevolezza della sua parzialità.

Alcune riflessioni sugli effetti che questa situazione ha finito per produrre ci paiono comunque possibili, in particolar modo sulle conseguenze che una tale diversificazione ha potuto provocare nell'opinione pubblica e nella società in generale.

Riteniamo che le vicende del partito armato, delle Brigate rosse in particolare, non siano ancora diventate "storia". Le ragioni di ciò sono da ritrovare, almeno a nostro parere, nelle ambiguità e nelle "zone d'ombra" che ancora caratterizzano molti degli episodi e dei personaggi di quegli anni, caratteristiche che hanno reso sempre problematico l'approccio della storiografia al tema.

Tra i pochi tentativi di studio generale del fenomeno vanno ricordati i lavori di Giorgio Galli, che per la sua ipotesi di connivenza tra Br e settori dello stato è stato a volte vittima di attacchi politici: così si esprimeva un giornale di partito in riguardo alle sue interpretazioni: "Un disegno volto a eccitare l'ostilità di massa contro i partiti democratici e criminalizzare i vertici dei partiti di maggioranza" ("La discussione", 10 dicembre 1984).

Proprio quello politico è stato uno dei pochi campi in cui l'esperienza brigatista ha trovato spazio, anche se, particolare non secondario, dovendosi sottoporre alle inevitabili distorsioni che la battaglia partitica porta spesso con sé. È ragionevole attendersi che in tali condizioni venissero a costituirsi, all'interno della società, memorie controverse nei riguardi di un gruppo armato che ha a suo modo segnato la storia del nostro paese. Particolarmente indicativo ci sembra un passo di Anna Lisa Tota, capace di spiegare anche le intromissioni della politica nel campo storiografico:

Nel Novecento i casi controversi, i passati scomodi da commemorare sono assai numerosi. Per questo appunto le memorie sono particolarmente contese. Accade sempre più spesso che differenti rappresentazioni sociali del passato si trovino a competere tra loro nell'arena dei mercati culturali e politici, al fine di fissare e legittimare socialmente una data versione di un certo evento. Tale competizione si fa tanto più accesa quanto più si tratta di passati controversi, incompiuti, difficili da ricostruire e da legittimare. Si tratta di forme di negoziazione degli immaginari sociali [...] che nella contemporaneità passano sempre più attraverso la

ricomposizione di memorie in conflitto, di versioni ufficiali in competizione con altre più o meno accreditate, di ricostruzioni ufficiose tutte da legittimare (Tota 2001, 17).

È nostra ipotesi, dunque, che anche la vicenda delle Brigate rosse si possa considerare un “caso controverso”, di cui l’opinione pubblica non mantiene una visione condivisa. Ne potrebbe essere ulteriore dimostrazione anche la scarsa conoscenza che le generazioni più giovani dimostrano di avere a riguardo<sup>8</sup>. È sempre Anna Lisa Tota a definire i contorni di questo aspetto:

La memoria di questa strage [piazza Fontana], così come quella di molti altri eventi che hanno segnato gli ultimi tre decenni della nostra storia, sembra sospesa in un limbo spaziale e temporale che inceppa i tradizionali meccanismi di trasmissione della memoria alle nuove generazioni. Come si raccontano memorie così controverse da non essere ancora confluite in una qualche forma di storia, grazie anche al fatto che le vicende giudiziarie si sono protratte senza successo per decenni e in alcuni casi sono ancora aperte? (Tota 2001, 24).

Questa serie di considerazioni potrebbero aprire nuove ed importanti questioni che non ci pare possibile trattare in questa sede. Ci è sembrato però utile, a conclusione di questo lavoro, porsi un interrogativo che è in qualche maniera legato alla questione dell’autorappresentazione brigatista nel periodo successivo alla conclusione dell’attività eversiva. Esso consiste nel chiedersi sino a che punto la diversificazione delle memorie degli ex militanti abbia potuto contribuire a creare la caratterizzazione di passato controverso nei confronti delle vicende della lotta armata in Italia, trasmettendo all’opinione pubblica e alla società una serie di immagini ed interpretazioni non collimanti. I processi di costituzione di memoria e storie condivise si basano su dinamiche complesse e sull’interazione di vari attori sociali; non è nostra intenzione tentare di ridurre la questione alla formulazione di una rielaborazione collettiva da parte degli ex brigatisti. Ci pare però ragionevole, a questo proposito, ipotizzare che parte delle cause generatrici della situazione attuale si possano ricondurre alla mancanza di una parola comune sul proprio passato da parte di chi, tra gli anni settanta ed ottanta, sostenne e supportò i progetti di rivoluzione sociale concepiti dalle Brigate rosse.

---

<sup>8</sup> A tale proposito si possono consultare i questionari Cedost – Landis – Censis, reperibili sul sito [www.cedost.it](http://www.cedost.it)

## Bibliografia

- Aa. Vv.  
1994 *La mappa perduta*, Roma, Sensibili alle foglie.
- Aa. Vv.  
1995 *Sguardi ritrovati*, Roma, Sensibili alle foglie.
- Aa. Vv.  
1996 *Le parole scritte*, Roma, Sensibili alle foglie.
- Aa. Vv.  
1998 *Le torture affiorate*, Roma, Sensibili alle foglie.
- Alquati R., Boato M., Cacciari M., Rodotà S., Violante L.  
1980 *Terrorismo: verso la seconda Repubblica?*, Torino, Stampatori.
- Amato N.  
1990 *Dietro le sbarre*, Milano, Mondadori.
- Andreucci F.  
2005 *Falce e martello. Identità e linguaggi dei comunisti italiani tra stalinismo e guerra fredda*, Bologna, Bonomia University press.
- Arlati R., Magosso R.  
2003 *Le carte di Moro, perché Tobagi*, Milano, Franco Angeli.
- Bachelet A.  
1989 *Tornate a essere uomini: risposte di ex terroristi*, Milano, Rusconi.
- Barbato R., Greco G. (cur.)  
1982 *Brigatisti e polizia: Salerno 26 agosto 1982*, Salerno, Boccia editore.
- Barlzerani B.  
1998 *Compagna luna*, Milano, Feltrinelli.
- Bellassai S.  
1998 *La morale comunista. Pubblico e privato nella rappresentazione del Pci (1947-1956)*, Roma, Carocci.
- Bermani C. (cur.)  
1998 *Introduzione alla storia orale*, Roma, Odadrek.
- Berger P., Luckmann T.  
1997 *La realtà come costruzione sociale*, Bologna, Il Mulino.
- Bianconi G.  
2003 *Mi dichiaro prigioniero politico. Storie delle Brigate rosse*, Torino, Einaudi.
- Biscione F. M.

- 2003 *Il delitto Moro. Strategie di un assassinio politico*, Roma, Editori Riuniti.
- Bocca G.  
1985 *Noi terroristi. Dodici anni di lotta armata ricostruiti e discussi con i protagonisti*, Milano, Garzanti.
- Bonfigli S., Sce J.  
1998 *Il delitto infinito. Ultime notizie sul sequestro Moro*, Milano, Kaos edizioni.
- Braghetti A. L., Tavella P.  
1998 *Il prigioniero*, Milano, Mondadori.
- Cacciari M.  
1980 *Per una de-costruzione dell'immagine monolitica del terrorismo*, in Alquati, Boato, Cacciari, Rodotà, Violante.
- Calvi M., Ceci A., Sessa A., Vasaturo G.  
1998 *Le date del terrore. La genesi del terrorismo italiano e il microclima dell'eversione*, Roma, Luca Sossella editore.
- Catanzaro R., Manconi L. (cur.)  
1994 *Storie di lotta armata*, Bologna, Il Mulino.
- Cipriani G.  
1998 *Brigate rosse. La minaccia del nuovo terrorismo*, Milano, Sperling e Kupfer.
- Clementi M.  
2001 *La "pazzia" di Aldo Moro*, Roma, Odadrek.
- Curcio R., Scialoja M.  
1993 *A viso aperto*, Milano, Mondadori.
- De Bernardi A., Flores M.  
2003 *Il sessantotto*, Bologna, Il Mulino.
- Del Bello C. (cur.)  
1997 *Una sparatoria tranquilla. Per una storia orale del '77*, Roma, Odadrek.
- Della Porta D. (cur.)  
1984 *Terrorismi in Italia*, Bologna, Il Mulino.
- Di Giovanni C.  
1988 *Eravamo terroristi: lettere dal carcere*, Cinisello Balsamo, Edizioni Paoline.
- Fasanella G., Franceschini A.  
1998 *Che cosa sono le Br*, Milano, Bur.
- Fasanella G. Sestieri C., Pellegrino G.  
2001 *Segreto di stato. La verità da Gladio al caso Moro*, Torino, Einaudi.
- Fasanella G., Rocca G.

- 2001 *Il misterioso intermediario. Igor Markevic e il caso Moro*, Torino, Einaudi.
- Feliziani G.  
2004 *Colpirne uno per educarne cento. La storia di Guido Rossa*, Arezzo, Limina.
- Fenzi E.  
1998 *Armi e bagagli. Un diario delle Brigate rosse*, Genova-Milano, Costa e Nolan.
- Flamigni S.  
1993 *La tela del ragno*, Milano, Kaos edizioni.  
1998 *Convergenze parallele. Le Brigate rosse, i servizi segreti e il caso Moro*, Milano, Kaos edizioni.  
1999 *Il covo di stato. Via Gradoli 96 e il delitto Moro*, Milano, Kaos edizioni.  
2001 *La sfinge delle Brigate rosse. Delitti, segreti e bugie del capo terrorista Mario Moretti*, Milano, Kaos edizioni.
- Franceschini A.  
1998 *Mara Renato e io. Storia dei fondatori delle Br*, Milano, Mondadori.
- Gallerano N.  
1999 *La verità della storia: scritti sull'uso pubblico del passato*, Roma, Manifestolibri.
- Galli G.  
1993 *Il partito armato. Gli "anni di piombo" in Italia, 1968-1986*, Milano, Kaos edizioni.  
2004 *Piombo rosso. La storia completa della lotta armata dal 1970 a oggi*, Milano, Baldini Castoldi Dalai.
- Genova R.  
1985 *Missione antiterrorismo*, Milano, SugarCo.
- Ghione P., Grispigni M.  
1998 *Giovani prima della rivolta*, Roma, Manifestolibri.
- Giacovazzo G.  
2001 *Moro 25 anni dopo. Misteri*, Bari, Palomar.
- Ginsborg P.  
1998 *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi: società e politica 1943-1988*, Torino, Einaudi.
- Giovagnoli A.  
2001 *Il caso Moro: una tragedia repubblicana*, Bologna, Il Mulino.
- Guagliardo V.  
2002 *Di sconfitta in sconfitta*, Paterno Dugnano, Colibrì.
- Guidelli G.  
2001 *Operazione Peci. Storia di un sequestro mediatico*, Urbino, Quattroventi.
- Halbwachs M.  
1950 *La mémoire collective*, Parigi, Presses universitaires de France, trad. it. *La memoria collettiva*, Milano, Unicopoli, 1987.

- Jedlowski P.  
1994 *Il sapere dell'esperienza*, Milano, Il Saggiatore.  
2002 *Memoria, esperienza, modernità*, Milano, Franco Angeli.
- Lejeune P.  
1984 *Il patto autobiografico*, Bologna, Il Mulino.
- Leone G.  
2002 *La memoria autobiografica. Conoscenza di sé e appartenenze sociali*, Roma, Carocci.
- Manzini G.  
1978 *Indagine su un brigatista rosso, la storia di Walter Alasia*, Torino, Einaudi.
- Mazzocchi S.  
1993 *Nell'anno della tigre. Storia di Adriana Faranda*, Milano, Baldini e Castoldi.
- Moretti M., Mosca C., Rossanda R.  
1993 *Brigate rosse. Una storia italiana*, Milano, Baldini e Castoldi.
- Moro A. C.  
1998 *Storia di un delitto annunciato. Le ombre del caso Moro*, Roma, Editori Riuniti.
- Moro M. F. (cur.),  
2002 *La nebulosa del caso Moro*, Milano, Selene edizioni.
- Morucci V.  
1994 *A guerra finita. Sei racconti*, Roma, Manifestolibri.  
1999 *Ritratto di un terrorista da giovane*, Casale Monferrato, Piemme.  
2004 *La peggio gioventù. Una vita nella lotta armata*, Milano, Rizzoli.
- Novelli D., Tranfaglia N.  
1987 *Vite sospese: le generazioni del terrorismo*, Milano, Garzanti.
- Ortoleva P.  
1987 *Saggi sui movimenti del 1968 in Europa e in America*, Roma, Editori Riuniti.
- Passerini L.  
1998 *Storia e soggettività: le fonti orali, la memoria*, Firenze, La nuova Italia.
- Pasquino G. (cur.)  
1984 *La prova delle armi*, Bologna, Il Mulino.
- Peci P.  
1983 *Io l'infame*, Milano, Mondadori.
- Pecorelli F., Sommella R.  
1994 *I veleni di "OP". LE "notizie riservate di Mino Pecorelli*, Milano, Kaos edizioni.
- Pierpaoli S., Nanni M.,

- 2002           ...*E allora?*, Roma, Edizioni interculturali.
- Pisano I.  
2002           *Io terrorista. Parlano i protagonisti*, Milano, Marco Tropea Editore.
- Provvigionato S.  
1993           *Misteri d'Italia. Cinquant'anni di trame e delitti senza colpevoli*, Roma-Bari, Laterza.
- Ricoeur P.  
2002           *Ricordare, dimenticare, perdonare. L'enigma del passato*, Bologna, Il Mulino.
- Rossi-Doria A.  
1988           *Memoria e storia: il caso della deportazione*, Rubbettino, Soveria Mannelli.
- Satta V.  
2003           *Odissea nel caso Moro. Viaggio controcorrente attraverso la documentazione della Commissione Stragi*, Roma, EDUP.
- Sciascia L.  
1994           *L'affaire Moro*, Milano, Adelphi.
- Silj A.  
1978           *Brigate rosse-Stato. Lo scontro spettacolo nella regia della stampa quotidiana*, Firenze, Vallecchi.
- Soccorso rosso (cur.)  
1986           *Brigate rosse: che cosa hanno fatto che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*, Milano, Feltrinelli.
- Sossi M.  
1979           *Nella prigione delle Br*, Milano, Editoriale Nuova.
- Stajano C.  
1982           *L'Italia nichilista: il caso di Marco Donat Cattin, la rivolta, il potere*, Milano, Mondadori.
- Tarrow S.  
1990           *Democrazia e disordine*, Bari-Milano, Laterza.
- Tessandori V.  
2000           *Br imputazione: banda armata. Cronaca e documenti delle Brigate rosse*, Milano, Baldini e Castoldi.
- Tosh J.  
1989           *Introduzione alla ricerca storica*, Scandicci, La nuova Italia.
- Tota A. L. (cur.)  
2001           *La memoria contesa. Studi sulla comunicazione sociale del passato*, Milano, Franco Angeli.

- Turi R.  
2004 *Gladio Rossa: una catena di complotti e delitti, dal dopoguerra al caso Moro*, Venezia, Marsilio.
- Vecchio C.  
2005 *Vietato obbedire*, Milano, Bur.
- Venturoli C. (cur.)  
2002 *Come studiare il terrorismo e le stragi*, Venezia, Marsilio.
- Vignali M. A.  
2005 *Terrorismi*, Sesto Fiorentino, Olimpia editoriale.
- Zavoli S.  
1992 *La notte della Repubblica*, Milano, Mondadori-Rai.  
1999 *C'era una volta la Prima Repubblica*, Milano, Mondadori-Rai.

## Siti consigliati

[www.brigaterosse.org](http://www.brigaterosse.org)

Sito estremamente ricco di materiale diviso in sezioni, che raccoglie informazioni sulle Brigate rosse a scopo di studio e riflessione.

[www.cedost.it](http://www.cedost.it)

Sito del Centro di documentazione storico-politica sullo stragismo.

[www.bibliotecamarxista.org](http://www.bibliotecamarxista.org)

Sito contenente produzione documentaria delle Br.

[www.archivio900.it](http://www.archivio900.it)

Sito contenente una accurata cronologia del Novecento italiano.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

L'evoluzione della pubblicità sui quotidiani  
dagli anni Settanta ad oggi

Lara Bizzarri

La pubblicità, i quotidiani: rapporto difficile, relazione obbligata, legame inscindibile? Ciò che si sa con certezza è che la sopravvivenza dei quotidiani dipende in grandissima parte dalle inserzioni pubblicitarie.

Quali sono stati i mutamenti avvenuti nel campo degli annunci pubblicitari negli ultimi trent'anni? La pubblicità influenza oppure no le nostre menti? Determina o meno i nostri comportamenti sociali? È davvero utile alla vendita di un prodotto o, se si fa riferimento alla pubblicità non profit, di un ideale?

Pur essendo più immediata e soggetta a critiche la pubblicità televisiva, anche quella sui quotidiani, come del resto la pubblicità in genere, ha compiuto un'evoluzione, è cresciuta. Sono aumentati gli spazi disponibili sui giornali così come sono cambiati i prodotti reclamizzati. È mutato l'uso del linguaggio e si è incrementato l'utilizzo di immagini.

Solitamente per realizzare un annuncio si seguono alcuni passaggi obbligati. Vi è sempre una *headline*, il titolo, o per meglio dire lo slogan dell'annuncio, che dovrebbe essere formato da poche parole incisive (se si è fortunati da una soltanto), ed un *visual*, un'immagine, oggi immancabile. Poi dovrebbe esserci una *bodycopy*, un testo di spiegazione, ed un *packshot*, la foto del prodotto. Per finire, una *baseline*, una frase conclusiva che riprende la headline, ed un *logo*, il nome dell'azienda o della società reclamizzata, generalmente situato in basso a destra.

Ma non è sempre detto che si segua quest'ordine, come non è detto che ci debbano essere tutti questi ingredienti per far sì che un annuncio funzioni. Vi sono stati annunci dall'enorme successo basati esclusivamente su di un'immagine o su di una headline. Basti pensare alle campagne fotografiche di Oliviero Toscani per il marchio Benetton che, apprezzate o meno, hanno di certo lasciato un'impronta nella memoria dei consumatori. Oppure, si ricordi una headline storica, presente già sui quotidiani della metà degli anni Settanta: *Liscia, gassata o Ferrarelle*.



## Anni Settanta

In questo decennio, la pubblicità ha dovuto affrontare in tutti i paesi industrializzati gravi difficoltà, sia economiche che culturali. “La crisi petrolifera del 1973 e le crisi economiche degli anni seguenti portarono ad un pesante rallentamento degli investimenti in pubblicità delle aziende per tutta la metà degli anni Settanta” (Codeluppi 2001, 30).

Se gli anni Sessanta sono stati gli anni del boom economico e dell'apparente accessibilità al tanto agognato benessere, con gli anni Settanta tutto viene messo in discussione. L'azienda non è più vista come fonte di benessere e via per il progresso; ci si batte contro il consumismo sfrenato e la pubblicità è tra i nemici numero uno. Causa di alienazione, manipolatrice di cervelli, è lei ad indurre il pubblico a spese futili ed irragionevoli.

Con queste premesse, gli annunci devono obbligatoriamente apparire sottotono. “Le campagne diventano serie, sobrie, corte. Gli annunci-stampa presentano severe fotografie di prodotti scontornati su fondo bianco, accompagnate da lunghi testi di spiegazione” (Testa 1998, 48).

Questo sempre se le foto sono presenti. Spesso l'immagine manca del tutto; non un disegno, non una figura, nessun fumetto e nessuna grafica stuzzicante a catturare l'occhio del lettore, solo testi, e il più delle volte scritti con i caratteri meno opportuni.

È la parola la vera protagonista, l'immagine rimane sullo sfondo. Anche lo spazio è sacrificato. Non lo spazio inteso come mole di inserzioni disponibile, ma la dimensione degli annunci è ridotta, anzi ridottissima: si possono trovare pubblicità che non superano i cinque centimetri di base per i due centimetri di altezza.

A fronte della demonizzazione della reclame, di cui si è fatto cenno sopra, gli annunci non possono presentarsi mastodontici e trionfalistici; i modi di comunicare sono sommessi e sottotono. In questo decennio ciò che conta è presentare il prodotto nel modo più funzionale possibile, quello che si vuole e si richiede è l'effettiva dimostrazione delle sue qualità.

Il linguaggio appare informale, distaccato, rispettoso. Ma anche prolisso e macchinoso. La maggior parte degli annunci, infatti, si presenta con lunghe headline, per non parlare dei testi, che risulta difficile riassumere in poche parole-chiave. Raramente vengono utilizzate "parole piene" (Haas 1990), aventi un senso in se stesse; gli annunci si basano su lunghe frasi, sì molto semplici, ma impossibili da ricordare. Sembrano articoli di quotidiani travestiti da pubblicità. Ci sono infatti casi limite, come l'annuncio del Tai Ginseng dal titolo: *Lo stress danneggia la salute. Tai Ginseng aiuta!* ("La Repubblica" maggio 1976), che paiono veri e propri articoli di giornale.

Il più delle volte le headline sono davvero poco funzionali: *Un combinato Rex Roll-Bend invece del solito frigorifero. Per risparmiare tempo e denaro* ("La Repubblica" maggio 1977). Non avrebbe reso meglio l'idea ed in maniera più immediata una headline del tipo: *Meno tempo e meno denaro?*

Un'importante distinzione tra gli annunci degli anni Settanta e quelli più recenti sta proprio in quest'ultimo esempio: mediante le headline si vogliono riassumere le qualità del prodotto, i suoi vantaggi, le sue caratteristiche. Ancora non si pensa di attirare l'attenzione del lettore con alcune parole potenti, per poi lasciare alla bodycopy la funzione di elencare e sintetizzare i pregi del prodotto. Fin dal titolo, a scanso di equivoci, si vuole essere precisi e presentare l'oggetto nel suo insieme.

Conseguentemente a ciò che si è appena detto, neppure alcune figure retoriche, successivamente spesso e volentieri utilizzate, hanno largo consenso nel mondo pubblicitario; di rado si usano metafore, similitudini, ellissi. Data la natura dei testi degli annunci, non breve e molto descrittiva, risultano più funzionali le ripetizioni o le enumerazioni. Come esempio di enumerazione, possiamo ricordare l'annuncio della Renault 14 che, a ben vedere, presenta anche la ripetizione. La bodycopy, divisa in quattro punti attestava: "1. La felicità di stare comodi in cinque; 2. La felicità di consumare meno; 3. La felicità di sentirsi al sicuro; 4. ...e di spendere meglio i propri soldi" ("La Repubblica" giugno 1976).

Si possono poi segnalare le "doppie pubblicità", già presenti in quegli anni. Ci si riferisce al paginone urlante: *Alla Coop trovi Stock* ("L'Unità" gennaio 1976). Quest'assonanza ci dice che dobbiamo andare a fare spesa alla Coop o che è meglio se compriamo una bottiglia di amaro? I pubblicitari si augurano entrambe le cose.

Anche l'utilizzo del visual non è tra i più oculati. Riguardo a questo decennio più che dell'immagine si dovrebbe forse parlare della sua assenza. Spesso, infatti, gli annunci sono costituiti da solo testo. Ma quando l'illustrazione c'è, essa si presenta a dir poco statica e senza prospettiva. Il visual non risulta pratico, non rende più facile la comprensione del testo, non rappresenta il prodotto nel miglior modo possibile. Si prenda, ad esempio, una qualsiasi pubblicità di automobili, queste



raramente sono sprovviste di illustrazione. Le macchine sono solitamente raffigurate ferme, non si ricerca una prospettiva particolare, né uno sfondo capace di far risaltare il mezzo. A volte, poi, invece della fotografia si opta per il disegno. Oltre alla mancanza di scenografia, spesso non sono neppure presenti persone che possano rendere più credibile e parte del mondo reale l'auto pubblicizzata. In tal modo, ciò che viene esposto rappresenta soltanto se stesso e non ciò che avrebbe potuto fornire all'acquirente: comfort, sicurezza, serenità,...

L'annuncio del Buondi Motta, ("La Repubblica" novembre 1976), ancora, mostra la fotografia di una singola merenda confezionata. Non sarebbe stato meglio raffigurare l'alimento in primo piano e non nell'angolo in basso a destra dell'annuncio, senza alcun involucro e magari mancante di un pezzo, per mostrare la fragranza e la morbidezza dell'alimento? I pubblicitari degli anni Ottanta non avrebbero commesso una simile svista.

## Anni Ottanta

Basterebbe il termine "immagine" per definire gli annunci degli anni Ottanta. Tutti sono basati su di un visual, la parola è oramai in secondo piano. Anche se l'uso del colore è ancora molto raro, salta subito agli occhi che la staticità del decennio precedente è sparita. Le illustrazioni suggeriscono movimento, ed è la persona il soggetto più rappresentato. Gli annunci degli anni Settanta con le sole foto dei prodotti sono superati. Ora deve esserci un contesto, una storia, una qualsiasi relazione con il mondo reale.

Il decennio più contraddittorio del dopoguerra è stato caratterizzato da uno sfrenato individualismo, da un irrilevante impegno sociale e da un consumismo senza precedenti. Si assiste, di conseguenza, ad una piena assoluzione della pubblicità.

Ciò si può evincere dalla scelta del linguaggio utilizzato. Informale, sicuro di sé, amichevole ed ammiccante, questo è il modo di comunicare degli annunci degli anni Ottanta. Inoltre, si inizia a tralasciare la bodycopy a favore di una forte headline. Non si usa più il "lei" o il "voi", si coniano nuovi termini o si fa il verso a titoli di film, proverbi e modi di dire. Così, nascono *Velocizzatevi*, slogan della nuova Ford Fiesta 50 ("L'Unità" ottobre 1987), "Nuova Audi 90. *Il Sorpasso*" ("Corriere della Sera" settembre 1987), *Chi cerca trova* e *Vale tanto oro quanto pesa* per i bocconcini Fido ("Corriere della Sera" maggio 1986).

"Negli anni Ottanta il codice sensorio della pubblicità era piuttosto uniforme e regolato verso l'alto. Volumi, intonazioni, cromatismi compivano esaltate scorribande nella percezione dello spettatore: era il momento dell' 'impatto per l'impatto', della visibilità esibitivi e prepotente" (Righetti 2003, 44). La parola inizia il suo declino e attende inerme il suo destino da latitante del nuovo millennio.

D'accordo la piena assoluzione della pubblicità, va bene un dialogo più diretto con il consumatore, ma almeno si dovrebbe riuscire a distinguere tra una pubblicità ed un'altra, a tirare il fiato. Su "La Repubblica" di maggio 1986, si assiste ad una carrellata, pagina dopo pagina, di auto Audi e Volkswagen, dall'inizio alla fine del quotidiano, e in conclusione un elenco di settantacinque concessionarie di Bologna, Ferrara, Modena e Ravenna.

Intanto, l'intreccio tra pubblicità su carta stampata e televisione si fa sempre più stretto. Sui quotidiani non vengono più presentati solamente i palinsesti della giornata, ma si reclamizzano in separata sede programmi di intrattenimento e film. Ed anche pubblicità di nuove emittenti televisive, tra le quali Telemontecarlo nel 1986. Ma può anche essere che, mediante la pubblicità su carta stampata, vengano ricordati o si presentino spot televisivi, come si può evincere dalla bodycopy dell'annuncio riguardante l'acqua Boario: "Una rosa è la protagonista della pubblicità Boario in onda da stasera su Canale 5 e sulle principali reti commerciali" ("il manifesto" maggio 1986). Oltre tutto, così si pubblicizza anche un canale televisivo.

## Anni Novanta

Nei primi anni Ottanta si era registrato un notevole incremento dei consumi e con esso una forte crescita pubblicitaria, anche se dovuta in gran parte allo svilupparsi delle televisioni commerciali. All'inizio degli anni Novanta, invece, grava sull'Italia una pesante recessione economica e di conseguenza gli investimenti pubblicitari vengono drasticamente ridotti. La pubblicità entra in crisi sul finire del 1992, "...il trend di espansione precedente si riduce notevolmente, soprattutto in rapporto all'eccezionale livello di incremento che si era registrato nel periodo 1978-1984" (Zanacchi 1999, 125). L'inizio del decennio è connotato da un grosso mutamento nel settore della distribuzione: i punti vendita sono sempre più nelle mani di pochi grandi operatori e cominciano a fiorire nel nostro paese i primi hard-discount. Il prodotto di marca è in forte discesa. Solamente gli ultimi Novanta vedono il risorgere del mercato pubblicitario, aiutato da nuovi settori, come quello della telefonia mobile.

Gli investimenti pubblicitari sono così caratterizzati da importanti cambiamenti. Vengono, infatti, ridotte le spese riservate "ai settori tradizionali di largo consumo, come gli alimentari e le bevande alcoliche, a vantaggio di settori emergenti che hanno bisogno di farsi conoscere: turismo, informatica, nuove tecnologie di comunicazione, banche, assicurazioni. I prodotti trattati sembrano dunque essere sempre più immateriali: puro servizio e pura immagine" (Brigida, Baudi di Vesme, Francia 2003, 29).

A fronte della situazione in cui grava la pubblicità, anche il suo linguaggio si fa più modesto e sottotono. Vi è una sorta di "ritorno al prodotto", alla sua funzionalità; i toni esaltati degli anni Ottanta non trovano più spazio.

Le headline, se negli anni Settanta puntavano sulla qualità del prodotto, ora cercano di indirizzare l'attenzione sulla convenienza: *Citroën presenta le offerte con i piedi per terra* ("La Repubblica" ottobre 1996), oppure, *Chi va piano con i soldi va lontano con Ibiza* ("Corriere della Sera" gennaio 1996). Anche il marchio Moschino paradossalmente recita: *Cheap and Chic*.

I visual sembrano ormai soggetti al minimalismo ed alla sobrietà. Ma se molti annunci, segnati anche dalla crisi pubblicitaria, mostrano solamente il packshot o poco più, altri non mancano di inoltrarsi sul terreno della sperimentazione e della creatività. L'annuncio pubblicizzante un'automobile Toyota riporta una curiosa headline che invita: *Venite a scoprire di che razza è* ("La Repubblica" aprile 1996). Il divertente visual mostra, o meglio nasconde, la macchina con un telone. Da sotto la vettura coperta sbucano le zampe di svariati animali.

Ruolo importante di questo decennio pubblicitario è poi quello dei testimonial. Il ricorso al testimonial per pubblicizzare un prodotto è visto da Paola Righetti (2003, 51) come una facile scorciatoia che molto spesso viene imboccata per evitare i percorsi ben più accidentati della creatività. Gli anni Novanta rappresentano la fortuna di questo espediente. La figura del testimonial può ancora oggi risolvere l'annuncio di qualsiasi prodotto: dal risotto alle scarpe, dall'auto al reggisenò. Così come i personaggi "prestati" alla pubblicità fanno parte delle più svariate categorie: attori, sportivi, presentatori televisivi,...

Pronti a prestare il proprio volto si trovano: Deborah Compagnoni per Parah, il calciatore Ravanelli per Sony, Alessandro Gassman e Raoul Bova per Aprilia, Simona Ventura per Citroën, Rosanna Lambertucci per Valleverde. Ci si rifà persino alle figure di attori storici come pensa bene di fare il marchio di scarpe Tod's, che presenta personaggi del calibro di Audrey Hepburn e David Niven.

Si arriva così, con qualche ostacolo lungo il percorso, al nuovo millennio.

## Anni Duemila

Il mercato pubblicitario del nuovo millennio, “dopo aver toccato il massimo storico nel 2000 con 15.626 miliardi di lire” (Brigida, Baudi di Vesme, Francia 2003, 31), subì un brusco arresto nell’anno successivo, così come l’economia in generale.

“I quotidiani dopo la crisi del ’93-’94 erano cresciuti anno dopo anno, più della televisione e ad un ritmo molto elevato, ma furono particolarmente toccati dalla crisi, malgrado il boom pubblicitario della *free press* ed il trend leggermente positivo della pubblicità locale” (Brigida, Baudi di Vesme, Francia 2003, 30). Questo a favore degli spot televisivi. La pubblicità in tv registra continui incrementi, anche per via di alcuni provvedimenti compiuti in ambito legislativo. La legge Gasparri del 2003 sollevò un grande polverone di critiche; un’accusa forte è stata mossa dalla Federazione italiana editori giornali (Fieg), “soprattutto per il mancato allargamento del pluralismo televisivo e il mancato riequilibrio del mercato pubblicitario. [...]. Gli editori hanno espresso in particolare la loro contrarietà per l’esclusione delle telepromozioni dall’indice di affollamento pubblicitario orario, delle quali è stata disattesa l’ovvia natura pubblicitaria” (Zanacchi 2004, 125).

Così, la pubblicità sui quotidiani appare diminuita in questi ultimi anni, e ciò si può evincere sfogliando un qualsiasi quotidiano. Mentre la pubblicità in tv non è mai stata tanto invadente.

Gli annunci odierni sembrano aver boicottato l’uso della parola o, per meglio dire, l’uso della lingua italiana. Ovunque, anche se si tratta di un termine soltanto, l’inglese compare. Soprattutto per quel che riguarda le pubblicità di automobili: *BMW Serie 1. One like no one* (“La Repubblica” maggio 2005), *Jeep Cherokee. The wild side of life* (“Corriere della Sera” gennaio, 2005), *Nissan Nuovo X Trail: Never loose your spirit* (“Corriere della Sera” marzo 2005). L’automobilista, insomma, deve conoscere l’inglese.

Di frequente gli annunci fanno il verso, o riprendono in maniera totale, gli spot che contemporaneamente appaiono sulle reti televisive. La pubblicità sui quotidiani tende “a stabilire con l’universo delle comunicazioni di massa livelli sempre più elevati di citazione reciproca” (Codeluppi 2001, 43). Numerose pubblicità sui quotidiani, infatti, non sono altro che meri fotogrammi estrapolati da qualche spot del momento.

L’eredità degli anni Ottanta fa sentire il suo peso. L’importanza di un buon visual è sempre più fondamentale. L’occhio umano sembra ormai attirato solo da foto spettacolari, ironiche, esplicite. L’uso della parola, in pubblicità e non solo, pare da tempo morto e sepolto.

Un certo uso del linguaggio o la presenza o meno di un’immagine riconducono ad un determinato decennio di pubblicità italiana, ma anche la tipologia dei prodotti reclamizzati identifica un particolare periodo storico. Se negli anni Settanta imperano gli annunci di alcolici ed elettrodomestici, gli anni Ottanta lasciano spazio alla moda ed agli alimentari, se i Novanta hanno come protagonisti i cellulari, il nuovo millennio vede il fiorire di pubblicità di banche e computer. Unica costante l’automobile, che attraverso crisi e difficoltà, vede la sua continua ascesa, favorita da innumerevoli marche.

## Altre forme di pubblicità

Ma la pubblicità non si limita a promuovere solo prodotti e servizi. Il 1971 vede la nascita della pubblicità sociale. Questa forma pubblicitaria segue la stessa evoluzione della pubblicità commerciale. La sola differenza sta nel soggetto da promuovere; da un lato si reclamizzano merendine, dall’altro “nobili cause”, ma il procedimento rimane il medesimo.

Come ricorda il pubblicitario Roberto Gorla (2003, 42): “La pubblicità non crea tendenze, le cavalca. Prende quello che già c’è nell’aria e lo fa suo. Qualche volta lo fa con un tempismo sorprendente, ma non può permettersi di giocare d’anticipo: cadrebbe nel vuoto. La pubblicità, anche quella che si ammanta del nome di Pubblicità progresso, spinge treni già in corsa, amplifica parole che già si mormorano. Se la pena di morte verrà abolita, non sarà per tutte le ‘pubblicità

progresso' del mondo, ma sarà per la scuola, i giornali, gli intellettuali, i movimenti di opinione e le persone di buona volontà”.

Gli annunci sociali, come si è detto, si evolvono parallelamente agli annunci commerciali, seguono gli stessi cambiamenti ed incontrano i medesimi ostacoli.

La prima campagna, realizzata nel 1971, ha come tema la donazione del sangue e forse non utilizza il registro più appropriato. Il testo dice: *C'è bisogno di sangue. Ora lo sai*, ma anche, *Qualcuno ha deciso che un bimbo deve morire. E forse sei stato tu*. Probabilmente, la scelta di quest'ultima frase non è stata tra le più felici. Le campagne sociali non devono per forza risultare strazianti e strappalacrime, con una grafica sottotono ed un testo desolante.

A questo proposito, si può ricordare un annuncio di Pubblicità progresso riuscito, senza aver fatto leva su facili sentimentalismi. Comparso su “La Repubblica” di maggio 2004, come su altre svariate testate, presenta la fotografia di un uomo disabile che sfoggia un bel sorriso. Il testo sottostante dice: “Io mi chiamo Alfonso”, mentre un anonimo interlocutore ribatte: “E allora?”. Alfonso, dal canto suo, risponde: “Se tu potessi per un attimo sentirti come me, capiresti il bello della vita”. In basso si trova l'indirizzo internet: [www.eallora.org](http://www.eallora.org). Questa campagna, pur riguardando una pubblicità sociale, non si presenta triste e mesta, non induce il lettore a considerare il protagonista una vittima. Il testo è essenziale, vivace, coinvolgente.

Pubblicità progresso, alla quale hanno aderito Assap, Fieg, Otep, Pubblitalia, Tp, Upa, in più di trent'anni, ha toccato i più svariati temi: dalla campagna contro il fumo a quella a tutela degli anziani, da quella per una corretta informazione sull'Aids fino a quella a favore del volontariato. Ma la pubblicità sociale non riguarda solamente gli annunci di Pubblicità progresso. Un'associazione che fa sempre capolino dai giornali è l'AIRC, l'Associazione Italiana per la ricerca sul Cancro, che, in quanto alla sua imponente e continua presenza sui quotidiani, può ben competere con gli annunci di mercato.

Se la pubblicità non profit segue di pari passo i mutamenti della pubblicità commerciale, anche la pubblicità politica non ha un destino diverso. Gli annunci degli anni Settanta sono severi e prolissi e raramente presentano un visual, mentre con gli anni Ottanta compaiono le prime foto. Ma se l'introduzione delle immagini è stata una risorsa per le pubblicità commerciali, forse non si può dire lo stesso per questo genere di annunci che mostrano le prime le prime fotografie a mezzobusto dei politici. Certo il visual di un gelato, ingannevole o meno, risulta più piacevole del volto di un qualsiasi politico; ma essendo ormai da tempo entrati nell'era delle immagini, forse la gente ha bisogno di vedere il volto per il quale vota. Sta di fatto, però, che i politici, oltre a non essere propriamente dei modelli, vengono raffigurati, il più delle volte, nel peggior modo possibile, nella posa sbagliata e con primi piani che farebbero imbarazzare anche la più vezzosa top model.

Ancora oggi, gli annunci politici, nonostante l'attenzione riservata alla realizzazione di spot enfatici, occupano un posto importante. “La prova migliore dell'influenza della stampa sulle menti è la preoccupazione gelosa tipica di ogni governo autoritario che tende ad assicurarsene il controllo, nonché l'esistenza di una stampa di partito di governo anche in regime liberale. La prima preoccupazione di un partito politico nascente è quella di assicurarsi la voce di uno o di parecchi organi stampa, grazie ai quali possono essere divulgati programmi ed idee” (Haas 1990, 203).

## La critica alla pubblicità

La critica alla pubblicità è stata automaticamente ricondotta alla critica verso la società di massa, “ancor prima che il sistema di produzione di massa e di distribuzione di beni di consumo con marchi fosse entrato in collegamento storico con le agenzie di pubblicità e con i media, si veniva formando una tradizione intellettuale di protesta contro la società di massa” (Sinclair 1991, 48).

La pubblicità è vista come un prodotto di questa società e come tale va contrastata. Secondo le idee marxiste dei componenti della scuola di Francoforte, “la pubblicità rafforza il capitalismo nella sua tendenza al monopolio, innalzando barriere all'entrata e sovvenzionando i media ideologici, ma

le critiche più dure venivano mosse per la capacità che le si attribuiva di creare differenze illusorie fra le merci prodotte in massa e di degradare il linguaggio” (Sinclair 1991, 48).

Oggi, appare che essa abbia certamente contribuito alla differenziazione illusoria fra le merci di massa ed alla degradazione del linguaggio, ma non bisogna dimenticare che questa natura pubblicitaria è un prodotto, una conseguenza della società ed un mezzo attraverso cui i mass media propagano la loro influenza. Insomma, dietro la pubblicità è la società che opera, è la società che offre il materiale da trattare. Con questo non si vuole disculpare lo strumento pubblicitario. È, infatti, la reclame a far sì che un pensiero, uno stile di vita venga ufficializzato, a proporre una sorta di omologazione attraverso la quale gli elementi più deboli e meno in vista della società vengano sommersi dal comportamento comune e vanificati.

Una ricorrente accusa nei confronti della pubblicità è, poi, quella di mentire, di ingannare, di occultare qualcosa al consumatore. Ma riguardo a questo, oramai, anche il più sprovveduto tra i consumatori sa che i detersivi non fanno miracoli e che i dentifrici non assicurano una vita senza carie. Il fatto diventa serio, e qui si parla di vero e proprio inganno, quando si promette qualcosa che all'interno della confezione è assente. Nonostante il Codice di Autodisciplina Pubblicitaria comprenda la voce “pubblicità ingannevole”, a volte questi inganni possono facilmente essere attuati.

Discorso a parte va fatto per quanto concerne la marca, che riguardo al tema occultamento la sa lunga. Malgrado e gravemente si occultino i processi di produzione delle grandi multinazionali, ampiamente illustrati nel libro di Naomi Klein, *No logo*, vengono occultati in maniera più subdola tutti i modelli comportamentali che la marca impone. Se la maggior parte di noi è sicura che mangiando cereali non dimagrirà, quanti possono dichiararsi altrettanto immuni dalla fascinazione che un determinato marchio opera? Quanti possono dirsi non soggetti all'influenza di una firma, di un logo durante l'acquisto di un paio di scarpe sportive, di un'auto, persino di un paio di calzini?

Non si dimentichi, inoltre, che la marca espande in continuazione i propri confini di produzione, e crea sempre più spesso inutili gadgets, ad esempio i portachiavi, per incitare il consumatore ad ulteriori acquisti di setta. Le aziende si specializzano nella produzione dei più svariati prodotti, si inizia con un paio di scarpe e si arriva fino ad un profumo, si passa da un pacchetto di sigarette o da una birra ad una linea di abbigliamento. “La pubblicità si è dimostrata una forma autodistruttiva di pubblico divertimento. È arrivata subito dopo il vangelo vittoriano del lavoro e ha permesso il regno di Bengodi della perfettibilità dove poteva essere possibile stirare le camicie senza odiare vostro marito. E adesso abbandona il prodotto di consumo individuale a favore di quel processo onnicomprensivo e interminabile che è l'immagine della grande azienda” (McLuhan 1997, 252).

I pubblicitari sono stati accusati di manipolazione delle menti umane, accusa avanzata in prima persona da Vance Packard (1958). Se a molti il termine “manipolazione” appare esagerato e un po' forzato, può essere utile riportare un aneddoto ricordato da Mario Medici: “Sulla porta d'una chiesa un cieco chiedeva la carità, ma aveva di che lamentarsi circa la scarsa pietà dei passanti e dei fedeli. Egli portava al petto uno dei soliti cartelli: ‘Sono nato cieco’. Un tecnico pubblicitario di passaggio volle venirgli in aiuto e modificò così la dicitura: ‘È primavera. Voi la vedete. Io no’. Da quel momento gli oboli si moltiplicarono” (Chianterna 1989, 80).

Se non si vuole parlare di manipolazione, è comunque indubbio che dietro il lavoro dei pubblicitari ci siano le basi della psicoanalisi, ricerche sociologiche e tecniche persuasive. Ciò che qui interessa è capire se tutto questo studio è indirizzato alla sola promozione e vendita di un prodotto, o se questo interessamento non nasconda piuttosto altri obiettivi. Williams afferma: “Non si può prendere in considerazione la pubblicità moderna se prima non ci si rende conto che l'oggetto materiale da vendere non è mai sufficiente [...]. Se noi fossimo veramente materialisti, in quella parte della vita in cui usiamo le cose, troveremmo che la maggior parte della pubblicità è stupida e inutile. Una birra sarebbe abbastanza per noi: non avremmo bisogno di sentirci dire che bevendola appariremmo virili, giovani e cordiali” (Codeluppi 1998, 42).

Infine, non si possono tralasciare tutte le accuse avanzate nei confronti della reclame riguardanti i danni che essa procura alla lingua italiana. Gli errori, le ripetizioni, i verbi mal coniugati, avverbi che diventano aggettivi, aggettivi che diventano avverbi, nomi composti fanno spesso la fortuna delle headline. Il testo *Una lingua in vendita* (Chianterna 1989) offre numerosi esempi di questo linguaggio ibrido. Un prodotto non può essere definito semplicemente come quel tal prodotto, il nome generico va aborrito. Si ritorna così al discorso del marchio. Non può esistere *un* formaggio, ma esiste *il* formaggio in relazione alla marca che rappresenta, non ci può essere *una* merenda, ma la merenda, una sola è quella adatta ai vostri bambini. Certo che di merende “uniche” ce ne sono tante, ma l'articolo indeterminativo è qualcosa che i pubblicitari non conoscono. D'altronde che pubblicità sarebbe quella che promuove: *Una delle migliori bibite al mondo?* Beh, probabilmente, presto si adotterà anche questa tattica, come in parte si sta già facendo, per esibire una parvenza di onestà e ammaliare il consumatore. Il prodotto, infatti, rimarrebbe comunque incontrastato ed in una posizione di superiorità rispetto agli altri, in quanto dimostrerebbe di essere l'unico sincero, e quindi il migliore.

Non c'è eccezione. Se in passato erano i prefissi *stra*, *super*, *ultra*, *mega*, *extra* che accrescevano il potere del prodotto, oggi il fine non è cambiato, ma solo il mezzo. Non si tratta più di una lingua che conia termini fantastici, che sancisce e ufficializza errori grammaticali, ma si parla di una vera e propria perdita di linguaggio. Sembra di essere piombati in una nuova era “cavernicolo-computerizzata”, se l'ossimoro è concesso, dove la parola se non è assente, è comunque trascurabile.

Baurillard intravede, grazie a questo impoverimento della lingua, il tramonto dello strumento pubblicitario. “Non è che le persone non le credano più o che l'abbiano accettata come routine. È che se essa affascinava attraverso la sua potente semplificazione di tutti i linguaggi, questa potenza le è stata oggi sottratta da un altro tipo di linguaggio ancora più semplificato e dunque più operativo: il linguaggio informatici [...]. È questo che fa paura, ed è questo che appassiona. La passione pubblicitaria si è trasferita nei computers e nella miniaturizzazione informatica della vita quotidiana” (Codeluppi 1998, 153).

Che l'informatica semplifichi i linguaggi e che, si può aggiungere, automatizzi molti dei processi mentali, è indubbio, ma non sembra di essere in prossimità della dipartita della pubblicità. Come è sempre successo, la reclame si inventerà nuovi modi di comunicare e nuove tecniche persuasive per fare breccia nelle menti e nei cuori dei consumatori.

Le critiche mosse nei confronti dello strumento pubblicitario, come si è visto, sono varie e molteplici, ma i pericoli, le conseguenze tangibili, i danni che un uso sfrenato dello strumento pubblicitario provoca, quali sono? Influenza o meno il comportamento sociale? Ha implicazioni sulla cultura? Agisce per via del nostro subconscio? Si subisce inermi la reclame senza alcuno scudo per difendersi?

Si assiste, oggi, ad un crescente scetticismo verso la pericolosità della natura pubblicitaria, ci si ritiene immuni dalla sua influenza e dalla sua spettacolarità. Ma, è forse il caso di ricordare che “proprio questa convinzione può denunciare la capacità di presa dei suoi allettamenti divertenti e spettacolari, come sostiene Barnouw quando afferma che la pubblicità agisce sotto la risata di chi se ne ritiene immune” (Zanacchi 2004, 19).

Inoltre, se lo scetticismo del consumatore nei confronti della reclame è qualcosa di oramai appurato, ciò non significa che il lettore, lo spettatore, l'acquirente in generale possa ritenersi invalicabile.

Come diceva Packard dalle pagine del suo notissimo e contestato libro *I persuasori occulti*, “proprio il nostro crescente scetticismo ha indotto i tecnici pubblicitari a ricercare nuovi strumenti di persuasione, e le tecniche del profondo si propongono appunto di sorprenderci alle spalle” (Packard 1958, 325). “Nessun gruppo di sociologi vale i teams dei pubblicitari nella raccolta e nell'elaborazione di dati sociali utilizzabili” (McLuhan 1997, 156).

Ci sarebbe da domandare a tutti questi paladini della svalutazione delle tecniche persuasive, perché mai una qualsiasi azienda o associazione sborserebbe ingenti capitali per la creazione di campagne pubblicitarie, se queste non riscuotessero un benché minimo risultato.

Appare, inoltre, strano che coloro che ritengono la pubblicità innocua ed affatto intrusiva, coloro che difendono a priori la *reclame*, siano generalmente pubblicitari ed imprenditori. Non risulta, a questo proposito, molto significativa la testimonianza riportata dall' American Association of Advertising Agencies riguardo ad alcuni preconcetti sulla pubblicità. L' AAAA smonta quattro pregiudizi comuni sulla *reclame* affermando che: "nessuno è mai tornato a casa con una borsa piena di prodotti che non voleva, perché nessun consumatore è così stupido e non si può costringerlo a comperare contro la sua volontà [...]; la pubblicità tende a far aumentare le richieste dei prodotti e dunque permette alle aziende di ammortizzare meglio gli investimenti produttivi effettuati, praticando perciò sul mercato prezzi più bassi per ciascun singolo prodotto; l'unico giudice di un prodotto è l'individuo che lo compera, il quale, anche se la prima volta può essersi fatto influenzare dalla pubblicità, certamente non ripeterà l'acquisto se è rimasto insoddisfatto; la pubblicità è in realtà un investimento, perché come si è detto, fa aumentare le vendite e calare i prezzi. Inoltre, crea indirettamente lavoro, in quanto esercita uno stimolo sulla produzione e aumenta la conoscenza dei prodotti da parte dei consumatori" (Codeluppi 2001, 56).

Probabilmente, alcuni consumatori si sentiranno lusingati dal fatto che i pubblicitari affermano di non considerarli degli stupidi, ma la verità è che essi pensano il contrario. Roberto Gorla (2003, 8), in apertura del suo critico e divertente volume, riporta un' affermazione di Frédéric Beigbeder: "Sapete, alla Procter c'è un detto: 'Non prendete la gente per stupida, ma non dimenticate mai che lo è'".

Pubblicitari e imprenditori, inoltre, non accennano alle conseguenze involontarie della pubblicità che "si verificano perché essa rinforza selettivamente determinati valori che possono essere comunicati facilmente e legati ai prodotti, mentre trascura la promozione di valori di più elevato ordine morale. È, in sostanza, uno 'specchio distorto' della vita reale" (Zanacchi 2004, 12). Se così non fosse, non si spiegherebbe perché l'uomo viene ancora visto come un personaggio furbo e superiore. Infatti, anche se negli ultimi tempi il binomio casalinga perfetta/oca-giuliva è stato superato, la figura femminile rimane sempre relegata ad un ruolo di contorno, raramente è lei che agisce, e se agisce lo fa in relazione all'uomo, che sia per sedurlo, per vendicarsi o per scioccarlo. E così tutti i componenti della famiglia hanno un preciso ruolo: c'è il bambino-pesto e la bambina ubbidiente e brillante, c'è il nonno burbero e la nonna tuttofare. Non è sicuramente solo colpa dello strumento pubblicitario, la televisione ha un ruolo determinante in tutto ciò, ma è indubbio il senso di inadeguatezza che esso suscita nelle persone, anche se spesso latente o sottovalutato.

È vero che, come dicono giustamente diversi pubblicitari, la responsabilità non è solamente da attribuire alla pubblicità, ma anche alla scuola ed alla famiglia che dovrebbero fornire all'individuo i mezzi per contrastare e criticare il consumismo e la *reclame*. Ma se queste falliscono, come del resto sta accadendo, cosa rimane da fare? Il punto sta proprio qui: alle persone non vengono forniti gli strumenti adeguati per combattere ad armi pari con la pubblicità, ed i pubblicitari gongolano perché facilmente e senza problemi riescono nel loro intento.

## Bibliografia

- Antiseri D., Santambrogio G. (cur.)  
1999 *Giornali: l'informazione dov'è?*, Soneria Mannelli, Rubettino.
- Appiano A.  
1991 *Pubblicità, comunicazione, immagine*, Bologna, Zanichelli.
- Bassat L., Livraghi G.  
2001 *Il nuovo libro della pubblicità*, Milano, Il Sole 24 ore.
- Brigida F., Baudi di Vesme P., Francia L.  
2003 *Media e pubblicità in Italia*, Milano, FrancoAngeli.
- Ceserani G.P.  
1988 *Storia della pubblicità in Italia*, Roma-Bari, Laterza.
- Chianterna A.  
1989 *Una lingua in vendita*, Roma, La Nuova Italia Scientifica.
- Codeluppi V.  
1998 *La sfida della pubblicità*, Milano, FrancoAngeli.  
2001 *Che cos'è la pubblicità*, Roma, Carrocci.
- Compassi V.  
1983 *Le tendenze sociali attraverso la pubblicità*, Napoli, SEN.
- Durandín G.  
1984 *Il grande imbroglio*, Bari, Edizioni Dedalo.
- Fabris G.P.  
1971 *Sociologia dei consumi. Testi e documenti*, Milano, Ulrico Hoepli Editore.  
1997 *La pubblicità. Teoria e prassi*, Milano, FrancoAngeli.
- Fabris G.P., Minestrone L.  
2004 *Valore e valori della marca. Come costruire una marca di successo*, Milano, FrancoAngeli.
- Falabrino F.  
2000 *Effimera e bella. Storia della pubblicità italiana*, Torino, Gutenberg.
- Floch J.M.  
1997 *Semiotica, marketing e comunicazione*, Milano, FrancoAngeli.
- Fromm E.  
1977 *Avere o essere?*, Milano, Arnoldo Mondadori Editore.
- Gorla R.  
2003 *Mamma da grande voglio diventare una lavastoviglie!*, Milano, Baldini, Castoldi, Dalai Editore.

- Grasso A.  
2000a *La scatola nera della pubblicità. Il contesto sociale*, Torino, Sipra.  
2000b *La scatola nera della pubblicità. L'economia*, Torino, Sipra.
- Haas C.R.  
1990 *Manuale della pubblicità*, Milano, Tecniche Nuove.
- Klein N.  
2001 *No logo*, Milano, Baldini & Castoldi.
- Iannacone C.  
2005 *La perfetta pianificazione della pubblicità sui media*, Milano, Lupetti.
- McLuhan M.  
1997 *Gli strumenti del comunicare*, Milano, Il Saggiatore.
- Ogilvy D.  
1989 *Confessioni di un pubblicitario*, Milano, Lupetti.
- Packard P.  
1958 *I persuasori occulti*, Torino, Einaudi.
- Righetti P.  
2003 *gazza ladra. Per una visione socio-semiotica della pubblicità*, Milano, Lupetti.
- Roman K., Maas J.  
2001 *me fare pubblicità*, Milano, Biblioteca Universale Rizzoli.
- Sinclair R.  
1991 *La società dell'immagine. La pubblicità come industria ideologica*, Milano, Franco Angeli.
- Testa A.M.  
1988 *La parola immaginata*, Parma, Pratiche Editrice.  
2003 *La pubblicità*, Bologna, Il Mulino.
- Tizian F.  
1999 *Comunicare. Elementi di tecnica di comunicazione d'impresa*, Bologna, Zanichelli.
- Zanacchi A.  
1999 *La pubblicità. Potere di mercato, responsabilità sociali*, Milano, Lupetti.  
2004 *Pubblicità: effetti collaterali*, Roma, Editori Riuniti.
- “La Repubblica”  
1976 maggio, giugno, novembre, dicembre.  
1977 gennaio, maggio, giugno, agosto, settembre, ottobre.  
1986 maggio, giugno, settembre, ottobre, novembre.  
1987 gennaio, febbraio, maggio, giugno, settembre, ottobre.

1989 gennaio, febbraio.  
1994 maggio.  
1996 gennaio, febbraio, marzo, aprile, maggio, giugno, agosto, settembre, ottobre.  
1997 maggio, giugno, luglio, agosto, settembre, ottobre.  
2001 maggio.  
2004 gennaio, febbraio, marzo, aprile, maggio, ottobre.  
2005 gennaio, marzo, aprile, maggio, giugno, settembre, ottobre, novembre, dicembre.

“Corriere della Sera”

1976 gennaio, febbraio, marzo, maggio, giugno, novembre, dicembre.  
1977 gennaio, febbraio, marzo, maggio, settembre.  
1986 gennaio, febbraio, marzo, aprile, maggio, novembre, dicembre.  
1987 marzo, aprile, giugno, agosto, settembre, ottobre.  
1993 gennaio, febbraio.  
1994 gennaio, febbraio, marzo.  
1996 gennaio, febbraio, marzo, aprile, agosto, settembre ottobre.  
1997 marzo, maggio. Giugno, agosto, settembre, dicembre.  
2001 aprile, maggio.  
2004 gennaio, febbraio, maggio, giugno, novembre, dicembre.  
2005 gennaio, febbraio, marzo, maggio, giugno, agosto, settembre, ottobre, novembre, dicembre.

“L'Unità”

1976 gennaio, maggio, giugno, novembre, dicembre.  
1977 gennaio, febbraio, marzo, maggio, giugno, agosto.  
1986 gennaio, febbraio, maggio, giugno, settembre, ottobre.  
1987 marzo, maggio, giugno, agosto, settembre, ottobre.  
1994 gennaio, febbraio, marzo.  
1996 gennaio, marzo, aprile, maggio, giugno, novembre.  
1997 gennaio, maggio, giugno, novembre, dicembre.  
2004 gennaio, maggio, giugno, settembre, ottobre.  
2005 marzo, aprile, maggio, giugno, luglio, agosto, settembre, ottobre, novembre, dicembre.

“Il manifesto”

1976 marzo, aprile, maggio, giugno, novembre.  
1977 gennaio, maggio, giugno, novembre.  
1986 maggio, giugno, novembre, dicembre.  
1989 gennaio.  
1996 maggio, giugno, luglio, novembre.  
1997 maggio, giugno, settembre, ottobre, novembre, dicembre.  
2001 aprile, maggio.  
2004 gennaio, febbraio, giugno, luglio, agosto, settembre.  
2005 gennaio, febbraio, maggio, giugno, settembre, ottobre, novembre, dicembre.

“Il Giornale”

1994 febbraio, marzo, aprile.  
2001 aprile, maggio.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

**Giacinto Magnati:  
un uomo di Salò sulla Linea Gotica**

Loredana Tarantino

Con l'armistizio dell'8 settembre 1943 si inaugura una nuova fase dell'avventura fascista: la Repubblica sociale italiana. Controllato e appoggiato militarmente dalla Germania hitleriana, il nuovo stato è fortemente voluto da Hitler stesso. A capo del governo di Salò ritroviamo Benito Mussolini ormai privato di quella libertà di azione che ha contrassegnato l'intera sua vita politica.

È un periodo che la memoria collettiva ha cercato di cancellare; anche la storiografia se ne è sempre occupata poco. Solo in occasione del 50° anniversario della Liberazione gli studi si sono indirizzati verso il biennio, dando vita a ricerche più organiche e oggi possiamo contare su quadro generale più preciso che permette di leggere con maggior facilità fatti e documenti.

Non sappiamo ancora molto degli uomini che, con convinzione, aderirono alla Repubblica sociale in quel settembre 1943. Attraverso le memorie pubblicate negli ultimi anni conosciamo lo spaesamento di Gaetano Tumiati dopo l'8 settembre 1943, sappiamo che il fascismo rappresenta per Piero Sebastiani e Gustavo Tomsich la normalità nella quale si è cresciuti. A Carlo Mazzantini, dobbiamo il racconto del fascino che la *bella morte* esercitava su una fascia di giovani (Gagliani 2001).

Ma cosa è accaduto nella provincia di Pesaro e Urbino, in quel territorio attraversato dalla linea Gotica? Chi sono gli uomini di Salò? La ricerca intrapresa nasce proprio per rispondere a questa domanda.

Accanto ai grandi personaggi, ad avvenimenti che segnano la nazione c'è una zona d'ombra fatta di accadimenti e personaggi "minori" che hanno però segnato il periodo ed il territorio. Andare alla ricerca di queste storie nasce dalla volontà di differenziare il grado di coinvolgimento e di responsabilità materiale e morale. L'intenzione non è quella di trarne un giudizio ma di capire più a fondo un periodo per alcuni aspetti ancora oscuro. Tante sono le storie personali che meriterebbero un'analisi più approfondita, questo studio vuole essere solo l'inizio di un percorso più lungo. Lo ricerca parte da una sommaria ricognizione dell'Archivio Bobbato di Pesaro, nel tentativo di far comunicare tra loro le diverse fonti cercando di trovare un collegamento tra le varie tipologie di materiali.

Nel corso degli anni l'Archivio ha raccolto copioso materiale riguardante la provincia; alcuni sono fondi originari altri sono formati da documenti provenienti da altri archivi e conservati in fotocopia. Tra i primi segnaliamo, il fondo Galmozzi (Gagliani 1995a e 1995b; Calestani 1995) nato da una donazione di Alfredo Galmozzi, ex partigiano cremasco. Dopo la rotta dei fascisti repubblicani pesaresi verso il Nord, nella seconda metà di giugno 1944, la federazione cittadina si insedia a Crema. Verso il 25 aprile 1945 Galmozzi con altri partigiani riceve l'ordine di recuperare gli archivi fascisti prima che questi siano distrutti o dispersi. Tra le carte è conservato lo schedario con le tessere di iscrizione al Partito per la città di Pesaro e numerose carte prodotte dalla Federazione provinciale e documenti provenienti dal Partito conservati dal Commissario federale del Pfr di Pesaro.

Il fondo Sentenze raccoglie le copie delle sentenze per collaborazionismo, pronunciate presso il Tribunale di Pesaro dal 13 maggio 1946 fino al 11 dicembre 1947. I procedimenti avviati in questo periodo sono 130, solo in 70 casi sarà istruito il processo che porterà alla successiva sentenza (Brusciotti 1995).

Fondo particolarmente importante è poi quello reperito all'Archivio centrale dello Stato di Roma. Sono state recuperate le carte riguardanti la provincia dal fondo Rsi analizzando i documenti del carteggio ordinario e del carteggio riservato della Segreteria particolare del duce, della direzione generale della Pubblica sicurezza.

Partendo dalle sentenze di collaborazionismo si è approntato un piccolo database di nomi di persone collegate al Pfr; questo elenco si è ampliato con l'inserimento di quei notabili che nel periodo d'occupazione hanno mantenuto delle particolari cariche. Il database vuole essere un primo punto di partenza e non ha pretese di esaustività: molte dovrebbero essere, infatti, le verifiche.

Il fondo Sentenze è quello naturalmente più ricco di nomi; sono presenti sia persone fortemente radicate nel territorio, nate, o comunque vissute da sempre, nella provincia di Pesaro e Urbino, e persone che, di solito si tratta di militari, hanno operato nelle nostre zone. Le accuse più

gravi vedono protagonisti proprio quest'ultimi, quasi ad avvalorare la tesi che non avere legami con il territorio renda più facile operare in maniera spregiudicata.

Le verifiche presso l'Archivio di Stato di Pesaro, ed in particolare l'analisi delle carte della questura riguardanti gli schedati politici deceduti, hanno fatto emergere dei primi collegamenti tra i fondi; a questo punto si trattava di scegliere le personalità che più si adattavano al nostro ragionamento.

Dopo queste ricognizioni d'Archivio si sono scelte sei storie<sup>1</sup> ricostruite attraverso le carte processuali. Sei personalità diverse per biografia, modalità di incarnare l'ideale fascista e per gli incarichi che ciascuno di essi ricopre, quasi a voler rappresentare le tante anime del fascismo repubblicano. Anche le responsabilità giuridiche dei protagonisti sono differenti, come diverse sono le conseguenze che questi hanno a subire una volta terminato il conflitto: da Merico Zuccari capo della legione "Tagliamento" che disegna al suo passaggio in provincia una scia di sangue e violenza a Giuseppe Di Lena, semplice ingranaggio della struttura amministrativa. La Repubblica di Salò ha bisogno anche di comuni impiegati per garantirsi la sopravvivenza e la normale attività burocratica; il contributo di ciascuno perciò diventa determinante.

Presso l'Archivio della procura militare di La Spezia sono stati recuperati i 70 fascicoli, riguardanti la provincia di Pesaro e Urbino ritrovati nel cosiddetto "armadio della vergogna" nel 1994; anche questa documentazione oggi è visibile presso l'Archivio Bobbato. Dall'incartamento riguardante Angela Lazzarini<sup>2</sup> si è partiti per ricostruire la vicenda della legione "Tagliamento" e di Merico Zuccari. Un altro procedimento penale contro il console è conservato presso l'Archivio di Stato di Firenze, nel fondo del Tribunale militare territoriale di Firenze. La consultazione poi, delle carte della sezione della Corte d'assise di Firenze, ha infine permesso di scoprire l'intera storia processuale di Giacinto Magnati. I fatti che lo vedono protagonista si svolgono ai confini della provincia, sulle retrovie della Gotica mentre uno dei procedimenti penali a cui è sottoposto si celebra a Pesaro.

Alla fine del conflitto mondiale tutti i protagonisti delle nostre storie hanno dovuto rispondere del proprio operato davanti ai tribunali repubblicani. La Repubblica italiana sceglie di portare la pacificazione anche attraverso i provvedimenti di amnistia e indulto optando per una poca incisiva epurazione: era necessario riportare il paese alla normalità. Nel giro di pochi anni perciò anche chi è stato imprigionato riacquista la libertà.

Tra il 1943 e il 1945 molte tragiche vicende avevano segnato il paese e la provincia di Pesaro e Urbino come la strage di Fragheto, nella quale trovarono la morte 30 persone tra donne, anziani e bambini e le sanguinose azioni della legione "Tagliamento", ma tanti furono gli episodi di violenza spesso effettuati dai militi della Gnr, particolarmente attiva nelle nostre zone.

Per anni si sono considerati responsabili delle violenze i corpi speciali dell'esercito tedesco. Oggi sappiamo che alle rappresaglie, agli eccidi, alle violenze di quegli anni parteciparono anche italiani. Fare memoria di questi avvenimenti significa ricordare che la guerra vide schierarsi italiani contro italiani. Nella spirale di sangue che attraversò l'Italia intera furono coinvolti molti nostri connazionali che non seppero allontanarsi dalla violenza.

Sembra ridimensionarsi il mito del "bravo italiano" (Di Sante 2005; Del Boca 2005; Oliva 2006; Franzinelli 2006; Borgomaneri 2006) e non è sufficiente la giustificazione di aver agito in stato di necessità; gli stessi tribunali hanno, un più casi, rigettato questa attenuante. La vicenda processuale di Magnati è stata scelta proprio perché emblematica: egli mantiene rapporti, sotto copertura, con i partigiani e allo stesso tempo è attivo nella ricerca dei "ribelli".

---

<sup>1</sup> Le vicende ricostruite riguardano Italo Calcatelli, Giuseppe ed Ottorino Di Lena, Arturo Emiliani, Giacinto Magnati, Merico Zuccari.

<sup>2</sup> Angela Lazzarini è fermata a Certalto di Macerata Feltria il 23 giugno 1944 con l'accusa di aver aiutato alla diserzione un milite della "Tagliamento". Rilasciata poco dopo è nuovamente arrestata il 26 giugno; rinchiusa in un cascinale nella campagna di Mercatale, dove subisce violenza, per due giorni. Portata a Sassocorvaro, è condannata alla fucilazione che avviene ad opera del battaglione "Vercelli" della Gnr il 28 giugno 1944 ai piedi del campanile della parrocchia di Certalto.

## La biografia attraverso le carte processuali

La sera del 21 agosto 1944 il maggiore Alberelli<sup>3</sup>, del comando generale della Gnr, accompagna al carcere di Brescia il sottotenente Giacinto Magnati. Questi ha indosso l'uniforme di ufficiale germanico ed è trattenuto in cella, pur mancando l'ordine di carcerazione, a disposizione della segreteria del duce. Come si è arrivati all'arresto? Le note biografiche di Magnati ci fanno pensare ad un uomo che ha abbracciato con convinzione l'ideale fascista. Egli è nato a San Paolo Civitale, in provincia di Foggia, il 17 luglio 1913. Giovanissimo, nel marzo 1935 è assegnato alla divisione motorizzata Trento in Africa orientale dove rimane per circa un anno; tornato in Italia, dal 1936 al 1940, è insegnante ad Idria dove si stabilisce con la moglie Valeria Astorri. Il 24 maggio 1940 è richiamato alle armi e partecipa alla campagna jugoslava con il 61° battaglione Fiume. Successivamente presta servizio in Russia dal 19 agosto 1942 al 3 febbraio 1943 con il 69° battaglione Tagliamento; il 3 gennaio gli viene concessa sul campo la medaglia di bronzo al valor militare perché, in un'azione volontaria riesce a far prigionieri i reparti russi che li circondano tagliandogli i viveri. Il 19 febbraio 1942 è ferito alla gamba destra da scheggia di mortaio. Nell'aprile 1943 è capomanipolo nel 63° battaglione Camicie nere "M" Tagliamento 83° legione Piacenza. In luglio è assegnato alla divisione corazzata Camicie nere che si sta costituendo, e che dopo il 25 luglio assume il nome di divisione corazzata Centauro.

A Brescia è trattenuto per alcuni giorni in stato di fermo e siamo al 24 quando

malgrado le sollecitazioni, non ancora è pervenuto l'ordine di carcerazione del predetto S. Tenente, mentre la G.N.R. ha preavvisato che avrebbe scarcerato il MAGNATI alle ore 16 di oggi.

Un maresciallo della SS. Germanica intanto si è presentato nell'ufficio matricola ed ha verbalmente dichiarato che il Magnati non deve essere scarcerato da parte di qualsiasi autorità italiana senza preavviso della SS. Germanica<sup>4</sup>.

La direzione del carcere si attiene a questo ordine.

Entrambi i protagonisti inviano al duce un memoriale nel quale ricordano la vicenda. Magnati racconta di essersi presentato attorno alle ore 15.00 presso questura di Forlì, il 20 agosto, invitato dal colonnello Fortunato Albonetti per firmare un atto notorio<sup>5</sup>. È immediatamente tratto in arresto e a nulla vale essere un ufficiale in servizio presso le truppe germaniche (l'Ards di Forlì) e mostrare il proprio tesserino.

Caricato in una macchina mi fu ordinato di tacere e di non indossare la giubba in quanto poteva dare nell'occhio. Non nego che, ad un certo momento, ho cercato mentre si traghettava il Po, di avvicinare un ufficiale germanico e di fargli intendere le mie ragioni mostrando la mia tessera. Ciò mi fu impossibile in quanto mi si minacciò di fucilazione, mi si tolse il tesserino e si disse all'ufficiale che io ero nientedimeno che un ufficiale scappato in montagna con i partigiani<sup>6</sup>.

<sup>3</sup> Si tratta in realtà del colonnello Fortunato Albonetti, come si chiarirà da differenti documenti.

<sup>4</sup> Acs, ministero di Grazia e Giustizia, Gabinetto, Rsi, affari diversi, b. 62, *Appunto del direttore delle carceri di Brescia al Ministro della Giustizia 24 agosto 1944* (anche in copia presso Archivio Bobbato, Acs, Rsi, b. 2 serie varie).

<sup>5</sup> Possiamo supporre, con ragionevole certezza, che i due si conoscessero. Giacinto Magnati e Fortunato Albonetti, militarono infatti, seppure in tempi diversi, nella Guardia del duce. Romolo Albonetti, fratello di Fortunato, è agli ordini di Magnati presso la Rocca delle Caminate e imputato con il superiore al processo di Forlì che termina con la sentenza del 26 giugno 1946. Notizie in tal senso si trovano in Cavina 2003. Diversa la versione resa nell'interrogatorio del 18 giugno 1945 dove, come vedremo, Magnati racconta di essere stato prelevato nella sua casa di Meldola e condotto in questura.

<sup>6</sup> Acs, Rsi, Seg. part. duce, Cart. ris., b. 45 f. 453, *Lettera di Giacinto Magnati alla Segreteria particolare del Duce 21 agosto 1944* (Archivio Bobbato, Acs, Rsi, b. 2 serie varie).

L'arresto avviene inaspettato; proprio nel giorno in cui egli avrebbe dovuto spedire un vaglia di 10.000 lire, lo stipendio di due mesi, "unico sostentamento" per la moglie e le due bambine in tenera età e ha progettato un viaggio verso Lavaggio, dove è sfollata la sua famiglia. Crede inoltre che il suo arresto, di cui non conosce i motivi, sia tenuto segreto al comando della Sd di Forlì.

Il resoconto di Albonetti a Mussolini è redatto lo stesso giorno in cui conduce il detenuto alle carceri di Brescia. È a Forlì già dal 14 agosto ma Magnati è a San Marino su incarico del comando tedesco delle Sd.

Sondai il terreno per poter sapere se su mia richiesta mi sarebbe stato rilasciato il nulla osta per l'arresto dell'Ufficiale in parola; ma, come già ebbi a dirVi durante il colloquio avuto con Voi, il Comando Germanico mi faceva capire che quando un italiano è sotto la loro protezione e veste la loro uniforme, non può essere fermato da nessuno<sup>7</sup>.

Il colonnello decide così di compiere l'arresto senza sollevare tanto clamore; pensa perciò di invitare Magnati in prefettura con la scusa di una pendenza amministrativa: l'ufficiale si fa aspettare ben due giorni. Intanto Albonetti non resta inoperoso e riesce a scoprire l'indirizzo di Magnati a Meldola, progetta anche di intervenire direttamente al domicilio del tenente.

Dalla descrizione di Albonetti il nostro protagonista sembra uscito dall'immaginario classico fascista. Gira con due forlivesi e due Ss quasi a fargli da scorta e afferma che se qualcuno si presenterà ad arrestarlo risponderà con le armi.

L'attività di Magnati nella zona di Forlì è equivoca e credo sia doveroso fare un'approfondita indagine avendo egli in questi ultimi tempi arrestato parecchie persone consegnate poi alle SD. Da informazioni avute da miei ufficiali del distacco della Rocca, risulta, per averli detto lo stesso Magnati, che egli qualche tempo fa con elementi delle SS italiani, avrebbe eseguita una brillante operazione in quel di Verghereto-S. Agata Feltria [sic. Feltria]. Non avendo aggiunto altro, presumo che egli possa essere l'ufficiale che in quella località fece incendiare la casa colonica che ospitava donne e bambini. Non Vi sarà certamente difficile riferirVi al fatto cui accenno, in quanto a suo tempo avrete ricevuto il rapporto della Prefettura di Forlì<sup>8</sup>.

La "brillante operazione in quel di Verghereto" potrebbe essere l'eccidio di Tavollicci del 22 luglio 1944 dove morirono 64 persone<sup>9</sup>.

Qualche giorno prima dell'arresto è stato cacciato da un pranzo presso la legione "Tagliamento" perché ha pronunciato frasi irrispettose nei confronti del duce. Quando dalla prefettura è invitato a seguire Albonetti al Quartier generale

ha tentato di retrocedere per mettere mano alla pistola. Alla presenza del Sottotenente Aulicino, ufficiale della legione, appartenente alla compagnia dislocata a Predappio, e di due legionari, l'ho afferrato per la giubba e con un pugno alla mascella l'ho fatto desistere da ogni tentativo di ribellione, disarmandolo immediatamente dopo della pistola e di una bomba<sup>10</sup>.

Il viaggio verso Brescia si rivela più complicato del previsto, Magnati cerca più volte di fuggire, come accade verso Bologna e sul traghetto che attraversa il Po quando, approfittando del fatto che Albonetti non parla tedesco, tenta di farsi aiutare da alcuni soldati germanici. Questi cercano di liberarlo così, per mettere fine all'incidente, il colonnello è costretto a raccontare che l'ufficiale è sospettato di far parte di bande partigiane. Dopo una notte passata in viaggio con Magnati ammanettato e legato, per la maggior sicurezza dei viaggiatori, la destinazione è raggiunta nella mattinata successiva.

<sup>7</sup> Acs, Rsi, Seg. part. duce, Cart. ris., b. 45, f. 453, *Relazione di Fortunato Albonetti a Benito Mussolini* (Archivio Bobbato, Acs, Rsi, b. 2 serie varie).

<sup>8</sup> Acs, Rsi, Seg. part. duce, Cart. ris., b. 45, f. 453, *Relazione di Fortunato Albonetti a Benito Mussolini* (Archivio Bobbato, Acs, Rsi, b. 2 serie varie).

<sup>9</sup> Sulla strage di Tavollicci si veda Lolletti 2005; Bonali, Branchetti, Flamini, Lolletti 2000.

<sup>10</sup> Acs, Rsi, Seg. part. duce, Cart. ris., b. 45, f. 453, *Relazione di Fortunato Albonetti a Benito Mussolini* (Archivio Bobbato, Acs, Rsi, b. 2 serie varie).

In aiuto di Magnati accorre l'autorità militare germanica che ritiene l'arresto di un graduato, in divisa tedesca, arbitrario e perciò ne ordina l'immediata scarcerazione. La segreteria del duce però è irremovibile e annuncia al capo della provincia di Brescia che "d'ordine superiore Magnati non deve essere rilasciato se il capitano Prisca<sup>11</sup> vuole sapere le ragioni, venga alla segreteria del Duce"<sup>12</sup>.

Il carcere di Brescia è più volte visitato da ufficiali tedeschi ma Magnati continua a rimanere in cella. Nel mese di prigionia invia alcune lettere alla moglie Wally. L'Archivio Bobbato, a Pesaro, ne conserva tre; in tutte si firma *Attilio*. La prima è scritta immediatamente dopo il fermo il 21 agosto; Magnati chiede alla moglie di informare dell'arresto un tale Enrico e altre persone che non nomina perché "loro possono fare tutto per me"<sup>13</sup>; si preoccupa delle chiavi di casa di Meldola, della mobilia e della riscossione dello stipendio. Nelle lettere successive la preoccupazione per queste faccende è sempre presente, come la continua richiesta di informare alcuni amici. In tutti questi scritti dice di non sapere qual è il motivo del suo arresto ma crede "di avere agito nell'interesse e per il bene della mia Patria. Se vi è dell'incomprensione questa verrà, quanto prima, chiarita. I fatti dimostreranno quello che io affermo. I camerati tedeschi lo testimonieranno e con essi tanti altri"<sup>14</sup>.

Finalmente il 27 settembre interviene Dugnati, capo della provincia di Brescia, annunciando che:

per ordine della Segreteria Particolare del Duce, pervenutomi tramite il Ministero dell'Interno, il Tenente Giacinto Magnati, associato presso codesto carcere dev'essere consegnato al Capitano Priepke [sic. Priebke<sup>15</sup>], Comandante la Polizia di Sicurezza Germanica di Brescia, previo rilascio di ricevuta<sup>16</sup>.

Magnati, abbiamo detto, afferma di non conoscere il motivo del suo arresto ma noi possiamo tentare una ricostruzione.

Secondo Mimmo Franzinelli (2002, 59), Magnati è arrestato "per tradimento e partecipazione ad eccidi"; scrive che l'ufficiale si era vantato dell'incendio di una casa colonica tra Sant'Agata Feltria e Verghereto a cui anche noi abbiamo fatto riferimento. Ma dal resoconto di Albonetti questa sembra più una deduzione che un'assunzione di responsabilità.

Da una ricerca condotta da Marco Renzi e recentemente pubblicata, Magnati risulta frequentare la zona Santa Sofia-Sant'Agata Feltria-Fragheto-Tavollicci. È menzionato nelle carte del processo per l'uccisione dei fratelli Sildo e Frè Luigi Bimbi, due partigiani del luogo; è lui che conduce l'interrogatorio dei prigionieri, curiosamente però non è interpellato neppure come testimone (Renzi 2007).

L'Archivio di Stato di Firenze raccoglie le vicende processuali che vedono Magnati sul banco degli imputati. Tra queste carte cerchiamo una conferma della presenza nell'area tra Marche, Toscana e Romagna.

Nel 1946 sono istruiti a Forlì ben due processi nei quali l'ex ufficiale è coinvolto. Il primo riguarda uccisione e sevizie di partigiani avvenute tra Meldola, Rocca delle Caminate e Galeata. La

---

<sup>11</sup> Probabilmente si tratta del Capitano Erich Priebke di cui si dirà in seguito.

<sup>12</sup> Nota scritta a mano su carta intestata della Segreteria particolare del duce 25 agosto 1944 ().

<sup>13</sup> Lettera di Giacinto Magnati alla moglie Valeria 21 agosto 1944 (Archivio Bobbato, Acs, Rsi, b. 2 serie varie).

<sup>14</sup> Lettera di Giacinto Magnati alla moglie Valeria 15 settembre 1944 ().

<sup>15</sup> Erich Priebke nella sua autobiografia così scrive: "Io fui nominato ufficiale di collegamento con lo Stato Maggiore GNR (Guardia Nazionale Repubblicana) che aveva sede a Brescia e allo stesso tempo comandante d'un piccolo nucleo della Polizia di Sicurezza, alle dirette dipendenze del comando centrale per l'Italia che aveva sede a Verona. Il 14 giugno 1944 con tre uomini dell'ex *Aussenkommando Roma*, arrivai a Brescia assumendo le mie funzioni di comando". Lascerà Brescia il 28 aprile 1945. In Priebke, Giachini, 2003, 132; Morelli 1995, 51-54.

<sup>16</sup> Acs, Rsi, Seg. part. duce, Cart. ris., b. 45, f. 453, *Informativa di Dugnati alla Segreteria particolare del duce 27 settembre 1944* (Archivio Bobbato, Acs, Rsi, b. 2 serie varie).

corte lo ritiene “colpevole di tutti i reati ascrittigli e lo condanna alla pena di morte mediante fucilazione alla schiena”<sup>17</sup>.

Poi la Sezione Speciale della Corte d’Assise di Roma, dopo l’annullamento della sentenza di Forlì<sup>18</sup>, lo condanna a diciotto anni di carcere.

Il secondo procedimento, invece, è spostato nel novembre 1946 a Perugia perché Magnati fa ricorso per legittima suspicione; con un secondo ricorso, poi, le parti lese chiedono una sede più vicina. Ecco che il dibattimento è rinviato presso il tribunale di Pesaro, preposto a giudicare il tenente, e altri 19 imputati, per i fatti di Bertinoro della notte tra il 30 aprile e il 1° maggio 1944 (Flamini 2003). Qui troviamo una prima ipotesi per spiegare l’arresto.

La sera del 30 aprile tre fascisti locali stanno perlustrando le vie cittadine in vista della festività del primo maggio. Sono circa le 22.30, i tre sono arrivati davanti alla chiesa di San Rocco, quasi al limitare del paese, fanno per tornare indietro quando sono raggiunti da alcuni proiettili: uno muore sul colpo, un secondo è gravemente ferito. Il terzo ripara dietro un portone riuscendo a recuperare la pistola e puntandola in direzione degli spari. A far fuoco sono alcuni partigiani decisi ad eseguire una condanna a morte, emessa dalle formazioni della zona, contro Magnati ed altri del presidio di Bertinoro per le malefatte commesse.

Dei fatti sono informati immediatamente i comandi di Forlì, Meldola e Rocca delle Caminate che è comandato proprio da Giacinto Magnati. Da Forlì parte per Bertinoro un camion con due fascisti che si mettono a disposizione delle autorità del luogo. Dalla Rocca, e quindi su comando di Magnati, sono distaccati “10 uomini con 3 sottufficiali col preciso ordine di ricercare 10 indiziati sovversivi e condurli alla Rocca delle Caminate praticando rastrellamento”<sup>19</sup>.

I militi delle Caminate si presentano alla caserma dei carabinieri e richiedono al maresciallo l’elenco dei sovversivi, questi si rifiuta ma è comunque costretto a presentarsi alla Casa del fascio dove militi e fascisti locali stanno già approntando una lista di dieci nomi.

Cinque uomini sono svegliati in piena notte, fatti uscire dalle loro case e subito portati alla periferia del paese dove vengono immediatamente fucilati, gli altri cinque riescono a scappare. I fascisti non hanno ancora soddisfatto il desiderio di vendetta così nella notte sono saccheggiate e devastate alcune abitazioni ed uno spaccio.

Nelle prime ore del mattino il comandante del gruppo proveniente da Forlì, il s. tenente Angelo Antonica, incontra Magnati, arrivato a Bertinoro, e sotto sua richiesta gli consegna un pugnale con lama quadrangolare di fabbricazione francese ritrovato sul sagrato di San Rocco. Magnati afferma, nel ricevere l’arma, “che avrebbe potuto servire per cacciarlo in gola a qualche suo avversario”<sup>20</sup>. Al maresciallo di Bertinoro è ordinato di non far parola delle fucilazioni con i suoi superiori, ma l’episodio non può rimanere a lungo nascosto.

Dopo le prime indagini compiute dalla Gnr, dai carabinieri di Bertinoro e del comando di Forlì; arriva in paese e alle Caminate un seniore inviato direttamente da Salò. Magnati viene trasferito dopo un breve periodo trascorso agli arresti. Secondo la corte, i fatti addebitati sono molto gravi e

denotano uno stato d’animo anormalissimo, una fortissima sovraccitazione ideologica, tanto più allarmante e conturbante perché concreta un triste episodio di ribellione a legittimo governo patrio quando invece sarebbe occorsa in modo assoluto obbedienza e unità di intenti<sup>21</sup>.

L’aggressione partigiana da cui deriva la rappresaglia non giustifica la reazione che si realizza in incendi, ruberie e omicidi. Per molti imputati il dibattimento non arriva alla determinazione di colpevolezza, ma Magnati e altri tre sono individuati come i “maggiori responsabili dell’eccidio,

<sup>17</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d’assise Fi, b. 31/52, f. 1, sottof. 2, 1° procedimento presso la Corte di assise straordinaria di Forlì, Sentenza del 27 giugno 1946.

<sup>18</sup> La sentenza della Corte di Cassazione è del 19 dicembre 1946.

<sup>19</sup> Archivio Bobbato, fondo Sentenze, Sentenza contro Giacinto Magnati, 21 ottobre 1947.

<sup>20</sup> Archivio Bobbato, fondo Sentenze, Sentenza contro Giacinto Magnati, 21 ottobre 1947.

<sup>21</sup> Archivio Bobbato, fondo Sentenze, Sentenza contro Giacinto Magnati, 21 ottobre 1947.

incendi e saccheggi di Bertinoro”<sup>22</sup> a pari responsabilità con coloro che hanno operato materialmente e come tali devono sottostare ad una giusta pena.

Gli interrogatori resi l'8 aprile e il 18 giugno 1945 fanno trasparire la personalità dell'imputato.

Desto indignazione e ribrezzo il cinico ricordo da parte del Magnati delle sevizie e delle malefatte perpetrate alla Rocca delle Camminate. Il Magnati, a ritorsione dell'eccidio fu l'ideatore della indiscriminata rappresaglia, fu il mandante degli omicidi di persone inermi<sup>23</sup>

considerate dallo stesso maresciallo dei carabinieri innocenti e non iscritte a nessun partito. È Magnati che, quella notte, si fa consegnare l'elenco degli antifascisti di Bertinoro e che invia il gruppo nel paese determinando l'azione di rastrellamento sulla popolazione innocente ed inerme a scopo puramente intimidatorio. Egli conferma di aver solo dato ordine di raggiungere il paese “per rendersi conto della situazione, di prendere contatto con i fascisti del luogo, di procedere ad eventuali arresti e di attendere il suo arrivo sul posto”<sup>24</sup>.

Ma un ordine di questo tipo, dati i metodi usati normalmente sia dai tedeschi che dalle truppe di Salò, corrisponde implicitamente ad un'ordinanza di rappresaglia.

Nel dibattito poi è appurato che Magnati, anche se non risulta aver partecipato materialmente ai fatti, è a Bertinoro prima delle 3.30, ora delle fucilazioni, quando è visto da diversi testimoni. Quando, al momento della consegna del pugnale, pronuncia la minaccia fa riferimento ai cinque sfuggiti alla fucilazione di cui ha già avuto notizia. Magnati tenta di discolparsi ricordando che

all'indomani verso le 6.30 del mattino come avevo stabilito, mi recai sul posto in macchina all'imbocco dell'abitato, grande fu al mia meraviglia, allorché mi accorsi dell'esistenza di cinque cadaveri. Passai di stupore in stupore, quando attraversando l'abitato constatai che una casa era attornata da numerosi militi di un altro reparto, che vi era stato un principio d'incendio, da poco domato<sup>25</sup>.

Durante l'interrogatorio, l'ex tenente afferma di aver affidato ai suoi solo un compito di controllo del territorio e di prevenzione.

Io ritenni inviare due squadre comandate da due sottufficiali di cui uno ricordo era il Mazza Ezio col compito di operare eventuali arresti di responsabili ed attendendo poi i miei ordini a riguardo. Il Mazza Ezio aveva compito di prendere contatto con i fascisti del luogo ed agire col loro aiuto. Il 1° maggio mi recai in macchina a Bertinoro ove incontrai per primo il Novaga Gaspare al quale chiesi notizie di ciò che era accaduto. Il Novaga rispose: “Hanno ammazzato 5 persone”. Come! Esclamai meravigliato ed indignato allo stesso tempo. “Mazza sa come stanno le cose”<sup>26</sup>.

La Corte lo ritiene imputabile di collaborazionismo politico e non militare poiché i fatti a cui si fa riferimento sono contro la popolazione di Bertinoro, non sono atti di guerra e non hanno come fine quello di favorire il tedesco. L'accusa di essersi avvalso della situazione politica per indurre i militi soggetti alla sua autorità ad uccidere, per motivi abietti, con rappresaglia indeterminata e brutale è così dimostrata. Magnati è ritenuto colpevole dei reati ascritti e condannato all'ergastolo, al pagamento delle spese processuali e all'interdizione ai pubblici uffici. Per l'applicazione del decreto di amnistia la pena è commutata in trenta anni di reclusione.

<sup>22</sup> Archivio Bobbato, fondo Sentenze, Sentenza contro Giacinto Magnati, 21 ottobre 1947.

<sup>23</sup> Archivio Bobbato, fondo Sentenze, Sentenza contro Giacinto Magnati, 21 ottobre 1947.

<sup>24</sup> Archivio Bobbato, fondo Sentenze, Sentenza contro Giacinto Magnati, 21 ottobre 1947.

<sup>25</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 1, sottof. 2, 1° procedimento presso la Corte di assise straordinaria di Forlì, Memoria di Giacinto Magnati redatta dopo la sentenza del 27 giugno 1946.

<sup>26</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 1, 2° procedimento presso la Sezione speciale della Corte di assise Forlì, Interrogatorio di Giacinto Magnati, 28 novembre 1946.

Un altro processo, questa volta presso il tribunale di Venezia, si celebra nel 1947. Qui Magnati è imputato con Attilio Peduto, in qualità di comandante “di una banda italo-tedesca antipartigiana di delatori, rastrellatori, saccheggiatori, stupratori, che negli anni 1944-1945 ebbe sede a Conetta di Cona ed operò su vasta zona”<sup>27</sup>.

Anche a Venezia è condannato: “ alla pena di 20 anni di reclusione con le conseguenze di legge e cioè interdizione perpetua dai pubblici uffici e interdizione legale durante l’esecuzione della pena e confisca della metà dei beni”<sup>28</sup>.

Magnati si considera quasi perseguitato dalla legge. I processi di Roma, Forlì e Pesaro sono praticamente contemporanei e in tutti è accusato e condannato per collaborazionismo: nel giro di un paio d’anni ha collezionato 78 anni di carcere. Il nostro ricorre contro tutte le sentenze in Cassazione. Questa ritiene che

deve, innanzitutto, essere esaminata la questione originata dal fatto che contro il Magnati si sono svolti contemporaneamente tre processi nei quali egli era imputato ed è stato condannato per reato definito come aiuto militare al nemico dalle corti di Venezia e di Roma, e per collaborazione politica dalla corte di Pesaro<sup>29</sup>.

### Così la Corte rigetta

i ricorsi di Magnati Giacinto avverso la sentenza 20/12/47 della Corte d’Assise sezione speciale di Venezia e 23/12/47 della Sezione Speciale della Corte d’Assise di Roma per la parte con cui si contesta l’esattezza delle decisioni in ordine alla responsabilità ed alla inapplicabilità dell’amnistia.

Dichiara che i fatti ritenuti con tali sentenze costituiscono unico reato di aiuto militare al nemico e che episodio del reato stesso dovrà essere considerato la partecipazione qualunque cosa essa sia in ipotesi stata del Magnati ai fatti avvenuti in Bertinoro la notte del trenta aprile al primo maggio ‘44. Annulla dette sentenze per quanto attiene alle pene inflitte al Magnati e rinvia la causa per nuove determinazioni e applicazione di unica pena alla Corte di Assise di Firenze. Annulla la sentenza 21/10/47 della Sezione Speciale della Corte di Assise di Pesaro nei riguardi del Magnati per difetto di motivazione in ordine alla partecipazione di Bertinoro ed alla mancata concessione delle attenuanti generiche. Rinvia la causa per il nuovo giudizio nei riguardi di [...] Magnati [...] alla Corte d’Assise di Firenze<sup>30</sup>.

Firenze, quindi, è la sede del nuovo provvedimento. Anche questa volta Magnati tenta di allungare i tempi del procedimento richiedendo un nuovo rinvio sempre per legittima suspicione, ma il ricorso è rigettato. Il tribunale lo condanna a trenta anni di reclusione per collaborazionismo militare, condonandone diciannove<sup>31</sup>. Un ultimo passo ha da compiere Magnati: il ricorso alla Suprema corte di cassazione che lo accoglie

limitatamente al secondo motivo per mancanza di motivazione sulla negata concessione dell’attenuante i cui all’art. 26 c.p.m.g. ed annulla su questo punto di pronuncia la impugnata sentenza con rinvio per nuovo giudizio alla Corte di Assise di Appello di Perugia<sup>32</sup>.

### La vicenda processuale si conclude nel capoluogo umbro.

Visti gli art. 544 e 545-546 c.p.p., concessa al Magnati Giacinto l’attenuante di cui all’art. 26 C. Penale Militare di guerra, riduce la pena inflitta al Magnati dalla Corte d’Assise di Firenze, con sentenza in data 1° giugno 1950, ad

<sup>27</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d’assise Fi, b. 31/52, f. 1, sottof. 1, *Procedimento presso la Sezione speciale della Corte di assise di Venezia*, Sentenza del 20 dicembre 1947.

<sup>28</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d’assise Fi, b. 31/52, f. 1, sottof. 1, *Procedimento presso la Sezione speciale della Corte di assise di Venezia*, Sentenza del 20 dicembre 1947.

<sup>29</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d’assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Sentenza della Corte di cassazione, 5 maggio 1949.

<sup>30</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d’assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Sentenza della Corte di cassazione, 5 maggio 1949.

<sup>31</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d’assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Sentenza della Corte d’assise Fi, 1° giugno 1950.

<sup>32</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d’assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Sentenza della Corte suprema di cassazione, 19 dicembre 1951.

anni 11 e mesi 6 di reclusione per il collaborazionismo militare con attenuanti generiche e anni 11 e mesi 6 di reclusione per omicidio aggravato continuato con attenuanti generiche. Applicando, quindi, alla pena complessiva di anni 23 di reclusione gli indulti di cui ai decreti presidenziali 22-6-46 n. 4, 9 febbraio 1948 n. 32 e 23 dicembre 1949 n. 930, dichiara condonati sedici anni e mesi quattro dell'anzidetta pena<sup>33</sup>.

Magnati è scarcerato lo stesso giorno della sentenza. Egli era in carcere dal 4 giugno 1945; quando è fermato sta transitando in automobile per Cupramarittima, ha con se dei documenti falsi e "si era camuffato per sfuggire alle ricerche dei fascisti"<sup>34</sup> ma è riconosciuto ed identificato. Probabilmente Magnati, per alleggerire la sua posizione, porta all'attenzione dei carabinieri che lo fermano la vicenda dell'arresto subito ad opera della Gnr. In seguito subirà un procedimento penale dalla Corte Alleata a Padova che lo condannerà a 10 anni per crimini di guerra.

Durante la carcerazione e i processi Magnati è più volte interrogato e in diverse occasioni racconta alcuni episodi della sua vita. Mai però parla in modo particolareggiato del periodo trascorso ai confini tra Marche e Romagna, probabilmente perché non è conveniente spingere le corti ad indagare sul periodo.

In più di una occasione racconta del proprio sbandamento all'indomani dell'8 settembre che lo vide

ingoiato dal disastro morale, materiale e militare che ha disonorato (niuno lo potrà mai negare) gli italiani al cospetto del mondo, mi sono anche io, sentito sperduto e senza una guida da seguire: il re fuggito al sud; Roma senza un governo; dappertutto abbandono e rovina. Il 25 luglio mi aveva lasciato del tutto indifferente, in quanto non avevo, essendo giovane, da difendere né un passato né un presente e mi si dava la possibilità di continuare a difendere la Patria dai nemici esterni [...] Se casa Savoia si fosse diversamente comportata, se il re fosse stato tale non solo di nome ma anche di fatto: se egli fosse rimasto a Roma, a rischio di qualsiasi pericolo, quante vittime innocenti si sarebbero risparmiate!<sup>35</sup>.

Nel maggio Magnati è trasferito a Salò, nel suo ricordo questo cambio di destinazione è dovuto proprio all'eccidio di Bertinoro. Nell'interrogatorio del 18 giugno 1945 dà invece un'altra versione dei fatti, un po' come avviene quando ricorda l'arresto compiuto da Albonetti. Afferma infatti:

il 2 maggio 1944, lasciai Rocca delle Caminate e chiesi la sostituzione che mi venne accordata [...] il 15 maggio 1944 fui avviato a Salò, ma non mi presentai perché era mia intenzione uscire fuori dalle file della g.n.r. Mi recai, invece, in divisa a Verona, e quindi a Caldiero dove era il comando dell'esercito repubblicano italiano reduce dalla prigionia tedesca che doveva costituire i reparti per il fronte e che aveva assunto la denominazione di SS. Italiane. A Caldiero non mi fu possibile far parte di un reparto di SS italiane in quanto mi occorreva il nullaosta da parte del comando generale g.n.r. Mi recai a Verona, nell'intento di raggiungere Brescia per il nulla osta ma colà mi incontrò il colonnello Albonetti il quale mi condusse con sé in macchina a Salò dove per la mancata presentazione a Salò mi mise in prigione per due giorni<sup>36</sup>.

Gli arresti compiuti da Albonetti, a questo punto, sembrano essere addirittura due.

Da questo momento la sua intenzione è di entrare a far parte delle Ss. Italiane, e dopo aver ricucito i rapporti con il comando Gnr, ottiene una licenza durante la quale cerca di passare alle dipendenze del 1° Battaglione lavoratori italiani agli ordini del 413° reggimento Pionieri di cui conosce l'aiutante maggiore, un certo tenente Angemayer.

<sup>33</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Sentenza della Corte d'assise d'appello di Perugia, 24 maggio 1952.

<sup>34</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 1, 2° *Procedimento presso la Sezione speciale di assise di Forlì*, Nota della questura di Ascoli, 23 luglio 1945.

<sup>35</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 1, sottof. 2, 1° *procedimento presso la Corte di assise straordinaria di Forlì*, Memoria di Giacinto Magnati redatta dopo la sentenza del 27 giugno 1946.

<sup>36</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Interrogatorio di Giacinto Magnati 18 giugno 1945.

Nel frattempo venne il colonnello Albonetti, al quale feci parlare del suddetto tenente. Egli promise che mi avrebbe lasciato libero. Senonché allo scadere della licenza, che fruii a Meldola, ove si trovava mia moglie, alla sera del giorno 29 maggio 1944, venne una macchina con a bordo l'aiutante maggiore seniore BRUNO, il quale, non tenendo conto delle mie proteste, mi prese con sé e mi condusse nella stessa notte a Salò. Colà venni munito di un foglio di via perché avrei dovuto raggiungere la legione Tagliamento g.n.r. a Vercelli in partenza per il fronte. Il 3 giugno 1944, anziché presentarmi a Vercelli raggiunti Caldiero di bel nuovo mi presentai ad un maggiore delle SS. italiane di cui non conosco il nome per far parte del battaglione "ONORE" che avrebbe dovuto combattere sul fronte di Anzio, ma non mi fu possibile in quanto mi mancava sempre il famoso nulla osta<sup>37</sup>.

Magnati è intenzionato a servire e difendere il paese dall'onta del tradimento sotto qualunque bandiera.

Liberato dopo circa due mesi di detenzione nel carcere di Brescia, non indietreggiai di fronte alle disillusioni private e, nella certezza di poter essere utile alla mia Patria, mi affiancai ai tedeschi, facendo astrazione completa da qualsiasi movente politico [...] rimanendo soltanto italiano a fianco dei tedeschi, non sentendomi, giammai un mercenario al soldo dello straniero<sup>38</sup>.

Proprio per questo motivo egli non ha mai ritirato lo stipendio che il comando tedesco gli passava.

Con uno stratagemma, una finta lettera inviata al comando generale della Gnr da un ufficiale compiacente, informa di essere in forza alle SS italiane ottenendone anche i distintivi. Verso la metà di giugno è a Meldola, da qui scappa perché ricercato dalla Gnr e raggiunge il Battaglione lavoratori a Dicomano. Con l'aiuto tedesco ottiene una nuova licenza che utilizza per trasferire la famiglia in provincia di Modena.

Il 9 agosto 1944, arrivò a Castrocara Mussolini ed io ebbi occasione di vedere in quel frangente il capitano della g.n.r. da Gambettola (Forlì) di cui non ricordo il nome e che era ufficiale della g.n.r. Tagliamento. Con lui ebbi un colloquio ed in seguito un diverbio in quanto mi aveva rinfacciato di aver tradito. Al che io risposi che la testa di Mussolini era sullo stesso piano di tanti altri italiani i quali avevano famiglia.

Il detto capitano disse che non avrebbe permesso, finché egli portava la camicia nera, che io facessi simili affermazioni, anzi, chiamò due militi per farmi arrestare, ma io riuscii a non farmi più vedere<sup>39</sup>.

L'arresto è soltanto rimandato di qualche giorno, la versione qui ricordata ha grandi differenze con quella scritta in carcere nel 1944. Per prima cosa, in questo memoriale versione, il fermo si svolge nell'abitazione dell'ufficiale; la destinazione è Salò, dove è fatto salire

in macchina con due militi e mi portò sulla strada Cardesana [sic. Gardesana] occidentale a circa 15 chilometri da Salò fece fermare la macchina e diede ordine ai due militi di fucilarmi. Costoro, non ricordo il loro nome, si rifiutarono ed il Bruno con la sua stessa macchina mi condusse nelle carceri giudiziarie di Brescia. Alla mia presenza chiamò il direttore, disse che io non avrei dovuto avere contatto con alcuno e mi fece rinchiudere in una cella (n° 42) con un cartello "isolatissimo". Dopo alcuni giorni mi venne ad interrogare un maresciallo tedesco delle SS accusandomi di diserzione e di convivenza con i partigiani. Io esposi le mie ragioni e dissi che non avevo mai disertato né avevo avuto relazioni con i partigiani che secondo lui mi avevano indotto a disertare<sup>40</sup>.

Franzinelli ci viene nuovamente in aiuto con una considerazione più generale. Magnati è un filohitleriano che considera Mussolini incapace di reggere le sorti d'Italia. È considerato uno di quei facinorosi con capacità delinquenziali cui spesso i tedeschi andavano in aiuto. Il governo Mussolini

<sup>37</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Interrogatorio di Giacinto Magnati 18 giugno 1945.

<sup>38</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 1, sottof. 2, *1° procedimento presso la Corte di assise straordinaria di Forlì*, Memoria di Giacinto Magnati redatta dopo la sentenza del 27 giugno 1946.

<sup>39</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Interrogatorio di Giacinto Magnati, 18 giugno 1945.

<sup>40</sup> Archivio di Stato Fi, Corte d'assise Fi, b. 31/52, f. 2, sottof. 3, *Procedimento Firenze-Perugia*, Interrogatorio di Giacinto Magnati, 18 giugno 1945.

spesso cercava di neutralizzare questi personaggi affinché non potessero nuocere<sup>41</sup>. Magnati morirà alla fine degli anni '70 stroncato da problemi al cuore.

---

<sup>41</sup> Franzinelli 2002. Franzinelli accenna all'arresto di Magnati alla tavola rotonda durante il convegno *L'evento e l'esperienza soggettiva del ricordo. Le stragi naziste e fasciste di Tavollicci e del Carnaio (Forlì), di Fragheto (Pesaro), Civitella in Val di Chiana e San Pancrazio (Arezzo)*, tenutosi a Bagno di Romagna il 26 ottobre 2002; gli interventi sono ora pubblicati in Istituto di Storia della Resistenza e dell'Età Contemporanea di Forlì-Cesena 2003.

## Bibliografia

Arbizzani. L. (cur.)

1993 *Al di qua e al di là della linea gotica. 1944-1945: aspetti sociali, politici e militari in Toscana e in Emilia-Romagna*, Bologna-Firenze, Regioni Emilia.Romagna e Toscana.

Baldissara L., Pezzino P. (cur.)

2004 *Crimini e memorie di guerra. Violenze contro le popolazioni e politiche del ricordo*, Napoli, L'ancora del mediterraneo.

Bertoldi S.

1963 *La guerra parallela. 8 settembre 1943-25 aprile 1945*, Milano, Sugar.

1976 *Salò. Vita e morte della Repubblica Sociale Italiana*, Milano, Rizzoli.

Bianchini A., Pedrocco G. (cur.)

1995 *Dal tramonto all'alba. La Provincia di Pesaro e Urbino tra fascismo guerra e ricostruzione*, vol. I *Il fascismo* e vol. II *Guerra e ricostruzione*, Bologna, Clueb.

Bonali E., Branchetti R., Flamigni V., Lolletti S.

2000 *Tavollicci e l'area dei Tre Vescovi. Una comunità pietrificata dalla guerra*, Cesena, Il Ponte Vecchio.

Borgomaneri L. (cur.)

2006 *Crimini di guerra. Il mito del bravo italiano tra repressione del ribellismo e guerra ai civili nei territori occupati*, Milano, Guerini e associati.

Brusciotti M.

1995 *I processi per collaborazionismo a Pesaro tra il 1945 e il 1947*, in Bianchini, Pedrocco.

Calestani, P.

1995 *Fascisti pesaresi nell'Italia settentrionale (giugno 1944 – maggio 1945)*, in Bianchini, Pedrocco.

Cavina E.

2003 *La strage del Carnaio*, in Istituto di Storia della Resistenza e dell'Età Contemporanea di Forlì-Cesena.

Collotti E.

1963 *L'amministrazione tedesca dell'Italia occupata 1943-1945. Studio e documenti*, Milano, Lerici.

Cospito N., Neulen H.W.

1992 *Salò-Berlino: l'alleanza difficile. La Repubblica Sociale Italiana nei documenti segreti del Terzo Reich*, Milano, Mursia.

De Felice R.

1990 *Mussolini l'alleato 1940-1945. L'Italia in guerra 1940-1943. Crisi e agonia del regime*, Torino, Einaudi.

- 1995 *Rosso e Nero*, Milano, Baldini & Castoldi.  
1997 *Mussolini l'alleato 1940-1945. La guerra civile 1943-1945*, Torino, Einaudi.
- Deakin F. W.  
1970 *Storia della Repubblica di Salò*, Torino, Einaudi.
- Del Boca A.  
2005 *Italiani, brava gente? Un mito duro a morire*, Vicenza, Neri Pozza.
- Di Sante I. (cur.)  
2005 *Italiani senza onore: i crimini in Jugoslavia e i processi negati (1941-1951)*, Verona, Ombre corte.
- Flamigni V.  
2003 *La "guerra ai civili" nell'Appennino forlivese*, in Istituto di Storia della Resistenza e dell'Età Contemporanea di Forlì-Cesena.
- Fraternale Meloni P., Della Fornace M. (cur.)  
2005 *Memoria memorie: violenze e in/giustizie*, Pesaro, Metauro.
- Franzinelli M.  
2002 *Le stragi nascoste. L'armadio della vergogna: impunita e rimozione dei crimini di guerra nazifascisti 1943-2001*, Milano, A. Mondadori.  
2006 *L'ammnistia Togliatti 22 giugno 1946. Colpo di spugna sui crimini fascisti*, Milano, A. Mondadori.
- Gagliani D.  
1989 *Ma chi erano i fascisti repubblicani?*, in "Protagonisti", n. 34.  
1994-1995 *Il Partito nel fascismo repubblicano delle origini: una prima messa a punto*, in "Rivista di Storia contemporanea", fasc. 1-2.  
1995a *I fondatori del fascio repubblicano di Pesaro*, in Bianchini, Pedrocco.  
1995b *Rotta di uomini e rotta di archivi. La Caporetto della Rsi nelle Marche settentrionali e la nascita del fondo Galmozzi*, in "Storia e problemi contemporanei", n. 15.  
1999 *Brigate nere. Mussolini e la militarizzazione del partito fascista repubblicano*, Torino, Bollati Boringhieri.  
2001 *Combattere per Salò. Memorie, storiografia, storia d'Italia*, in "Italia contemporanea", n. 225.  
2004 *Violenze di guerra e violenze politiche. Forme e culture della violenza nella Repubblica Sociale Italiana*, in Baldissara, Pezzino.  
2005 *La Repubblica Sociale Italiana e la violenza del 1943-1945. Istituzioni, apparati, culture*, in Fraternal Meloni, Della Fornace.
- Ganapini L.  
1999 *La Repubblica delle camicie nere*, Milano, Garzanti.
- Gentile C.  
2005 *Note sui perpetratori delle stragi di Fragheto e Tavolicci*, in Tognarini.
- Ghigi B.  
1980 *La guerra a Rimini e sulla linea gotica dal Foglia al Marecchia. Documenti e testimonianze*, Rimini, Bruno Ghigi.

Istituto di storia della Resistenza e dell'età contemporanea di Forlì-Cesena (cur.)

2003 *1944 stragi naziste e fasciste sull'Appennino tosco-emiliano*, Cesena, Il Ponte Vecchio.

Lazzerò R.

1982 *Le SS italiane. Storia dei 20.000 che giurarono fedeltà a Hitler*, Milano, Rizzoli.

1983 *Le Brigate nere*, Milano, Rizzoli.

1984 *La decima Mas. La compagnia di ventura del "principe nero"*, Milano, Rizzoli.

1994 *Il sacco d'Italia. Razzie e stragi tedesche nella Repubblica di Salò*, Milano, A. Mondadori.

Lolletti S.

2005 *Il Carnaio e Tavollicci*, in Tognarini.

Mazzantini C.

1986 *A cercar la bella morte*, Milano, A. Mondadori.

1995 *I balilla andarono a Salò. L'armata degli adolescenti che pago il conto della storia*, Venezia, Marsilio.

2000 *Ognuno ha tanta storia*, Venezia, Marsilio.

Morelli D.

1995 *Erich Priebke a Brescia*, in "Resistenza bresciana. Rassegna di studi e documenti", fasc. 26.

Oliva G.

2006 *"Si ammazza troppo poco". I crimini di guerra italiani 1940-43*, Milano, A. Mondadori.

Pansa G.

1969 *L'esercito di Salò nei rapporti riservati della Guardia nazionale repubblicana*, Milano, Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia.

Paolucci V. (cur.)

1973 *La Repubblica sociale nelle Marche. Stampa e amministrazione*, Urbino, Argalia.

1979 *La Repubblica sociale italiana e il Partito fascista repubblicano. Settembre 1943-marzo '44*, Urbino, Argalia.

1982 *La stampa periodica della Repubblica sociale*, Urbino, Argalia.

1987 *I quotidiani della Repubblica sociale italiana*, Urbino, Argalia.

Pisanò G.

1964 *La generazione che non si è arresa*, Milano, Pidola.

1982 *Storia delle forze armate della Repubblica Sociale Italiana*, Milano, Visto.

1997 *Storia della guerra civile in Italia (1943-1945)*, Legnano, Eco.

Priebke E., Giachini P.

2003 *Erich Priebke. Autobiografia. Vaevictis*, Roma, E. Priebke.

Renzi M.

2007 *La strage di Fragheto (7 aprile 1944). Nuove verità, reticenze, contraddizioni*, San Leo, Società di studi storici per il Montefeltro.

Rochat G., Santarelli E., Sorcinelli P. (cur.)

1986 *Linea gotica 1944. Eserciti, popolazioni, partigiani*, Milano, FrancoAngeli.

Schreiber G.

1986 *La Linea Gotica nella strategia tedesca: obiettivi politici e compiti militari*, in Rochat, Santarelli, Sorcinelli.

Sebastiani P.

1996 *Misi l'elmo. La giovinezza bruciata di un combattente della R.S.I.*, Milano, Mursia.

1998 *La mia guerra con la 36<sup>a</sup> Brigata nera fino al carcere*, Milano, Mursia.

2006 *Occhiali di guerra tra sangue e fame. Le cattive ragioni di una scelta di campo*, Bologna, Lo scarabeo.

Tognarini I., (cur.)

2005 *L'Appennino del '44. Eccidi e protagonisti sulla linea gotica*, Montepulciano, Le Balze.

Tomsich G.

1995 *Cantavo Giovinezza*, Firenze, Giunti.

Tumiati G.

1995 *Morire per vivere. Vita e lettere di Francesco Tumiati medaglia d'oro della resistenza*, Ferrara-Roma, Corbo.

## Fonti

Archivio Centrale dello Stato, Roma

- Ministero di Grazia e Giustizia, Gabinetto
- Repubblica sociale italiana
- Segreteria particolare del duce, Carteggio ordinario

Archivio di Stato, Firenze

- Corte d'assise di Firenze

Archivio Bobbato, Pesaro

- fondo Sentenze

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

La biblioteca “Franco Serantini” di Pisa

Luigi Balsamini

La storia della biblioteca “Franco Serantini” ha inizio alla fine degli anni ’70, nei locali della Federazione anarchica pisana. In quasi trent’anni di attività, grazie all’impegno collettivo dei curatori, al sostegno di amici, collaboratori e utenti ed al supporto – a dire il vero piuttosto discontinuo – delle istituzioni locali, la biblioteca è riuscita a caratterizzarsi come un importante centro specializzato in storia sociale e contemporanea, con una particolare attenzione dedicata ai movimenti antiautoritari, libertari ed anarchici.

La “Serantini” nasce come biblioteca a impostazione “militante”, non dissimile da altre esperienze che si sviluppano nel corso degli anni ’70 e ’80. Anche tra gli anarchici infatti, sull’onda della “stagione dei movimenti” e del ciclo di lotte che segna una significativa ripresa dell’intervento politico, si assiste alla nascita di istituti culturali, per lo più limitati ad una funzione *interna* al movimento, deputati alla raccolta di materiali archivistici e bibliografici al fine di approfondire una conoscenza critica del proprio passato e di radicarsi con consapevolezza nel presente. In altre parole, gli anni ’70 portano, da un lato, l’esigenza di salvare da futura e probabile dispersione quanto prodotto nell’ambito delle lotte quotidiane, dall’altro, quella di conservare la propria memoria, testimonianza di una presenza attiva degli anarchici nella storia dei movimenti di emancipazione. Due bisogni, questi, a lungo colpevolmente ignorati da un movimento tutto proteso verso l’*avvenire*, che fin dalle sue origini ha mostrato una scarsa – se non nulla – accortezza verso la conservazione della memoria storica, come se le “carte” possano rappresentare un’inutile zavorra piuttosto che un prezioso bagaglio per la costruzione di una solida identità politica.

Questi nuovi istituti culturali vanno ad affiancare l’Archivio “famiglia Berneri”, aperto e curato da Aurelio Chessa fin dal 1962, mentre già dai primi anni ’70 si era conclusa l’esperienza della biblioteca “Max Nettlau”, collezione personale di Pier Carlo Masini, socialdemocratico dall’anima libertaria e principale storico del movimento anarchico, aperta alla fruizione pubblica nella sua casa di Bergamo. Archivi, biblioteche e centri studi dell’area anarchica e libertaria si trovano presto ad affrontare difficoltà, superandole in taluni casi e rimanendone travolti in altri, legate a croniche carenze finanziarie, ad un inevitabile affidamento sul volontarismo e, non ultimo, alle alterne vicende dei gruppi promotori. Alcuni sono scomparsi nel riflusso degli anni ’80, altri sono sopravvissuti fino a tempi recenti, altri ancora, oggi attivi e aperti al pubblico come la biblioteca “Serantini”, hanno incrementato il proprio patrimonio documentario, sottoscritto accordi e convenzioni con gli enti locali, stabilito rapporti di collaborazione sia nella propria realtà territoriale sia con istituti di affine specializzazione, mentre i curatori approfondivano le competenze professionali necessarie alla loro migliore gestione<sup>1</sup>.

## Il progetto e le raccolte

Il primo nucleo librario presente nella sede degli anarchici pisani è il materiale donato già nel 1976 da Gino Giannotti, militante di Santa Croce sull’Arno: circa 1.500 libri e opuscoli stampati a partire dal 1840, di interesse non solo strettamente politico, ma anche storico, filosofico, economico e letterario, in grado di offrire uno spaccato delle letture e quindi della crescita culturale e politica di un militante autodidatta nella prima metà del Novecento.

L’idea di valorizzare questa donazione si coniuga, nella proposta avanzata da Franco Bertolucci, al desiderio di mantenere vivo il ricordo dell’anarchico Franco Serantini, ucciso a Pisa

---

<sup>1</sup> Tra gli istituti nati dal movimento anarchico, attualmente attivi e liberamente fruibili, si segnalano oltre alla Biblioteca “Franco Serantini”, l’Archivio “Famiglia Berneri-Aurelio Chessa” di Reggio Emilia, la Biblioteca libertaria “Armando Borghi” di Castel Bolognese (Ra), il Centro studi libertari / Archivio “Giuseppe Pinelli” di Milano, il Centro di documentazione anarchica di Roma, l’Archivio storico della Federazione anarchica italiana di Imola (Bo), l’Arkiviu-Bibrioteka “Tamasu Serra” di Guasila (Ca), l’Archivio storico degli anarchici siciliani con sedi a Ragusa, Catania e Palermo. Per una panoramica dell’attuale situazione mi permetto di rimandare al mio *Le fragili carte. Biblioteche, archivi e centri di documentazione del movimento anarchico*, in corso di pubblicazione presso l’editore Vecchiarelli di Manziana (Roma).

dalla polizia nel corso di una manifestazione antifascista, nel 1972. Al suo nome viene dunque intitolata la biblioteca che a partire dal 1982 si dota di un proprio Statuto e apre le porte agli studiosi e al dialogo con la cittadinanza. Il progetto culturale delineato dai promotori mira a costruire un istituto non solo di raccolta delle fonti, bensì di stimolo e supporto alla ricerca storica sul movimento operaio e socialista, con una particolare attenzione all'istanza libertaria. Una scelta "militante" ben precisa, coniugata ad un metodo di indagine storiografica critico e scientificamente fondato:

per noi la "storia militante" – sostiene Bertolucci, fondatore e attuale direttore della biblioteca – non è una storia subalterna all'ideologia, come in passato lo sono state diverse scuole storiografiche, bensì una storia critica costruita dal basso con passione e serietà, perché per noi la storia è un continuo processo di interazione tra lo storico e i fatti storici, un dialogo senza fine tra il presente e il passato, i fatti e la loro interpretazione. Inoltre, siamo sempre stati convinti che la storia del socialismo, nelle sue due correnti antiautoritaria e autoritaria debba uscire dal campo della sacralità e della retorica per approdare alle problematiche della storia sociale, perché il movimento socialista nel suo insieme non poteva essere considerato una categoria a sé stante dall'evoluzione della società contemporanea ma è in essa che è nata la sua azione ed in essa è il suo divenire<sup>2</sup>.

Su queste basi, le prime attività di ricerca culminano nell'allestimento di una mostra documentaria sulla storia dell'anarchismo in provincia di Pisa. Dalla ricostruzione emerge con tutta evidenza come la componente anarchica non sia affatto un "corpo estraneo" alla storia cittadina, ma parte integrante del movimento operaio pisano, sul quale ha esercitato in diversi momenti una significativa influenza<sup>3</sup>.

Accanto al lascito di Gino Giannotti vanno crescendo un fondo "di aggiornamento", collocato a scaffale in base alla classificazione Dewey, e una "Serie storica", ospitante edizioni ottocentesche e delle prima metà del Novecento – alcune significative per la loro rarità – acquisite grazie a donazioni mirate da parte di collaboratori della biblioteca e ad acquisti effettuati sul mercato antiquario. Soprattutto, la "Serantini" riesce ad attrarre, conservare e gestire adeguatamente donazioni ricevute dai militanti e dalle organizzazioni protagonisti della scena extraparlamentare, non solo anarchica, degli anni '60 e '70, che evidentemente vedono nella biblioteca un luogo sicuro cui affidare con fiducia le testimonianze della propria vita politica e sociale. Tra le carte, pervenute in genere non ordinate, è abitualmente presente una vasta tipologia di materiali: manoscritti, dattiloscritti, ciclostilati, documenti a stampa e fotografici, nonché grandi quantità di cosiddetta "letteratura grigia" (volantini, circolari, bollettini, relazioni interne...), inoltre, il più delle volte, si trovano frammisti documenti privati del donatore e documenti appartenenti più propriamente all'archivio del gruppo in cui aveva militato. Busta dopo busta, accanto ai fondi personali l'archivio della biblioteca va così raccogliendo anche fondi relativi alle organizzazioni politiche, in rari casi giunti direttamente dal soggetto produttore, più frequentemente costituiti raccogliendo a posteriori materiali di diversa origine e provenienza.

Anche la crescita delle raccolte librerie, oltre ad una costante attività di monitoraggio del mercato contemporaneo e d'antiquariato, deve molto a generose donazioni da parte di amici e collaboratori della biblioteca. Negli anni non è mai venuto meno l'ingresso di singole unità bibliografiche o di piccole raccolte, scelte in genere con cognizione di causa, ma le acquisizioni più sostanziose e significative sono le raccolte personali di studiosi, cultori della materia e militanti, donate dal proprietario o dai suoi eredi per garantirne la conservazione unitaria, permetterne la fruizione pubblica e, insieme, lasciare un'immagine di sé riflessa nella propria "creatura". Non costituiscono, forse, biblioteche ritenute ideali dal punto di vista del raccogliitore, ma delineano comunque la concreta e ragionata espressione di un percorso culturale e intellettuale, costruito

<sup>2</sup> Intervista a Franco Bertolucci, Pisa, 30 giugno 2006, in Luigi Balsamini, 2006, *Una biblioteca tra storia e memoria. La "Franco Serantini" (1979-2005)*, Pisa, BFS, p. 75.

<sup>3</sup> "...Avanti siam ribelli... Immagini e documenti del movimento anarchico a Pisa dalla Comune di Parigi all'avvento del fascismo (1871-1925)", mostra storico-documentaria, Pisa, Palazzo Lanfranchi, 8-22 maggio 1983.

selezionando un proprio *corpus* librario sulla base di interessi personali, disponibilità economiche e qualche volta anche di una certa sensibilità bibliografica.

Di fronte a dei lasciti che rappresentano in tutto o in significativa parte la biblioteca privata di un protagonista della vita politica o culturale, i responsabili della "Serantini" hanno sempre – e opportunamente – adottato una collocazione in base alla provenienza, evitando di fondere tali materiali con il resto del patrimonio librario. Questa accortezza può infatti permettere l'indagine sul precedente possessore, offrendo un valore aggiunto rispetto ai pezzi presi nella loro singolarità, dato, appunto, da quel particolare *vincolo* che li tiene insieme.

## I fondi di Joseph Cono e Pier Carlo Masini

Accogliere libri o altri documenti in dono va quasi sempre al di là di una semplice incombenza gestionale, rappresentando piuttosto la testimonianza di un rapporto di fiducia instaurato con il donatore. Oltre ad accrescere il patrimonio bibliografico il *dono* è anche, soprattutto, simbolo della ricchezza dei rapporti umani, delle relazioni personali tra responsabili della biblioteca e donatori, che a volte nascono, a volte si consolidano, attorno all'oggetto libro e al suo passaggio di mano: "la storia delle donazioni è una storia di viaggi e di incontri" – racconta Franco Bertolucci –, che si svolge sullo scenario di molte città italiane, europee e perfino oltreoceano. Basti ricordare il viaggio effettuato nel 2004 da Bertolucci e Maria Grazia Petronio a Los Gatos, nel sud della Baia di San Francisco, per organizzare la spedizione in Italia dell'intera biblioteca di Joseph Cono, anarchico di origine calabrese emigrato negli Stati Uniti nel secondo dopoguerra. Nel corso degli anni "Joe" era diventato il custode di libri, riviste, documenti, fotografie e ricordi affidatogli dai militanti libertari più anziani italiani e italo-statunitensi; i curatori della "Serantini" hanno deciso di non selezionare solo le opere strettamente politiche, ma di preservare l'integrità di una biblioteca specchio della conquistata formazione di questi militanti per lo più autodidatti, partiti semianalfabeti dall'Italia e orgogliosi della crescita culturale che si erano saputi costruire da emigrati:

ogni volume è una storia, che Joe ci racconta [...]. Ci fermiamo con i volumi in mano ad ascoltare... storie di operai emigrati per la miseria, lavori faticosi, povertà, nostalgia per la terra di partenza, ma anche storie di una nuova comunità solidale, di accese discussioni, di speranze e di lotte. [...] Incominciano a crescere le scatole: 10, 20, 30, poi si aprono per noi la soffitta, lo scantinato, gli armadi a muro e tante, tante valigie. È un patrimonio unico, che ci consente di ripercorrere la formazione di questi militanti: *quasi nessuno aveva fatto più delle elementari, leggevamo e studiavamo per non essere da meno dei nostri avversari, per poter sostenere le nostre idee*, racconta Joe. Reclus, Kropotkin, Malatesta, Fabbri, ma anche Tolstoj, Shakespeare, Dostoevskij, Gorki, Omero, Platone, Foscolo, Manzoni, Carducci, Rapisardi e poi storia dell'arte, sociologia, medicina e igiene, Verdi, Rossini e ancora storia, costumi, cucina, geografia e vari ricordi delle regioni di provenienza"<sup>4</sup>.

Alla fine saranno oltre cinquanta gli scatoloni che viaggeranno via nave alla volta della biblioteca pisana, scelta da Cono per assicurare conservazione e fruizione di questo spaccato di memoria dell'anarchismo italo-americano.

Dal punto di vista qualitativo il fondo librario di maggior rilevanza rimane la donazione di Pier Carlo Masini, scomparso nel 1998, legato alla "Serantini" da un consolidato rapporto di collaborazione e amicizia, determinante anche per la nascita della "Rivista storica dell'anarchismo": strumento di lavoro capace di affrontare con rigore scientifico un ampio ventaglio di tematiche e di far dialogare liberi ricercatori con studiosi interni al mondo accademico, segnando per almeno un decennio (1994-2004) l'evoluzione della storiografia sui movimenti libertari.

Il fondo è composto da un migliaio di monografie e circa 400 periodici e numeri unici, in gran parte provenienti dalla sua biblioteca "Max Nettlau", specializzata in storia dei movimenti di emancipazione sociale e ospitante pezzi scelti uno ad uno, attentamente selezionati sia sotto il

<sup>4</sup> Graziella [Maria Grazia Petronio], 2005, *La Biblioteca di Joe*, "la Biblioteca", 7, n. 45, p. 1.

profilo bibliografico che bibliologico. Tra questi si segnalano, a puro titolo di esempio, gli atti della Conferenza internazionale antianarchica tenuta a fine Ottocento dalle polizie europee, stampati in cento esemplari con il timbro "Confidentiel"; le opere complete di Mihail Bakunin pubblicate nell'Unione Sovietica del 1934-1935 e interrotte al quarto volume; il primo tomo della stessa opera pubblicata in francese, recante una dedica autografa del curatore Max Nettlau a Ettore Molinari datata 9 marzo 1895; il reprint fotografico della biografia di Bakunin manoscritta da Nettlau, tirato dall'editore Feltrinelli in settanta esemplari; i dodici volumi della prima edizione dell'*Histoire de la révolution française* di Louis Blanc e altro ancora<sup>5</sup>.

Insieme ai libri, Masini ha affidato alla "Serantini" anche il proprio archivio privato – che sarà consultabile a partire dall'ottobre 2008 – comprendente l'epistolario personale (circa 700 corrispondenti per il periodo 1945-1998), il materiale di preparazione delle sue ricerche storiche e della militanza politica, documenti sulla storia del movimento operaio dal 1870 al 1970 e l'archivio dei Gruppi anarchici di azione proletaria (Gaap: un tentativo della prima metà degli anni '50 di valorizzare la natura classista dell'anarchismo in un quadro di strutturata organizzazione politica)<sup>6</sup>.

## Produzione editoriale e iniziative culturali

Considerando le attività di raccolta, ordinamento e conservazione strettamente connesse alla ricerca storica e alla promozione di una cultura libertaria nel dibattito contemporaneo, la biblioteca "Serantini" si è adoperata sia sul versante della produzione editoriale che nell'organizzazione di convegni, seminari e giornate di studio.

La casa editrice Bfs ha in catalogo oltre un centinaio di titoli, suddivisi in diverse collane, alcune propriamente "storiche" (come la "Biblioteca di cultura storica", la "Biblioteca di storia dell'anarchismo", gli "Strumenti per la ricerca storica" ed i "Quaderni della Rivista storica dell'anarchismo"), alcune attente alle tematiche dell'antiautoritarismo, della non-violenza e delle culture libertarie (come la "Biblioteca universale utopie", "Rovesciare il futuro" e la "Biblioteca del pensiero"), una dedicata alla "Narrativa libertaria" ed altre minori.

L'ultima fatica editoriale è stata la pubblicazione del *Dizionario biografico degli anarchici italiani*<sup>7</sup>, coordinata dal prof. Giampietro Berti. I lavori per la redazione del repertorio hanno coinvolto per circa tre anni un centinaio di studiosi facenti capo a quattro poli universitari: Messina (prof. Santi Fedele), Milano (prof. Maurizio Antonioli), Teramo (prof. Pasquale Iuso) e Trieste (prof. Giampietro Berti). La stesura dei duemila lemmi si è avvalsa di tutte le fonti disponibili: carte di polizia, memorialistica, pubblicistica, stampa periodica, fonti orali, riuscendo ad offrire una panoramica della variegata realtà del movimento anarchico, nell'arco temporale compreso tra metà Ottocento e gli anni '60 del Novecento, con alcuni prolungamenti successivi. Ne emerge il quadro di un movimento diffuso sul territorio nazionale, anche se con una certa preponderanza delle regioni centro-settentrionali, saldamente inserito nelle lotte del proletariato, sia sotto il profilo dell'azione

<sup>5</sup> *Conférence internationale de Rome pour la défense sociale contre les anarchistes: 24 novembre-21 décembre 1898*, Roma, Impr. du Ministère des Affaires étrangères, 1898 (esemplare n. 74, collocazione BFS: PCM.0.3). M. A. Bakunin, *Sobranie Sočinenij i pisem, 1828-1876*, pod redakciesj i s primečanijami Ju. M. Steklova, Moskva, 1934-1935, 4 vv. (colloc. BFS: PCM.6.34-36). Michel Bakounine, *Œuvres*, [t. 1:] *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme. Lettres sur le patriotisme. Dieu et l'État*, Paris, P.V. Stock, 1895 (colloc. BFS: PCM.8.13). Max Nettlau, *Michael Bakunin. Eine Biographie*, London N. W., privately printed (reproduced by the photocopyist) by the author, February 21<sup>st</sup>, 1896 - July 8, 1900, 3 vv. Reprint: Milano, Feltrinelli, 1971, 2 vv. (colloc. BFS: PCM.0.1). Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, éd. française faite à Paris sous les yeux de l'auteur, Paris, Langlois et Leclercq, 1847-1862, 12 vv. (colloc. BFS: PCM.6.21-32).

<sup>6</sup> Cfr. Masini, *Pier Carlo (1923-1998)*, a cura di F. Bertolucci, in 2000, *Guida agli archivi delle personalità della cultura in Toscana tra '800 e '900: l'area pisana*, a cura di Emilio Capannelli e Elisabetta Insabato, coordinatore Romano Paolo Coppini, Firenze: Leo S. Olschki, pp. 190-197.

<sup>7</sup> *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, diretto da Maurizio Antonioli, Giampietro Berti, Santi Fedele e Pasquale Iuso, v. 1: A-G; v. 2: I-Z [e indici], Pisa, BFS, 2003-2004.

politica, sia, a dispetto della tesi che vede negli anarchici l'espressione dei ceti artigianali e piccolo-borghesi, sotto quello della composizione sociale.

Sul versante della promozione culturale, convegni e incontri organizzati dalla "Serantini" formano un nutrito elenco. Ciascuno di essi cerca di non limitarsi ad inseguire la tematica o l'anniversario del momento, ma di rappresentare, piuttosto, il culmine di un quotidiano lavoro di costruzione di percorsi di ricerca e salvaguardia delle fonti, elementi portanti della biblioteca e, dal 1995, anche dell'Associazione Amici della Bfs. I membri di quest'ultima costituiscono un supporto essenziale di impegno volontario e sostegno economico, di varia estrazione politico-culturale, sono distribuiti sull'intero territorio nazionale ed anche all'estero.

Tra le iniziative culturali si possono segnalare: "L'antifascismo rivoluzionario: l'azione e la critica degli anarchici nella lotta al fascismo" (1992), "Giovanni Rossi (Cardias) 1856-1943: e la comunità sperimentale antiautoritaria" (1993), "Il '94: rivolte e solidarietà popolari nella crisi di fine secolo" (1994), "Pietro Gori e i profeti del liberato mondo" (1996), "Maschera e rivoluzione: visioni di un teatro di ricerca" (1997), "Il pensiero e l'azione di Aldo Capitini nel trentennale della morte, 1968-1998" (1998), "Galileo Galilei e Giordano Bruno nell'immaginario sociale dei movimenti popolari fra Otto e Novecento" (1999), "Carlo Rosselli, Camillo Berneri, la guerra di Spagna e l'anarchismo iberico" (2001), "L'età della rivolta: società di massa, movimenti di protesta e idee di rivoluzione negli anni '60 e '70" (2002), "Il confino di polizia, 1926-1943: la repressione del dissenso sociale e politico nell'Italia fascista" (2004). Ultimo convegno, in ordine di tempo, quello dedicato alla figura di Luigi Fabbri, intellettuale anarchico e antifascista, tenuto nel 2005 a Fabriano (An), sua città natale, nell'elegante cornice del Teatro "Gentile".

## Un percorso ad ostacoli

La storia della biblioteca "Serantini" è la storia di un impegno collettivo e volontario, che ha ottenuto gratificanti riconoscimenti – come la notifica del "notevole interesse storico" dei suoi fondi<sup>8</sup> e l'ingresso nella rete degli istituti storici della Resistenza, in qualità di ente collegato – ma ha anche dovuto affrontare situazioni di difficoltà, a partire dalla mancanza di una sede stabile e adeguata.

I primi locali, sede storica della Federazione anarchica pisana in via San Martino 48, vengono abbandonati nel 1986, a causa del mancato rinnovo del contratto di locazione. Costretti a denunciare l'assoluta mancanza di spazi sociali per l'associazionismo di base, i curatori della "Serantini" occupano quindi l'ottocentesco Palazzo Cevoli, di proprietà comunale, condividendolo insieme a molte altre associazioni cittadine (tra le quali il Wwf, Medicina democratica, l'Unione inquilini, le Rappresentanze sindacali di base, etc.). La risposta da parte dell'amministrazione è un'ingiunzione di sfratto, presto diventata esecutiva, e solo nel 1992 si prospetta finalmente una via d'uscita al problema, grazie alla firma di una convenzione con la Provincia di Pisa. L'amministrazione provinciale assume infatti l'impegno di tutelare e valorizzare il patrimonio della biblioteca e individua dei locali autonomi all'interno del complesso scolastico "Concetto Marchesi", dove la "Serantini" si trasferisce nel 1993.

I successivi rinnovi della convenzione, che attualmente vede impegnati anche il Comune e l'Azienda regionale per il diritto allo studio, sono però giunti in porto solo dopo lunghe trattative, a

---

<sup>8</sup> La Soprintendenza archivistica per la Toscana, con notifica n. 717 del 12 marzo 1998, ha certificato il "notevole interesse storico" dei fondi archivistici della "Serantini", "per la rilevanza ai fini della ricostruzione storica delle vicende del movimento operaio e studentesco locale e nazionale, con particolare, ma non esclusivo, riferimento alle sue componenti anarchiche e c.d. di "nuova sinistra", a partire dal secondo dopoguerra ai giorni nostri". Il fondo Pier Carlo Masini ha avuto un riconoscimento autonomo, con notifica n. 751 del 10 gennaio 2000, "per la rilevanza ai fini degli studi sulla storia e sulla storiografia contemporanee in Italia, in particolare per il vasto carteggio comprendente lettere di molti tra i più rilevanti esponenti del mondo politico e culturale, e per la raccolta di manoscritti di Pier Carlo Masini, in particolare relativi a testi di discorsi, lezioni, interventi a convegni politici e culturali".

testimoniare, se ancora ce ne fosse bisogno, la scarsa considerazione riservata da molti amministratori – non solo a Pisa – verso le pur basilari richieste provenienti dagli istituti culturali. In ogni caso l'attuale sede, dove ogni metro quadrato è ormai sfruttato al massimo, se poteva rappresentare un buon traguardo dieci anni fa rischia oggi di frenare energie e progettualità della biblioteca, tanto che alcune corpose donazioni non possono essere accettate proprio per la mancanza di spazi. Il patrimonio complessivo è giunto a contare quasi 30.000 monografie (libri e opuscoli), 4.000 testate di periodici e numeri unici di cui 150 in corso di pubblicazione, 6.000 fotografie e cartoline illustrate, 5.000 manifesti, 20.000 volantini, 100 fondi d'archivio, di persone e organizzazioni, alcune centinaia di registrazioni sonore e video e, ancora, quadri, gessi, litografie e testimonianze materiali come cimeli, bandiere, stendardi, striscioni e simili.

Nel frattempo, l'Associazione Amici della BFS (recentemente diventata Onlus) ha deciso di *puntare in alto*, aprendo una sottoscrizione per l'acquisto di un immobile, da ristrutturare secondo i criteri della bioedilizia e del risparmio energetico, da adibire a nuova sede dell'istituto.

### Biblioteca Franco Serantini

Archivio e centro di documentazione di storia sociale e contemporanea

Largo Concetto Marchesi s. n. civ.

56124 Pisa

tel. 050 570995

[www.bfs.it](http://www.bfs.it)

[biblioteca@bfs.it](mailto:biblioteca@bfs.it)



## Bibliografia

Il seguente elenco bibliografico è suddiviso in quattro parti, ordinate al loro interno per anno di pubblicazione con sottordinamento alfabetico. Sono segnalati:

- A) una bibliografia minima relativa a Franco Serantini;
- B) le guide in cui l'istituto è censito;
- C) bollettini, notiziari e cataloghi a stampa;
- D) i contributi relativi all'istituto, comprendenti, senza distinzione di supporto: articoli pubblicati in quotidiani, riviste e bollettini (cartacei e digitali), monografie e video-documentari. Per i quotidiani d'informazione "Il Tirreno" e "La Nazione" si fa riferimento alla sezione della Cronaca di Pisa. È escluso lo spoglio dei bollettini della biblioteca.

### A)

- Comitato "Giustizia per F. Serantini", *Franco Serantini: 'un assassinio firmato'*, Pisa, [1973?].
- *Giustizia per Franco Serantini*, Pisa, stampato in proprio a cura dell'Amministrazione Provinciale di Pisa, 1974.
- *Vent'anni: 7 maggio 1972-1992. Franco Serantini anarchico assassinato dalla polizia mentre si opponeva ad un comizio fascista*, Pisa, BFS, 1992.
- *Franco Serantini: storia di un sovversivo (e di un assassinio di Stato)*, supplemento di "A: rivista anarchica", 32 (2002), n. 4.
- Corrado Stajano, *Il sovversivo: vita e morte dell'anarchico Serantini*, Pisa, BFS, 2002 (Torino, Einaudi, 1975<sup>1</sup>).
- Giacomo Verde, *'S'era tutti sovversivi': dedicato a Franco Serantini*, video-documentario, VHS-56', Pisa, BFS, Milano, Editrice A, 2002.
- Nanni Balestrini, *Disposta l'autopsia dell'anarchico morto dopo i violenti scontri di Pisa*, in *In ordine pubblico: 10 scrittori per 10 storie*, a cura di Paola Staccioli, [S.l., s.n.], supplemento a "l'Unità", "il manifesto", "Liberazione", "Carta", [2003], p. 25-31.
- *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, v. 2, Pisa, BFS, 2004, *ad nomen*, voce curata da Franco Bertolucci.

### B)

- *Guida delle biblioteche aperte al pubblico in provincia di Pisa*, [a cura di] Giovanna Falaschi, Maria Ughi e Venanzio Guerrini, Pisa, Amministrazione provinciale, 1986, p. 171.
- *Guida delle biblioteche aperte al pubblico in provincia di Pisa*, a cura di Leila Dattilo, Anita D'Orazio, Maria La Polla, Pisa, Editrice universitaria litografia Felici, 1997, p. 141.
- Ministero per i beni culturali e ambientali, Regione Toscana, *Catalogo delle biblioteche d'Italia: Toscana*, v. 2, Roma, ICCU, Milano, Bibliografica, 1997, p. 534 [Codice PI0368].
- *Guida agli archivi delle personalità della cultura in Toscana tra '800 e '900: l'area pisana*, a cura di Emilio Capannelli e Elisabetta Insabato, coordinatore Romano Paolo Coppini, Firenze, Leo S. Olschki, 2000, p. 116-118 (fondo Luciano Della Mea), p. 181-184 (fondo Gaspare Mancuso), p. 190-197 (fondo Pier Carlo Masini), p. 282-283 (fondo Giovanni Sorbi).
- *Guida alle fonti per la storia dei movimenti in Italia (1966-1978)*, a cura di Marco Grispigni e Leonardo Musci, [promossa dalla] Fondazione Lelio e Lisli Basso - ISSOCO, Roma, Ministero per i beni le attività culturali, Direzione generale per gli archivi, 2003, p. 80-92.

## C)

- "Biblioteca Franco Serantini", Pisa, numero unico, 21 giu. 1987.
- "Biblioteca Franco Serantini: bollettino bibliografico", Pisa, a. 1, n. 1 (giu.-dic. 1994) - a. 4, n. 6-7 (gen.-dic. 1997).
- "La Biblioteca: mensile di informazione dell'Associazione amici della biblioteca Franco Serantini", Pisa, [a. 1], n. 0 (set. 1999) - .
- Biblioteca Franco Serantini, *Catalogo n. 1*, [1980].
- *Biblioteca "Franco Serantini": catalogo dei periodici*, a cura di Maria Grazia Petronio e Franco Bertolucci, Pisa, 1985.
- *Biblioteca Franco Serantini: catalogo dei periodici cessati*, a cura di Franco Bertolucci, Pisa, BFS, 1991.
- *L'emeroteca della Biblioteca Franco Serantini: catalogo dei periodici editi fra il 1846 e il 1961*, a cura di Franco Bertolucci, introduzione di Lorenzo Gestri, Pisa, BFS, 2001.

## D)

- *Biblioteca "Franco Serantini"*, "Schede pisane", settembre-dicembre 1981, p. 61.
- *Circolo culturale e biblioteca intitolati a Serantini*, "Il Tirreno", 22 gennaio 1982.
- "La Biblioteca Serantini deve continuare a vivere", *ivi*, 20 marzo 1985.
- Athos Bigongiali, *Quella biblioteca che non deve chiudere*, "Domani Come", num. unico, aprile 1985.
- *Corrispondenze e comunicati: Pisa*, "L'Internazionale", marzo 1985.
- *Quando lo sfratto ci colpisce*, "Umanità Nova", 10 febbraio 1985.
- Athos Bigongiali, *Per ricordare Franco Serantini: una biblioteca, una piazza, una scuola: la biblioteca di Pisa*, "Il grandevetro", (1986), n. 76, p. 12.
- *A Pisa apre la nuova sede della biblioteca "F. Serantini"*, "Umanità Nova", 15 marzo 1987.
- Una degli occupanti, *Sfratto e minacce di denuncia per i compagni della Biblioteca "Franco Serantini" di Pisa*, *ivi*, 17 maggio 1987.
- Alcuni studenti del collettivo di Lettere, *Il Comune deve tutelare la cultura*, "Il Tirreno", 22 aprile 1988.
- Sara Bertelli, *Non si può chiudere la biblioteca Serantini*, *ivi*, 20 aprile 1988.
- Il coordinamento di palazzo Cevoli, *Un attentato alla libertà di Palazzo Cevoli*, *ivi*, 13 aprile 1988.
- Luciano Della Mea, *Vi ricordate Franco Serantini? Aveva vent'anni, morì di maggio*, *ivi*, 23 maggio 1988.
- R. G., *Arriva lo sfratto per l'archivio anarchico*, "l'Unità", 17 aprile 1988.
- "Gli sfratti di palazzo Cevoli attaccano l'associazionismo", "Il Tirreno", 24 aprile 1988.
- "Sos per la biblioteca dedicata a Serantini": *interpellanza di Cristina Filippini*, *ivi*, 27 aprile 1988.
- *Biblioteca Serantini*, "La Nazione", 2 novembre 1990.
- *Una raccolta di firme contro lo sfratto della biblioteca "Franco Serantini"*, "Il Tirreno", 1 novembre 1990.
- "Raid" alla mensa di Cisanello. *Danni alla biblioteca Serantini*, *ivi*, 28 febbraio 1990.
- Paola Alberti, *Gli anarchici chiedono una nuova sede in vista dello sfratto da palazzo Cevoli*, "Il Tirreno", 13 gennaio 1992.
- *L'amministrazione provinciale replica sul tema delle realtà associative: "gli anarchici fanno cattiva informazione"*, *ivi*, 17 gennaio 1992.
- *Biblioteca Franco Serantini*, "C.I.R.A. Bulletin", (1992), n. 48, p. 2.
- *Il Coordinamento associazioni di palazzo Cevoli: "le nostre dichiarazioni sono state equivocate"*, "Il Tirreno", 18 gennaio 1992.

- *Date certezze alla biblioteca "Franco Serantini"*, ivi, 11 febbraio 1992.
- *Della Mea (Pds) chiede soluzioni per palazzo Cevoli*, ivi, 19 gennaio 1992.
- *E dal loggione una pioggia di volantini anarchici: per protestare contro lo sfratto della loro sede a palazzo Cevoli*, ivi, 12 gennaio 1992.
- G. P. [Maria Grazia Petronio], *Anarchici sfrattati: una... prima al teatro Verdi!*, "Umanità Nova", 26 gennaio 1992.
- *Sfratti: palazzo "Cevoli"*, "La Nazione", 22 gennaio 1992.
- *Biblioteca Circolo Culturale "Franco Serantini"*, "Notiziario C.D.P.", (1993), n. 131.
- *Biblioteca "F. Serantini": si inaugura la nuova sede*, "La Nazione", 29 ottobre 1993.
- *Nuova sede per la biblioteca Serantini: l'inaugurazione al Complesso Marchesi*, "Il Tirreno", 29 ottobre 1993.
- *"Serantini": un appello per salvare la biblioteca di Sarajevo*, "La Nazione", 9 luglio 1993.
- Franco Bertolucci e Furio Biagini, *Biblioteche e archivi che passione!*, "A: rivista anarchica", 24 (1994), n. 5, p. 22.
- Antonio Scuglia, *La biblioteca libertaria di Pisa: nuova sede e tante iniziative per il circolo Serantini*, "Il Tirreno", 18 maggio 1994.
- Giovanni Armillotta, *Il Circolo culturale - Biblioteca "Franco Serantini"*, "lo Specchio", 26 aprile 1995.
- *Biblioteca Franco Serantini*, "Bollettino. Archivio Pinelli", (1995<sup>2</sup>), n. 1, p. 25-26.
- Antonio Scuglia, *A Pisa un archivio storico sulla Resistenza*, "Il Tirreno", 21 agosto 1995.
- *Biblioteca: corso di formazione*, "La Nazione", 17 ottobre 1996.
- *La Biblioteca Franco Serantini*, "Liberi libri: bollettino della Biblioteca Sociale del Centro culturale di documentazione anarchica "La Pecora Nera""", (1996), n. 2, p. 4-5.
- *La biblioteca Serantini di Pisa: un'esperienza editoriale di base: intervista al collettivo editoriale*, a cura di Brutos Galli, "L'eco Apuano", 3 marzo 1996.
- *Corso per bibliotecari*, "Il Tirreno", 18 ottobre 1996.
- *Sprangate alla biblioteca Serantini*, "La Nazione", 8 ottobre 1996.
- *"Accuse gratuite e strumentali"*, "Il Tirreno", 17 giugno 1998.
- *Appello a favore della biblioteca Serantini: da un gruppo di professori dell'Università e della Scuola Normale Superiore*, ivi, 30 giugno 1998.
- *La Biblioteca Serantini festeggia i suoi 20 anni*, ivi, 19 maggio 1998.
- *Furto da due milioni alla biblioteca Serantini*, ivi, 4 novembre 1998.
- Gino Logli (An): *"Troppi soldi alla Serantini"*, ivi, 13 giugno 1998.
- Gino Logli, *"E tutti quei soldi alla Serantini?"*, "La Nazione", 14 giugno 1998.
- *La "Serantini", biblioteca da valorizzare: appello sottoscritto da numerosi docenti di storia moderna e contemporanea*, ivi, 25 giugno 1998.
- *"Serantini", i primi 20 anni*, ivi, 19 maggio 1998.
- Franco Bertolucci, *Archivi e biblioteche: Biblioteca Franco Serantini*, "Rivista storica dell'anarchismo", 6 (1999), n. 1, p. 123-125.
- Id., *I vent'anni della BFS*, "A: rivista anarchica", 29 (1999), n. 4, p. 18-19.
- *La BFS si racconta: i 20 anni della biblioteca Serantini di Pisa*, intervista a cura di Natale Musarra, "Sicilia libertaria", giugno 1999.
- *La biblioteca / archivio "Franco Serantini" compie vent'anni*, "Bibelot: notizie dalle biblioteche toscane", 5 (1999), n. 2;
- <http://www.aib.it/sezioni/toscana/bibelot/9902/b99021.htm>
- *Donazione di Masini alla Biblioteca Serantini: lo storico ha lasciato una preziosa collezione di libri sul movimento operaio*, "Il Tirreno", 26 gennaio 1999.
- *Quelli della BFS: 1979-1999. La Biblioteca "Franco Serantini" compie vent'anni*, intervista a cura di Marco Rossi, "Umanità Nova", 9 maggio 1999.

- Antonio Scuglia, *Compie vent'anni la biblioteca Serantini: così il circolo anarchico è diventato un importante centro di documentazione*, "Il Tirreno", 6 maggio 1999.
- Edo Cecconi, *La biblioteca Franco Serantini*, "La Gazzetta di Pisa", 2 (2000), n. 3.
- *Bfs alla mostra dell'editoria*, "Il Tirreno", 27 settembre 2001.
- *La Biblioteca Serantini inaugura i servizi on-line*, ivi, 7 gennaio 2001.
- Massimiliano Bacchiet, *Storie sovversive*, "la Rivisteria", (2002), n. 120, p. 14-15.
- Biblioteca Serantini, *Il Comune ha dimenticato anche la Biblioteca Serantini*, "Il Tirreno", 18 settembre 2002.
- *30 anni dalla morte di Franco Serantini: c'è una biblioteca intitolata a lui*, ivi, 25 aprile 2002.
- *Nuova donazione alla biblioteca Serantini: si tratta di 2000 opere della collezione Antonioli: ora il patrimonio supera i 25mila volumi*, ivi, 31 dicembre 2003.
- *Le nuove acquisizioni della biblioteca Serantini*, ivi, 14 ottobre 2004.
- *La Biblioteca-Archivio "Franco Serantini" a rischio chiusura?*, "Bibelot: notizie dalle biblioteche toscane", 11 (2005), n. 3;
- <http://www.aib.it/aib/sezioni/toscana/bibelot/0503/b0503h.htm>
- *Promemoria B.F.S.*, ideazione, regia, riprese e dvd designer di Giacomo Verde, Marcantonio Lunardi e Federico Ghivizzani, DVD, Lucca-Pisa: LU\_CIA, 2005.
- Antonio Scuglia, *La memoria degli emigrati: importante donazione dagli USA alla biblioteca Serantini*, "Il Tirreno", 17 marzo 2005.
- Id., *Pisa rischia di perdere la Serantini*, ivi, 20 dicembre 2005.
- Serena Vitale, *Ipermnesia: esperimenti per uno sviluppo anomalo della memoria*, "Zapruder", (2005), n. 7, p. 123-125.
- *Appello: va individuata una nuova sede che ospiti la biblioteca "Serantini"*, "Il Tirreno", 17 gennaio 2006.
- Luigi Balsamini, *A Pisa, dal 1979: storia e progetti della Biblioteca "Franco Serantini"*, "A: rivista anarchica", 36 (2006), n. 8, p. 49-50.
- Id., *Una biblioteca tra storia e memoria: la "Franco Serantini" (1979-2005)*, Pisa, BFS, 2006.
- Confederazione Cobas Pisa, *Manca in città una gestione comune delle biblioteche*, "Il Tirreno", 11 gennaio 2006.
- Angela Gorellini, *Pagine di anarchia e libertà nella Biblioteca Serantini*, "FSPmaster: Firenze, Siena e Pisa per il giornalismo", 1 (2006), n. 6, p. 16.
- *"No al trasferimento della Serantini fuori città"*, "Il Tirreno", 5 gennaio 2006.
- *Nuovo spazio alla Serantini: appello per non interrompere il servizio della biblioteca*, ivi, 28 gennaio 2006.
- *Riconoscimento per la biblioteca Serantini*, ivi, 12 gennaio 2006.
- Giacomo Sanavio, *Non sfratteremo la Serantini*, ivi, 6 gennaio 2006.
- Gemma Vignocchi, *La memoria tradita: in pericolo la biblioteca nata nel nome dell'anarchico Serantini*, ivi, 3 gennaio 2006.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Comunicare attraverso il digitale:  
la Grande guerra nelle carte del  
museo del Risorgimento di Bologna

Mirtide Gavelli, Maria Chiara Liguori

Il Museo civico del Risorgimento di Bologna venne aperto al pubblico nel lontano 1892, sin da subito suddiviso in due settori complementari seppure sostanzialmente autonomi: da una parte le collezioni documentarie – manoscritti, libri, opuscoli, stampe, fotografie, cartoline ecc. – dall'altra le collezioni più propriamente museali – uniformi, armi, medaglie, dipinti, oggetti disparati più propriamente assimilabili al concetto corrente di “oggetto per museo”.

Le raccolte originarie, costituite per la quasi totalità da donazioni illustranti il processo di unificazione nazionale appena trascorso, si arricchirono negli anni della Prima guerra mondiale, su sollecitazione della direzione del tempo, di importanti donazioni costituite da documenti legati al conflitto in corso e ai soldati caduti.

Questa immensa mole di materiale, all'epoca solo in parte inventariato e sistemato adeguatamente, da alcuni anni è tornato al centro dell'attenzione e dei lavori di risistemazione interni all'istituto, nell'intento di valorizzare tale patrimonio e renderlo accessibile non solo agli addetti ai lavori, ma anche e soprattutto a quel tipo di pubblico “nuovo” che, grazie al web, negli ultimi anni sta scoprendo la possibilità di consultare archivi e documenti non solo in loco ma anche *on-line*.

Dunque, già da alcuni anni il Museo è impegnato in intense campagne di riordinamento delle raccolte, di loro indicizzazione, di digitalizzazione, che coinvolgono non solo soggetti interni alle istituzioni, ma anche semplici appassionati e cultori della materia.

Sono così stati messi in cantiere numerosi progetti, alcuni dei quali sono già stati portati a termine:

**a.** Catalogazione informatizzata del fondo “Archivio caduti della Grande guerra”, costituito da circa 10.000 pezzi, ed avvio del relativo lavoro di digitalizzazione dei documenti (al momento è stato acquisito circa un terzo del materiale).

**b.** Digitalizzazione e messa a disposizione degli utenti della biblioteca delle annate complete de “Il Resto del Carlino” per il periodo 1 luglio 1915-31 luglio 1919.

**c.** Inventariazione, digitalizzazione e messa on-line del fondo fotografico *Monumenti della Grande Guerra*: 1.200 fotografie e cartoline raccolte dal Museo tra il 1920 ed il 1930 nel corso di una imponente opera di coinvolgimento dei comuni italiani <sup>1</sup>.

**d.** Digitalizzazione del volume edito nel 1927 a cura dell'Ufficio centrale notizie di Bologna, *I morti della provincia di Bologna nella guerra MCMXV-MCMXVIII*, e successivo inserimento on-line delle oltre diecimila biografie contenute nel volume, organizzate in un data base che ne consente l'interrogazione <sup>2</sup>.

**e.** Partecipazione al progetto “Museo virtuale della Certosa” per la parte relativa alla ricostruzione tridimensionale virtuale del Monumento-ossario ai caduti della Grande guerra della Certosa di Bologna (progetto ideato da Nuove istituzioni museali del Comune di Bologna e sviluppato, dal punto di vista tecnologico, dal Cineca). Questa partecipazione al momento ha prodotto un data-base relazionale contenente la digitalizzazione di: biografie dei caduti, documenti relativi estratti dall'*Archivio dei Caduti della Grande Guerra* sopra citato, schede di approfondimento sugli eventi bellici a livello locale e nazionale con apparato multimediale (fotografie, mappe, brani letterari e musicali). Attraverso il modello 3D è possibile accedere direttamente al data-base dedicato ai caduti di Bologna e provincia sepolti nel Monumento-ossario e ad oltre 200 sepolture esterne al monumento sino ad ora individuate in altre aree della Certosa <sup>3</sup>.

Tutto questo lavoro, che ha coinvolto sia il personale interno del Museo-biblioteca sia collaboratori esterni <sup>4</sup> consente una accessibilità ai materiali relativi alla Grande guerra

<sup>1</sup> <http://badigit.comune.bologna.it/monumenti/index.html>

<sup>2</sup> <http://badigit.comune.bologna.it/mpb/index.htm>

<sup>3</sup> [http://www.comune.bologna.it/museorisorgimento/museo/musraccordo\\_grandeguerra.htm](http://www.comune.bologna.it/museorisorgimento/museo/musraccordo_grandeguerra.htm)

<sup>4</sup> Per una completa relazione su queste attività si vedano l'*Introduzione* e gli interventi del volume *Archiviare la guerra: la Prima Guerra Mondiale attraverso i documenti del Museo del Risorgimento*, a cura di M. Gavelli, in “Bollettino del Museo del Risorgimento”, n. 50 (2005).

inimmaginabile con le consuete modalità di approccio ad archivi, biblioteche, documentazioni del patrimonio pubblico in genere, accessibilità che passa, come detto, attraverso l'attenta e completa catalogazione di tutto il posseduto e la sua successiva organizzazione<sup>5</sup>. Ciò sta consentendo, e sempre più dovrebbe consentire, di avvicinare a questo tipo di storia "per documenti" non solo lo studioso o lo specialista, ma anche e soprattutto il curioso, l'utente meno esperto ma appassionato, gli studenti delle scuole dell'obbligo, ecc.

Tutto questo lavoro, lungo e complesso, ha comunque senso solo se riesce poi a giungere ai potenziali fruitori. Nell'intento di fare incontrare gli interessi del pubblico e i documenti ufficiali, sono stati pensati, per esempio, cicli di visite guidate alla Certosa di Bologna. Qui, la "lettura" delle storie personali, attraverso il linguaggio simbolico delle iscrizioni tombali e le fotografie che le accompagnano, può spingere a percorrere a ritroso la strada verso il documento, verso l'archivio che lo conserva, verso i testi che lo commentano, in una parola verso la "Storia". Ma questo modo più umano e coinvolgente di avvicinarsi al grande tema della guerra resta comunque appannaggio di quelle decine o centinaia di persone che scelgono di partecipare alle visite. L'inserimento del progetto sul web invece consente di allargare l'utenza ad un numero potenzialmente infinito di persone.

Grande guerra virtuale è, come detto, parte del più ampio Museo virtuale della Certosa di Bologna<sup>6</sup>, ideato da Nuove istituzioni museali del Comune di Bologna e da Cineca<sup>7</sup>. L'idea a supporto dell'intera realizzazione è fondata sull'unione tra ricostruzioni virtuali e basi di dati<sup>8</sup>. Attraverso l'interfaccia visuale di modelli 3D e la libera navigazione al loro interno, l'utente può accedere a dati e meta informazioni a carattere storico e artistico.

La parte del progetto dedicata alla Prima guerra mondiale si affianca a quella già messa a disposizione del pubblico relativa alla lotta di liberazione e prende le mosse dal Monumento ossario ai caduti della Grande guerra presente in Certosa. La ricostruzione 3D del monumento, e del chiostro che lo ospita, offre l'ambientazione ed il riferimento all'evento storico mondiale, passando attraverso la realizzazione commemorativa locale ed i singoli individui. Le battaglie ricordate sul soffitto, il monumento in sé e le circa 3000 sepolture, possono essere colte nel loro drammatico significato anche a distanza, nonostante la mediazione del Web.

Tuttavia, il passare dei decenni ha gettato ormai una patina di dimenticanza sull'avvenimento bellico, il monumento è andato parallelamente perdendo la sua comunicatività e il patrimonio di informazioni sulle persone e gli eventi della Prima guerra mondiale rischia di essere dilapidato. Ecco allora l'apporto che può dare il database relazionale multimediale. Tutti i bolognesi che sono stati individuati nel monumento, oltre a quelli tumulati nelle tombe di famiglia, raccontano ora la loro storia, per quanto succinta, e sono messi in relazione con i luoghi del fronte, gli eventi e i corpi militari di appartenenza. Le risorse documentali e umane (impagabile la rete di volenterosi appassionati che hanno collaborato) hanno permesso, al momento, l'inserimento di circa 650 biografie, 60 schede su eventi storici, 100 schede di luoghi del fronte, 37 su corpi militari ed oltre 2200 file multimediali, oltre a numerosi documenti di approfondimento<sup>9</sup>.

---

<sup>5</sup> Attualmente è in corso, grazie alla presenza di una volontaria del servizio civile, Mara Casale, il riordinamento, relativo controllo e digitalizzazione, ove necessaria, di tutto il patrimonio fotografico relativo alla Prima guerra mondiale, compreso quello che sino ad ora non è stato utilizzato per il data-base. A fine operazione sarà dunque completamente organizzato e fruibile tutto il patrimonio iconografico sulla Grande guerra.

<sup>6</sup> [www.certosadibologna.it](http://www.certosadibologna.it)

<sup>7</sup> Centro di calcolo che consorzia 28 università italiane; [www.cineca.it](http://www.cineca.it)

<sup>8</sup> L'applicazione informatica è stata sviluppata per una fruizione multiplatforma, in grado cioè di essere utilizzata su un normale pc, via Web, in un Teatro Virtuale, con visione immersiva, e anche in un Virtual Set, come scenografia digitale; cfr. C. Borgatti, L. Calori, T. Diamanti, M. Felicori, A. Guidazzoli, M.C. Liguori, M.A. Mauri, S. Pescarin, L. Valentini, *Databases and Virtual Environments: a Good Match for Communicating Complex Cultural Sites*, in *Atti della Conferenza ACM SIGGRAPH 2004*, Los Angeles, 2004.

<sup>9</sup> La catalogazione e il completamento della digitalizzazione del patrimonio di foto sulla Grande guerra permetterà nel giro di pochi mesi di inserire un altro corposo nucleo di immagini.

Come detto in precedenza, si tratta di documenti che uno studioso è comunque in grado di individuare ed elaborare autonomamente, ma in una prospettiva di democratizzazione della conoscenza la riorganizzazione dei materiali e la loro disponibilità per una fruizione facilitata è indispensabile. Non solo, il caricamento di dati e documenti in un database ben strutturato agevola anche il compito dello stesso studioso che, oltre a risparmiare tempo prezioso, può osservare le informazioni da differenti punti di vista semplicemente ponendo interrogazioni diverse alla banca dati.

## Prospettive future

La struttura del database è stata pensata come il più possibile flessibile, pur mantenendo la complessità dei contenuti, in modo da adattarsi a possibili esigenze future, con molti campi in grado di accogliere interrogazioni ad ampio raggio e di gestire i contenuti secondo varie modalità. Per la sua stessa organizzazione, la struttura concettuale realizzata è, in potenza, omnicomprensiva. La sezione che accoglie i contenuti dedicati alla Prima guerra mondiale è la medesima utilizzata per lo scenario della guerra di liberazione, salvo poche modifiche, la stessa che nel prossimo futuro accoglierà le informazioni sui bolognesi illustri dell'800 e sulle loro artistiche sepolture. Tutto il database si articola su tre tabelle principali (persone, eventi e luoghi), sempre presenti in ciascuno scenario, che si intrecciano tra loro e con un certo numero di tabelle accessorie (per la Grande guerra, per esempio, quelle dei corpi militari e delle onorificenze) e ricorrono a molti vocabolari controllati. Le singole schede accedono poi tutte alle risorse della tabella degli elementi multimediali ed a quelle della bibliografia. La flessibilità è sia nella struttura concettuale del db, adattabile a qualsiasi contenuto di tipo umanistico, sia nella gestione, con fruizione e caricamento dei contenuti via Web<sup>10</sup>. Per rendere più semplice il popolamento del database da parte dei numerosi fornitori di contenuti, è stata sviluppata infatti una interfaccia di caricamento on-line che consente l'inserimento dei dati da qualsiasi postazione connessa alla rete.

Lo scenario della Prima guerra mondiale, già complesso in sé, rimanda, nell'ambito del progetto, ad una prospettiva storica che si dilata fino a comprendere ipoteticamente tutto. Da una parte, infatti, la ricostruzione 3D può espandersi superando i confini della Certosa, come ha già fatto con il modello del territorio bolognese, dell'area del Parco storico di Montesole – dedicato alla strage di Marzabotto – e di piazza Nettuno; dall'altra è il database che può accogliere sempre nuovi scenari, che, pur mantenendo un'interfaccia per l'utente differenziata, potranno intrecciarsi tra loro. Così, se nella realtà l'aviatore Giuseppe Bortolotti, insignito più volte di medaglia d'argento, è nipote di quel Bortolotti inventore del profumo Acqua di Felsina, che nella seconda metà dell'800 aveva ottenuto medaglie d'altro tipo alle Esposizioni industriali, anche attraverso il database sarà possibile ricostruire questa relazione, collegando lo scenario dedicato alla Grande guerra con quello dedicato ai bolognesi ottocenteschi. Un po' per volta la città e la sua storia si potranno condensare in un unico punto di raccolta virtuale pur offrendosi al pubblico nelle loro infinite sfaccettature.

---

<sup>10</sup> Anche l'interfaccia utente, ovvero l'aspetto che hanno le schede quando vengono visualizzate dall'utente finale, può essere modificato con pochi interventi di un grafico, senza dover rimanere fissa nel tempo.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Marco Lenci

*Guerra, schiavi, rinnegati nel Mediterraneo*

Roma, Carocci, 2006

Paolo Soave

L'interesse per il fenomeno storico della pirateria e della corsa sui mari, per dirla con Braudel "un'industria vecchia quanto la storia", appare inesauribile. Se un primo filone, che trova suggestiva espressione anche in campo cinematografico, può ricondursi al mito del corsaro ben radicato nell'immaginario popolare, un secondo attiene al campo delle improbabili approssimazioni proposte soprattutto negli Stati Uniti, dove ai pirati di un tempo sono stati accostati, di volta in volta, personaggi quali Gheddafi, i terroristi attentatori dell'11 settembre 2001 e Saddam Hussein, un terzo, quello finalmente storiografico, si è ultimamente espresso, citando solo alcuni contributi monografici, con i lavori di Salvatore Bono, *Lumi e corsari: Europa e Maghreb nel Settecento* (2005, Perugia, Morlacchi), di Richard Bordeaux Parker, *Uncle Sam in Barbary: a diplomatic history* (2004, University Press of Florida, Gainesville), e di Paolo Soave, *La "rivoluzione americana" nel Mediterraneo. Prove di politica di potenza e declino delle reggenze barbaresche, 1795-1816* (2004, Milano, Giuffrè). L'opera più recente tuttavia è quella di Marco Lenci, *Guerra, schiavi, rinnegati nel Mediterraneo* (2006, Roma, per i tipi di Carocci, 164 pagine), già giunto alla ristampa. All'Autore si devono anche precedenti studi sul tema (fra questi 1987, *Lucca, il mare e i corsari barbareschi nel XVI secolo*, Lucca, Pacini Fazzi; 1999, *Il Maghreb barbaresco nelle "gazzette" di Genova 1639-1684*, Roma, Herder; 1991, *Il Maghreb barbaresco in alcune raccolte di "avvisi" manoscritti della Biblioteca Nazionale Centrale di Firenze*, in "Africa", n. 2, pp. 241-261) particolarmente significativi anche per la valorizzazione metodologica di una fonte, gli avvisi manoscritti e le gazzette a stampa d'epoca, che danno cronaca di scontri, catture e in genere dei movimenti corsari nel Mediterraneo. Prendendo atto di un dibattito storiografico fra i più ricchi anche a livello internazionale ma, per certi aspetti, non ancora consolidato, Lenci si propone di "Dare conto di quanto sino a oggi la ricerca storica è riuscita a far emergere dell'epopea barbaresca" (p. 10) e, per questo, adotta l'insuperata impostazione di Braudel, cantore di un Mediterraneo straordinario sistema antropico di civiltà ed imperi complementari, modello dal quale sembrano divergere, proprio sul terreno dell'interpretazione della corsa, tanto i cultori del mito del feroce Saladino, per i quali la pirateria avrebbe rappresentato una prerogativa della natura predatoria dei barbareschi, quanto la storiografia nordafricana, che anche in un convegno organizzato nel 2003 dall'Istituto Italiano per l'Africa e l'Oriente sul tema "La Libia nella storia del Mediterraneo", ha sostenuto che la corsa rappresentò sostanzialmente la soluzione difensiva adottata dalle reggenze barbaresche per fronteggiare la minaccia proveniente dalla cristianità. Lenci pertanto realizza un'opera di riponderazione storiografica del tema rifacendosi ai ben noti studi ed approfondimenti di Salvatore Bono, Giuseppe Bonaffini, Federico Cresti, Teobaldo Filesi, Godfrey Fisher, Philip Gosse, Ciro Manca, Daniel Panzac, Calogero Piazza, Flavio Russo, Lucette Valensi, ecc.. Nel suo agile saggio l'Autore, focalizzando geograficamente l'attenzione sul ruolo della penisola italiana, asse mediterraneo della corsa, terra di scorribande barbaresche ma anche di prigionia per numerosi musulmani, articola una riflessione che non tralascia nessuno dei numerosi fattori socio-politici impliciti nel fenomeno in questione, e procede metodologicamente su due piani congiunti, quello della contestualizzazione storica e quello dell'analisi della fenomenologia corsara.

Nel primo di questi due percorsi logici, Lenci rinviene l'origine dell'epopea corsara nei primi decenni del XVI secolo, al tempo della collisione fra l'impero ispano-asburgico di Carlo V e quello ottomano, straordinarie grandezze geopolitiche identitariamente connotate anche in campo religioso, destinate a scontrarsi, per la loro prepotente espansione, nel bacino mediterraneo, loro area di contatto. Anche per Lenci *reconquista* e *jihad* costituirono espressioni "braudeliane"



“mediterranee”, di forze analoghe ma contrapposte, da cui scaturì quell’urto “grandioso” (p. 15) che militarizzò la vita lungo le coste del bacino e che ebbe nella battaglia di Lepanto la manifestazione più celebrata, ma non decisiva. Ad una prima fase del fenomeno, quella “eroica” (p. 34), segnata dalla contrapposizione ideologica fra cristianesimo ed islam, con i corsari ottomani impegnati nella difesa delle coste nordafricane, fece seguito, a partire dalla fine del XVI secolo, quella più tipicamente barbaresca, di cui furono protagonisti i *rais*, capi corsari, che si affermarono con la loro organizzazione, *taifa*, quali nuove autorità nelle province mediterranee dell’impero ottomano, originando forme di potere autonomo militarizzato. Le reggenze barbaresche di Algeri, Tunisi e Tripoli (p. 29) trassero beneficio, per dirla ancora con Braudel, dalla fuoriuscita del Mediterraneo dalla “grande storia”, dal crescente interesse degli imperi per le vie transoceaniche rispetto a quelle del bacino, divenute anguste. Le reggenze, di fronte al progressivo inaridirsi dei traffici commerciali transahariani, reinterpretarono la corsa, afferma l’Autore, come un “business” al quale condizionarono le loro sorti economiche e politiche (p. 35). Si generò così quell’organico e flessibile sistema diplomatico-militare mediterraneo su cui per secoli si basarono i rapporti fra le due sponde del bacino e la stessa sopravvivenza delle reggenze. In nome di una supposta sovranità marittima, Algeri, Tunisi e Tripoli furono in grado di imporre alle potenze interessate ad una presenza navale nel Mediterraneo la drastica scelta fra “comprare” la pace, versando tributi, o subire gli attacchi predatori dei corsari. Allo stesso tempo, a dimostrazione dell’irrinunciabilità di principio alla corsa, quale espressione di autonomia, le reggenze fecero sistematicamente seguire, al raggiungimento della pace, comunque temporanea, con un interlocutore, l’avvio della corsa contro altri soggetti. Questo continuo passaggio dalla diplomazia alla guerra, e viceversa, fu notevolmente facilitato dalle difficoltà incontrate dalle potenze cristiane nel coniugare una risposta comune contro il fenomeno. Sovente prevalse, infatti, l’interesse a privilegiare forme di convivenza individuale con le reggenze, da ottenersi con i trattati, ma, se necessario, anche con i blocchi navali o a suon di cannoneggiamenti, con il vantaggio di dirottare la corsa contro le presenze indesiderate di potenze antagonistiche all’interno del bacino (pp. 36, 64-65). Quando ormai lo scenario mediterraneo sembrava essersi stabilizzato attraverso una serie di accordi di pace che avevano considerevolmente ridotto le opportunità per la corsa, al punto che le reggenze avevano ridimensionato le proprie flotte e avviato la conversione economica ai commerci marittimi (p. 95), il fenomeno conobbe, fra la fine del Settecento e gli inizi dell’Ottocento, un’improvvisa recrudescenza. Elemento detonatore fu, come osserva Lenci, un nuovo conflitto “globale” fra le maggiori potenze del tempo, questa volta Francia e Inghilterra, contrapposte in Europa e, per questo, inevitabilmente, anche nel bacino. Colpite nei commerci da Napoleone, che aveva trascinato il conflitto nel Mediterraneo, con le campagne in Italia e in Egitto, le reggenze barbaresche affidarono nuovamente ai corsari le loro sorti (p. 96). Appena innalzata sul bacino l’insegna dell’*Union Jack*, trionfante sulla *Republique*, giunse nel Mediterraneo un nuovo attore destinato a favorire un’ulteriore svolta, la flotta statunitense, determinata a non piegarsi al Pascià tripolino Yusuf Qaramanli (al quale si deve la prima dichiarazione di guerra ricevuta dagli Stati Uniti d’America). Dopo aver tentato tutte le possibili opzioni, inclusa quella di una lega antibarbaresca, improbabile ma particolarmente cara a Thomas Jefferson, gli americani marciarono su Derna e, dopo aver minacciato di deporre Yusuf sostituendolo col fratello Ahmed, ottennero nel 1805 un accordo. Dieci anni dopo, ancor più agguerriti, imposero al Dey algerino un trattato così umiliante da costituire un esempio per le potenze cristiane, che, finalmente coalizzatesi dopo il Congresso di Vienna, riuscirono a debellare la pratica dello schiavismo e, con esso, la corsa. Il 1830, complice anche l’irreversibile indebolimento del mondo barbaresco, segnò, con l’occupazione francese di Algeri, l’inizio di una nuova era, quella coloniale (p. 105).

Oltre che per il percorso storico analiticamente ricostruito, il saggio di Lenci si fa apprezzare anche perchè illustra puntualmente la specifica “grammatica” della corsa, declinandone tutti gli elementi che ne determinarono la marcata socialità. L’articolato sistema di rapporti costituitosi attorno a tale fenomeno informò gran parte della società e del sistema politico barbaresco,

favorendo non solo fenomeni di militarizzazione, ma anche la proliferazione di attività collaterali, al punto che il coinvolgimento e la partecipazione a vario titolo della popolazione barbaresca fu “corale” (p. 40). Ricollegandosi agli studi di Bono e di Panzac, Lenci evidenzia tecniche e stagionalità della pratica corsara e rilancia l’ancora irrisolto dibattito sulla effettiva resa economica di un fenomeno che impose, anche in termini umani, costi elevati e inalterabili fattori di aleatorietà. Di particolare interesse risulta poi l’analisi delle soluzioni approntate dagli Stati italiani, a partire dal primo Cinquecento, per garantire la difesa costiera (p. 84). Le torri di avvistamento, ancor oggi presenti in gran numero lungo le coste della penisola, di piccole dimensioni e cilindriche, per la semplice individuazione della minaccia, o più imponenti e quadrangolari, per la vera e propria difesa, pertanto dotate di cannoni e di magazzini, costituivano elementi di una catena di comunicazione attraverso la quale lanciare l’allarme ed impedire ai corsari l’approvvigionamento di acqua dolce. Ancor più suggestivo è il ritratto di quello che Lenci definisce il “lato umano” del fenomeno, la condizione dei prigionieri ridotti in schiavitù tanto in Barberia, nei tristemente famosi “bagni”, quanto nella stessa cristianità (p. 132). L’Autore si sofferma anche sull’opera redentrice degli ordini religiosi a beneficio dei *captivi* ed evidenzia in questo campo significative asimmetrie. Mentre nella cristianità il prigioniero veniva impiegato a bordo delle imbarcazioni come rematore, o a terra in altre attività forzate, in Barberia, pur lavorando, costituiva soprattutto un bene, per il quale richiedere riscatti, o da vendere al mercato degli schiavi. Se per i cristiani la liberazione passava prevalentemente per il pagamento di quanto preteso, i musulmani potevano solo sperare in eventuali scambi di prigionieri (p. 141). Ricco di risvolti era il percorso umano dei rinnegati, frequenti fra chi solcava i mari, ma, come ricorda Lenci, anche fra quei poveri contadini che talvolta attendevano impazienti, lungo le coste calabresi, l’arrivo dei corsari barbareschi per sfuggire a condizioni di vita alle quali erano preferibili schiavitù e conversione (p. 145). Se per chi rinnegava il cristianesimo le porte della Chiesa potevano sempre benevolmente riaprirsi, chi aveva abbandonato l’Islam sapeva di non poter sfuggire al boia in caso di ritorno in Barberia (p. 153). Proprio questa intensa umanità della corsa sta a dimostrare, come pertinentemente osserva Lenci, che, al di là degli opportunismi individuali, l’osmosi fra le due sponde del bacino fu tale da coinvolgere anche gli aspetti più personali della vita nel Mediterraneo, al punto di fare del rinnegato una sorta di prototipo dell’odierno uomo secolarizzato (p. 154).

È proprio questa dimensione, sociale ed umana, a dare ancora impulso alla ricerca sulla corsa mediterranea, l’espressione forse più sistemica, perchè capace di abbracciare tutte le principali attività, di quella mediterraneità condivisa e sovrapposta, vissuta in maniera complementare fra cristianità ed Islam. Il saggio di Lenci è quindi da intendersi, e tanto più da apprezzarsi, non solo quale punto di arrivo, preziosa analisi e bilancio storiografico del fenomeno, ma anche come ulteriore punto di partenza, con gli innumerevoli spunti che offre, per nuovi approfondimenti.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Paolo Carusi (cur.)

*Roma in transizione*

*Ceti popolari, lavoro e territorio nella prima età giolittiana*

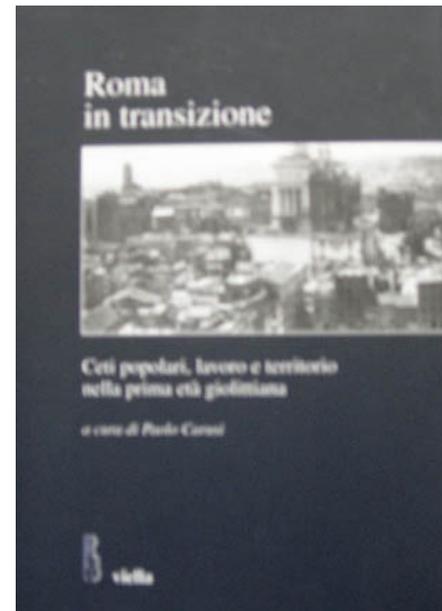
*Atti della giornata di studio, Roma, 28 gennaio 2005*

Roma, Viella, 2006

Emanuela Minuto

Il volume curato da Paolo Carusi raccoglie dieci interventi che rappresentano una messa a punto di percorsi di ricerca precedentemente avviati da studiosi appartenenti a diverse discipline. Proprio sul carattere multidisciplinare dell'opera insiste nell'introduzione Paolo Carusi, che identifica il "reale 'collante'" del gruppo nel comune convincimento "dell'assoluta necessità di un approccio multidisciplinare [...] allo studio della realtà capitolina", approccio "tanto più necessario nell'analisi di una fase di straordinaria, quanto rapida, trasformazione" del paese (p. 15). La fase in questione è quella compresa tra il 1900 e il 1907 e l'oggetto di indagine è costituito quasi esclusivamente dalla multiforme e difficilmente imbrigliabile galassia popolare capitolina.

Nel definire la scansione cronologica agiscono motivi immediatamente intuibili, sebbene non sia forse superfluo specificare che nella data ultima si consumano sul piano nazionale la crisi finanziaria, un rallentamento della crescita industriale e un indirizzo politico conservatore, mentre a Roma si registrano la formazione dell'amministrazione Nathan e mutamenti del tessuto socio-economico in genere valutati in senso fortemente positivo. Nell'individuare alcuni tratti della fisionomia popolare locale in questo settennio decisivo si assume quasi sempre nel volume l'intento di procedere con riferimento all'immediato passato e al ben più noto futuro nathaniano. In particolare, la lente dilatata agli anni della crisi di fine secolo è adottata nei contributi genericamente ascrivibili alla sfera della storia politica. Si tratta degli interventi di Mario Belardinelli, Giuseppe Barbalace, Paolo Carusi e Vincenzo Pacifici che presentano aspetti di omogeneità e complementarietà notevoli. Dal punto di vista metodologico, tutti e quattro percorrono i canali più tradizionali dell'analisi dei fenomeni politici e politico-istituzionali in parte in virtù dell'esiguità nel panorama degli studi sulla città di lavori preliminari di questo tipo. Nel saggio introduttivo del volume, *Società romana, classe politica e problemi del territorio all'inizio del Novecento*, Mario Belardinelli s'impegna in apertura ad indagare la relazione "fra autorità politica centrale e società" (p. 21), ma ripercorre poi soprattutto la politica giolittiana sotto i due profili dell'atteggiamento del deputato di Dronero nei confronti delle proteste e degli scioperi nella capitale, alimentati dalla persistente crisi economica della città in controtendenza rispetto al dato centro-settentrionale, e dell'intervento legislativo da lui sollecitato in materia finanziaria e gestionale. Entro quest'ambito ricomponde quindi a grandi linee la posizione assunta dai parlamentari e dall'amministrazione di Prospero Colonna di fronte alle iniziative giolittiane, costringendo la narrazione entro severi confini dall'autore parzialmente giustificati con l'assenza tra l'altro di ricostruzioni sul prefetto, sui rappresentanti parlamentari e i notabili della giunta di inizio secolo. La figura prefettizia così come altri delegati del centro restano in ombra anche nel contributo di Barbalace, *Camera del lavoro, municipio ed elezioni amministrative (1900-1902)*, che invece ben chiarisce l'inclinazione di sindaco, giunta e consiglio comunale rispetto alla camera del lavoro, risorta nel 1900 a tre anni dallo scioglimento d'autorità. Al fine di affrontare con strumenti comparativi la realtà del 1900-1902, con grande efficacia lo studioso traccia il quadro dei provvedimenti repressivi che nel 1897 colpirono la Camera del lavoro, varie aggregazioni e scioperanti – in cui l'autore intravede un'anticipazione locale del clima reazionario nazionale dell'anno successivo – per poi definire in relazione al primo biennio novecentesco una traiettoria di continuità amministrativa caratterizzata dall'angustia prospettica di una concentrazione politico-economica assai poco incline a seguire Giolitti e a confrontarsi con i mutamenti dell'orizzonte organizzativo dei ceti popolari, in cui si distingue la rapida crescita delle leghe cattoliche di Murri. Peraltro, si coniuga armonicamente con le riflessioni di Barbalace



l'analisi di Paolo Carusi. Servendosi soprattutto delle relazioni del questore, Carusi delinea la variabile geografia dei rapporti di forza all'interno della Camera del lavoro nel periodo 1901-1904 nonché la caratterizzazione dei soggetti politici in essa presenti, restituendo anche alcuni preziosi elementi sul troppo spesso 'dimenticato' movimento anarchico che a Roma intercettava quelle fasce considerevoli di lavoratori ancora prive, per lo studioso, di una coscienza politica definita. Lo spontaneismo è per il ricercatore il tratto tipico di porzioni rilevanti del mondo lavorativo in grado di accentuare l'eterogeneità della sinistra capitolina e l'incapacità delle singole forze organizzate di dotarsi di una politica coerente. In tal senso, particolarmente significativo risulta l'andamento delle elezioni politiche del 1904 ben descritto dall'autore. Nutrito degli stessi stimoli di Barbalace e Carusi è il contributo di Pacifici *Il mondo del lavoro nella Valle dell'Aniene*, che consegna una mappa generale, attenta soprattutto alla camera del lavoro di Tivoli nella fase 1898-1905. Negli ultimi tre lavori citati la peculiare cura riservata a questa organizzazione territoriale genera un'emarginazione della vasta problematica associazionistica; peraltro, la concentrazione sul momento politico del fenomeno sociale avrebbe forse potuto concedere di più all'analisi della democrazia cristiana e dell'emancipazionismo femminile che conosce proprio in quel momento la sua più fertile stagione. L'intervento di Daniela Rossini, *Esperienze di assistenza femminile nei quartieri popolari romani in età giolittiana: Guglielmina Ronconi a San Lorenzo*, aiuta solo parzialmente in questa direzione. L'autrice ripercorre soprattutto la storia degli obiettivi assistenziali che la Ronconi si era prefissata senza ricondurre fino in fondo il suo pensiero e la sua azione al quadro di riferimento generale animato, tra l'altro, come noto, da un cospicuo fermento di iniziative per il riconoscimento del diritto di voto alle donne. Forse una certa attenzione alla storia delle donne avrebbe consentito una maggiore valorizzazione del saggio di Catia Papa *Il mondo studentesco a Roma nel primo Novecento* che privilegia l'analisi delle tendenze un po' forzatamente definibili "politiche" del corpo degli studenti dell'università capitolina. Lo scritto lascia emergere soprattutto la vocazione irredentista e le prevalenti istanze radicali e mazziniane del mondo universitario, in cui maturerebbe poi un diffuso spirito nazionalista; la focalizzazione sull'aspetto della cultura politica comprime di necessità, tra l'altro, un tentativo di analisi della composizione sociale studentesca. Il saggio avrebbe dovuto probabilmente integrare in qualche modo il precedente contributo di Giorgio Rossi *Giovani e formazione al lavoro: l'istruzione professionale e tecnica a Roma nel periodo giolittiano*. Rossi però si concentra soprattutto sulle dinamiche dell'istruzione professionale, per la verità più nazionali che locali, di lungo periodo – l'analisi prende l'avvio dall'unità – anche se non manca di fornire considerazioni specifiche su due istituzioni laiche: l'ospizio di San Michele e Ripa e l'orfanotrofio comunale.

Costituiscono un secondo corpo ben integrato e armonico al suo interno, anche se decisamente contenuto, i saggi di Fabio Fabbri, Paola Falcioni e Lidia Moretti dedicati al territorio romano. Mentre l'ultima autrice citata tenta una definizione categoriale molto interessante della sfuggevole area dell'Agro romano, ricorrendo al concetto di "regione fluida" fondato primariamente sul grado di radicamento del sentimento di appartenenza degli abitanti, Fabio Fabbri e Paola Falcioni si dedicano al territorio ostiense. In *Le trasformazioni di una capitale: Roma porto di mare?* Fabbri ricostruisce con notevole accuratezza la storia della mancata trasformazione di Roma in "porto di mare", storia cinquantennale conclusasi tra gli anni venti e il 1931 con una dotazione ferroviaria e stradale che dalla città portava ad Ostia, eletta in via definitiva a sola stazione balneare. L'esame della relazione tra amministrazione centrale e locale con il litorale ostiense è così contraddistinta da poche brillanti intenzioni e intuizioni (di Paolo Orlando e dell'amministrazione Nathan) e da una persistente e dilagante miopia che avrebbe impedito la nascita di un circuito virtuoso tra il progressivo ammodernamento del quartiere ostiense e la creazione del porto al lido. Specificatamente dedicato al contesto ostiense e al quartiere omonimo è il testo *Dinamiche territoriali nell'area Ostiense tra Ottocento e Novecento* di Falcioni. Definito il paesaggio umano e ambientale della macroarea fino ai primi anni del novecento, Falcioni affronta la questione dell'urbanizzazione del quartiere, insistendo sulla iniziale "matrice esogena" (p. 205) del

cambiamento – fondamentale il ruolo trainante svolto dall’evoluzione commerciale e industriale del Testaccio – che per essere realmente governato dovrà attendere l’amministrazione Nathan. Si conferma così anche sotto questo profilo il valore di spartiacque assunto dall’esperienza guidata dal democratico a partire dal 1907.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Sara Bentivegna

*Campagne elettorali in rete*

Bari-Roma, Laterza, 2006

Mario Galleri

Il recente volume di Sara Bentivegna prosegue e arricchisce un importante lavoro di indagine, che l'autrice sviluppa sulla politica on line italiana fin dalle sue origini (1996).

Bentivegna fa partire questa nuova ricerca dall'esperienza delle elezioni primarie del centro sinistra, che legittimano Romano Prodi alla guida della coalizione (2005). In tale occasione la centralità di Internet è indiscussa. Tutti i candidati (7) hanno un sito. Si manifesta una forte mobilitazione on line, che coinvolge militanti e simpatizzanti. Si tratta di un evento assolutamente nuovo per la realtà italiana, soprattutto riguardo la capacità della Rete di coordinarsi con gli altri elementi delle campagne e favorire una vasta partecipazione. Le positive premesse non trovano tuttavia riscontro nella campagna generale di aprile e fin dall'introduzione Bentivegna chiarisce l'esito deludente della ricerca. Nelle elezioni politiche Internet non ha giocato quel ruolo centrale che ci si era aspettati. L'attesa della svolta – annunciata anche in questa tornata – è andata delusa. Emerge ancora come l'impatto di Internet nella politica vada valutato in termini evolutivi, anche molto lenti, e non certo rivoluzionari.

Viene inoltre confermato come Internet rappresenti meramente uno strumento, utilizzato secondo le esigenze della politica e non in grado di cambiarne le modalità. Il mezzo permette delle evoluzioni, ma solo la politica può creare le condizioni per coglierli. E la scelta dei partiti è stata quella dell'accentramento e non della delocalizzazione della campagna.

Al ritorno del sistema proporzionale con il blocco delle liste (centralità dei partiti) è conseguita una prevalenza dei siti delle strutture centrali su quelli dei candidati, con ulteriore diminuzione dell'approfondimento sul territorio e della interazione tra candidato ed elettori. I partiti, ancora molto forti rispetto ad oltreoceano, hanno confermato un modello centralizzato di comunicazione. In questo senso, risulta difficile la comparazione con i modelli più innovativi proposti negli Usa, dove con Howard Dean si è creata una campagna aperta che lasciava molta autonomia all'iniziativa locale dei sostenitori (sviluppata tramite [www.meetup.com](http://www.meetup.com)).

In sostanza, in Italia il diverso sistema elettorale ha ostacolato l'affermarsi di Internet nelle sue potenzialità più innovative. Quelle di favorire una campagna “open source”, moderata più che diretta dal centro. Internet è un mezzo ed asseconda le scelte strategiche, non le crea. In assenza della volontà dei soggetti partitici di aprirsi, la volontà di partecipazione non può da sola affermarsi. Bentivegna definisce il modello italiano del 2006 “decentralizzazione centralizzata della campagna” (p. 65). A seguito delle loro scelte, essi sono rimasti fuori dagli sviluppi più interessanti della *web politics*. La campagna elettorale è stata viva su Internet, ma i siti dei partiti sono stati marginali (per loro stessa scelta, in ultima analisi). Partiti e utenti politici hanno seguito “percorsi che corrono in parallelo senza trovare punti di contatto” (p. 38).

Chiarito il quadro generale, che vede i partiti fuori dalla politica on line vera e propria, la loro offerta in occasione delle politiche 2006 è stata variegata nella qualità, tanto da parlare di un “digital divide politico” (p. 45) al loro interno. I partiti con un potenziale tecnologico superiore sono risultati La Margherita, I Democratici di sinistra, Alleanza nazionale, Udc, Forza Italia. Questi partiti più forti, più organizzati e con maggiori risorse hanno rappresentato un universo a parte. I loro siti decennali hanno raggiunto una integrazione con la generale strategia comunicativa e organizzativa. Rappresentano ormai uno strumento pienamente integrato nella vita del partito. La maggiore interattività è ricercata dai partiti più marginali nello scenario comunicativo (Margherita, Udc, Di Pietro).

Ma, al pari degli altri temi della vita, la politica prospera sul Web. Ecco allora che i territori della politica on line pullulano di iniziative e vitalità. I siti dei grandi quotidiani (“Corriere della Sera”, “Repubblica”) si sono fatti tramite di incontri tra candidati ed elettori. La vera novità è stata l'emergere con forza dei cosiddetti *parodic sites*, sviluppando quella che Bentivegna definisce “interattività



Editori Laterza

ludica” (p. 72). Questo tipo di partecipazione aveva avuto la sua esplosione della nota vicenda del taroccamento dei manifesti elettorali di Berlusconi nel 2001. Seppure nel 2006 non vi sia stato un fenomeno di pari rilievo, le iniziative di svago e intrattenimento legate alla campagna sono state molto numerose. Bentivegna individua oltre sessanta blog dedicati alla politica. Queste pagine corrono in parallelo a quelle dei partiti ma, al contrario di esse, sono ben calate nel mondo dei naviganti, offrono interattività, suscitano interesse e scambio di informazioni. In confronto, la rigidità dei siti partitici risulta ancora più evidente.

La politica on line cresce, soprattutto attraverso la grande mole di informazioni riversate in rete dai naviganti stessi. Così, vi è la complessiva percezione di un ampliamento delle opportunità partecipative. Questa sensazione nasce da un fattore ambientale di ricchezza di offerta, e “coloro che riconoscono a Internet un ruolo nella trasformazione delle campagne sono gli stessi soggetti che hanno concorso a realizzare la campagna on line”. (p. 129). La politica vive in Internet. I naviganti (soprattutto i più giovani) creano un vorticoso scambio di mail elettorali, partecipano a sondaggi on line e a gruppi di discussione.

Rispetto alle tornate precedenti, non è variato il profilo demografico dei fruitori della rete. Prevale il maschio tra i 25 ed i 54 anni, di buoni livelli di istruzione, reddito e occupazione. Sono in sostanza persone già informate e viene qui confermato quanto sostenuto – tra gli altri – da Pippa Norris nei suoi studi (2000, *A Virtuous Circle. Political Communications in Postindustrial Societies*, Cambridge University Press), come Internet sia un mezzo che informa gli informati, un ulteriore strumento che aumenta il *digital divide* tra diverse aree del mondo e tra i diversi strati della stessa società. Pur permanendo questi limiti sociologici, i contributi dei cittadini nella campagna elettorale hanno rappresentato uno degli aspetti più interessanti rilevati.

Il contributo più prezioso del volume risiede nella sua capacità di evidenziare questa dicotomia tra la politica on line dei partiti e quella dei naviganti; tra l’incapacità della prima di affermarsi e la creatività della seconda. Bentivegna conclude rilevando la “profonda estraneità che connota il rapporto tra Internet e i soggetti politici tradizionali della politica”. (p. 113). La loro offerta non è conforme alla richiesta. La partecipazione controllata non riesce a fare proseliti ed essi sono inesorabilmente tagliati fuori dalle iniziative più interessanti che nascono in periodo elettorale.

Il successo delle primarie on line è dipeso dal fatto che esse hanno rappresentato una comunicazione chiusa, più vicina al networking interno che non alla propaganda. Ma quando la loro offerta si è confrontata nel mare aperto, l’esito è stato molto deludente. Al contrario, allargando lo sguardo alla libera partecipazione dei cittadini alla politica on line, si colgono numerosi e interessanti spunti.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Oswaldo Piacentini

Un intellettuale del territorio  
alle origini del cosiddetto “modello emiliano”

Una pista di ricerca

Marzia Maccaferri

Il modello emiliano è stato lungamente discusso e studiato, non solo in ambito locale, come espressione di *civicness* e allo stesso tempo come un'originale forma di economia sociale di mercato che è riuscita a far interagire i diversi attori, anche quando antagonisti (Putmann 1993; Brusco 1982; Leopardi, Panetti 1990; Baldissarra 2006). Una visione che, nei difficili anni della grande trasformazione italiana, ibridando il materialismo dialettico delle origini con il riformismo del "nuovo corso" e le alleanze allargate ad esso implicite ha prodotto una sorta di autoritarismo partecipato e cooptativo, irto di contraddizioni e sovente lacerato da conflitti interni, che tuttavia è stato capace di consorzare ed orientare la società. Se la letteratura al riguardo è piuttosto ricca, per la ricerca propriamente storica nondimeno risulta ancora difficile definire, non soltanto in termini idealtipici ma anche come caso storico, il modello emiliano. Marco Cammelli (1978, 744) lo ha identificato ad esempio con una concezione rasserenata di "popolazione" raccolta intorno alle rappresentanze locali dal comune bisogno di tutela degli "interessi generali" che, sebbene prodotta di una cultura "monistica" (quella del Pci), fu estremamente efficace; mentre gli studi interessati alla ricostruzione delle vicende economiche della regione hanno posto l'accento sulla coesistenza fra una sostenuta crescita economica, a traino del "miracolo" nazionale, e un'assenza sostanziale di fratture sociali (Zamagni 1997). Recentemente il modello emiliano è stato presentato come un'adeguata risposta alle mutate condizioni della competizione economica globale (Aronica 2005). Per Bellini (1989, 748), infine, si è trattato di un sistema di rappresentanza degli "interessi di regime" egemonizzato dal Pci – una chiave di lettura forse un poco rude nella sua formulazione, ma efficace secondo Balzani (1997, 641).

Dovendo stilare in modo estremamente sintetico una possibile cronistoria del modello emiliano potremmo stabilire come termine *a quo* il 1945 e l'immediato dopoguerra pur sottolineando che le riforme obbligate dalla contingenza della ricostruzione ricalcarono schemi che non si discostavano nei contenuti dalla vecchia tradizione riformista del municipalismo d'inizio secolo<sup>1</sup>; ciò fu vero tanto per la più famosa – e studiata – Bologna di Dozza, tanto per realtà come Modena e Reggio Emilia (Anderlini 1990; Baldissarra 1994 e 2004). Poi seguì il passaggio ad una fase caratterizzata dall'attenzione per l'espansione economico-produttiva e dalla formazione del nesso inscindibile fra progresso economico e sviluppo della democrazia (gli anni Sessanta). Fu allora che prese corpo il nucleo dell'industrializzazione della "terza Italia" fatto di sostegno alle piccole e medie imprese, di servizi e infrastrutture efficienti, di un sistema educativo potenziato e omogeneo. Allo stesso tempo, questo processo di sviluppo entrò però in contraddizione con il neomunicipalismo, quella decisiva esperienza istituzionale che aveva accompagnato, insieme ai partiti di massa, la politicizzazione dell'Emilia e che aveva creato un primo aggancio fra la modernizzazione delle città e lo sviluppo di un ceto medio orientato in senso democratico, lasciando il posto ad un'ipotesi di governo del territorio incentrata non più sulla cultura politica o sull'istituzionalizzazione di forme avanzate di mediazione del conflitto sociale ma sulla sfida industriale (Trigilia 1986).

Se accettiamo la ricostruzione qui abbozzata e, dunque, l'idea che l'Emilia sia un sistema locale-territoriale, cioè uno spazio fisico economico, culturale e politico il quale pur con tutte le sue contraddizioni è stato "con-diviso", in cui le volontà dei singoli attori sono andate muovendosi secondo una logica comune e che si è cristallizzato in un'auto-rappresentazione a forte riconoscibilità (Dematteis 2001; Bonora 2003), ebbene, in questa prospettiva la "riflessione" sul

---

<sup>1</sup> Per un'introduzione al socialismo municipale d'inizio secolo si rimanda alla voce relativa scritta da P. Dogliani per Agosti 2000.

territorio e la sua “gestione” socio-politica, ambientale e urbanistica sembrano essere una pista di ricerca dall’indubbio interesse storico.

Questa lunga premessa per precisare, da un punto di vista metodologico, che ambizione della ricerca che stiamo presentando non è quella di leggere l’opera di Osvaldo Piacentini – architetto e urbanista fondatore della Cooperativa architetti e ingegneri-Caire a Reggio Emilia ed estensore fra gli anni Cinquanta e Settanta dei principali piani regolatori delle città emiliane – attraverso i paradigmi della storia dell’architettura o dell’urbanistica *stricto sensu* ma, piuttosto, si vuole guardare alla vicenda di Piacentini come al percorso di un “intellettuale del territorio”. La storiografia, anche in questo caso lo stiamo dicendo in modo estremamente schematico, ha principalmente descritto l’intellettuale del secondo dopoguerra o come il letterato che, abbandonato la propria *turris eburnea*, ha assunto una funzione “organica” oppure, “chierico traditore”, come colui ch’è venuto meno alle proprie responsabilità etiche<sup>2</sup>. Al contrario la figura d’intellettuale che qui s’intende privilegiare, e alla quale si vuole accostare l’opera di Piacentini, è di altro “tipo”. Depositario di un sapere specialistico e di una “tecnica” che grazie alle nuove scienze sociali è andata via via sempre più raffinandosi, questi si è posto come interlocutore “alla pari” della classe politica. Proprio in virtù di tale atteggiamento egli contribuì in modo determinante alla costruzione di uno specifico *habitus* mentale e di un *modus operandi* che parteciparono alla riformulazione dello spazio pubblico e politico. Si è trattato, cioè, di un intellettuale che pur definendosi “terzo” non ha tuttavia indietreggiato di fronte al dibattito ideologico; più semplicemente egli si è avvalso di una “cassetta degli attrezzi” alternativa, composta principalmente di scienze sociali anglosassoni. In breve, un “tecnico” disposto a “sporcarsi le mani” nell’arena politica (Pasini, Rolando 1991; Covili 1998).

E nel caso specifico di Osvaldo Piacentini una “cassetta degli attrezzi” capace di ibridare le potenzialità analitiche delle nuove scienze sociali con l’agire urbanistico, in grado di declinare la riflessione su *planning* e pianificazione territoriale proveniente da esperienze inglesi e statunitensi alla realtà convulsa e accelerata della modernizzazione italiana del secondo dopoguerra. è appunto in questa prospettiva che l’urbanista Piacentini “è” un intellettuale; la programmazione urbanistica e la politica del territorio “sono” aspetti della questione “ideologica” della gestione della trasformazione e la riflessione urbanistica, la concettualizzazione e la pianificazione territoriale, innestate sulla sociologia e sulle nuove scienze sociali, “sono” un aspetto del dibattito sulla modernità che ha investito l’Italia nell’immediato dopoguerra, negli anni Cinquanta e Sessanta.

Sebbene ad una valutazione storiografica non possa certamente sfuggire che si tratti, ce ne rendiamo conto, di un approccio per vari aspetti non solo interdisciplinare ma piuttosto “sperimentale”, tuttavia, il dialogo da un lato fra la vicenda personale e professionale di un intellettuale, seppur atipico, e, dall’altro, la circostanza più generale dell’evolversi di un modello di sviluppo, ci pare, possa ricostruirne la genesi, astrarre i caratteri, restituire concretezza a quel dispositivo semiotico che ha dato corpo, per dirla con Sassoon (1997), a quella sorta di “patriottismo emiliano” alla base della struttura di legittimazione politica del sistema-Emilia.

Si è trattato di un disegno organico, per quanto influenzato dalla contingenza politica, depositario di una concettualizzazione di lungo periodo? Oppure, come sinora la letteratura ha preferito raccontare, di una pratica malleatrice costruita attraverso un “lavorio artigianale” quotidiano? Quanto e come hanno inciso i contesti ideologici nazionali di riferimento nella

---

<sup>2</sup> Si veda, fra i tanti, Walzer 2004. Per una ricostruzione storica del dibattito sull’intellettuale in Italia nel secondo dopoguerra si rimanda a Bongiovanni 1997. Per quanto riguarda la vicenda del Pci si vedano Ajello 1997a e 1997b; sul fronte laico e cattolico invece Moro 1979; Verucci 1990.

sedimentazione del cosiddetto modello emiliano? Viceversa, si è trattato di un'effettiva convivenza culturale e politica tanto che si può parlare a tutti gli effetti di una peculiarità regionale? Queste le domande a cui si spera di fornire una qualche chiave di risposta.

### La grammatica intellettuale di un “architetto del territorio”

Senza ripercorrere nello specifico le tappe della vicenda biografica di Osvaldo Piacentini, in questa sede basti ricordare che egli nasce e si forma negli anni del regime fascista in una terra profondamente segnata da un'ansia di rinnovamento e di cambiamento. Egli porta con sé, è stato scritto, i caratteri migliori della tensione politica che mise in fibrillazione la provincia di Reggio, e l'Emilia tutta, fra il 1922 e l'apice della guerra civile. Se dal padre abbia veramente ricevuto l'*imprinting* politico e dalla madre la fede e la disciplina (fondatore della locale sezione del partito repubblicano il primo e fervente credente la seconda), come a taluni è piaciuto ricordare (Dossetti 1989), non è possibile stabilirlo storicamente. Sarebbe forse più proficuo, invece, guardare alla sintesi tra queste due direttrici culturali coniugatesi – in questa sede ancora un'ipotesi – nel suo impegno urbanistico.

Sebbene Osvaldo Piacentini avesse respirato un clima familiare sostanzialmente ostile al fascismo (Valli 2001), la sua formazione spirituale avvenne interamente nell'ambiente cattolico reggiano dell'anteguerra, ambiente in cui si distinsero personalità come Giuseppe Dossetti, Valdo Magnani, in cui si esercitarono esperienze come quelle di don Dino Torreggiani, ambiente tuttavia nel quale i cattolici reggiani, come i cattolici italiani tutti, non furono di certo immuni dalla presa clericofascista (Pecorari 1979; Galavotti 2007). Se quello che affiora dagli scritti privati giovanili di Piacentini<sup>3</sup> è l'*iter* di un cattolico del Novecento italiano, “una vicenda più ordinaria che esemplare di lento e faticoso esodo distacco dagli stereotipi” (Melloni 2001, 504), un percorso di maturazione che vivrà nell'incontro con Giuseppe Dossetti il proprio momento di svolta, tuttavia il Piacentini “intellettuale del territorio” ci pare che a fatica possa essere considerato a tutti gli effetti un intellettuale cattolico – passateci la chiosa – “organico”. Sebbene Osvaldo Piacentini, all'indomani del 25 aprile, rappresentasse un tipico candidato alla militanza in quel partito, la Dc, che l'amico Dossetti stava teorizzando, e seppure lo slancio che si concretizzerà prima con un passaggio sui banchi del consiglio provinciale come consigliere democristiano e, episodio più rilevante, con la collaborazione alla campagna elettorale per le elezioni amministrative a Bologna nel 1956 – fra i “tecnici” voluti da Dossetti per la stesura del suo famoso *Libro Bianco* Piacentini si distinse per il tanto celebrato capitolo dedicato alla pianificazione territoriale e al decentramento amministrativo<sup>4</sup> – siano stati momenti fondanti della vicenda personale e politica dell'urbanista, inserirlo nel medesimo universo politico-intellettuale di Lazzati, La Pira o Dossetti stesso è dal nostro punto di vista “artificioso”. Non s'intende in questo passaggio minimizzare la portata delle linee guida del pensiero di Piacentini; nondimeno ad una prima analisi il “tecnico” sembra mosso in realtà da considerazione squisitamente “laiche”.

Nel percorso di Piacentini e degli altri e più importanti cattolici reggiani la scelta cristiana li aveva condotti a battersi da un lato contro il razzismo, la dittatura, la politica coloniale e, dall'altro,

---

<sup>3</sup> Gli scritti privati perlopiù incentrati su temi religiosi e di fede sono stati pubblicati (Piacentini 1999).

<sup>4</sup> Alcune parti del manifesto di Dossetti per le amministrative del 1956 sono state recentemente ripubblicate (Ardigò 2002). Per una ricostruzione della vicenda e un commento critico all'esperienza si vedano Tesini 1986; Ardigò 1978.

li aveva spinti a riflettere sullo stilema della privazione della libertà<sup>5</sup>. Fu tuttavia la consuetudine con gli scarcerati, gli zingari, in genere il sottoproletariato operaio che frequentava l'oratorio in San Rocco e Santa Teresa a gettare il ponte verso l'indiscutibile scelta per la democrazia, la repubblica e a spingerlo a partecipare alla lotta resistenziale<sup>6</sup>.

L'adesione al partito democristiano non fu però una scelta facile per Osvaldo Piacentini. È lo stesso architetto a dircelo: nel 1966 in risposta alla richiesta di compilazione di un questionario sull'appartenenza all'Azione cattolica e alla Fuci Piacentini afferma che se fosse stata "libera scelta, molti di noi forse sarebbero stati socialisti o laburisti"<sup>7</sup>. Del resto non lo fu neppure per altri: delineando la nascita della leadership politica dossettiana nella Resistenza reggiana Pombeni racconta di un colloquio avuto con Piacentini nel quale questi ricordava lo stupore provato quando seppe che il suo amico Giuseppe Dossetti si trovava a capo della Dc reggiana e quanto ciò andava in contraddizione con le posizioni sue e del gruppo dossettiano teorizzate prima dell'8 settembre che negavano legittimità ad un "partito cattolico" (Pombeni 1979).

L'incontro con Dossetti, molto probabilmente avvenuto fra il 1941 e il 1942 quando questi tenne a Reggio alcune conferenze nelle quali criticò il regime fascista, non v'è dubbio, fu fondamentale per la crescita spirituale e intellettuale di Piacentini<sup>8</sup>. Oltre agli innumerevoli atti di partecipata amicizia e devozione che legò i due amici per tutta la vita testimoniati dall'assiduo scambio di missive ora depositate presso l'Archivio Piacentini, ci piace nondimeno ricordare in questa sede la breve parabola della politica attiva che l'architetto ha sperimentato, la quale *de facto* ricalca, seppur *in loco*, la ben più famosa carriera di Dossetti: eletto deputato al Consiglio provinciale per la dc nel 1950 in sostituzione dell'ingegner Maraschini, riconfermato nel 1951, Piacentini rassegnò le dimissioni già nel 1952 dal Comitato direttivo della Dc (che saranno rifiutate), nel 1953 sarà eletto nella Giunta esecutiva dalla quale però ben presto si allontanerà per chiudere definitivamente la parentesi della politica attiva. Una crisi che maturò nello stesso arco di anni in cui Dossetti decise di sciogliere la propria corrente all'interno della Dc. La ricomparsa di questi a Bologna, poi, rivide anche la ricomparsa di Piacentini. Non è questa la sede in cui ripercorrere la vicenda politica di Dossetti, del gruppo di intellettuali riuniti attorno alla rivista

---

<sup>5</sup> La ricerca di una libertà "vera e non formale" che lo condusse alla scelta democratica e repubblicana è rivissuta dallo stesso Piacentini in una lettera a Sereno Folloni, datata 17 giugno 1981, nella quale l'architetto ricorda come "l'opporsi alla oppressione perpetrata dai fascisti in tutta Europa e le ragioni di giustificazione addotte rappresenta[ssero] una continua bestemmia nei riguardi del messaggio di pace e di amore del Signore". Cfr. Archivio Osvaldo Piacentini, 843 C 6.6, *incompleta*.

<sup>6</sup> A partire dal dicembre 1944 Osvaldo Piacentini passa con il nome di battaglia di Waldo nelle file partigiane della terza brigata Apuane per la quale ricopre la carica di vice-capo di Stato maggiore. Arrestato a Viano, sulla montagna reggiana, nel 1945 viene prima recluso ad Albinea e poi trasferito al carcere dei Servi di Reggio Emilia nel quale rimane sino alla Liberazione. Piacentini inoltrò domanda al comando regionale del nord Emilia di Parma per ottenere il riconoscimento della qualifica di "partigiano", ma a causa dei lunghi periodi trascorsi in infermeria e non potendo dimostrare di avere all'attivo 6 mesi continuativi di effettiva azione partigiana sulle montagne fu riconosciuto soltanto "patriota" e non "combattente". Cfr. Archivio Osvaldo Piacentini, 2087 F 2.5. Per una prima contestualizzazione circa l'esperienza pastorale di don Dino Torreggiani si rinvia a Grazioli 1982 e 1986.

<sup>7</sup> Archivio Osvaldo Piacentini, 2031 F 2.1.

<sup>8</sup> Mentre l'educazione alla vita di preghiera e di carità era molto praticata all'interno degli ambienti cattolici reggiani negli anni prebellici, la riflessione intellettuale e politica era sostanzialmente bloccata su posizioni attendiste. È lo stesso Piacentini a ricordare quanto fu fondamentale nei duri anni della guerra la scoperta di una riflessione alternativa grazie all'incontro con Dossetti: "Ricordo che i testi più usati furono quelli di Maritain (*Humanisme intégral*), di Huizinga (*La crisi della civiltà*), quelli di Jemolo (*Chiesa e stato negli ultimi 10 anni*), ma soprattutto un esame approfondito della Pastorale del Cardinale Suhard (*Progresso e declino della Chiesa*)". Cfr. Archivio Osvaldo Piacentini, 845 C 6.6.

“Cronache Sociali”, della corrente dossettiana all’interno della Dc di cui fece parte anche Oswaldo Piacentini. Se la più recente storiografia conferisce all’interpretazione da parte di Dossetti e dei suoi più fedeli della realtà del cattolicesimo italiano come un insormontabile ostacolo ad un’azione politica che fosse all’altezza del momento storico, mostrando come il sogno della ricostruzione della *res publica christiana* non avrebbe più potuto aver corso (Pombeni 2007), per Oswaldo Piacentini come per altri e per lo stesso Dossetti la decisione di non impegnarsi in prima persona nella politica attiva non fu e non deve essere spiegata tuttavia come una “fuga”: “Non abbandonammo la politica attiva – scrive nel 1981 Piacentini ricordando i motivi della propria scelta – se per politica intendiamo appunto l’operare nel proprio ambito per costruire esempi di pacifica convivenza tra diverse ideologie e culture”<sup>9</sup>.

### Politica con altri mezzi? La scoperta dell’urbanistica e la nascita della Caire

Oswaldo Piacentini si laurea in architettura al Politecnico di Milano nel 1949 con una tesi sulla ricostruzione del complesso ospedaliero milanese. Dopo aver conseguito il diploma presso l’Istituto tecnico per Geometri A. Secchi di Reggio Emilia e la maturità scientifica al Liceo G. Marconi di Parma, al Politecnico approda nel dopoguerra dopo aver frequentato il primo anno del corso di laurea in Matematica e Fisica a Parma e dal quale passa alla facoltà di Ingegneria dello stesso Politecnico. Un percorso di formazione disciplinare dunque un po’ accidentato che tuttavia non preclude né il formarsi di un solido gruppo di amici-colleghi, che andò a rinsaldare conoscenze strutturate durante gli anni della scuola<sup>10</sup>, né una proficua collaborazione con l’architetto Franco Albini<sup>11</sup>, nonché con l’architetto Franco Marescotti.<sup>12</sup>

---

<sup>9</sup> Lettera a Sereno Folloni, 17 giugno 1981, Archivio Oswaldo Piacentini, 843 C 6.6, *incompleta*.

<sup>10</sup> Dei futuri soci fondatori Franco Valli aveva frequentato il ginnasio con il fratello di Oswaldo Piacentini, Bruno; Eugenio Salvarani era compagno di classe del fratello di Valli, Romolo; Athos Porta era stato presentato ai fratelli Valli dalla loro insegnante elementare ed aveva conosciuto Oswaldo Piacentini, assieme ad Antonio Pastorini e Aldo Ligabue, durante gli anni universitari (Valli 2001).

<sup>11</sup> Architetto multidisciplinare Franco Albini si era laureato in architettura nel 1929 al Politecnico di Milano e nel 1931 aveva iniziato l’attività professionale con Giancarlo Palanti e Renato Camus. Entrato presto in contatto con l’ambiente di “Casabella” (nel 1932 l’incontro con Edoardo Persico), dopo alcuni incarichi di rilievo (1936 quartiere Fabio Filzi a Milano; alla fine degli anni Trenta prese parte ad alcuni importanti gruppi progettuali quali il piano urbanistico Milano-Verde), nel 1945 fu tra i fondatori di Movimento Studi Architettura. Negli anni della ricostruzione e del “miracolo economico” firmò il Piano Regolatore delle città di Milano e Reggio Emilia, oltre ad alcuni piani particolareggiati a Genova. Albini incarna l’ideale di un architetto completamente immerso nella contemporaneità ma allo stesso tempo non specializzato, capace di occuparsi di diverse scale di intervento. Durante una carriera durata quasi cinquant’anni le dimensioni del design, dell’architettura e dell’urbanistica in Albini si sono fuse assieme secondo un indirizzo umanistico che lo accomunò ai principali maestri del Movimento Moderno. Per un quadro introduttivo all’opera di Franco Albini si vedano Rossi Prodi 1996; Spinelli 2006.

<sup>12</sup> Franco Marescotti, di origini pesaresi, dopo il diploma all’Istituto agrario nel 1929 si trasferisce a Roma dove un suo disegno capitato casualmente nello studio di Armando Brasini gli procura un primo lavoro. È l’incontro con Irenio Diotallevi nel 1932, tuttavia, a rappresentare un *turning-point* e l’inizio di una collaborazione che durerà per vent’anni. Sono questi inoltre gli anni della collaborazione con Giuseppe Pagano, dell’ufficio tecnico della Triennale, della Redazione di “Casabella”: un periodo di studio ed impegno culturale molto intenso, in cui si delineano con chiarezza i temi originali della sua ricerca, primo fra tutti la “casa popolare”. Nel secondo dopoguerra Marescotti inizia un periodo di febbrile attività e propaganda politica: i temi centrali sono quelli della ricostruzione del paese, del diritto alla casa, dei nuovi modi di intervento; svolge conferenze, dibattiti, relazioni in molte città (fra cui anche Reggio Emilia) nelle Case della cultura e nelle Case del popolo. Irenio Diotallevi e Franco Marescotti, a partire dagli anni Quaranta con

Il 28 novembre 1947 – prima che Piacentini consegua la laurea in architettura, va notato – era nato a Reggio Emilia lo Studio di progettazione civile. I soci fondatori erano, oltre ad Osvaldo Piacentini, Silvano Gasparini, Aldo Ligabue, Antonio Pastorini, Pasquale Pattacini, Athos Porta, Eugenio Salvarani, Franco Valli. Lo studio assumerà la forma di Cooperativa il 4 gennaio 1952.

Secondo la ricostruzione di Franco Valli (2001), al di là delle vicende e dei rapporti amicali consolidatesi a Milano negli anni del dopoguerra, fu l'appassionata influenza dell'architetto Franco Marescotti, che assieme all'on. Ivano Curti di Reggio può considerarsi uno dei padri della Cooperativa architetti, a spingere l'impegno di alcuni studenti reggiani verso la questione delle abitazioni, prima, per approdare, poi, nello specifico caso di Piacentini, alla passione per l'urbanistica.

Sono infatti del periodo della formazione universitaria l'indagine preliminare al Prg di Reggio Emilia: uno studio sulle condizioni sociali della città di Reggio che fu presentato al convegno di Urbanistica della VIII Triennale<sup>13</sup>, nonché la collaborazione con Marescotti e Diotallevi per il capitolo dedicato al problema dell'abitazione a Milano pubblicato in *Il problema sociale, costruttivo ed economico dell'abitazione*<sup>14</sup>.

Se dunque gli anni milanesi e la formazione universitaria al Politecnico sono stati elementi indubbiamente formativi dal punto di vista disciplinare, nondimeno il bisogno di risposte concrete ai bisogni sociali non trovava nella dimensione astratta dell'accademia un terreno soddisfacente spingendo pertanto Piacentini verso una ricerca disciplinare ed intellettuale autonoma. Mentre nella facoltà milanese prevaleva uno sperimentare sterilmente polemico, auto-referenziale e puramente empirico, la convinzione che tutte le problematiche legate alla progettazione architettonica dovessero avere un significato etico, un obiettivo primariamente sociale, spinsero il giovane Osvaldo alla visione del problema architettonico come risultante della concezione dell'Uomo inserito nell'organizzazione comunitaria e collettiva. Questo gruppo di giovani professionisti vide nella formula cooperativa una forma di lavoro basata sul reciproco confronto e sulla solidarietà piuttosto che sugli esclusivi rapporti economici.

Scriveva Athos Porta agli inizi degli anni Cinquanta: “Nella facoltà milanese non era presente un indirizzo di pensiero e di stile spiccato, aperto e formativo. Diciamo pure che la produzione e la scoperta delle grandi scuole degli anni Trenta, soprattutto europee, non potevano essere assimilate e portate innanzi originalmente in un ambiente universitario permeato da una visione delle cose strettamente medio-borghese, privo di energia e audacia nel porsi e nell'affrontare i problemi nuovi più generali della società, come la struttura urbanistico-architettonica della ripresa edilizia” (Porta 1962).

L'obiettivo di Piacentini – e dei suoi soci – quindi era quello, in un certo qual modo, di passare dalla “grammatica” appresa negli istituti religiosi e pastorali, nelle sedi accademiche della disciplina architettonica, nei luoghi della dialettica politica (anche interni al partito cristiano) alla

---

*Ordine e destino della casa popolare*, si sono imposti nella riflessione architettonica italiana come punta avanzata della ricerca e della divulgazione in materia di edilizia economica. L'architettura della loro proposta inquadra i temi del fabbisogno generale, pregresso e futuro, definendo una struttura organizzativa entro cui vengono chiamati direttamente in causa lo Stato, per l'impegno finanziario, la Regione, come specifico organo direttivo, e l'Ente locale come proprietario ed esecutore dei lavori: organismi che per la loro natura ed importanza, si possono considerare come i più atti ad impossessarsi del problema ed a risolverlo (Diotallevi, Marescotti 1941). Per un quadro introduttivo alla riflessione di Marescotti circa la questione della casa si vedano Ciucci, Casciato 1980; Marzot 2002. Per quanto riguarda la questione della casa in Italia nel secondo dopoguerra si veda Di Biagi 2001.

<sup>13</sup> Archivio Osvaldo Piacentini, F 2, b. *Primo studio urbanistico*.

<sup>14</sup> Cap. 2, tav. 1-4; cap. 3, tav. 1-4, 5-12 (Diotallevi, Marescotti 1948).

pratica del “fare urbanistica”. Che cosa significasse “fare urbanistica”, quali fossero le funzioni sociali di una pianificazione territoriale è lo stesso Piacentini a dircelo nella relazione scritta per la presentazione nel 1947 all’VIII Triennale di Milano:

Quando abbiamo cominciato il nostro studio il problema urbanistico-edilizio era per noi una questione esclusivamente tecnica. In seguito, con l’approfondirsi delle indagini, abbiamo constatato che l’urbanistica non è un problema a sé, ma uno dei tanti aspetti dell’unico vero problema che è la vita dell’uomo. Da allora ci siamo convinti che non è possibile affrontare frammentariamente la soluzione di un problema particolare, se simultaneamente non si cerca anche la soluzione di tutti gli altri. Non pretendiamo di aver detto cose nuove, ma per noi giovani hanno avuto il valore di una scoperta e, indubbiamente, costituiscono l’essenza delle cose che vi esporremo<sup>15</sup>.

Furono dunque da un lato le occasioni che fecero maturare in Piacentini e negli altri soci fondatori, architetti ed ingegneri con orientamenti politici e culturali diversi, la consapevolezza delle maggiori potenzialità che un lavoro comune poteva offrire; dall’altro lato fu inoltre la pulsione intellettuale di poter concretizzare, mentre nella Scuola dominava “la follia cartacea delle prove estemporanee”, il proposito di “superare il formalismo e con esso la concezione stessa dell’architetto come figura astratta che impone dal di fuori i prodotti gratuiti della sua fantasia”<sup>16</sup> a creare quella strana alchimia disciplinare e culturale che ha reso possibile l’esperimento interprofessionale della Caire.

Se era dunque affiorata vivacissima negli anni della crisi e disgregazione del regime fascista nell’universo privato intellettuale cattolico di Piacentini la necessità di un approfondimento del concetto di libertà dell’uomo, per l’urbanista Piacentini tale “ideologia” non avrebbe potuto essere disgiunta dalla riflessione circa le relative comunità territoriali e di lavoro e, in misura maggiore, non poteva andare slegata dal concetto di famiglia e di lavoro in comunanza d’intenti. Non v’è dubbio che fu sicuramente questa la radice di alcune delle intuizioni più innovative e più feconde di Piacentini: l’importanza conferita al territorio ed alle comunità insediate su di esso, la diffidenza verso le aggregazioni e i movimenti verticali. Declinando, poi, questi aspetti dentro le specificità dell’universo “tecnico” ci pare che la simbiosi abbia portato ad una prevalenza degli spazi “visibili” e concreti rispetto all’utopia delle grandi aree astratte.

Alla scelta cooperativa va pertanto dato un valore paradigmatico. Nella formula cooperativa Osvaldo Piacentini non vedeva soltanto una forma di lavoro nuova, basata sul reciproco confronto e sulla solidarietà, ma diventava oltremodo radicale il rifiuto della concezione dell’architetto tradizionale che si era andata formando dal rinascimento in poi e che lo intendeva come creatore individuale ed isolato.

La cooperazione è un fenomeno complesso che si muove su ambiti differenti, con una molteplice sovrapposizione di piani. Dalla copiosa produzione storiografica incentrata sulla ricostruzione di singole aziende o di contributi a forte connotazione localistica, su base comunale o al più provinciale, in questa sede intendiamo avvalerci soltanto dell’aspetto di straordinario radicamento nel territorio e d’identificazione che essi hanno più volte sottolineato (Degl’Innocenti, Varni, Zangheri, Ciuffoletti, Silei, Bianciardi 2003; Zamagni, Battilani, Casali 2004; Meriggi 2005). In secondo luogo, sebbene la storiografia non abbia, se non in casi recenti (Menzani 2007), delineato una relazione fra la sedimentazione del cosiddetto “modello emiliano” e la presenza di un forte tessuto connettivo cooperativo c’è da chiedersi, secondo il nostro punto di vista, se la

<sup>15</sup> Archivio Osvaldo Piacentini, F 2, b. *Primo studio urbanistico*.

<sup>16</sup> Archivio Osvaldo Piacentini, F 2, b. *Primo studio urbanistico*.

compresenza e la contiguità fra i due fenomeni storici non debba essere tenuta in debita considerazione. La cooperazione è stata studiata o come una tipologia imprenditoriale o come una declinazione “pratica” del movimento operaio (Degl’Innocenti 1988; Ridolfi 2000); essa nondimeno ha storicamente anche avuto un ruolo di aggregazione politica autonoma e articolata? Ha ricoperto inoltre una funzione “morale” negli anni della ricostruzione affiancandosi in modo sinergico ad altre forze, ma rispondendo alle istanze di rinnovamento e di giustizia sociale che la lotta di liberazione aveva fatto esplodere e che trovavano terreno fertile anche in professioni tradizionalmente considerate ad essa ostili?

Tornando alle domande iniziali, cioè se si è trattato di un processo spontaneo oppure se il modello socio-economico, politico-ideologico emiliano sia invece il risultato di una riflessione lenta e partecipata a più livelli, seppur non razionalizzata, intendiamo concludere non fornendo una risposta esaustiva ma piuttosto lasciando aperta la “sfida” storiografica; e citando il protagonista di questa ricerca, Osvaldo Piacentini:

L’analisi che abbiamo fatto a Reggio sul problema edilizio – l’indagine preliminare al Prg – ci ha convinti che non è possibile affrontare frammentariamente un singolo problema, ma che bisogna studiare tutta una nuova vita della società dove ogni manifestazione si inserisca in un addentellato organico di funzioni [...] Può darsi che qualcuno pensi che noi siamo degli utopisti poiché queste cose oggi non sono realizzabili e lo saranno molto gradatamente. Noi rispondiamo che prima di mettersi per una strada bisogna sapere dove si vuole arrivare. Questa è la pianificazione [...] noi vorremmo che tutti gli urbanisti italiani si facessero promotori e animatori della pianificazione nazionale [...] Solo allora l’urbanistica potrà essere effettivamente l’arte di far vivere gli uomini<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> Archivio Osvaldo Piacentini, F 2, b. *Primo studio urbanistico*.

## Bibliografia

- Agosti A. (dir.)  
2000 *Enciclopedia della sinistra europea nel XX secolo*, Roma, Editori Riuniti.
- Ajello N.  
1997a *Intellettuali e pci (1944-1958)*, Bari-Roma, Laterza.  
1997b *Il lungo addio. Intellettuali e Pci dal 1958 al 1991*, Bari-Roma, Laterza.
- Anderlini F.  
1990 *Terra rossa. Comunismo ideale e socialdemocrazia reale. Il Pci in Emilia-Romagna*, Bologna, Istituto Gramsci.
- Ardigò A.  
1978 *Decentramento e partecipazione civica. Atti del convegno Dc Regione Emilia-Romagna, Bologna 17-18 dicembre 1976*, Roma, Cinque Lune.  
2002 *Giuseppe Dossetti e il Libro bianco su Bologna*, Bologna, Edb.
- Aronica A. (cur.)  
2005 *Emilia Romagna. Come cambia un modello*, Roma, Donzelli.
- Baldissarra L.  
1994 *Per una città più bella e più grande. Il governo municipale di Bologna negli anni della ricostruzione (1946-1956)*, Bologna, Il Mulino.  
2004 *I comunisti bolognesi e il "buongoverno" municipale: programmi, propaganda e rappresentazioni nella costruzione di un "modello"*, in De Bernardi, Preti, Tarozzi.  
2006 *Democrazia e conflitto. Il sindacato e il consolidamento della democrazia negli anni Cinquanta (Italia, Emilia-Romagna)*, Milano, FrancoAngeli.
- Balzani R.  
1997 *Le tradizioni amministrative locali*, in Finzi.
- Bellini N.  
1989 *Il socialismo in una regione sola. Il Pci e il governo dell'industria in Emilia Romagna*, in "Il Mulino", 325.
- Bongiovanni B.  
1997 *Gli intellettuali, la cultura e i miti del dopoguerra*, in Sabbatucci, Vidotto.
- Bonora P.  
2001 (cur.) *SLoT Quaderno 1. Appunti, discussioni, bibliografie*, Bologna, Baskerville.  
2003 *Dopo l'Emilia rossa e la rinuncia al progetto*, in Bonora, Giardini.
- Bonora P., Giardini A. (cur.)

- 2003 *SLoT Quaderno 4. Orfana e claudicante. L'Emilia "post-comunista" e l'eclissi del modello territoriale*, Bologna, Barskerville.
- Brusco S.  
1982 *The Emilian model: productive decentralization and social integration*, in "Cambridge Journal of Economics", VI.
- Cammelli M.  
1978 *Politica istituzionale e modello emiliano: ipotesi per una ricerca*, in "Il Mulino", 259.
- Ciucci G., Casciato M.  
1980 *Franco Marescotti e la casa civile 1934-1956*, Roma, Officina.
- Covili B.  
1998 *Tra impegno culturale e ripensamento della politica: i giovani post-universitari bolognesi de "Il Mulino", 1951-1955*, in "Rassegna di Storia Contemporanea", numero monografico *Un'Emilia di carta*, 1.
- De Bernardi A., Preti A., Tarozzi F. (cur.)  
2004 *Il Pci in Emilia-Romagna*, Bologna, Clueb.
- Degl'Innocenti M., Varni A., Zangheri R., Ciuffoletti Z., Silei G., Bianciardi S.  
2003 *Solidarietà e mercato nella cooperazione Italiana tra Otto e Novecento*, Manduria-Roma-Bari, Lacaia.
- Degl'Innocenti M.  
1988 *Il movimento cooperativo nella storia d'Europa*, Milano, FrancoAngeli.
- Dematteis G.  
2001 *Per una geografia della territorialità attiva e dei valori territoriali*, in Bonora.
- Di Biagi P. (cur.)  
2001 *La grande ricostruzione. Il Piano Ina-Casa e l'Italia degli anni '50*, Roma, Donzelli.
- Diotallevi I., Marescotti F.  
1941 *Ordine e destino della casa popolare: risultati e anticipi*, Milano, Editoriale Domus.
- Diotallevi I., Marescotti F. (cur.)  
1948 *Il problema sociale, costruttivo ed economico dell'abitazione*, Milano, Poligono.
- Dossetti G.  
1989 *Il profilo morale e civile*, in Lupatelli, Sacchetti.
- Finzi R. (cur.)  
1997 *L'Emilia-Romagna*, in *Storia d'Italia: Le regioni dall'unità a oggi*, Torino, Einaudi.

- Galavotti E.  
2007-05-18 *Il giovane Dossetti. Gli anni della formazione 1913-1939*, Bologna, il Mulino.
- Grazioli C.  
1982 *Il movimento cattolico reggiano dal primo dopoguerra al regime fascista*, in "Ricerche Storiche", n. 46.  
1986 *Taylorismo in canonica. Gli anni Trenta in parrocchia nel territorio di Reggio Emilia*, in *Regime e società civile a Reggio Emilia*, vol. II, Modena, Mucchi.
- Leopardi R., Panetti R. (cur.)  
1990 *The Regions and European Integration. The Case of Emilia-Romagna*, London, Pinter.
- Lupatelli G., Sacchetti F. (cur.)  
1989 *Oswaldo Piacentini. Un architetto del territorio*, in "Quaderni di Urbanistica", n. 6, supplemento a "Urbanistica Informazioni", n. 107 (settembre-ottobre).
- Marzot N.  
2002 *The study of urban form in Italy*, in "Urban Morphology", n. 2.
- Melloni A.  
2001 *Storia locale e postconcilio italiano, note a margine agli scritti di Oswaldo Piacentini (1922-1985)*, in "Rivista di Storia della Chiesa in Italia", n. 2.
- Menzani T.  
2007-05-18 *La cooperazione in Emilia-Romagna. Dalla Resistenza alla svolta degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino.
- Meriggi M.G.  
2005 *Cooperazione e mutualismo. Esperienza di integrazione e conflitto sociale in Europa fra Ottocento e Novecento*, Milano, FrancoAngeli.
- Moro R.  
1979 *I "movimenti intellettuali cattolici"*, in Ruffilli.
- Pasini M., Rolando D.  
1991 *Introduzione a Pasini, Rolando*.
- Pasini M., Rolando D. (cur.)  
1991 *Il neoilluminismo italiano. Cronache di filosofia (1953-1962)*, Milano, Il Saggiatore.
- Pecorari P. (cur.)  
1979 *Chiesa, Azione cattolica e fascismo nell'Italia settentrionale durante il pontificato di Pio XI*, Milano, Vita e Pensiero.

- Piacentini O.  
1999 *Senza stancarsi mai. Scritti di un cittadino diacono*, a cura di S. La Ferrara, Reggio Emilia, Diabasis.
- Pombeni P.  
1979 *Il gruppo dossettiano e la fondazione della "Democrazia cristiana" (1938-1948)*, Bologna, Il Mulino.  
2007 *La fine del dossettismo politico*, in fase di pubblicazione.
- Porta A.  
1962 *Premio Provincia di Reggio Emilia, medaglia d'oro per l'architettura*, in *La Cooperativa Architetti e Ingegneri di Reggio Emilia: quindici anni di attività, 1947-1962*, Reggio Emilia.
- Putmann R.D.  
1993 *La tradizione civica nelle regioni italiane*, Milano, A. Mondadori.
- Ridolfi M.  
2000 *Movimento cooperativo*, in Agosti.
- Rossi Prodi F.  
2006 *Franco Albini*, Roma, Officina, 1996.
- Ruffilli R. (cur.)  
1979 *Cultura e politica nell'età della Costituente. I. L'area liberal-democratica, il mondo cattolico e la Democrazia cristiana*, Bologna, Il Mulino.
- Sabbatucci G., Vidotto V. (cur.)  
1997 *Storia d'Italia. 5. La Repubblica*, Bari-Roma, Laterza.
- Sassoon D.  
1997 *La regione, le città, i cittadini: immagini anglosassoni*, in Finzi.
- Spinelli L.  
2006 *I luoghi di Franco Albini. Itinerari di architettura*, Milano, Electa.
- Tesini M.  
1986 *Oltre la città rossa. L'alternativa mancata di Dossetti a Bologna (1956-1958)*, Bologna, Il Mulino.
- Trigilia C.  
1986 *Grandi partiti e piccole imprese. Comunisti e democristiani nelle regioni a economia diffusa*, Bologna, Il Mulino.
- Valli F.  
2001 *La Cooperativa e la città*, in "Ricerche Storiche", n. 90

<http://www.istoreco-re.it/isto/default.asp?dove=memorie&lang=ITA>.

Verucci G.

1990

*Il contributo culturale e politico delle riviste e degli intellettuali laici nell'Italia del secondo dopoguerra (1945-1963)*, in "Studi Storici", n. 4.

Walzer M.

2004 (2<sup>a</sup> ed)

*L'intellettuale militante. Critica sociale e impegno politico nel Novecento*, Bologna, Il Mulino.

Zamagni V., Battilani P., Casali A.

2004

*La cooperazione di consumo in Italia. Centocinquanta anni della Coop consumatori: dal primo spaccio a leader della moderna distribuzione*, Bologna, Il Mulino.

Zamagni V.

1997

*Una vocazione industriale diffusa*, Finzi.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Un convegno e una nuova stagione di studi su  
Camillo Berneri

Carlo De Maria

Negli ultimi due decenni la storiografia italiana sull'età contemporanea si è affrancata dall'interesse prevalente per l'analisi della dimensione partitica. Assistiamo, così, alla valorizzazione dei percorsi biografici di quei protagonisti che si tennero ai margini delle organizzazioni politiche o, comunque, della battaglia strettamente di partito, sia che fossero intellettuali libertari, refrattari all'inquadramento e alla disciplina (si pensi al rinnovato interesse per critici della società come Andrea Caffi, Nicola Chiaromonte e Camillo Berneri), sia che fossero scienziati sociali o qualificati tecnici delle amministrazioni pubbliche, più interessati ai problemi concreti della loro comunità e all'attuazione delle necessarie riforme che allo scontro ideologico (tra questi, ad esempio, Alessandro Schiavi, Giovanni Montemartini e Meuccio Ruini).

Fonte privilegiata per il "recupero" di questi destini individuali sono gli archivi personali, e prima di tutto i carteggi, che consentono di ricostruire meglio di qualunque altro documento i *networks* intellettuali e politici del '900, gli scambi di informazioni e progetti, i legami di solidarietà e resistenza, le influenze reciproche e i dissensi (De Maria 2005a; Casalena 2006). Significativamente, una nuova stagione di studi su Camillo Berneri è cominciata, intorno alla fine degli anni '90, grazie alla completa apertura agli studiosi e al continuo incremento documentario dell'Archivio famiglia Berneri-Aurelio Chessa (Berneri 2001<sup>1</sup>; De Maria 2004 e 2005b; Granchi 2005 e 2006), acquisito dalla biblioteca Panizzi di Reggio Emilia e affidato alla cura di Fiamma Chessa, che continua la preziosa opera di raccolta e conservazione avviata privatamente dal padre fin dagli anni '60 e '70.

La vicenda umana e politica di Camillo Berneri (1897-1937), consumatasi negli anni tra le due guerre mondiali, delinea una figura singolare di pensatore anarchico e di militante antifascista. Formatosi nei primi anni '20 all'università di Firenze con un maestro come Gaetano Salvemini e con amici quali Carlo e Nello Rosselli ed Ernesto Rossi, fu quasi naturale per Berneri dialogare tutta la vita con gli ambienti liberalsocialisti e repubblicani. Espatriato nel 1926, quando in Italia vennero meno gli ultimi residui di libertà di opposizione, Berneri si stabilì a Parigi, dove fu presto raggiunto dalla moglie Giovanna Caleffi, dalle due piccole figlie, Maria Luisa e Giliana, e dall'anziana madre, Adalgisa Fochi. Si ricomponne così quella dimensione familiare a cui era legatissimo (De Maria 2005c). Berneri non aveva alle spalle un partito organizzato e, negli anni spesso drammatici dell'esilio, la rete di sostegno formata dagli affetti familiari e dalla solidarietà amicale (Carlo Rosselli, Salvemini, Fernando Schiavetti, alcuni compagni anarchici) risultò fondamentale per rendere possibile la sua stessa attività politica.

Passarono dieci anni di esilio, fatti di generosa militanza, "facchinaggio" giornalistico e incontri affascinanti, ma anche di nostalgia verso la propria terra, di lavori umili e malpagati, di decreti di espulsione e brevi permessi di soggiorno, di carcere e indigenza, mentre il regime di Mussolini si consolidava fino alle conquiste coloniali, vanificando l'opposizione degli esuli. All'inizio del '36, Berneri era ormai oppresso dalla propria impotenza e parlava apertamente di sconfitta dell'antifascismo, quando improvvisa in estate si accendeva la speranza rappresentata dalla guerra civile spagnola e da una possibile rivoluzione libertaria in quel paese. Berneri partì immediatamente per Barcellona, dove fondò insieme a Carlo Rosselli e al repubblicano Mario Angeloni una colonna mista italiana, che si pose al fianco della Cnt-Fai. Sulle pagine di "Guerra di classe", il giornale che dirigeva a Barcellona, Berneri attaccava con lo stesso rigore i regimi totalitari di Roma, Berlino e Mosca, insieme ai loro rispettivi alleati in Spagna. La sua era una voce sgradita e pericolosa. Alla prima occasione, nel maggio '37, venne assassinato da sicari comunisti.

Il convegno svoltosi ad Arezzo, presso il palazzo della provincia, il 5 maggio 2007, a 70 anni esatti dalla morte (*Camillo Berneri. Un libertario in Europa fra totalitarismi e democrazia. 5 maggio 1937/2007*), ha fatto seguito a distanza di due anni alla giornata di studi organizzata il 28 maggio 2005 a Reggio Emilia (*Camillo Berneri, singolare plurale*), che si tenne nella cornice

---

<sup>1</sup> Alcune anticipazioni Adamo, che ha curato questa raccolta di scritti di Berneri, le aveva fornite in "MicroMega", 2001, n. 1.

altrettanto suggestiva del palazzo del Capitano del popolo<sup>2</sup>. In quell'occasione partner organizzativo dell'Archivio famiglia Berneri era stato il comune di Reggio Emilia, mentre nel recente convegno toscano un importante contributo è venuto dalla provincia di Arezzo. Reggio Emilia ed Arezzo sono le città della prima formazione politica e culturale del giovanissimo Berneri, che tra Emilia e Toscana completò gli studi liceali (1912-17) e si avvicinò all'impegno politico, prima nell'ambito del socialismo prampoliniano poi dell'anarchismo.

I lavori del 5 maggio 2007 sono stati aperti da un'ampia e profonda introduzione di Giampietro Berti dell'Università di Padova, il principale studioso italiano della storia dell'anarchismo<sup>3</sup>. Nel quadro tracciato da Berti, ritroviamo Berneri come protagonista di una stagione drammatica del movimento anarchico italiano e internazionale, che tra le due guerre vide ridursi drasticamente il suo spazio d'azione. L'anarchismo, infatti, si vide costretto a fronteggiare, da una parte, “gli effetti dirompenti della rivoluzione d'ottobre, il cui mito condizionava tutta la sinistra mondiale, scompaginandone le fila”, dall'altra l'affermarsi dei fascismi, che sottoposero gli anarchici europei, specialmente gli italiani e i tedeschi, “a un'ulteriore pressione politica e sociale, che si risolse nella sistematica persecuzione del carcere e nella diaspora drammatica dell'esilio”. La cesura fatale per il destino del movimento anarchico è individuata da Berti nella prima guerra mondiale, dalla quale scaturisce il fenomeno totalitario.

Giorgio Sacchetti ha aperto la serie di interventi dedicati, propriamente, alla figura di Camillo Berneri. Sacchetti, studioso aretino, ora impegnato all'Università di Trieste, è stato il promotore e l'attento organizzatore dell'intero convegno. Nel suo intervento ha ripreso, approfondendoli ulteriormente, temi che gli sono cari da tempo: la formazione politica e culturale di Berneri, con particolare riferimento alla tradizione risorgimentale del ramo materno della sua famiglia, e l'attività del giovane anarchico negli anni vissuti in Toscana (Sacchetti 1983 e 1988). Nell'esposizione di Sacchetti ha assunto il giusto rilievo il periodo degli studi universitari, trascorso da Berneri a stretto contatto con l'ambiente del Circolo di cultura, nato a Firenze nel 1920 intorno a Gaetano Salvemini e animato dai fratelli Rosselli, Piero Calamandrei, Ernesto Rossi, Piero Jahier. Nel 1925 Berneri partecipò all'esperienza del foglio clandestino “Non Mollare”, nato in casa Rosselli. È di quegli anni (1923-25) anche la sua collaborazione alla “Rivoluzione Liberale” di Piero Gobetti, insieme ad altri amici conosciuti a Firenze, Pietro Pancrazi e Umberto Morra. Come è emerso con chiarezza dalle parole di Sacchetti, oltre alla militanza nell'Unione anarchica italiana, va considerata con attenzione la vasta attività politica e culturale che Berneri svolse al di fuori del campo anarchico. Sacchetti ha parlato giustamente di una “rete estesissima” di relazioni interpersonali, nella quale si può individuare “la base della formazione del nucleo complesso ed eclettico del suo pensiero, della sua riflessione teorica”.

Il percorso libertario “sui generis” di Camillo Berneri è stato esaltato dalla vivace e stimolante relazione di Pietro Adamo dell'Università di Torino. Autore della più recente e completa antologia dedicata a Berneri (2001<sup>4</sup>), Adamo ha affrontato – soprattutto sotto la scorta dei carteggi – il delicato rapporto “tra ricerca intellettuale e impegno militante”, tra la volontà di un radicale rinnovamento della tradizione anarchica, più volte espressa da Berneri ai suoi interlocutori, e i rischi concreti dell'isolamento politico e, dunque, dell'inazione. È forse nell'intervento di Adamo che il pensiero politico di Berneri è stato analizzato, con maggiore convinzione, alla luce dei problemi quotidiani della militanza e dei necessari riferimenti biografici. Lo studioso ha ricostruito la riflessione di Berneri e i suoi generosi tentativi di rielaborazione concettuale attraverso “i momenti di grande speranza e gli attimi di disperazione quasi assoluta”. Quello che appare certo è che il gusto per la sperimentazione e per la ricerca intellettuale, comunque sempre accompagnati da un

---

<sup>2</sup> Gli atti del convegno di Reggio Emilia sono attualmente in corso di stampa a cura della biblioteca Panizzi.

<sup>3</sup> Berti a Berneri ha dedicato il capitolo XXI, *Il problema del revisionismo: Camillo Berneri* del suo imponente volume (1998).

<sup>4</sup> L'antologia è introdotta da un ampio saggio dello stesso Adamo: *Tra epistemologia e politica. La “crisi” dell'anarchismo nella riflessione di Camillo Berneri*.

forte senso del limite e della complessità del reale, resero spesso il pensiero di Berneri difficilmente assimilabile alla tradizione anarchica ottocentesca.

Uno sguardo apertamente militante, senza dubbio appassionato e coinvolgente, su Camillo Berneri hanno portato sia Stefano d'Errico, impegnato da anni nell'Unicobas Scuola, che Francisco Madrid Santos dell'Ateneo Libertario Al Margen di Valencia. D'Errico è autore di uno studio informato e corposo sul pensiero politico di Berneri, in corso di pubblicazione per le Edizioni Mimesis di Milano, mentre Madrid Santos (1985) pubblicò negli anni '80 la prima biografia di Camillo Berneri, compiendo un lavoro enorme di spoglio dei periodici e di ricerca bibliografica. Entrambe le loro relazioni si sono fissate esclusivamente sul pensiero politico di Berneri, dibattendo sul quale si è chiusa la sessione mattutina.

Rispettando grosso modo un criterio cronologico, il pomeriggio si è aperto con le relazioni di Enrico Acciai, dottorando all'Università della Tuscia, e di Claudio Venza, affermato ispanista dell'Università di Trieste, che hanno focalizzato la loro attenzione sugli ultimi dieci mesi della vita di Berneri, trascorsi per lo più a Barcellona, durante la guerra civile. Acciai sta compiendo una promettente ricerca sull'esperienza della Sezione italiana della colonna Ascaso, la colonna mista fondata nell'estate '36 in Catalogna da Berneri, Rosselli e Angeloni. Si tratta di una vicenda ancora da indagare nei particolari e nei suoi rapidi sviluppi: ecco perché la strada intrapresa da Acciai (che ha mostrato un approccio pienamente "laico" a quegli avvenimenti) si preannuncia assai interessante. Da parte sua, Venza si è mosso con dimestichezza nell'affrontare il "nodo storico e politico" del maggio barcellonese.

La relazione di Carlo De Maria, ricercatore con assegno presso la sede di Forlì dell'Università di Bologna, ha spostato l'obiettivo dalla figura di Camillo Berneri ai componenti della sua famiglia, dalla vita e dall'attività militante di Berneri al lutto e alla memoria lasciati dal suo assassinio. De Maria si è concentrato, in particolare, sulla moglie di Berneri, Giovanna Caleffi (1897-1962), che a partire dal maggio-giugno 1937 cercò di raccogliere il testimone dell'impegno politico lasciato dal marito. Caleffi si impegnò a tenerne viva e a difenderne la memoria, promuovendo subito a Parigi il comitato Camillo Berneri e partecipando, per la prima volta, alle riunioni degli anarchici italiani. Con riferimento agli studi di Patrizia Gabrielli, De Maria ha rilevato come la via alla politica di Giovanna Caleffi fu simile a quella percorsa da molte donne vicine agli ambienti antifascisti. Motivarono la scelta militante il senso del dovere verso la famiglia e il desiderio di garantirne l'integrità e la continuità morale e intellettuale. In seguito all'occupazione della Francia da parte dell'esercito tedesco, Caleffi venne arrestata a Parigi nell'ottobre 1940. Deportata in Germania (febbraio 1941), fu infine consegnata alle autorità italiane e condotta al carcere di Reggio Emilia (luglio 1941). La detenzione si tramutò in un anno di confino, da scontare a Lacedonia in Irpinia. A partire dal dopoguerra, e precisamente negli anni 1946-62, Caleffi fu la principale animatrice di "Volontà", rivista mensile del movimento anarchico italiano, edita prima a Napoli poi a Genova. "Volontà" riuscì a farsi apprezzare anche presso le redazioni del "Mondo" di Mario Pannunzio e di "Tempo presente" di Nicola Chiaromonte e Ignazio Silone, riviste alle quali Caleffi collaborò. Seguendo il suo percorso politico e umano è così possibile allargare lo sguardo a tutta una galassia di piccoli gruppi "eretici" (anarchici, liberalsocialisti, liberali radicali) che esistevano in Italia negli anni '50 e che si conoscevano, avevano contatti tra di loro, operavano in alcune situazioni congiuntamente. Una rete culturale e politica che, come notò alcuni anni fa Goffredo Fofi (1996), è ancora per molti versi da ricostruire. Con il sostegno dell'Archivio famiglia Berneri e della biblioteca Panizzi, De Maria sta curando un'antologia degli articoli e dei carteggi di Giovanna Caleffi. Questo contributo al convegno è stata l'occasione per una prima riflessione sui risultati del lavoro svolto.

Hanno chiuso il convegno le relazioni di Gianni Carrozza, bibliotecario alla Bdc di Nanterre, e Fiamma Chessa, curatrice dell'Archivio famiglia Berneri. Mentre Carrozza, che ha realizzato nel

corso degli anni alcuni importanti lavori bio-bibliografici su Camillo Berneri<sup>5</sup>, ha esposto esaurientemente la riflessione dell'anarchico italiano sull'evoluzione del bolscevismo in Russia, a partire dai primi articoli pubblicati nell'immediato post-17 fino agli ultimi scritti dell'esilio, Fiamma Chessa ha dato conto in modo analitico delle nuove acquisizioni dell'Archivio Berneri. Si tratta, in particolare, dei fondi "Vernon Richards", "Serge Senninger", "Leda Rafanelli-Monanni" e "Leda Rafanelli-Marina Monanni-Maria Laura Filardi". Le prime due raccolte sono andate a integrare i fondi "Camillo Berneri" e "Giovanna Caleffi Berneri", rendendo possibile un ulteriore arricchimento dei carteggi e del materiale fotografico già esistente<sup>6</sup>. Mentre le carte su Leda Rafanelli hanno stimolato di recente diverse ricerche su questa eclettica figura di scrittrice e militante anarchica attiva tra '800 e '900, alla quale è stato dedicato nel gennaio 2007 un convegno di studi a Reggio Emilia, organizzato dall'Archivio famiglia Berneri e dalla biblioteca Panizzi.

A conclusione di questo resoconto si può dire che il convegno di Arezzo e, nel complesso, la nuova stagione di studi che ha interessato la figura di Berneri negli ultimi anni mettono in rilievo un destino individuale sempre aperto, problematico e immerso nella vita, ma capace nei momenti culminanti di mostrare tutta la propria coerenza. Una coerenza che Berneri costruì, con coraggio e senso critico, non intorno al monolitismo ideologico ma passando attraverso dubbi e interrogativi indagati con impegno militante e curiosità umana. Camillo Berneri, come Andrea Caffi e come Nicola Chiaromonte (Bianco 1999 e 2006), è stato in un certo senso testimone dell'impossibilità, per l'uomo del nostro tempo, di formulare un pensiero sistematico. Del resto, la complessità del reale ha la meglio su ogni facile astrazione o ideologia, a meno che non si cada in quella condizione che Chiaromonte, negli anni '50, definiva "malafede", cioè di credenze – non genuine – mantenute a forza.

---

<sup>5</sup> A partire dalla bibliografia di e su Berneri compilata insieme a F. Madrid Santos e pubblicata in appendice a Madrid Santos 1985, fino ad arrivare alla voce "Berneri, Camillo Luigi", in Antonioli 2003. Sempre di Carozza si veda l'ampia bibliografia di scritti di Camillo Berneri sul fascismo e il nazismo in Corazza 2001.

<sup>6</sup> Richards sposò a Londra Maria Luisa Berneri, mentre Senninger si unì a Parigi all'altra figlia di Camillo, Giliana Berneri.

## Bibliografia

Antonioli M. (dir.)

2003 *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, vol. I, Pisa, BFS.

Berneri C.

1996 *Umanesimo e anarchismo*, a cura di G. Fofi, Roma, E/O.

2001 *Anarchia e società aperta. Scritti editi e inediti*, a cura di P. Adamo, Milano, M&B.

Berti G.

1998 *Il pensiero anarchico. Dal Settecento al Novecento*, Manduria, Lacaita.

Bianco G.

1999 *Nicola Chiaromonte e il tempo della malafede*, Manduria, Lacaita.

2006 *Socialismo e libertà. L'avventura umana di Andrea Caffi*, introduzione di A. Moravia, Roma, Jouvence (riedizione dell'edizione Lerici 1977).

Carrozza G.

2001 *Berneri e il fascismo. Problemi e chiavi di lettura*, in "Rivista storica dell'anarchismo", n. 2.

Casalena M.P.

2006 *Le lettere come documenti e come testi*, in "Contemporanea", n. 1.

De Maria C.

2004 *Camillo Berneri. Tra anarchismo e liberalismo*, Milano, FrancoAngeli.

2005a *Tra pubblico e privato. Carte personali, legami affettivi e impegno politico*, in "Storica", n. 32.

2005b *Fra Burgos e Mosca* [intervista su Camillo Berneri], in "Una città".

2005c *Famiglia ed emancipazione agli occhi di un critico militante: Camillo Berneri*, in "Studi Urbinati", sezione B "Scienze umane e sociali".

Fofi G.

1988 *Pasqua di maggio. Un diario pessimista*, Genova, Marietti.

Granchi M.

2005 *Gli studi sociali di Camillo Berneri, anarchico internazionalista*, in "Storia e Futuro", n. 7.

2006 *Camillo Berneri e i totalitarismi*, presentazione di S. Neri Serneri, Villa San Giovanni, Istituto Ugo Arcuri.

Madrid Santos F.

1985 *Camillo Berneri. Un anarchico italiano (1897-1937). Rivoluzione e controrivoluzione in Europa (1917-1937)*, Pistoia, Archivio famiglia Berneri.

Sacchetti G.

1988 *La giovinezza di Camillo Berneri*, in "Il Calendario del popolo", gennaio.

1983 *Sovversivi in Toscana (1900-1919)*, Todi, Altre edizioni.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Relazione sulla conferenza della  
Associazione italiana di storia orale (Aiso)

Roma, 16 e 17 marzo 2007

Stuart Oglethorpe

La prima conferenza dell'Associazione italiana di storia orale (Aiso) si è tenuta a Roma il 16 e il 17 marzo 2007. L'Aiso è nata nel 2006 in seguito al dibattito che si è tenuto a Roma due anni prima, alla conferenza biennale dell'International oral history association (Ioha). Nonostante la fama internazionale di storici orali italiani, come Luisa Passerini e Alessandro Portelli, nessuna associazione nazionale era mai stata ufficializzata prima, e questo era percepito come un grave ritardo. La Casa della memoria e della storia, aperta nel 2006 su iniziativa del Ministero della Cultura, ha fornito la sede all'Aiso, oltre che ad altre organizzazioni, ed ha anche ospitato questa conferenza, molto seguita. La sala principale era stipata di partecipanti, e fortunatamente è stato predisposto un buon collegamento video per i posti aggiunti nel foyer.

Gli organizzatori della prima conferenza hanno messo insieme due giorni di programma molto intenso, da cui si potesse avere un'idea generale del numero di iniziative di storia orale che si svolgono attualmente in Italia. Se una considerevole quantità di lavoro ha luogo a Roma e nel Lazio, si è venuti a conoscenza di progetti in Sicilia, Sardegna, Veneto, Friuli, Toscana, Napoli e con alcune minoranze etniche italiane. La maggior parte delle presentazioni riguardavano progetti incentrati su specifiche comunità, ma alcune si riferivano direttamente alle fonti e alla metodologia. In entrambe le giornate, gli interventi della mattina e del pomeriggio erano separati da una sessione di presentazioni audiovisive. I contributi spaziavano anche dagli approcci più strettamente storici a quelli più interpretativi. A causa della vastità del programma sarebbe complicato presentare qui ogni intervento: se tralascierò una discussione su particolari presentazioni, questo non vuole essere in nessun modo un giudizio sul loro valore, ma rispecchia i miei interessi e un mio percorso personale attraverso il programma. Invece di fare un resoconto delle conferenze nel loro ordine, farò riferimento agli argomenti trattati: prospettive della storia orale e suoi sviluppi, fonti e loro usi, e progetti basati sulle comunità.

## Prospettive della storia orale

Vista l'azione determinante dell'Ioha nell'istituzione della nuova associazione, la presentazione d'apertura è stata assegnata all'attuale presidente dell'Ioha, Alistair Thomson dell'università del Sussex (Inghilterra). L'intervento di Thomson, pubblicato nel numero primaverile dell'*Oral history review*, ha fornito una visione d'insieme dello sviluppo della storia orale, vista come una serie di ampie fasi distinte, secondo il relatore, in modelli pratici e teorici. La storia orale contemporanea nasce nei decenni successivi alla seconda guerra mondiale, in un rinnovato entusiasmo per i testimoni orali, percepiti come depositari della "storia della gente", e aiutati un'ampia disponibilità di impianti di registrazione. Una seconda fase, dalla fine degli anni Settanta, è caratterizzata da quello che Thomson descrive come un approccio "post-positivista": critiche alla validità della storia orale arrivano dallo sviluppo di una più sofisticata conoscenza della particolare natura delle sue "verità", e di fatto sono rivolte alla sua soggettività. Il decennio successivo rivolge l'attenzione al ruolo dell'intervistatore e alla natura dell'intervista, analizzando i fattori e i processi che insieme producono la "fonte orale". Una quarta fase prende avvio negli anni Novanta con le innovazioni della rivoluzione digitale, che aprono l'accesso al materiale registrato e spostano l'attenzione dalle trascrizioni scritte alle fonti audio e audiovisive. Attraverso queste fasi, si identificano temi particolari, come la crescente interdisciplinarietà degli approcci all'intervista e la sua identificazione.

Concludendo la prima giornata, il presidente di Aiso Gabriella Gribaudo ha attirato l'attenzione sulle diverse prospettive evidenziate nella conferenza, suggerendo che una delle funzioni dell'Aiso può essere quella di favorire lo scambio interdisciplinare. Dopo il discorso di Thomson, la sociologa Antonella Spanò è intervenuta sulle metodologie di ricerca che impiegano criteri biografici, analizzandole e distinguendo tra "storia di vita narrata" di un singolo e la loro "storia di vita vissuta". La presentazione di Spanò, con il suo diverso ambito di riferimento e l'uso

di un vocabolario estraneo alla maggior parte del pubblico, è stata forse scomoda per gli storici orali che hanno scopi e impostazioni etiche che tendono a essere differenti. In ogni caso, la presentazione è stata interessante anche, per esempio, per il suo approccio all'intervista sviluppata tra diverse discipline, e per le riflessioni che ha indotto nelle persone sulla proprietà delle loro storie di vita.

Il secondo giorno di conferenza è iniziato sulla terrazza, con un concerto informale di musica popolare del un gruppo di Sara Modigliani, e poi è partito ufficialmente con l'apertura di Alessandro Portelli, che ha presentato il progetto di storia orale a Harlan County, in Kentucky (Usa), cominciato nel 1973 e tutt'ora in corso. Negli anni Portelli ha visto quello che era un Paese di miniere di carbone trasformarsi da roccaforte laburista che celebrava nelle canzoni la sua identità, in un'area di frammentazione sociale e disoccupazione, terreno di prova per le cure che eliminano il dolore contribuendo alla diffusione della tossicodipendenza. Portelli ha studiato la perdita dell'orgoglio locale e il potenziale potere curativo della riscoperta della storia di una comunità attraverso il teatro e altri strumenti. Questo studio è degno di nota per la durata del soggiorno di Portelli in questa zona e per le prospettive che queste implicazioni danno, rendendo potenzialmente capace una comunità di ricongiungersi con le sue forze dimenticate.

Portelli è uno dei dieci storici orali intervistati per un nuovo libro, *Il microfono rovesciato*, che è stato l'oggetto della presentazione successiva da parte del suo editore, Alessandro Castellato. Nello stesso intervento, Irene Rosati ha brevemente parlato dell'esperienza di intervistare Portelli. Questo progetto ha creato una storia orale nella storia orale, mettendo dall'altra parte del microfono gli intervistatori. L'opinione di Castellato è che, mentre questa disciplina ora sembra aver acquisito un grado di rispettabilità accademica, essendo per esempio insegnata in un corso specialistico a Venezia, non è qualcosa che si può imparare semplicemente leggendo un manuale. E' invece un mestiere che deve essere imparato sul campo, facendolo e osservando i maestri al lavoro, come confermano i resoconti sui propri viaggi personali di Portelli, Gribaudo, Cesare Bermani, Luisa Passerini e altri intervistatori intervistati.

Alcuni dei relatori della conferenza sembravano sforzarsi per cercare un certo tipo di verità storica, ma cadere in quella che si potrebbe chiamare "rappresentazione". Ascanio Celestini ha riflettuto sul distacco necessario per interpretare gli eventi con un senso di prospettiva, e ha parlato del suo approccio per capire le esperienze della gente, per esempio facendo riferimento al sistema psichiatrico, e al modo in cui si arriva a una storia che può essere raccontata. Gli attori Francesco Basso e Sara Celegghin hanno presentato degli estratti dalla *piece* teatrale che rappresenta le vie dei braccianti nella zona di Padova, elaborata dalla ricerca di Elisabetta Novello (vedi sotto). Sebbene queste rappresentazioni si avvicinano più all'arte che alla storia, hanno comunque validità, e dimostrano la portata delle conseguenze che il lavoro con le fonti orali può avere.

## Risorse

Alcune presentazioni hanno discusso l'uso di particolari risorse. Enrico Grammaroli dell'Archivio sonoro Franco Coggiola, l'archivio del suono del Circolo Gianni Bosio che ora si trova alla Casa della memoria e della storia, ha parlato della natura di una registrazione di suono e di cosa coglie. Ha analizzato le questioni della conservazione e dell'organizzazione, incluse la digitalizzazione e l'indicizzazione dell'archivio, e ha anche trattato il lavoro collaborativi nella costruzione di montaggi di suoni e voci dalle registrazioni fatte al Circolo dal 1967.

Massimo Pistacchi, direttore della Discoteca di Stato, ha studiato le questioni per questa risorsa, fondata nel 1928 con lo scopo iniziale di conservare le registrazioni di poeti, generali e statisti. In seguito, i suoi interessi si allargarono, arrivando a includere tutte le registrazioni musicali fatte, così come le collezioni di interesse linguistico e etnografico. Le collezioni si espansero rapidamente tra gli anni Sessanta e i primi anni Ottanta, creando problemi di organizzazione e accessibilità. Dal 2005, il lavoro è quello di digitalizzare 200 mila registrazioni.

Un'altra risorsa presentata è stato l'archivio fotografico dell'Atac, l'azienda dei trasporti di Roma, che possiede qualcosa come 50 mila immagini, la maggior parte delle quali datate dal 1920 in avanti, ma alcune risalgono al 1890, e sono state recentemente digitalizzate e ricatalogate. Insieme ai registri amministrativi dell'azienda, compresi i registri di impiego, rispecchiano la storia di Roma così come quella dell'Atac. All'archivio è stato permesso di parlare per sé, in una presentazione video di immagini selezionate, dimostrando la sua ricchezza e la sua portata storica.

Sergio Pelliccioni ha presentato il lavoro dell'Archivio delle memorie di Roma, un progetto che è partito nel 2002 e rappresenta ora una sostanziosa collezione. Sono state registrate 600 interviste, lavorando in collaborazione con scuole, e collezionate centinaia di fotografie, sono stati realizzati 20 video e quattro pubblicazioni, ma ora il progetto fatica ad andare avanti da un punto di vista finanziario. In una delle sessioni di proiezione è stato mostrato un estratto dal video "Voci di guerra e di mestieri", produzione che fa parte della seconda fase di un progetto più a lungo termine e attinge a cinquanta interviste in cinque location del Lazio, per dipingere la storia, le tradizioni e la trasformazione della regione.

### Progetti basati sulla comunità

Ci sono state anche relazioni da una gamma di progetti in comunità specifiche, alcuni conclusi, altri ancora in corso. Alessandro Triulzi ha fornito un resoconto della storia delle comunità eritree, etiopi e del Darfur, improvvisate nel deposito della stazione Tiburtina, soprannominato "Hotel Africa" dai giornalisti e trattato dalla stampa in maniera superficiale. Triulzi ha sollevato una serie di questioni per chi lavora alla storia delle popolazioni migranti instabili: la difficoltà di creare un ambiente in cui instaurare un rapporto di fiducia tra intervistatore e intervistato, il pericolo per l'intervistato di deviare dal resoconto che deve essere fornito alle autorità, allo scopo di minimizzare i rischi di espulsione, e il problema di come meglio conservare queste storie, inclusa la scelta del linguaggio, visto che sono una parte della storia d'Italia, così come del loro Paese d'origine. Francesca Decimo ha esposto l'evoluzione del suo lavoro di interviste a donne marocchine e somale tra il 1994 e il 2003 a Napoli e a Bologna. Il contatto con questi gruppi l'ha obbligata a riesaminare le sue ipotesi e a modificare il suo approccio, allontanandosi dal suo desiderio iniziale di esplorare le disuguaglianze di genere che sono dimostrate un impedimento nel capire le vite di queste donne.

Le pubblicazioni dell'Archivio storico della comunità ebraica di Roma (Ascer) sono state introdotte da Silvia Haia Antonucci, e comprendono l'analisi degli effetti delle leggi razziali del 1938 sull'attività economica della popolazione ebraica italiana, uno studio della deportazione del 16 ottobre 1943 e la storia della comunità ebraica nel dopoguerra. La presentazione di Antonucci ha sollevato questioni sulla tensione tra la ricerca di una documentazione interamente storica e la natura angosciante di ricordi traumatici. Analoghi problemi sono sorti dal paper di Caterina Di Pasquale, che lavora col gruppo di Pietro Clemente a un progetto finanziato dalla Regione Toscana su cinque luoghi teatro di massacri nel 1944, incluso Sant'Anna di Stazzema, dove le SS uccisero 560 persone tra uomini, donne e bambini. Il fenomeno della "memoria divisa" è stato affrontato in tutte e cinque le sedi, e a Sant'Anna lo sviluppo della relazione con i sopravvissuti e i parenti delle vittime ha richiesto grande sensibilità, a causa del loro risentimento dovuto al fatto che per 50 anni le loro perdite traumatiche sono state in realtà ignorate.

Giuseppina Incalza ha presentato un lavoro sulle tante persone comuni che il regime ha esiliato da uno a dieci anni tra il 1926 e il 1943, per proteggersi contro la loro potenziale influenza negativa sulle proprie comunità. In tutto sono stati emessi 16 mila ordini di esilio, e Incalza si è concentrata sulla provincia di Roma, dove circa 1500 persone sono state allontanate, e ha classificato le loro interviste accanto alla documentazione ufficiale della decisione della commissione.

Il pubblico è sembrato rispondere con particolare entusiasmo a alcuni video presentati nella sessione di proiezioni che divideva ogni giornata. In questi momenti il materiale diventava vivo, e si

poteva vedere direttamente la metodologia in azione. Il film fatto a Tivoli da Stefania Ficacci e altri, volgeva lo sguardo alla Liberazione e al periodo precedente, giustapponendo le opinioni e le comprensioni ( o le incomprensioni) dei giovani con i racconti di coloro che hanno vissuto il Fascismo e gli anni della guerra. Interessante anche lo stile di ripresa, che riconosceva l'intersoggettività del processo di intervista, mostrando la presenza dell'intervistatore invece di tagliarla fuori. Gli estratti da un altro film, di Massimiliano Cera e Luca Ricciardi, hanno evocato le esperienze dei residenti di Cisterna di Latina nel gennaio 1944, attraverso il ritorno alle caverne dove si erano rifugiati dai bombardamenti degli Alleati. Questa pellicola ha anche interessanti tecniche di ripresa, che rendono esplicito il filmaggio, facendo una panoramica indietro a mostrare una seconda camera, e come il film di Tivoli usa colonne sonore per sottolineare momenti particolari.

Francesco Di Bartolo e altri studenti di Salvatore Lupo hanno mostrato parte di un video sull'uccisione di undici persone a Portella della Ginestra, in Sicilia, il primo maggio 1947, quando gli uomini del bandito Salvatore Giuliano hanno aperto il fuoco sulla folla durante la manifestazione dei contadini per la riforma delle proprietà terriere e per il recente successo elettorale. Sono state proiettate interviste dei parenti sia delle vittime, sia degli uomini di Giuliano. I vantaggi della registrazione visiva sono ampiamente dimostrati dalla cattura dei movimenti della testa, dei gesti, delle espressioni facciali e dei silenzi "illustrati". Questo lavoro tenta di inserire questa esplosione di violenza in un contesto politico e sociale, soprattutto mettendolo in relazione all'effettiva assenza dello Stato come reale istituzione nella Sicilia del dopoguerra.

Un esempio contrastante di conflitto del dopoguerra è stato visto nell'estratto video e nella presentazione di Anna Di Gianantonio e altri studiosi di Monfalcone, nel Friuli Venezia Giulia, un area relativamente non toccata alle atrocità associate alle foibe, ma che ha tuttavia complesse divisioni etniche, politiche e sociali. Lo studio esplora questioni problematiche riguardanti il senso di appartenenza e di identità, le aspirazioni nazionali e il significato di Liberazione.

Le numerose identità di Roma sono state l'argomento del testo di Lidia Piccioni, e a questo tema si è interessato un gruppo interdisciplinare di geografi e antropologi, il cui scopo è di riunire gli aspetti umani e architettonici della storia della città. Secondo Piccioni, Roma è paradossalmente poco studiata, visto l'enorme quantità di materiale d'archivio disponibile e che necessita di essere conservato. Se si può infatti proporre una tipologia di tre ampi raggruppamenti dell'area urbana che si collega a successive fasi di urbanizzazione, i residenti di tutte queste zone si identificano come i pionieri della città che si espandeva in campagna. Tre aree della periferia romana sono state le sedi della ricerca di Maria Immacolata Macioti, che ha sfiorato la difficoltà di interpretare la nostalgia per i tempi passati nelle borgate, dove la gente piange la propria gioventù perduta. Questo progetto, avviato nel 2006, lavora ora nei tre siti in termini di lavoro, educazione e attività politica.

Lo studio di Tommaso Baris guarda all'azione industriale nella provincia di Frosinone, e analizza in particolare le circostanze che hanno condotto alla morte del tutto dimenticata di un lavoratore durante uno sciopero, mentre la morte di un altro lavoratore è ben ricordata. La natura soggettiva della memoria è stata sottolineata da Giovanni Contini, che ha presentato un'analisi le diverse immagini si sé collettive nei villaggi toscani di Santa Croce sull'Arno e Scarperia, che hanno costruito rispettivamente nella prosperità e nel declino del dopoguerra. In entrambi i casi, il contesto storico e fattori esterni sono regolarmente sottovalutati, e i loro residenti spiegano le diverse sorti dei villaggi riferendosi principalmente ai caratteri dei locali, o intraprendenti e rispettabili, o diffidenti e indegni.

Lavori opposti nelle zone di Padova e Vicenza sono stati presentati da David Celetti e Elisabetta Novello, che hanno anche introdotto la prima questione di Memoria/Memorie, la nuova edizione della rivista del Centro studi padovano Ettore Lucini, il cui scopo è quello di mettere al primo posto la storia orale. Celetti ha trattato le interviste a imprenditori industriali di piccola scala, per ritrarre lo sviluppo delle società private e familiari a Vicenza e dintorni fin dalla guerra, mentre Novello ha fatto un resoconto sullo studio di Federbraccianti commissionato dalla Cgil. Queste

interviste sono poi state accostate per creare una performance teatrale sull'esistenza incerta e l'impegno politico dei contadini nel dopoguerra (vedi sotto).

L'evocativo film di Antonio Caiafa sulle famiglie impegnate nell'industria di piccola scala di fabbricazione di guanti nel quartiere Sanità a Napoli, in parte sottotitolato, ha fornito un eccellente esempio di come dare l'idea di una storia più ampia con una stretta finestra su una situazione individuale.

La presentazione finale della conferenza è stata quella di Antonietta Podda, che ha usato estratti da registrazioni audio per illustrare la discussione sul suo progetto sulla vita e il lavoro delle comunità nelle miniere della Sardegna meridionale. Le miniere attiravano lavoratori da tutta Italia, e Podda ha paragonato la schiacciante presenza delle società di estrazione, che provvedevano alla fabbrica e alla sistemazione dei lavoratori, al concetto di istituzione totale di Goffman.

In conclusione, questa è stata una conferenza dai contenuti vari e ricchi. Va ammesso che l'opportunità per ulteriori riflessioni e discussioni è stata in alcuni casi sacrificata all'interesse di ascoltare un'ampia gamma di presentazioni, e forse la conferenza sarebbe stata meglio tenuta insieme da una sessione plenaria, sia per arrivare a una conclusione sia per indicare la strada futura. Comunque, c'era molto materiale stimolante per i molti che hanno assistito, e l'evento va considerato un successo.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Conference report  
Associazione italiana di storia orale (Aiso)

Rome, 16th and 17th March 2007.

Stuart Oglethorpe

The first conference of the Associazione italiana di storia orale (Aiso) was held in Rome on the 16th and 17th March 2007. Aiso was formed in 2006 following discussion at the biennial conference of the International Oral History Association (IOHA) in Rome in 2004: despite the international reputation of Italian oral historians such as Luisa Passerini and Alessandro Portelli, a national association had never previously been firmly established, and it was felt that this was long overdue. The Casa della Memoria e della Storia, opened in 2006 as an initiative of Rome's Department for Culture, has provided a home for Aiso alongside other organisations, and was also the venue for this well-attended conference. The main room was generally packed with participants, and it was fortunate that a good video link had been arranged to additional seating in the foyer area.

The organizers of this first conference pulled together a very full two-day programme from which one could get a sense of the wide range of oral history-based activity currently being undertaken in Italy. While a significant amount of work was presented which was based in Rome and the Lazio region, we also heard about projects based in Sardinia, Sicily, the Veneto, Friuli, Tuscany, Naples, and with Italy's minority ethnic groups. Most presentations dealt with projects centred on specific communities, but some dealt directly with resources and methodology. On both days the morning and afternoon speaker sessions were separated by sessions for the presentation of audiovisual work. Contributions also ranged in approach from the more strictly 'historical' to the more interpretative and representational. Because of the fullness of the programme it would be difficult to present every offering here: if I omit discussion of particular presentations this in no way represents a judgment on their value, but reflects my own particular interests and personal journey through the programme. Rather than provide an account of the conference in its programme order, I am going to deal with the material in themes: perspectives on oral history and its development as an approach, resources and their use, and community-based projects.

## Perspectives on Oral History

In view of the IOHA's encouragement for the establishment of the new association, it was fitting that the opening presentation should be given by *Alistair Thomson* of the University of Sussex (England), current IOHA President. Thomson's paper, a version of which is published in the Spring 2007 issue of the *Oral History Review*, presented an overview of the development of oral history in terms of a series of broad phases distinguished, he suggests, by paradigm shifts in theory and practice. Contemporary oral history has its genesis in the decades after World War Two in a renewed enthusiasm for oral testimony as a means of telling the 'people's history', assisted by wider availability of recording equipment. A second phase, from the late 1970s, is characterized by what Thomson describes as 'post-positivist' approaches: criticisms of oral history's validity are addressed by development of a more sophisticated understanding of the particular nature of its 'truths', and in fact by embracing its subjectivity. The following decade turns attention to the role of the interviewer and the nature of the interview, analysing the factors and processes which together generate the 'oral source'. A fourth phase is triggered in the 1990s by the innovations of the digital revolution which open up access to the recorded material and switch attention from the written transcript back to the audio/audiovisual source. Across these phases, particular themes can also be identified such as the increasing interdisciplinarity of approaches to the interview and its interpretation.

In drawing the first day to a close, Aiso's President *Gabriella Gribaudo* drew attention to the different perspectives in evidence at the conference, suggesting that one of the functions that Aiso can usefully have is to encourage exchange between disciplines. After Thomson's address, participants had heard from the sociologist *Antonella Spanò* about research methodologies which employ biographical methods, analysing and distinguishing between an individual's 'narrated life

story' and their 'experienced life history'. Spanò's presentation, with its different frame of reference and use of a vocabulary alien to much of the audience, was perhaps uncomfortable listening for oral historians whose aims and ethical framework tend to be somewhat different. However, it was also interesting for its exposition of, for example, approaches to interviewing as developed within a different discipline, and for the thoughts it generated on people's ownership of their own life stories.

The second day of the conference started on the terrace with an informal concert of popular song from a group led by *Sara Modigliani*, and then formal proceedings were opened by *Alessandro Portelli*. Portelli's paper presented the oral history project in Harlan County, Kentucky (USA) that he started in 1973 and which is still ongoing. Over the years Portelli has seen this former coalmining country transformed from a stronghold of the American labour movement, celebrating its identity in song, to an area of social fragmentation and unemployment and a testing ground for painkilling medication, contributing to widespread drug dependence. Portelli discussed the loss of local pride and collective memory when a community's resistance is broken and its identity lost, and the potential healing powers of the rediscovery of a community's history through theatre and other means. This study is notable for the length of time of Portelli's relationship with this area and for the perspective that this involvement gives, potentially enabling a community to re-connect with its forgotten strengths.

Portelli is one of ten oral historians interviewed for a new book, *Il microfono rovesciato*, which was the subject of the presentation by its editor, *Alessandro Casellato*, that followed. As an adjunct to this, *Irene Rosati* spoke briefly about her particular experience of interviewing Portelli. This project creates an oral history of oral history, putting at the other end of the microphone those who normally interview. Casellato's view is that while this discipline now seems to have acquired a degree of academic respectability, being taught as a specialist course at Venice for example, it is not something that can just be picked up by reading a manual. Instead, it is a craft that must be learnt in the doing and by watching the masters at work. This is borne out in the accounts of their personal journeys in this field by Portelli, Gribaudo, Cesare Bermani, Luisa Passerini and other interviewees.

Some of the contributions to the conference seemed to be striving for a certain sort of historical truth but to fall within what one might call 'representation'. *Ascanio Celestini* offered some thoughts about the distance that is required to interpret events with a sense of perspective, and spoke about his approach to understanding people's experiences, for example with regard to the psychiatric system, and way of arriving at a story that can be told. Actors *Francesco Basso* and *Sara Celegghin* presented extracts from a theatrical piece representing the lives of *braccianti* in the Padova area, developed from the research of Elisabetta Novello (see below). While these representations are perhaps more 'art' than 'history', they have a validity of their own and demonstrate the range of outcomes that may result from working with oral sources.

## Resources

A number of presentations discussed the use of particular resources. *Enrico Grammaroli* of the *Archivio Sonoro Franco Coggiola*, the sound archive of the Circolo Gianni Bosio now based at the Casa della Memoria e della Storia, talked about the nature of a sound recording and what it captures. He covered the conservation and organizational issues, including digitization and indexation of the archive, and also discussed collaborative work on the construction of montages of sounds and voices from the recordings made by the Circolo since 1967.

*Massimo Pistacchi*, Director of the *Discoteca di Stato*, discussed the issues for this resource which was founded in 1928 with the initial aim of conserving recordings of poets, generals and statesmen. Its interests were subsequently broadened to include all musical recordings made, as well as collections of ethnographic and linguistic interest. The collections expanded rapidly between the

1960s and the early 1980s, creating problems of organization and accessibility. From 2005, work has been under way to digitize 300,000 recordings.

Another resource presented was the photographic archive of ATAC, the agency responsible for transport in Rome, which holds some 50,000 images. For the most part these date from the 1920s onwards but stretch back to 1890, and have now been digitized and re-catalogued. Together with the administrative records of the agency, including its employment records, they reflect the history of Rome as well as of ATAC. The archive was allowed to speak for itself in a video presentation of selected images, demonstrating its richness and historical span.

*Sergio Pelliccioni* presented the work of the *Archivio della Memoria di Roma*, a project that started in 2002 and now represents a substantial collection. 600 interviews have been recorded, working in collaboration with schools, thousands of photographs collected, twenty videos made and four publications issued, but the project is now struggling financially to keep going. An extract from the video 'Voci di guerra e di mestieri' was shown in one of the projection sessions. This production is part of the second phase of a longer-term project and draws on fifty interviews in five locations across Lazio to portray the history, traditions and transformation of the region.

## Community-based projects

There were reports from a range of projects in specific communities, some concluded and some ongoing. *Alessandro Triulzi* gave an account of the history of the improvised community of people mainly from Eritrea, Ethiopia and the Darfur region of Sudan in warehouse space at the Tiburtina station, dubbed 'Hotel Africa' by journalists and covered in a superficial manner in the press. Triulzi raised a series of issues for people working with the history of insecure migrant communities: the difficulty of creating an environment within which a relationship of trust can be established between interviewee and interviewer, the danger for the interviewee of deviating from the narrative that must be offered to the authorities in order to minimise the risks of expulsion, and the problems of how best to conserve these stories, including the choice of language, given that they are a part of Italy's history as well as that of their places of origin. *Francesca Decimo* discussed the evolution of her work interviewing Moroccan and Somali women between 1994 and 2003, in Naples and Bologna. Contact with these groups forced her to re-examine her suppositions and modify her approach, drawing back from her initial desire to explore gender inequalities which had proved an impediment to understanding these women's lives in their own terms.

Publications from the *Archivio Storico della Comunità Ebraica di Roma* (ASCER) were introduced by *Silvia Haia Antonucci*. These include an analysis of the effects of the racial laws of 1938 on the economic activity of Italy's Jewish population, a study of the deportation of 16th October 1943, and a history of the Jewish community in the post-war years. Antonucci's presentation raised issues about the tension between the pursuit of a full historical record and the distressing nature of traumatic memories. Related issues were raised in the paper by *Caterina Di Pasquale*, one of a team working under Pietro Clemente on a project financed by the Tuscan regional government. This looked at five sites of massacres in 1944 including Sant'Anna di Stazzema, where 560 men, women and children were killed by SS troops. The phenomenon of 'divided memory' was encountered in all these locations, and in Sant'Anna the development of relationships with survivors and relatives of the victims required great sensitivity because of their resentment that their traumatic losses had effectively been ignored for 50 years.

*Giuseppina Incalza* presented work on the many ordinary people who were sent into internal exile between 1926 and 1943 by the regime, for between one and ten years, to guard against their potential negative influence on their own communities. In total some 16,000 orders were made; Incalza's research has focussed on the province of Rome, where nearly 1,500 people were sent

away, and places interviews with these alongside the official documentation of committee decisions.

The audience seemed to respond with particular enthusiasm to some of the video presentations in the projection sessions that punctuated each day. Here the material came alive and one could see directly the methodology in action. The film made by *Stefania Ficacci* and others in Tivoli, looking back to Liberation and before, juxtaposed the opinions and understandings (or misunderstandings) of young people with the accounts of those who lived through Fascism and the war years. This was also interesting for the style of filming which acknowledged the inter-subjectivity of the interview process, showing the presence of interviewers rather than editing them out. Extracts from another film, by *Massimiliano Cera* and *Luca Ricciardi*, evoked the experiences of the residents of Cisterna di Latina in January 1944 by going back with people to the caves where they had taken refuge from the Allied bombing raids. This film also had some interesting camerawork, making the filming process explicit by panning back to show a second camera in position, and like the Tivoli film used music on the soundtrack to heighten particular moments.

*Francesco Di Bartolo* and other students of Salvatore Lupo gave a presentation and showed part of a video which dealt with the deaths of 11 people at Portella della Ginestra in Sicily on May 1<sup>st</sup> 1947, when the crowd was fired on by Salvatore Giuliano's men during the demonstrations by agricultural workers for land reform and celebrations of recent electoral success. Interviews were shown with relatives of both one of Giuliano's men and one of the victims, the advantages of the visual record being amply demonstrated in the capturing of head movements, gestures, facial expressions and 'illustrated' silences. This work attempts to put this outbreak of violence into a social and political context, above all relating it to the effective absence of the State as a real institution in post-war Sicily.

A contrasting example of post-war conflict was seen in the video extract and presentation by *Anna Di Gianantonio* and others on Monfalcone in Venezia Giulia, an area relatively untouched by the atrocities associated with the *foibe* but nevertheless having complex ethnic, social and political divisions. The work explores problematic issues regarding senses of belonging and identity, national aspirations, and the meaning of 'Liberation'.

The many identities of Rome were the subject of *Lidia Piccioni's* paper, and have been the interest of an inter-disciplinary group of geographers and anthropologists whose concern is to draw together the human and architectural aspects of the city's history. According to Piccioni, Rome is paradoxically under-studied in view of the enormous amount of archival material available and needing conservation. While a typology of three broad groupings of urban areas can be proposed that relates successive phases of urbanisation, residents of all these areas identify themselves as having been 'i pionieri' as the city expanded into the country. Three areas of the Roman periphery have been the location of research presented by *Maria Immacolata Maciotti*, who touched on the difficulty of interpreting nostalgia for past times in the *borgate* when people may also be mourning their lost youth. This project, started in 2006, is now working across the three locations on themes which include work, education, and political activity.

The paper by *Tommaso Baris* looked at industrial action in the province of Frosinone, and in particular analysed the circumstances which led to one worker's death during strike action being all but forgotten, while another worker's death is still well remembered. The subjective nature of memory was underlined by *Giovanni Contini*, who presented an analysis of the contrasting collective self-images constructed in the Tuscan villages of Santa Croce sull'Arno and Scarperia. These had experienced, respectively, post-war prosperity and decline. In both cases, historical context and external factors are consistently undervalued so that the villages' differing fortunes come to be explained by their residents principally with reference to characterizations of the essential nature of local people, either as resourceful and worthy or as mistrustful and undeserving.

Contrasting work in the areas of Padova and Vicenza was presented by *David Celetti* and *Elisabetta Novello*, who also introduced the first issue of *Memoria/Memorie*, the re-launched review

of Padova's Centro Studi Ettore Lucini which aims to give pride of place to oral history. Celetti discussed the interviews with small-scale industrial entrepreneurs to portray the development of private and family firms in and around Vicenza since the war, while Novello reported on the study of Federbraccianti which had been commissioned by CGIL. Interviews from this were then drawn on to create a theatrical performance conveying the uncertain existence and political engagement of agricultural labourers in the post-war period (see above).

*Antonio Caiafa's* evocative film of families engaged in the small-scale industry of glovemaking in the Sanità district of Naples, partly subtitled, provided an excellent example of how to convey a wider story with a narrow focus on individual situations.

The final presentation of the conference was given by *Antonietta Podda*, who used extracts from audio recordings to illustrate discussion of her project on life and work in the mining communities of southern Sardinia. The mines drew migrant workers from all over Italy, and Podda likened the overwhelming presence of the mining company, which managed the workers' accommodation as well as the industry, to Goffman's concept of the 'total institution'.

In conclusion, this was a conference with rich and varied content. It was acknowledged that the opportunity for more reflection and discussion had to some extent been sacrificed in the interests of hearing a full range of presentations, and the conference would perhaps have been better held together by a plenary session to both draw it to a close and indicate the way forward. However, there was much stimulating material for the many who attended, and the event should be judged a success.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Apologia della storia o storia apologetica?  
Il mestiere dello storico, il metodo dell'archivista  
e il sensazionalismo dei media

Roma, 20 aprile 2007

Micaela Procaccia

Il successo crescente delle fiction televisive che trattano vicende storiche, i dibattiti sui quotidiani a proposito di rivisitazioni storiografiche di argomenti “scottanti”, documenti nuovi o presunti nuovi scoperti, riscoperti e poi magari rivelatisi falsi, revisionismi di ogni genere e tipo: sono fenomeni che da qualche tempo ricorrono e investono non solo la torre d’avorio degli intellettuali, ma almeno quella parte di opinione pubblica che legge i quotidiani e segue le discussioni culturali nei media.

La consapevolezza di questo, insieme alla coscienza di quanto la storia passata rivesta un ruolo cruciale nella formazione dell’identità nazionale e della nuova identità europea, ha spinto archivisti e storici ad incontrarsi il 20 aprile, alla biblioteca Nazionale di Roma, per discutere di questi temi e per richiamare l’attenzione sul rischio che la “fame di storia” possa avere risposte non sempre adeguatamente documentate all’insegna della ricerca dello scoop, piuttosto che di serie e rigorose indagini scientifiche. L’incontro è stato organizzato dalla Direzione generale per gli archivi del ministero per i Beni e le Attività culturali (cioè dell’ufficio che coordina l’attività di conservazione e tutela della documentazione storica su tutto il territorio nazionale) e dal Dipartimento di storia dell’Università “La Sapienza” di Roma. La giornata si è articolata in due momenti: una mattinata in cui sono intervenuti studiosi di storia medievale, moderna e contemporanea che si sono occupati di casi particolari in cui la documentazione risulta particolarmente complessa da analizzare, come i processi inquisitoriali, analizzati da Diego Quaglioni, con particolare riferimento alle confessioni estorte sotto tortura. L’intervento di Quaglioni ha anche portato una significativa novità a proposito del processo agli ebrei di Trentoper omicidio rituale: la scoperta di un consistente frammento dei verbali originali – che si credevano del tutto perduti – nel quale gli stessi giudici si mostrano consapevoli delle scorrettezze nella conduzione del processo. Altri interventi si sono occupati di documentazione falsa o addirittura inesistente. È questo, ad esempio, il caso del manoscritto originale dei Protocolli dei Savi di Sion e del bando che avrebbe invitato i partigiani di via Rasella a consegnarsi ai nazisti per evitare il massacro delle Ardeatine: due documenti che, semplicemente, non sono mai esistiti. Sul primo è intervenuto Cesare De Michelis, ricostruendo la genesi di questo falso testo, attraverso una accuratissima analisi filologica e documentaria, mentre Alessandro Portelli si è soffermato sulla genesi e la diffusione della perdurante leggenda urbana che accredita l’esistenza del bando. La giornata è stata introdotta da Maria Grazia Pastura, che ha analizzato il complesso rapporto fra il lavoro dell’archivista e la ricerca storica; Corrado Vivanti ha analizzato le conseguenze sull’interpretazione del pensiero di Machiavelli di una erronea datazione di una sua lettera, Spartaco Capogreco ha raccontato la storia di una medaglia al valor militare che premiava il coraggio di un mitico combattente partigiano, conferita però con motivazioni false, probabilmente per nascondere le reali circostanze di un conflitto fra diverse formazioni della Resistenza. È stato distribuito anche il testo di una relazione di Emilio Gentile che esaminava la genesi e lo sviluppo del “mito” del fascismo come totalitarismo imperfetto, a partire dal pensiero di Hanna Arendt.

Nel primo pomeriggio una tavola rotonda ha discusso dei rischi della divulgazione mediatica, con numerosi riferimenti al cosiddetto “caso Toaff”. Sono intervenuti David Bidussa, Andrea Del Col, Carmine Donzelli, Emma Fattorini, Micaela Procaccia, Diego Quaglioni, Raffaele Romanelli, mentre la discussione è stata introdotta e coordinata da Marina Caffiero. Molti degli intervenuti hanno ribadito la necessità che il ricercatore eserciti pienamente la propria sensibilità critica e analizzi col massimo rigore la documentazione, evitando azzardi interpretativi. È stato sottolineato come la storia degli ebrei e la storia della Resistenza siano i nodi su cui sembra più di frequente esercitarsi il “sensazionalismo storiografico” e su questo si è sviluppata una lunga discussione, nel corso della quale molti hanno individuato in questi due temi momenti dirimenti anche alla luce del dibattito politico. Su posizioni diverse dalla maggioranza degli intervenuti si è collocato Romanelli, giudicando gravemente limitativi della libertà dello storico alcuni degli interventi in merito al “caso Toaff”. Carmine Donzelli, in un intervento molto seguito, ha portato il punto di vista di un editore, che si trova alle prese con le decisioni di pubblicare o non pubblicare un’opera storiografica.

Daniele Menozzi, nelle conclusioni, ha ribadito la assoluta necessità del lavoro degli archivisti come condizione indispensabile per la scientificità del lavoro dello storico e ha auspicato il ripetersi di simili incontri in futuro.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

History of language:  
a model for history of intellectuals?

Andrea Ragusa

According to an instantaneous and superficial approach, language and intellectuals seem to be, at the same time, two categories close as well as hardly accessible<sup>1</sup>. Looking at the historiographic approach that until now has considered its importance and centrality, will be clear how different is the set of the elements surfacing in related research lines as peremptory, and the analytic categories used in the heuristic phase. First of all is different the historiographic typecasting: the intellectuals history – one of the most important development vector in historic research of the 20<sup>th</sup> century – is essentially brought back to a philosophic setting that often gives a contribute to a non-adequately deepened contextualization in its own formal layout.

In the history the idea results often linked to an auto-referential referential dimension in which the idea connects to idea in a logical-deductive method in which the structural feature created by that idea doesn't outcrop with the desirable brightness. In Italy – the *case study* Country in our analysis – this is overall the fruit of an idealistic hegemony that has generated a historic research displacement pro an ethical-political approach; in this way history is history of facts (*histoire événementielle*, as teaches Fernand Braudel) and characters; history is the unilinear deploying of the idea of freedom; just interrupted by incidental pathologies, just the way happened in fascism, a pathology assaulting the healthy body of a liberal society.

But neither Marxist historiography – that starts from an economic approach of research: the history as classes conflict and social development dialectic – manages in defining the links between society and intellectuals on a methodological plan.

Taking up an inheritance by enlightenment and French revolution, Marxism exasperates intellectual's critical function and his demiurgic connotation: the man of learning has no more a mission but a function conveyed by an organisation. Lenin assigns to a minority organised in political party the function of addressing and driving the revolution thrust asking intellectuals their conversion to that same revolution cause.

In "Geschichte und Klassenbewusstsein" Lukacs modifies the point of view of totality in a point of partiticity: thus the intellectual becomes an officer. As well know, in Italy Antonio Gramsci is the one who dedicated a wide range of his thought on the intellectual's theme. But once again, "who were" the intellectuals according to Gramsci? Superstructures officers are by one side the clerks of the leading group and by the other side they are considered to be the culture promoters: once unanchored by the leading group they have to make their selves organical to the party in order to conquer the hegemony in civil society: intermediate area between society and State.

The historiographic innovations by the 60's and 70's have introduced some elements of interest creating an important bloom of studies as global interpretation and as the new meaning of some analysis. In England and in Germany the sociologic dimension prevailed creating general studies about the intellectuals professional categories. In France, prosopography has been enriching of useful elements of analysis for the last 20 years starting from the model introduced by Jean François Sirinelli: *génération et lieux de sociabilité*.

Looking at the other side of the problem – the language – the importance of self referentiality will be clear. First of all we can observe that language is one of the most interesting field of research for sociology, linguistic, political science, mass-communication analysis. Just during last 20-30 years historians turned their attention on this kind of subject, with bets regards to history of language and, on the other side, history of propaganda and political communication.

Propaganda has particularly contributed in transferring attention on the dynamic element of language and on the subjective intervention on historic facts and consequentially by investigating their symbolic implications.

Starting from the 60's with the change generated in one side by sociology and Anglo-saxon matrix historic anthropology, and in the other side by the acquisition of the methodological statutes

---

<sup>1</sup> Report by Andrea Ragusa of University of Siena presented at the Irish conference *Models of intellectual history*, organized by the Society for Intellectual History, London, april 17th-20th.

and of the analysis categories defined by the group of scholars of the historical review “Les Annales”, social history paid more attention to the problem of language, of the relationship between language and society, and also – with the “linguistic turn” extreme – to the linguistic representation of society. Last, but of course not least, the approach of Marxist structuralism: language as a representation of power, hierarchy, authority, in particular studying punitive structures and large organizations leadership.

These marks of difference we have indicated until now reveal a lot about the possible directions that could be taken by the research in order to obtain an approach among the categories. The history of intellectuals can be considered in a wide part the history of the languages used by the intellectuals: the language they invent, disseminate; and so – following this direction – it will appear more certain and understandable.

With this intervention we are trying to present a model for a linguistic history of the intellectuals, identifying some main phases corresponding to a significant transformation in word’s meaning and in the function that the man of learning should get in the society and so in the intellectual’s language. It seems that one of the possible settings of this model should be related to the relationships between tradition and modernity and thus modernization as the passage from one to the other society model. According to classical sociologic theories we define the traditional society as a society characterized by preponderance of communitarian relations, by a bound and often self-consumption production’s economy, scarce jobs differentiation, technologic absence on scientific bases, general agreement about some traditions, magic and religious beliefs, agreement about hierarchies and authority. A few social mobility.

According to the model proposed by Talcott Parsons tradition and modernity should connote society upon opposing tendencies: particularism/universalism; diffusion/specificity; affectivity/affective neutrality; enrolment/acquisition. So what’s intellectuals’ role in the transition process from one to the other stadium or to put it better in the modernization process meant as a society’s landing place at an industrial capitalism status, advanced, wide democratic participation, high secularization level?

When the word “intellectual” was introduced for the first time – with the J’accuse by Emile Zola in 1898 – it brought two fundamental meanings: “man of learning” proximity to values funding society, the obligation of undertaking the defence of it.

However according to the enlightenment-like tradition the role of Prince counsellor usually assigned to the intellectual, was assimilated to the one of power’s ideologist. In the first phase of its story the intellectual was thus the leading class functionary and the language he contributed to invent and spread was the one of the modernity ordained by the elites. Just the way underlined in the 50’s of the 20<sup>th</sup> century by Karl Deutch, giving way to a strand of studies destined to a great fortune in the last twenty years, the process of nation building was at the same time a great process of social communication, meant as the way of communicating in the most efficient way, and on a wider range of topics, with the members of a large group of subjects. At the origin of the modern state we can find two fundamental targets: assuring compliance to rules issued by the central power, and surpassing in a mixing direction the existing uses.

By one side, state officers – bureaucrats and teachers – covered a central role in the legislative unification .

By the other side modern intellectuals were engaged in the construction opera of the State symbolic stage that Eric Hobsbawn called “invention of the tradition”. Thus they were the ideology constructors, the dominant ideas divulgators in the civil society. The 19<sup>th</sup> century can be considered as an époque characterized by several cultural crusades in order to make real and consolidate national unity, real legitimization element of the modern state. Not only the intellectual took part to the battle for the linguistic unification and the dialects rooting out, but he chime in making substance the symbolic language of the modern state, flapping the flag, singing the people greatness celebrating in rituals, ceremonies, monuments. We should observe the fact that this process used to keep lots of element of continuity: of which the main is the conservation of the sovereign

sacredness principle, and of all those elements realizing it, and realizing that transfer, tracing the origin of the middle age, of the sacredness, from the church to the state, that proceeded to its own semi religious consecration.

Thus, just the way Kantorowicz sustained in his imposing study about the idea of royalty in middle age the idea of corpus mysticum, defined by the Church, was acquired by the State and used by lawyers, politicians and intellectuals in building a new state's ideology.

Also, military language was a very important one to spread the sense of a national identity, especially in countries – Italy for example – later became united nations. Army, school, and bureaucracy, were the three gymnasiums of the Unitarian army, and of the language apprenticeship of the modern state.

Otherwise the construction process of the national identity has been marked by the propulsion of some subjects inside the State, grown up marginally or against it. This is the case of modern mass political parties, that meant the intellectuals' dedication in an organic function in virtue of a free and subjective choice. For the particular meaning owned by the language of the identity and for the role played by the intellectuals, was the socialist movement the most important example of these movements. Getting rid of the bourgeois origin, and choosing to move the proletarian cause the man of learning became staff of the revolution cause-politician that way, according to Lenin's definition.

Socialist and social democratic parties with a high ideological and programmatic matrix. The language codifying could be defined the one of a totalitarian politics. The "leader-party" set in the middle of the intellectual dialectic as a subject and as a formal layout, and in that language it poured and exemplified the jacobinian prospective of man and new society construction.

It's well worth asking ourselves, first of all, what's the relation that the socialist movement implant with the state and the nation, how it can be considered as laying in an external point and how the two dimension interpenetrate. If that's true that socialist movement has in its own main features the tract of internationalism we must consider that no other political movement had, historically, an equal ability in territorial rooting. Not only the language matter was in the middle of Lenin's reflection about people's self determination; not only Stalin wrote a short pamphlet about the language that became a fundamental work for an époque of communist culture, but the whole movement and the block of parties that took inspiration by the socialism tried to find an intensive and interpenetrate relationship with their native Country.

We just need to remember – to prove it – how all the political parties acquired the "national" adjective in their own denomination, above all in the second after-war; how all of them used to build their headquarters in places and buildings in order to show their attempt to reach the Government; just the way everybody decorated their symbols with national colours: overall the revolution red flag.

The communist party and the Italian socialist one have always presented, after the second world war, the Italian flag in their own iconographic expressions; after Bad Godesberg the national German flag was risen on the SPD headquarter together with the red one: the local government conquest was fundamental, above all in the big cities.; AUSTRIAN SOCIALDEMOCRACY expressed for the whole second after-war their chancellor in the figure of Vienna's Major.

In facts, according to a second analysis level the language of the socialist parties invests the fragile junction of the relation between modernity and tradition. If that's true that socialism was on of the most powerful revolutionary brake vectors.. is also true that relevant were the elements of continuity acquired by tradition and reversed in the patrimonial code.

Let's think about- for instance- the liberty movement's style arts and crafts by William Morris e Walter Crane and about the remaining, in the socialist iconography between the two centuries of symbols just like the one of entwined hands coming straight from the free mason's simbology. The relation between tradition and modernity declines, in the masons movement, with a singular retrocession and advancing process: the mason movement language was always related to the future construction and to the big vectors of this construction: industrialization, machinism, positivism,

scientism, rational organization, enlargement in democratic participation, have always been present in left winged political parties linguistic register.

Left winged language were strongly addressed to the past, and (provocating) not lacking of some conservative element. The opposition to modern rationality, codified in exasperate research of the communitarian spirit, in the construction that German historiography defined socialist *arbeitergemeinschaft*.

This came to be a particular articulation of the continuity relation with those movements, partied, transformed into regimes, that used the ideology as the conservative reaction arm. The intellectuals were in facts the active subjects in the construction of the modern bourgeois public opinion, according to the definition given by Jurgen Habermas working in places such as café, salons, clubs.

The construction of the Unitarian state found some guides among the intellectuals linked to the socialist movement: according to Antonio Gramsci for instance in Italy the newspaper "AVANTI!" acted worked for a linguistic and cultural unification.

Now as explained by Georg Mosse in his magistral work on the birth of national socialist movement – reaction movement – Nazism and fascism as well – took from the socialism a large component of their own languages and of their identity codes, but they also instituted lieux de sociabilité: magazines, press, universities, cinemas, mass media. A whole generation of men of learning grove in Italy under the fascism, getting widely education, principles and methods, and only after the 30's accruing an antifascist opposition conscience. Also for the language is present the problem, of the continuity among pre-fascism, fascism, post fascism that convenes, now, decline in an interrogatives series pertaining the role and the presence of intellectuals, and at the same time their link to the democratic political organizations. Under this last aspect, in fact, the elements of continuity appear more evident than the elements of a brake that also the risen democratic parties claimed as a constitutive tract. In truth, according to politological construction of models, the main European political parties acted as social integration ones- above all the socialist and catholic ones- and however, due to the binding matrix that the taking part to the party's ideology and to the organization had, such parties reveal relevant analogies just with fascist party, totalitarian integration party: global and capillary organization of the militant life, of the leader's cult, possibility to get struggle of it just with the expulsion.

All the Italian republican political tradition was deeply linked to the political shapes of the nineteenth century, and the same politician that led Italy in the modernity were men born and grown up under an 18<sup>th</sup> policy. So the intellectual: in the 50's of the 20<sup>th</sup> century he was till conserving a kind of language which was universalistic and hardly ideological.

When did this model of intellectual go to die? Trying to answer this question we would conclude our speech, saying we think universalism and ideology of intellectual life collapsed under the emergence of a new kind of cultural production – a commercial way of production – and a much more spacialistic kind of knowledge. This process generated the "new mandarins", as Noam Chomsky wrote in the 70's. The traditional intellectual layied on a sort of regret for its lost function and, more generally, for a lost world.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

L'ascesa dell'India sulla scena internazionale  
Opportunità e sfide per lo sviluppo delle relazioni internazionali

Incontro Italo-Indiano, Siena, 12-13 dicembre 2006

Paolo Soave

Il 12 e 13 dicembre 2006 si è tenuto, nell'Aula Magna della Facoltà di Scienze Politiche dell'Università degli studi di Siena, l'annuale convegno internazionale promosso dal Centro interuniversitario Opint – Osservatorio di politica internazionale (<http://www.gips.unisi.it/opint/>) fondato e diretto dal prof. Giovanni Bucciati. Dopo le analoghe iniziative degli anni precedenti su Libia e Turchia l'Opint ha organizzato, in collaborazione con la Direzione generale paesi dell'Asia, dell'Oceania, del Pacifico e dell'Antartide del ministero degli Affari esteri italiano, un incontro italo-indiano sul tema *L'ascesa dell'India sulla scena internazionale. Opportunità e sfide per lo sviluppo delle relazioni italo-indiane*. Dopo i saluti delle autorità intervenute, il prof. Bucciati ha ringraziato gli enti e le istituzioni che hanno reso possibile con il loro contributo l'iniziativa e, aprendo la prima sessione dei lavori, ha introdotto i principali temi scientifici del Convegno. Egli ha ricordato come in molti abbiano iniziato a riflettere sull'emergente ruolo internazionale indiano solo all'indomani della stipula, avvenuta a Washington il 18 luglio 2005, del trattato con cui il presidente americano Bush e il premier indiano Manmohan Singh hanno avviato la collaborazione strategica fra i due paesi. Con questa intesa gli Stati Uniti hanno legittimato l'India come potenza democratica detentrica di ordigni atomici. Con il trasferimento di tecnologie nucleari a scopi civili gli americani hanno inoltre inteso favorire il grande mercato indiano. Contrariamente all'atteggiamento assunto nei confronti di paesi quali Iran e Corea del Nord, come ha precisato il sottosegretario di Stato per gli Affari politici Nicholas Burns, la Casa Bianca ritiene l'India una potenza affidabile per l'intera comunità internazionale, un riuscito modello di convivenza multi-etnica su basi democratiche meritevole della fiducia e della considerazione degli Stati Uniti. Non vi è dubbio, ha osservato il prof. Bucciati, che l'accreditamento statunitense rappresenti allo stesso tempo un punto di arrivo e di partenza per l'ascesa del profilo internazionale dell'India, a distanza di pochi anni dagli attentati dell'11 settembre. L'India può infatti esercitare un ruolo non secondario nella stabilizzazione delle conflittualità regionali comprese fra golfo Persico e oceano Pacifico e contribuire alla lotta contro il terrorismo internazionale. Le nuove scelte statunitensi sembrano proiettare l'India al rango di partner privilegiato a livello geopolitico, dove gli interessi americani e indiani sono o potrebbero diventare convergenti, a livello geo-economico, per le enormi potenzialità del mercato e delle risorse umane e a livello politico-strategico per il comune impegno democratico contro le principali minacce internazionali. L'India, al cui interno vive una comunità musulmana di ben 200 milioni di individui, sembra oggi operare una precisa distinzione fra Islam e gruppi di militanza islamica che tentano di strumentalizzare le conflittualità inter-etniche all'interno del paese. Stati Uniti ed India condividono pertanto l'interesse per la stabilizzazione di una immensa regione in nome della pace, della cooperazione e dello sviluppo economico-finanziario e umano. Il prof. Bucciati ha poi ricordato come anche il processo di globalizzazione abbia favorito l'intensificarsi della cooperazione Usa-India, estesasi, con l'accordo citato, anche ai settori tecnologicamente più evoluti e strategicamente rilevanti. L'India *post-Partition* costituisce oggi un modello di democrazia multi-etnica e pluri-confessionale di indubbio successo, in cui *hindu* e musulmani convivono generalmente in pace. Proprio questa riuscita convivenza ha dato impulso alla poderosa crescita economica di questi ultimi anni, testimoniata da un aumento del Pil stimato nell'8,5% dalla World Bank. Lo sviluppo indiano segue un modello peculiare fondato sui livelli di consumo interno e sull'iniziativa privata, soprattutto nel campo dei servizi ad alto contenuto tecnologico, su tutti quelli dell'ingegneria informatica. Si tratta di un aspetto che gli accordi con gli Stati Uniti hanno tenuto ben presente: il capitolo economico prevede il raddoppio degli scambi commerciali fra i due paesi entro i prossimi tre anni, e – proprio in vista di questa crescita – il ricorso a risorse energetiche alternative a petrolio e gas. Il prof. Bucciati ha fatto inoltre riferimento ad un altro grande ed emergente paese asiatico, la Cina. L'asse Washington-New Delhi può rappresentare, soprattutto nelle intenzioni della Casa Bianca, un fattore di bilanciamento dell'ascesa cinese, percepita dagli americani in termini ben più antagonisti, dato il carattere non democratico del sistema politico di Pechino. L'affinità democratica e la convergenza di interessi fra Stati Uniti ed India, ha precisato il prof. Bucciati, non deve peraltro indurci a ignorare il fatto che la realtà socio-politica indiana,

multietnica, multiculturale, pluri-confessionale, straordinariamente articolata e complessa, tenda a esprimersi anche in ambito internazionale imponendo una politica estera tradizionalmente libera da condizionamenti. In particolare New Delhi cerca partner internazionali disposti a favorire la crescita del paese, soprattutto in ambito energetico, con approccio flessibile e democratico; punta alla stabilizzazione dello scacchiere asiatico; alla “modernizzazione” dello scenario medio ed estremo orientale; alla *governance* condivisa del fenomeno della globalizzazione. Va da sé quindi che la competizione geopolitica e geoeconomica con la Cina, il grande protagonista asiatico campione della crescita controllata dall'apparato, venga vissuta dall'India con virtuosa flessibilità, senza palesi squilibri in favore della *partnership* con gli Stati Uniti, ma piuttosto con la ricerca di una intensificazione degli scambi commerciali con Pechino, con cui sono state siglate intese non meno significative di quelle perfezionate con gli Stati Uniti. In definitiva, se la strategia globale americana può trarre vantaggio dalla partecipazione dell'India alla costruzione di un nuovo ordine mondiale, si può tuttavia anche pensare che l'India non farà il gioco dell'America contrastando la Cina, e ostacolerà ogni tentativo di confinarla in quel ruolo. Rimane il fatto che in un'epoca di grandi preoccupazioni e incertezze, la cooperazione fra due grandi democrazie quali India e Stati Uniti lascia spazio alla speranza e a nuove prospettive di pace. In questo quadro, ha concluso il prof. Buccianti, appare naturale che anche l'Italia guardi con crescente interesse ad una potenza in forte ascesa come l'India, intensificando le forme di cooperazione con New Delhi non solo per l'accesso a nuovi grandi mercati e alle tecnologie più evolute, ma anche per la difesa e l'affermazione dei comuni valori democratici.

Nel secondo intervento, l'amb. Claudio Pacifico, direttore dell'Area paesi dell'Asia, dell'Oceania, del Pacifico e dell'Antartide del ministero degli Affari esteri italiano, che ha fornito un contributo determinante nell'organizzazione dell'Incontro Italo-Indiano, ha sottolineato come un'iniziativa come questa risulti utile anche per l'interesse e l'attenzione che riesce a convogliare sul sistema Italia e sulla sua azione internazionale, coinvolgendo l'opinione pubblica e sensibilizzando la percezione e la consapevolezza del paese verso i grandi processi internazionali. L'ascesa dell'India rientra, in questo senso, nella più vasta realtà del contesto geopolitico asiatico caratterizzato anche dalla crescita cinese e delle cosiddette “tigri asiatiche”. Spesso questi fenomeni di cambiamento, ha osservato l'amb. Pacifico, vengono percepiti come una minaccia per il tenore di vita occidentale, anche per radicati pregiudizi culturali. In tal senso, il problema principale è rappresentato, per l'amb. Pacifico, dal rapporto con il mondo islamico. L'India è il paese più popoloso dell'intero fronte musulmano: quella che è una minoranza interna al paese, costituisce la comunità islamica più numerosa. È un primato che rappresenta anche un paradosso. Il nuovo, in sostanza, incute timore, e questo vale soprattutto per la Cina, più che per l'India. Il dibattito su quale debba essere il posizionamento dell'Italia verso questi grandi processi asiatici di cambiamento è sempre in corso e suscita anche reazioni di chiusura, soprattutto nei comparti commerciali e manifatturieri. L'amb. Pacifico, nel respingere tali reazioni negative, ha sottolineato come simili atteggiamenti possano danneggiare l'Italia, che non ha certo il “peso” internazionale per opporsi a certi processi. Occorre piuttosto predisporre a cogliere le notevoli opportunità che l'ascesa di un paese come l'India può rappresentare per l'Italia. Si è coniato perfino un neologismo, “Cindia”, per sottolineare l'entità complessiva, geopolitica ed economica, della crescita di Cina ed India. I dati relativi al subcontinente indiano sono veramente impressionanti e ci dicono che si sta costituendo in quel contesto una classe di nuovi ricchi forte di 300 milioni di individui. Pertanto, ha ricordato l'amb. Pacifico, mentre crescono i timori per la concorrenza che l'India può porre nei settori più tradizionali, come in campo tessile e manifatturiero, continuando a qualificarsi nelle produzioni di eccellenza il nostro paese vedrà dischiudersi enormi possibilità nei nuovi mercati indiani. Molti dei nuovi ricchi indiani infatti chiedono prodotti di qualità e stile italiano, ad esempio nel *design*, nell'abbigliamento, ecc. Nell'ambito dello sviluppo tecnologico l'amb. Pacifico ha citato alcuni dati particolarmente significativi sul sistema universitario indiano: sono 300 gli Atenei e i centri di ricerca, quasi 16.000 le Facoltà, che complessivamente sfornano ogni anno oltre 2 milioni e mezzo di laureati, fra i quali sono ben 350.000 gli ingegneri, non solo molto più di quanto produca il

sistema universitario italiano ma soprattutto il doppio degli Stati Uniti. Non è quindi casuale che le più grandi Università occidentali si avvalgano di Docenti indiani. Con questa prodigiosa crescita scientifico-tecnologica il sistema Italia ha grande interesse a collaborare. In tal senso, il ministero degli Esteri Italiano si sta attivando per richiamare l'attenzione del paese su tali fenomeni, al fine di favorire la collaborazione nella ricerca e nei settori più avanzati. C'è poi un aspetto politico del fenomeno indiano che l'amb. Pacifico ha voluto prendere in esame. Il fatto che l'India, al contrario di altri grandi paesi asiatici, sia soprattutto una democrazia, ovvero condivide i nostri stessi valori e principi, in particolare riguardo ai diritti e alle libertà individuali, fa di questo paese un *partner* irrinunciabile nel perseguire quella che l'amb. Pacifico ha definito la "globalizzazione buona", in contrapposizione a quella che produce soprattutto squilibri e disparità. Per un paese con una popolazione superiore al miliardo di individui, la democrazia rappresenta soprattutto una sfida; occorre pertanto apprezzare la sincerità dello sforzo democratico indiano, a fronte di molti rilievi critici che hanno inteso soprattutto cogliere gli aspetti ancora contraddittori di quel grande paese, che è anche un esempio di riuscita convivenza. L'amb. Pacifico ha poi evidenziato la rilevanza della funzione di stabilizzazione regionale che può essere svolta dall'India, in virtù anche delle sue imponenti dimensioni geografiche. Nel corso degli ultimi 15 anni tale ruolo è andato rafforzandosi ed ormai va oltre i confini regionali, estendendosi anche alla lotta al terrorismo internazionale. L'Italia in particolare è in prima linea nel promuovere le ragioni per un crescente coinvolgimento indiano nella stabilizzazione del quadro afgano. La stabilità asiatica continuerà anche in futuro a giocare molto sullo stato dei rapporti fra Cina ed India, fonte in passato di attriti e veri e propri scontri militari. Occorre oggi promuovere soprattutto l'interazione positiva fra queste due grandi potenze regionali. Per quanto riguarda lo sviluppo della cooperazione italo-indiana, l'amb. Pacifico ha citato la visita compiuta nel 2005 dal presidente della Repubblica Ciampi in India, andata ben oltre l'ufficialità, coinvolgendo una vasta rappresentanza di ministri, presidenti di enti, associazioni di vari settori, inclusa l'università, in sostanza l'intero sistema Italia. Il ministero degli Affari esteri sta ora lavorando ad una nuova visita in India, condotta dal presidente del Consiglio Prodi e prevista per il mese di febbraio. Anche in questo caso la rappresentanza italiana sarà ampia e coprirà molti settori strategici per rafforzare la cooperazione bilaterale fra i due paesi. Gli ambiti di maggior interesse sono quello agroalimentare, quello tessile, le alte tecnologie, mentre là dove l'India può minacciarci occorre sviluppare delle *joint-ventures*. L'India guarda con particolare interesse al *design* italiano, ed anche grazie all'impegno dell'amb. Dogra negli ultimi tempi visite e contatti sono stati intensificati. I rapporti bilaterali italo-indiani, ha concluso l'amb. Pacifico, restano molto al di sotto delle loro potenzialità. Per instaurare con l'India un rapporto di collaborazione ampio e profondo come già vantano altri paesi, quali ad esempio Francia, Germania e Spagna, l'Italia deve impegnarsi molto ed accettare la competizione con questi attori, coinvolgendo anche la società civile, i media e le Università dei due paesi.

Nel terzo intervento, Rajiv Dogra, ambasciatore straordinario e plenipotenziario dell'India in Italia, ha dichiarato di condividere le ragioni per una possibile intensificazione dei rapporti italo-indiani illustrate dall'amb. Pacifico. Portando la riflessione sul ruolo internazionale dell'India contemporanea, egli ha sottolineato il mancato avvio di molti processi di modernizzazione, in particolare di quello relativo alla rivoluzione industriale. Pur avendo partecipato ad entrambi i conflitti mondiali, l'India non ha inoltre beneficiato degli aiuti previsti dal piano Marshall. Pertanto al conseguimento dell'indipendenza nazionale, nel 1947, l'India era un paese isolato e che scontava un ritardo imputabile, in molti settori, al suo precedente status coloniale. Si pose pertanto allora il problema di edificare un paese senza che esso già avesse una sua precisa collocazione internazionale. In tal senso l'India ha potuto beneficiare del retaggio culturale altamente positivo della lotta nazionale per l'indipendenza ispirata alla non violenza gandhiana. La presenza di guide quali Gandhi e Nehru ha in effetti costituito una risorsa preziosa proprio per interpretare il contesto internazionale entro il quale il paese avrebbe dovuto posizionarsi. Al termine del secondo conflitto mondiale, mentre l'affermazione delle due superpotenze, Stati Uniti ed Unione Sovietica, determinava un nuovo ordine internazionale, non mancavano le eredità negative della passata

epoca, come il colonialismo, il razzismo e il sottosviluppo. Forte fu quindi la richiesta di una leadership internazionale che interpretasse ed unificasse tutte queste istanze nella lotta per l'indipendenza. Pertanto, fra le prime iniziative assunte dall'India vi fu nel 1947 la promozione di una conferenza delle nazioni asiatiche. Inoltre, data l'egemonia del sistema bipolare, l'India si trovò a scegliere se rassegnarsi a costituire una semplice appendice di una delle due superpotenze o sforzarsi di plasmare autonomamente il proprio ruolo internazionale secondo le proprie visioni. Da questa scelta scaturì il non allineamento indiano. Contestualmente, all'interno del paese, che al tempo dipendeva ancora dalle importazioni di generi alimentari, venne avviato il processo di sviluppo. Si trattò di un processo, ha ricordato l'amb. Dogra, perseguito secondo una duplice strategia: dare impulso tanto al settore privato quanto a quello pubblico. L'amb. Dogra ha ricordato come l'attuale impetuoso sviluppo, avviatosi negli anni '90, abbia alterato, più radicalmente che in passato, il profilo del paese. In un certo senso l'avvenimento che ha fatto scoprire al mondo la nuova India è stato il noto *Millennium Bug*, che vide entrare in scena gli ingegneri informatici indiani, i quali rassicurarono il mondo intero che il primo giorno del 2000 i computer avrebbero regolarmente funzionato. Da allora è nato il mito tecnologico di Bangalore ed anche quello dello sviluppo indiano. L'amb. Dogra ha poi ricordato come già prima di tale sviluppo l'India guardasse all'Italia con interesse per i suoi prodotti di alta qualità. La classe dei nuovi abbienti indiani è in particolare molto sensibile all'eleganza e al pregio del *made in Italy*. L'India di oggi, ha precisato l'amb. Dogra, è un paese che ha saputo recuperare l'iniziale ritardo ponendosi alla testa della rivoluzione informatica e tecnologica tuttora in corso. Per questa ragione oggi il paese è una risorsa ed un riferimento per tutto il mondo. Infine egli ha invitato a non trascurare un ulteriore fattore di cambiamento: l'India è un paese "giovane", con 550 milioni di individui al di sotto dei 25 anni di età. Anche questa è una risorsa straordinaria che sta trasformando l'India nel laboratorio del mondo e che garantisce un approccio decisamente aperto ed amichevole all'approfondimento delle relazioni e della cooperazione con gli altri paesi.

Nell'ultimo intervento della prima giornata di lavori il prof. Matteo Pizzigallo, Ordinario di Storia delle Relazioni Internazionali dell'Università Federico II di Napoli, ha ripercorso i rapporti politico-diplomatici italo-indiani a partire dal '900. Il prof. Pizzigallo ha parlato, a tal proposito, di una "diplomazia dell'amicizia" fra Italia ed India che, contrariamente a qualche giudizio affrettato, non è così recente né può ricondursi esclusivamente alle ultime visite condotte da personalità politiche, affondando più profondamente le proprie radici nella storia dei due paesi. Il primo significativo incontro politico italo-indiano citato dal prof. Pizzigallo è stato quello della visita che Gandhi fece in Italia esattamente 75 anni fa recandosi da Mussolini a Villa Torlonia. Egli si presentò "vestito da Gandhi" con al seguito l'inseparabile capretta, al punto da indurre il Duce a dire "Questo ometto e la sua capra riescono a scuotere da soli l'Impero Britannico. Gandhi è un santo, un genio, che utilizza in politica un'arma sinora sconosciuta: la bontà". Il Mahatma era reduce da tante memorabili battaglie non violente di disobbedienza civile e si stava adoperando per introdurre nelle relazioni internazionali un nuovo fondamento etico destinato a riscuotere popolarità anche presso gli ambienti cattolici. Le relazioni italo-indiane proseguirono fra le due guerre anche per l'interesse del fascismo, ha ricordato il prof. Pizzigallo, per il nazionalismo indiano, che avrebbe potuto essere strumentalizzato in funzione antibritannica. Più interessanti appaiono i rapporti fra i due paesi nel secondo dopoguerra. L'Italia fu tra i primi paesi a riconoscere l'indipendenza indiana, anche se il neutralismo professato da Nehru creò qualche difficoltà ai governi di Roma, che avevano assunto una precisa collocazione internazionale. Nel 1955 Nehru si recò per la prima volta in Italia ed appare significativo come al termine della visita le delegazioni di Italia ed India si trovassero in difficoltà nel dover trovare un sinonimo accettabile al termine "neutralismo" da utilizzare nel comunicato finale del loro incontro. Era naturalmente l'Italia a trovarsi in imbarazzo, temendo difficoltà nei rapporti con il potente ed "occhiuto" alleato americano, che scrutava con preoccupazione i movimenti terzomondistici di Nehru, Gandhi, Tito e Nasser. C'era il rischio di offrire una sponda alle correnti neoatlantiche, ovvero a quella sinistra sociale e cattolica animata da personaggi quali Mattei, Gronchi e La Pira. Negli anni successivi, grazie anche alla presenza al

governo italiano di coalizioni meno appiattite sull'impostazione filo-atlantica, le relazioni italo-indiane poterono proseguire più liberamente. Negli anni '80 vi fu il viaggio del ministro degli Esteri Colombo in India, cui seguì nel 1998 quello del Presidente della Repubblica Scalfaro. Lo stato attuale dei rapporti italo-indiani, ha concluso il prof. Pizzigallo, vede intensificarsi la cooperazione scientifica ma anche la convergenza di valori politici, dato il comune impegno a difesa della pace e della stabilità nel delicato settore dell'Estremo Oriente, secondo il dettato universalistico della Carta delle Nazioni Unite.

La prof.ssa Valeria Fiorani Piacentini, ordinario di Storia ed Istituzioni del mondo musulmano dell'Università Cattolica di Milano, ha aperto con il suo intervento la seconda giornata dei lavori dell'incontro Italo-Indiano. La prof.ssa Fiorani Piacentini ha evidenziato come nel corso degli ultimi anni l'India sia stata positivamente segnata dal ritorno alla normalità nella vita civile e politica, grazie all'attenuazione dei fenomeni più violenti. In particolare la debolezza del potere centrale ha favorito nel corso degli ultimi anni un progressivo decentramento dei poteri a carattere federalistico. Proprio tale processo ha dato impulso ad un più razionale sviluppo economico periferico, con una condivisa attenzione per la lotta contro la povertà. In politica estera sono invece rimasti invariati l'opzione nucleare e il non allineamento. Il superamento della fase più acuta dei conflitti religiosi, coincisa con i massacri di Bombay del 1993 e del 1995, e l'imporsi di una linea laicizzante, contribuirono alla normalizzazione sociale perseguita dal BJP – *Bharatya Janata Party*, Partito del Popolo Indiano. Il 14 febbraio 1998 tuttavia il fattore Islam riemerse prepotentemente nella vita politica e sociale indiana, attraverso una serie di sanguinosi attentati a matrice fondamentalista. Gli avvenimenti del 1998 furono soprattutto l'espressione di una nuova militanza estremistica legata ai musulmani in passato emigrati nel golfo Persico e tornati in patria con il retaggio dei conflitti di quella regione. Altre espressioni fondamentalistiche provenivano invece dall'Afghanistan e dal movimento talebano, che trovava proprio nell'India un fermo antagonista regionale. L'orientamento laicista del paese, pur tra tali minacce, si preservò in quei difficili anni, grazie anche alla stabilità garantita dalla guida di Wajpayee, uomo della destra indiana. Proprio in quegli anni furono poste le basi per l'avvio del processo di sviluppo con l'apertura ai capitali stranieri. Il ministro degli Esteri Singh coltivò il rapporto con gli Stati Uniti ed avviò una nuova politica di buon vicinato con il Pakistan che produsse nel 1999 una dichiarazione congiunta indo-pakistana, "alba" di una nuova era nei rapporti fra i due paesi. Alla base della svolta vi fu il comune interesse per la stabilizzazione della regione, cui sembrò per un momento potesse essere sacrificata ogni annosa disputa. Nel complesso, ha ricordato la prof.ssa Fiorani Piacentini, il primo cinquantennio di indipendenza indiana è stato segnato da una indubbia tenuta del sistema democratico, pur permanendo conflitti etnici e sacche di povertà. A partire dal 1991 al corso democratico si è sovrapposta la via della modernità che pare destinata a ridurre gli stessi dislivelli interni all'India. Alla base di questo processo, che trae rafforzamento anche dal consolidamento federalista e dall'affermazione di una emergente borghesia moderna, si colloca il sistema partitico indiano, caratterizzato dal bipolarismo fra Bjp e il partito del Congresso. Le scelte operate dall'India sullo scenario internazionale nel corso degli ultimi anni, con gli accordi stipulati con Stati Uniti e Cina, oltre alla ricerca di un accesso alle risorse energetiche del Medio Oriente, rappresentano, a giudizio della prof. Valeria Fiorani Piacentini, il tentativo di garantire le basi per un ulteriore consolidamento interno e per un approfondimento del processo di modernizzazione. L'avvento al potere in Pakistan di Musharraf nell'ottobre 1999 ha rischiato di perturbare nuovamente i rapporti e gli equilibri regionali, soprattutto a seguito della decisione pakistana di puntare al nucleare. La vera svolta è stata, in realtà, quella dell'11 settembre 2001, con il Pakistan pronto ad affiancarsi strategicamente agli Stati Uniti. A distanza di alcuni anni, tuttavia, proprio il carattere regionale e transnazionale del fondamentalismo che si irradia dall'Afghanistan ha contribuito a riavvicinare India e Pakistan, che si sentono entrambi minacciati. L'India, in particolare, ha cercato di fornire sostegno diplomatico al governo Karzai insediatosi a Kabul, temendo che anche l'Afghanistan potesse divenire un *failed State*, senza peraltro spingersi ad un impegno che avrebbe potuto insospettire il Pakistan e creare ulteriori indesiderate tensioni. Fra la fine del 2005 e gli inizi del

2006 il confronto indo-pakistano, ha osservato la prof.ssa Fiorani Piacentini, è stato ripreso dai ministeri degli Esteri dei due paesi sempre su base strategica, estesa, oltre che all'originario campo della sicurezza, a quello energetico, con il progetto di una *pipeline* del gas fra Iran, India e Pakistan. Gli alterni rapporti indo-pakistani, ha concluso la prof.ssa Fiorani Piacentini, si sono negli ultimi tempi arricchiti di una ulteriore complessa variabile, rappresentata dalla Cina. Stipulando intese con Pechino, oltre che con Washington, l'India sembra aver acquisito vantaggi e consolidato la leadership regionale proprio nei confronti del Pakistan.

Il dott. Cristiano Marini, dell'Università La Sapienza di Roma, ha svolto una relazione, preparata in collaborazione con il prof. Antonio Golini, su *Percorsi di popolazione: opportunità e sfide per lo sviluppo. Scenari per il XXI secolo*. Egli, anche con l'apporto di grafici e tabelle, ha illustrato come l'attuale processo di trasformazione demografica internazionale sia caratterizzato da un sempre più efficace controllo sulle morti precoci e sulle nascite indesiderate. Le ricadute economiche e politiche dei fenomeni demografici sui singoli paesi e, conseguentemente, sull'intero sistema internazionale, possono essere adeguatamente valutate ricorrendo al concetto di "finestra demografica", ovvero quella congiuntura demografica particolarmente favorevole in cui, per un determinato periodo di tempo più o meno lungo, si riduce il valore del rapporto fra la componente improduttiva della popolazione di un paese (gli *under 14* e gli *over 60*) e quella della popolazione produttiva. In altri termini la "finestra demografica" costituisce, ha spiegato il dott. Marini, la fase di passaggio da un contesto socio-economico caratterizzato da popolazione prevalentemente giovane e da scarso sviluppo economico a un contesto con popolazione più anziana ed elevata crescita economica. Ad esempio il Niger rappresenta attualmente il caso di un paese "giovane" e poco sviluppato, alle soglie della cosiddetta "finestra demografica"; la Cina è nel pieno della transizione fra le due condizioni estreme e l'Italia può essere considerata al termine di tale trasformazione, avendo ormai una popolazione prevalentemente anziana e uno sviluppo economico consolidato. I differenti momenti in cui si manifesta e la variabile durata della "finestra demografica" per ciascun paese favoriscono fenomeni di pressione demografica differenziale e di competizione internazionale. Riguardo ai movimenti migratori, è prevedibile che il flusso di popolazione in direzione Sud-Nord permanga anche nei prossimi anni, anche per l'ammodernamento delle attività agricole destinato a creare un ulteriore surplus di forza lavoro nel Sud del pianeta e per l'accresciuta istruzione femminile. Il dott. Marini ha poi posto il problema, ormai strutturale ed incontenibile, delle migrazioni internazionali, con la chiusura delle frontiere. La tendenza in corso, tanto quella legata al trattato di Schengen quanto quella adottata dalle Nazioni Unite, è favorevole ad un approccio multilaterale del problema, che tenda a favorire una migrazione di tipo temporaneo, che non accentui i problemi di compatibilità in seno alle società di destinazione, né impoverisca definitivamente di forza lavoro giovane quelle di partenza. Una politica migratoria generale dovrebbe necessariamente intervenire a sostegno di uno sviluppo più bilanciato nei paesi poveri e allo stesso tempo incidere sui fenomeni demografici, sia quelli di decremento nei paesi più sviluppati, sia quelli di eccessivo incremento nei paesi più arretrati. Riguardo al tema generale della globalizzazione, il dott. Marini ha posto in luce come si sia nel tempo passati da una "prima globalizzazione", quella che, protrattasi sino agli inizi del XX secolo, favoriva la mobilità delle persone ma preservava attitudini protezionistiche in ambito commerciale, ad una "seconda globalizzazione", ancor oggi perdurante, che si connota soprattutto per l'assunzione di politiche migratorie restrittive e per un regresso della liberalizzazione economico-commerciale, dovuta essenzialmente all'ascesa internazionale di nuovi grandi attori, Stati, o aggregati. Coniugando gli elementi dell'analisi proposta, quali dimensione regionale, sovranità politica e andamento economico-demografico, il dott. Marini ha concluso sostenendo che solo quattro potenze sembrano in grado, in prospettiva, di gestire le conseguenze del processo di globalizzazione: Usa, Cina, India e Russia, mentre l'Unione Europea appare carente proprio sul piano della sovranità politica.

Nel suo intervento il gen. Fabio Mini, già capo di Stato maggiore delle forze Nato del Sud Europa, ha illustrato le principali implicazioni politico-strategiche dell'ascesa internazionale dell'India quale nuova grande potenza. Questo paese, ha precisato il gen. Mini, rappresenta già oggi

una grande realtà, come dimostra anche il suo particolare approccio alla collaborazione internazionale nell'ambito scientifico-tecnologico. L'India sta allacciando in molti settori d'avanguardia *partnership* di altissimo livello, forte di una notevole disponibilità di risorse umane di cui naturalmente può beneficiare l'intero Occidente. Pertanto il gen. Mini si è detto fiducioso riguardo alla possibilità, considerata anche da altri relatori, di una intensificazione della collaborazione con l'Italia e dei risultati che essa potrà dare. La cooperazione nella sicurezza presenta, secondo il gen. Mini, anche alcune difficoltà. Si possono ottenere senza dubbio buoni risultati unendo gli sforzi nei campi della normativa sull'immigrazione, nella lotta contro i terroristi e non, ideologicamente e in maniera vaga come è stato fino ad oggi, contro un generico terrorismo. Est ed Ovest devono coalizzarsi per smantellare strutture terroristiche ben precise. Allo stato attuale infatti il gen. Mini lamenta il fatto che la collaborazione in questo campo non vada oltre un rapporto bilaterale certamente positivo, ma poco concreto. Si tratta di una mancanza non imputabile all'India o all'Italia, ma piuttosto alle carenze dell'Europa. L'Italia ha dato un contributo significativo, ma è pur sempre un piccolo paese se rapportato allo scenario globale. Pertanto nessuno può sostituire il ruolo che spetterebbe all'Europa. Riguardo alla distinzione fra piccoli e grandi paesi, il gen. Mini ha illustrato un concetto cinese, quello di "nazione gigante" e dei suoi effetti nel contesto internazionale, "*gigantic country effect*". Un paese di grandi dimensioni come Stati Uniti, India o Cina, non può obbedire alle stesse leggi che regolano la vita di un paese di dimensioni medio-piccole. Per anni l'Occidente si è adoperato per spingere cinesi ed indiani ad uscire dalla condizione di sottosviluppo, ma solo adesso sono evidenti le conseguenze che 2 miliardi e mezzo di individui, complessivamente la popolazione dei due giganti asiatici, possono avere sullo scenario internazionale, a partire dal consumo delle risorse disponibili. Pertanto quando pensiamo di misurarci con realtà quali India e Cina, ha osservato il gen. Mini, dobbiamo necessariamente farlo in termini di gigantismo, ovvero, nel nostro caso, attraverso l'Europa. Purtroppo il processo di integrazione continentale ha finora privilegiato l'unione economica tralasciando altri aspetti, come quello sociale, quello politico e appunto quello della sicurezza, in cui potremmo fornire un notevole contributo nella definizione di un nuovo ordine internazionale. L'Europa non ha un esercito unico, né riesce a porsi come interlocutore unitario neppure in seno all'Alleanza Atlantica, dove le decisioni vengono assunte all'unanimità, e talvolta il criterio principe della salvaguardia della coesione interna viene messo in discussione dalle riserve, dai cavilli tecnici, che vengono sollevati e che finiscono per limitare l'azione della Nato. Riguardo ai rapporti con India e Cina, ha osservato il gen. Mini, si avverte la mancanza di unità europea proprio nell'ambito della sicurezza. Al momento possiamo solo prendere atto del legittimo diritto di questi due paesi di far parte a pieno titolo del sistema internazionale. Quanto all'Italia, il gen. Mini ha ricordato come nel corso degli ultimi 15 anni il paese si sia impegnato molto nel campo della politica di sicurezza, intesa soprattutto come proiezione degli interessi nazionali, sostenendo interventi che si distinguono da quelli degli altri attori internazionali. Quello italiano è in effetti un approccio diverso all'impegno in campo internazionale, a partire dalla dignità che noi italiani siamo disposti a riconoscere agli interlocutori con cui ci troviamo ad operare. Inizialmente ci poniamo nei loro riguardi riconoscendoli quali interlocutori privilegiati, per riservarci in una fase successiva di distinguere fra antagonisti o addirittura criminali o terroristi. Ritornando al concetto di gigantismo, il gen. Mini ha illustrato le quattro condizioni che consentono ad un paese di rilevanti dimensioni di avere un ruolo dominante: 1) un approccio internazionale fondamentalmente pacifista, che non crei tensioni indesiderate; 2) un apparato di difesa credibile con efficace funzione di deterrenza; 3) un'economia di mercato. L'esempio cinese, ha ricordato il gen. Mini, è in tal senso significativo, trattandosi di un paese la cui realtà anche urbana, infrastrutturale, cambia radicalmente nell'arco di sei mesi. La popolazione ha inoltre compreso che attraverso il sacrificio può arricchirsi e migliorare considerevolmente il proprio status, secondo una concezione che i paesi occidentali sembrano aver invece perso; 4) l'apertura internazionale, ovvero la capacità di guardare agli altri attori come potenziali interlocutori e non come minacce. L'Italia, secondo il gen. Mini, può fornire un notevole contributo nel rafforzamento delle collaborazioni internazionali con questi giganti, ma non può operare senza

l'Europa. Il gen. Mini ha concluso il suo intervento citando il Segretario generale della Nato, che all'atto del suo insediamento affermò che in seno all'Alleanza atlantica non era più opportuno continuare a distinguere fra "chi cucina e chi lava i piatti". In ogni alleanza, in sostanza, c'è la tendenza a distinguere secondo i ruoli i vari partner, ma appare sempre più evidente che i paesi giganti, in tutti i continenti, non sono più disposti a "lavare i piatti".

Nel suo intervento, l'ambasciatore italiano in India, Antonio Armellini, riallacciandosi a quanto sostenuto dal gen. Mini, ha precisato che in India a soffrire è soprattutto l'immagine globale dell'Europa. Nella percezione geopolitica indiana, ha infatti precisato l'amb. Armellini, sono ben presenti soprattutto i grandi interlocutori, quali ad esempio gli Stati Uniti e la Russia, mentre l'Europa è una sorta di "ectoplasma". Più nitidamente sono percepiti in India i principali paesi europei, come la Gran Bretagna, la Francia e in parte la Germania. Dell'improprio bilateralismo fra India ed Unione Europea e della complessiva debolezza dell'Europa soffrono in India, soprattutto, gli altri partner unitari, fra i quali anche l'Italia. L'amb. Armellini ritiene che sia necessario, nell'ambito dei rapporti italo-indiani, superare alcuni stereotipi tuttora esistenti. In particolare in Italia l'immagine indiana oscilla fra l'*ashram* e l'orrore della miseria dei vicoli di Calcutta, mentre Bangalore rappresenta soprattutto un mito di cui non si ha un'esatta percezione. D'altra parte gli indiani, pensando all'Italia, immaginano ancora prevalentemente la gastronomia, le due e le quattro ruote che hanno favorito la motorizzazione. In effetti, ha ricordato l'amb. Armellini, negli anni '50 e '60 l'Italia manteneva un forte presenza industriale in India, con gruppi quali Ansaldo, Fiat, Innocenti, Snam, Pirelli, Eni, Ceat, che hanno accompagnato la prima industrializzazione indiana. Questa immagine positiva del nostro paese si è nel tempo dissolta lasciando nell'immaginario indiano spazio ai noti stereotipi. L'India odierna, ha precisato l'amb. Armellini, non è quella della nostalgia dell'*ashram*, né quella delle miserie di Calcutta. È, oltre a questo, un paese in grande crescita politica ed economica, alle prese da dieci anni con un processo di sviluppo interno che ne ha fatto, secondo una definizione dell'amb. Armellini, una grande "potenza potenziale", in quanto non la si può ancora ritenere una potenza compiuta, ma soprattutto una notevole opportunità ed una promessa. Soprattutto nell'elaborazione della politica asiatica italiana, occorre tener conto di alcuni punti fermi: India, Cina e Giappone. In India è necessario consolidare la presenza italiana, in Cina colmare alcuni svantaggi comparativi, e in Giappone sostenere, attraverso una *holding operation*, quei rapporti che hanno già una loro comprovata solidità. L'India può pertanto rappresentare per l'Italia il terreno delle opportunità e delle responsabilità. Occorre partire dall'ormai incontrovertibile solidità democratica del paese, che ha smentito la previsione formulata da Churchill negli anni '40, in base alla quale quel paese non avrebbe retto alle spinte disgregatrici interne. Una delle caratteristiche più interessanti del sistema costituzionale indiano, ha evidenziato l'amb. Armellini, è proprio la grande flessibilità che ha permesso di assorbire tali spinte disgregatrici, superando la contrapposizione fra Nord e Sud particolarmente grave negli anni '60 e portare l'Unione a comprendere 27 membri, senza che i vari localismi divenissero ragioni di frattura. L'Unione Indiana è oggi altamente condivisa, mentre nel 1947 rappresentava soprattutto una scommessa. Tale solidità è certo il frutto di un processo democratico che, pur molto distinguendosi da quelli occidentali, ha consentito l'articolarsi delle volontà politiche e quindi una forte condivisione statale. Una delle peculiarità sociali con cui occorre confrontarsi per meglio comprendere la realtà indiana è quella del sistema delle caste, fattore di stabilità ma anche di fortissime discriminazioni, che dopo l'indipendenza è andato addirittura rafforzandosi, ed ha esplicato la funzione di catalizzatore di consenso politico. In India è la casta il gruppo di pressione più forte anche in sede politica, pertanto non si è prodotta una mobilità interna di tipo verticale in seno alla società, determinandosi piuttosto una sorta di paralisi. Per gli indiani invece il sistema delle caste è un elemento di forte stabilità sociale, nonché uno strumento di consolidamento della democrazia locale. L'India odierna, oltre ad essere un paese coeso, alimenta anche una forte autorappresentazione del proprio ruolo internazionale, sospinta da una crescita economica poderosa, oscillante fra l'8 e il 10% annuo, un ritmo paragonabile per tassi a quello della Cina anche se diverso per valori assoluti. Uno dei quesiti irrisolti del modello indiano, ha sostenuto l'amb.

Armellini, è se una crescita di tale portata possa nel tempo favorire una più equa redistribuzione della ricchezza interna, come sostengono i liberalizzatori, o meno. Allo stato attuale, tale effetto non si è ancora prodotto. La classe media indiana, paragonabile per consumi a quella occidentale, comprende fra gli 80 e i 100 milioni di soggetti e cresce del 10% annuo. Le stime indiane inseriscono in questa categoria ben 300 milioni di individui, ma in realtà prendono in considerazione anche soggetti il cui tenore di vita è piuttosto paragonabile a quello della classe media italiana degli anni '50. C'è poi una fascia intermedia di circa 500-600 milioni di persone legata all'economia rurale, che include anche 200-300 milioni di soggetti che vivono nella povertà. Questa composizione sociale, ha commentato l'amb. Armellini, non sta evolvendo come certi economisti sostengono. È significativo che i 500-600 milioni di indiani che operano nell'agricoltura incidano sul prodotto nazionale lordo nella stessa misura del milione e mezzo di soggetti che opera nell'*information technology*. In altre parole, ha osservato l'amb. Armellini, la sfida per lo sviluppo indiano è quella di rendere economicamente produttivi i 600 milioni di individui che operano nelle campagne, come trasferirli ad attività più produttive al momento assenti, anche perché l'India, nel corso degli ultimi 20 anni, ha sottovalutato il settore manifatturiero. Forse una strategia potrebbe essere in futuro proprio quella di ridare attenzione ad un settore intermedio, quello industriale e manifatturiero, in un sistema economico che privilegia le tecnologie più avanzate e l'agricoltura. Rispetto alla Cina, l'India presenta per l'imprenditore italiano potenziale investitore, minori rischi per la maggiore tutela dei marchi e delle proprietà intellettuali che deriva dal modello anglosassone, inoltre offre un vantaggio comparativo in termini di costi, con una manodopera ancora largamente inutilizzata, una struttura sociale solida e un mercato capace di assorbire molti prodotti. L'amb. Armellini ha osservato che da circa 2 anni, a partire dalla visita del Presidente Ciampi, si segnala un nuovo interesse da parte degli imprenditori italiani per l'India e la percezione che quello indiano è un mercato dove non si commercia ma si investe. In effetti non è immaginabile una presenza stabile nel mercato indiano se non si è disposti ad investire nel paese, e, purtroppo, gli operatori italiani sono in tal senso i meno competitivi, così come modesti sono gli investimenti indiani in Italia. Il governo Singh, d'altra parte, ha avviato dal 1991 un processo di liberalizzazione che ha fra le sue priorità l'agricoltura, le infrastrutture e il sociale. In ambito agricolo l'India ha compiuto straordinari progressi, al punto che le carestie non sono più temute e il paese si è trasformato in esportatore di prodotti agricoli. Resta intatta la gravità del sistema distributivo interno, dato che l'ammontare complessivo dei prodotti che non vengono distribuiti è pari all'intera produzione agricola italiana. L'Italia può quindi inserirsi nell'ambito agroalimentare con riconosciute competenze per favorire la modernizzazione di questo settore e contrastare quelle povertà e carenze alimentari derivanti dall'inadeguata distribuzione. Altra priorità indiana è quella di adeguare le infrastrutture alle esigenze del processo di sviluppo, che altrimenti potrebbe venire strozzato. L'India, alle prese con un grande dinamismo, difetta, ha ricordato l'amb. Armellini, di vie di trasporto moderne ed efficienti. Il problema della distribuzione interna si pone, naturalmente, anche per le attività industriali. Il cosiddetto "quadrilatero d'oro", un sistema autostradale per collegare Calcutta, Madras, Bombay e Delhi, è ancora ben lontano dall'essere completato. Negli ultimi anni è invece esploso il traffico aereo grazie all'ingresso nel mercato indiano di molte compagnie *low cost*. Anche l'India soffre, come molte democrazie, della lentezza e delle difficoltà con cui si dà seguito ai grandi progetti. Al contrario in Cina non è necessario chiedere permessi agli organi periferici per poter realizzare opere. Le potenzialità che l'Italia può cogliere in India nei vari settori sono notevolissime: con adeguati investimenti è possibile raddoppiare, nell'arco di un paio di anni, gli attuali 4 miliardi e mezzo di dollari di interscambio fra i due paesi. I primi settori in cui l'Italia dovrebbe rafforzare la cooperazione sono proprio quelli dell'agroalimentare e delle infrastrutture, seguiti dal *made in Italy*. Quello indiano è certamente un mercato difficile, con molta burocrazia e un certo grado di corruzione, ma nel quale sono già entrati vari paesi, pertanto può farlo anche l'Italia. Le iniziali difficoltà sono state affrontate, e superate, da tutti. Sul piano della collaborazione scientifica, l'Italia deve impegnarsi molto in India perché allo stato attuale si segnalano solo alcune iniziative minori. Occorre dare all'offerta formativa italiana, in particolare a quella universitaria che

già sconta rispetto a quella inglese l'*handicap* linguistico, maggiore organicità. Gran parte degli indiani vanno a studiare all'estero, prevalentemente negli Stati Uniti, in Inghilterra, Australia e Canada. Nel complesso, l'India, paese alle prese con grandi cambiamenti ma anche con persistenti contraddizioni, presenta una capacità unica di "proiettare il futuro nel presente". Ad esempio le stime della CIA indicano che nel 2050 quella indiana sarà la terza economia al mondo, ma nella percezione collettiva per l'India il 2050 è come se fosse già giunto. La percezione delle proprie possibilità trova alimento in India anche nella forte volontà di crescita, un po' come, ha ricordato l'amb. Armellini, nell'Italia degli anni '50, che usciva da una grave crisi e si aveva la sensazione di poter raggiungere traguardi poi solo in parte ottenuti. Questa forte autorappresentazione si esprime in politica estera con il già citato non allineamento. In tal senso l'amb. Armellini ha precisato che sarebbe un errore considerare l'India, dopo il recente accordo di collaborazione nucleare, un alleato degli Stati Uniti. Con l'Italia, l'India ha un rapporto di empatia che risale a ben prima dell'indipendenza: l'amb. Armellini ha infatti ricordato l'influenza di Mazzini, Garibaldi e Cavour nella formazione di Gandhi, e, del resto, in Italia esiste probabilmente l'unico partito politico che, con stupore degli stessi indiani, si dichiara "gandhiano". L'amb. Armellini ha concluso il suo intervento osservando che se negli ultimi tempi è andato crescendo l'interesse italiano per l'India, allo stesso tempo l'Italia non deve commettere l'errore di ritenere che l'India, anche in virtù della percezione del proprio ruolo internazionale, possa attendere quelle offerte di collaborazione economica e scientifica che per il nostro paese rappresentano un'opportunità assolutamente da non perdere.

Il dott. Alok Agarwal, direttore generale per il Regno Unito del Gruppo Tas-Nch, ha illustrato nel suo intervento, avvalendosi anche della proiezione di schemi e grafici, il processo che ha condotto all'insediamento ed alla affermazione in India di una società di servizi informatici, quale la Tas del Gruppo Nch, all'interno della quale operano anche ingegneri indiani, oggi considerati l'avanguardia mondiale nel campo dello sviluppo della tecnologia informatica. Il gruppo Nch, con sede a Bologna ed uffici in Spagna, Regno Unito ed India, è leader italiano nel settore *software* e sono moltissimi gli istituti di credito che si avvalgono dei servizi offerti da tale società. In pratica tutte le operazioni bancarie avvengono attraverso il supporto *software* della Nch. L'apertura della sede in India, in particolare, è stata imposta dalle grandi potenzialità offerte dal mercato dei servizi di quel paese, quali disponibilità di personale qualificato e costi più contenuti, contrariamente a quanto avviene in Europa. Era quindi necessario essere presenti all'interno di un'economia così dinamica per poter offrire i servizi della Nch.

Il dott. Jacob Rose, Chief Representative North India della Camera di commercio indiana per l'Italia e direttore della Italtec consulting Pvt Ltd di New Delhi, con una lunga esperienza personale di studio e di lavoro in Italia, ha illustrato nell'intervento conclusivo del Convegno, anche con l'ausilio di un filmato, gli aspetti più significativi del tumultuoso processo di crescita economica che sta caratterizzando l'India. Pur non mancando di cogliere le immane contraddizioni del cambiamento in corso, rappresentate da persistenti dislivelli nel tenore di vita e da sacche di povertà ancora diffuse, il dott. Rose ha evidenziato le straordinarie potenzialità che un paese come l'India può offrire ai propri *partner* nell'ambito della cooperazione economica e scientifica.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Andrea Dilemmi

*Il naso rotto di Paolo Veronese*

*Anarchismo e conflittualità sociale a Verona (1867-1928)*

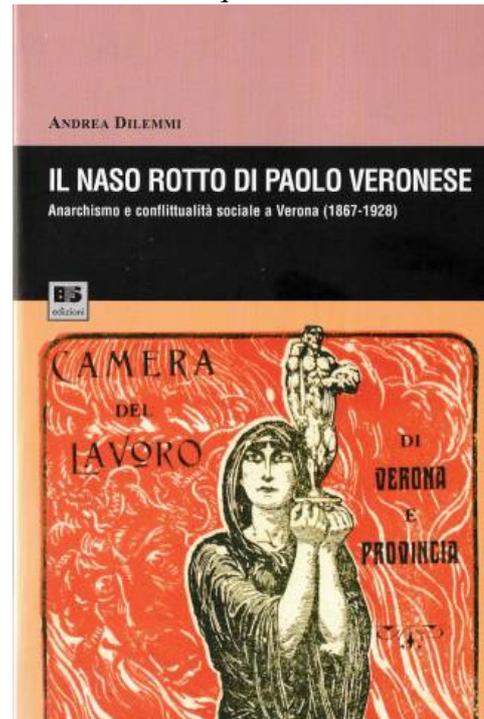
Pisa, BFS edizioni, 2006

Fiorenza Tarozzi

Con questo lavoro di approfondimento di una ricerca avviata in occasione della tesi di laurea, Andrea Dilemmi offre un approfondito spaccato di storia locale, a cui non fa mai mancare un respiro in chiave nazionale delle vicende del movimento libertario e delle lotte sociali nella seconda metà dell'Ottocento e nel primo ventennio del Novecento. È il territorio veronese al centro dell'indagine, una realtà che può essere definita e letta come periferica se non marginale, ma che l'accurata e approfondita analisi di Dilemmi rende significativa perché serve a ricomporre l'articolarsi del movimento anarchico in tante diverse vicende che ne fanno, insieme, la storia. Come scrive nell'introduzione Maurizio Antonioli: "Ancora una volta ci si accorge come proprio lo studio del formarsi e dell'evolvere nel tempo di una piccola comunità di individui, uniti da un legame ideale, permetta di confrontare il formarsi e l'evolvere di molte altre di queste comunità".

Il percorso narrativo dell'opera si sviluppa tra il 1867 e il 1828, due date legate a eventi locali specifici come il nascere e l'organizzarsi nel veronese delle prime società di mutuo soccorso – associazioni lontane al loro primo apparire dall'impegno politico, ma ben presto luoghi dell'impegno sociale, del confronto e dello scontro sul terreno delle rivendicazioni economiche e previdenziali – e il processo Domaschi che segna una pesante ferita inferta dal fascismo ad uno degli uomini più rappresentativi dell'anarchismo primo novecentesco. I passaggi successivi portano Dilemmi ad analizzare le lotte sociali in città come in campagna sottolineando le figure protagoniste – in gran parte operai e artigiani, che i rapporti polizieschi definivano come "arditi", "arroganti", "audaci", "pericolosi", ma anche "oziosi" – e i gruppi, i circoli vale a dire quella rete associativa che va crescendo nei decenni a cavallo tra Otto e Novecento. Nel nuovo secolo, poi, si apre la stagione dell'attivismo delle leghe e delle camere del lavoro, diffuse anche nel veronese che pure di fronte ad un modesto sviluppo industriale continuava a mantenere una connotazione economica prevalentemente agricola. Nelle pagine dedicate a quei decenni Dilemmi intreccia la storia del sindacalismo con quella dell'anarchismo andando a ricomporre le diverse presenze e il loro grado di incisività nella lotta, accettando la sfida, molto bene superata, di fare emergere la "pur modesta presenza dell'anarchismo" (p. 85), una presenza organizzata attorno al Circolo di studi sociali, una presenza capace di momenti di chiara visibilità nella campagna antimilitarista e contro il primo conflitto mondiale.

A dar valore al volume di Dilemmi, oltre l'accurata ricerca documentaria e bibliografica, è la linearità del percorso narrativo e la qualità della scrittura piacevole, ma mai banale.



# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Claudia Dall'Osso

*Voglia d'America*

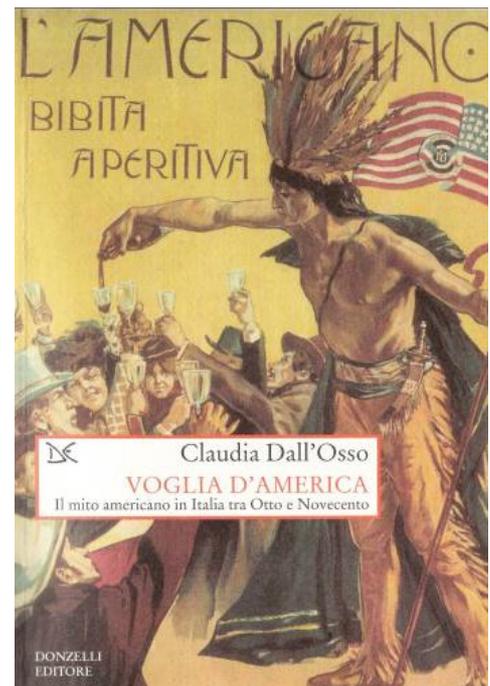
*Il mito americano in Italia tra Otto e Novecento*

Roma, Donzelli, 2007

Fiorenza Tarozzi

In maniera piacevole, accurata nella forma come nella ricerca documentaria, Claudia Dall'Osso invita in questo breve saggio, ricco di stimolanti suggestioni, a riflettere sul crescere nella cultura occidentale e italiana in particolare, del mito del modello americano; un mito sovente indagato per il secondo Novecento che l'autrice, invece, dimostra avere le radici nei decenni che precedono la Grande guerra, periodo su cui si sofferma in maniera analitica. È la stagione della grande emigrazione verso il continente immaginato come pieno di città le cui strade erano lastricate d'oro, ma non sono le testimonianze di coloro che in America vanno per cercare lavoro che utilizza Dall'Osso, bensì i resoconti di viaggio, le rubriche sui periodici "che influenzarono un'opinione abbastanza vasta, anche senza essere voci di una esperienza immediata, bensì prime elaborazioni, primi approcci" (p. 7).

È la parola degli intellettuali e degli artisti a venire vista e utilizzata quale strumento della costruzione del "sogno americano", una parola capace di coltivare l'immaginario e di cullare la fantasia. Fa parte di tutto ciò la prima immagine che l'America offre di se stessa agli occhi di chi sbarca dai transatlantici: i grattacieli, simboli della modernità, la statua della libertà, simbolo della democrazia. Chi poi vi può restare e osservarne i caratteri, vede un Paese in movimento: "il bello propriamente americano pare agli italiani intimamente connesso ai ritmi frenetici delle città, al succedersi rapido di mode, all'abbattimento di un edificio e alla subitanea riedificazione di un altro nuovo di zecca, insomma al moto perpetuo applicato a ogni aspetto della società segno di sviluppo indefinitamente progressivo" (pp. 81-82). I protagonisti di quelle realizzazioni sono diversi: i lavoratori, i capitalisti (che sanno coniugare ricchezza e beneficenza in sintesi diverse da quelle conosciute in Italia ed ereditate dal paternalismo ottocentesco), le donne (emancipate nel lavoro, sulla scena pubblica, nella vita domestica). Non mancano, ovviamente, le critiche o meglio l'individuazione di situazioni in cui la tradizione e la storia danno lezione alla modernità. È il caso dell'architettura priva di quelle armonie che secoli di esperienze hanno dato alle città europee un volto insostituibile. "L'architetto europeo è artista, quello americano un costruttore" che non rispetta le proporzioni, l'armonia, l'estetica. Ciò nondimeno il modello americano cresce e se ne fanno divulgatori principalmente i giornali illustrati – in primis "la Domenica del Corriere" – attraverso le copertine affidate alla creatività di grandi illustratori e le pagine affidate alla penna di giornalisti curiosi e capaci di trasmettere curiosità. Una curiosità che il saggio di Dall'Osso ci fa rivivere con leggerezza, ma anche attraverso stimolanti analisi.



# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Elena Rambaldi

*Rotary International, a “Brotherhood of leadership”*

*Il caso italiano tra fascismo e primi passi della Repubblica*

Roma, Carocci, 2006

Alberto Malfitano

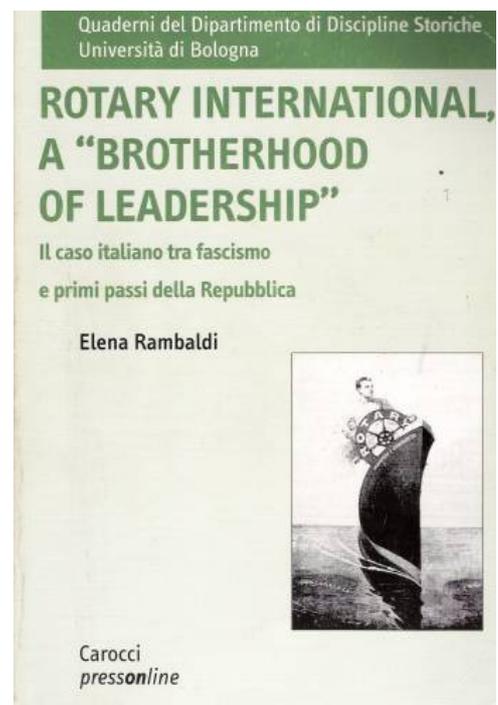
Scrivere la storia del Rotary club significa ripercorrere buona parte della storia delle classi dirigenti italiane nel XX secolo. È ciò che ha fatto Elena Rambaldi, dottore di ricerca all'Università di Roma Tre, che ha dedicato alla storia dell'organizzazione statunitense in Italia anni di studio, poi confluiti nel volume recentemente pubblicato da Carocci nella collana del Dipartimento di Discipline Storiche dell'Università di Bologna.

Il Rotary, una sorta di "internazionale borghese" sorta a Chicago all'inizio del secolo, sbarcò in Italia sull'onda degli aiuti in mezzi e in uomini provenienti dagli Stati Uniti nella fase conclusiva della Prima guerra mondiale. Nel momento in cui il wilsonismo e il mito Usa cominciavano a contagiare gran parte dell'opinione pubblica europea e italiana in particolare, i primi contatti con la realtà locale venivano presi da esponenti della società statunitense che si trovavano nella penisola per contribuire alla vittoria finale contro gli Imperi centrali: ad esempio, molti dei giovani autisti di ambulanze, che la Croce Rossa americana inviò sul fronte italiano, provenivano da famiglie di estrazione sociale medio-alta, iscritte in patria ai circoli del Rotary. Con la fine della guerra, un aspetto della crescente influenza americana in Italia si esplicò nel progetto di installare anche in Italia i club rotariani. Il successivo riflusso isolazionistico degli Stati Uniti non ostacolò il proliferare dei primi circoli in diverse città italiane, in primo luogo Milano e Trieste, non a caso le città più cosmopolite, non appena la situazione socio-politica vide il prevalere del fascismo.

Il rapporto con il regime, su cui verte gran parte del volume, non fu però mai semplice: il contrasto appare d'altronde inevitabile, se consideriamo la natura antitetica dei due soggetti, regime fascista e movimento rotariano: ipernazionalista, militarista, diffidente verso tutto ciò che potesse sembrare in odore di massoneria l'uno, pacifista e internazionalista l'altro. Ma la linearità non fa parte della storia: mentre a metà degli anni Venti i primi club nascevano lungo la penisola, Mussolini, che pure aveva compreso immediatamente le potenzialità eversive dell'associazione – come l'autrice sottolinea – mantenne un atteggiamento ambiguo ma sostanzialmente favorevole, che nel complesso consentì al Rotary di resistere efficacemente all'ostilità dichiarata dell'ala più radicale del fascismo. La chiusura del club di Parma, infatti, costituì l'unica vera vittoria degli intransigenti, capitanati da Farinacci, in quel frangente segretario di partito; ma non si andò oltre. A favorire la nascita e l'iniziale rapporto positivo dei club con Mussolini, fu la politica internazionale: la necessità di buoni rapporti con le potenze occidentali, e in particolare l'esigenza di capitali americani, che l'accordo sui prestiti permise, si riflettevano nella benevolenza di Mussolini verso il giovane movimento rotariano in Italia, un atteggiamento tuttavia estremamente volubile e legato alle contingenze.

La particolarità della situazione italiana fece sì che i vertici statunitensi dell'organizzazione avessero un occhio di riguardo: così la costituzione proprio in Italia del primo distretto europeo va attribuita non tanto alla diffusione dei club nella penisola, tutto sommato minore rispetto ad altre nazioni, ma alla decisione di venire incontro a un stato di fatto estremamente particolare, in cui il forte nazionalismo che permeava anche i primi ambienti rotariani della penisola accresceva il rischio di interpretazioni eccessivamente personali, localistiche e autonome del regolamento del Rotary.

Servendosi di documenti inediti, tra cui quelli conservati nei principali archivi del Rotary International, a Zurigo presso la sede europea e a Chicago presso quella principale, l'autrice ha ricostruito delicati passaggi relativi all'installazione del movimento nella penisola, come la



preoccupazione dei vertici per la situazione italiana, la volontà di addivenire a una veloce costituzione del distretto e il desiderio di mantenere buoni rapporti con il fascismo.

L'idillio con il regime durò tuttavia pochi anni. Nel momento in cui ci si avvicinava al Concordato tra Stato e Chiesa cattolica, un'associazione di ispirazione protestante e dal vago sapore massonico, non poteva non suscitare l'ostilità aperta del Vaticano, cui si associarono anche una parte degli esponenti del fascismo. Fu uno dei primi momenti difficili del Rotary in Italia, superato negli anni Trenta solo a costo di un progressivo allineamento sulle posizioni del regime, un prezzo pesante da pagare ma anche l'unico modo per continuare a essere presenti sul territorio e svolgere il proprio lavoro in un panorama di progressivo deterioramento delle relazioni mondiali, fatali per un movimento transnazionale come quello rotariano.

Così, se da un lato si diede il massimo appoggio ai passi mussoliniani che maggiormente sembravano procedere nella direzione della pace, come il "Patto a Quattro", gli incidenti con i club di paesi cui il regime era più ostile, come la Jugoslavia, o l'entusiastico appoggio alla guerra d'Etiopia e alle presunte ragioni dell'Italia, dimostravano quanto angusto e penoso si stesse facendo il percorso del Rotary in terra italiana, fino alla sua inevitabile chiusura: la politica cui il Rotary italiano si era via via prestato, di sostanziale acquiescenza al regime, non era più sufficiente nel momento in cui si strinse l'alleanza con la Germania e Mussolini lanciò la campagna antiborghese e quella razziale, strumenti della politica del regime indigeste anche per un'associazione che fino a quel momento si era sostanzialmente allineata alla politica nazionalistica del fascismo, ma che non poteva andare oltre senza snaturare completamente il proprio essere.

Dopo la chiusura, sostanzialmente imposta dal regime nel 1938, che evidentemente non vi vedeva più alcuna utilità e non poteva tollerare oltre la presenza, il Rotary rinacque in Italia dopo la conclusione della guerra. A questo periodo è dedicato l'ultimo capitolo del volume: il Rotary poté rinascere velocemente – sempre con un carattere maggiormente elitario rispetto ai paesi anglosassoni – grazie al favore alleato e alla natura stabilizzatrice che gli veniva riconosciuta rispetto al pericolo comunista che si profilava all'orizzonte. I temi del sostegno alle nuove organizzazioni di cooperazione internazionale, Onu in testa, si accompagnò all'intenso dibattito che amplificò nella classe dirigente italiana la parola d'ordine dell'europismo. La presenza nei circoli rotariani dei principali industriali italiani e di numerosi politici, anche democristiani, fece sì che i dibattiti al proprio interno accompagnassero e influenzassero, secondo l'autrice, la via italiana alla modernizzazione industriale che di lì a poco avrebbe portato al "miracolo" economico. Una maniera di continuare a influenzare la vita economica che già con il regime aveva visto importanti contributi di rotariani, specie nel momento in cui, nel difficile periodo all'inizio degli anni Trenta, il fascismo, con l'istituzione di Imi e Iri, cercava di dare risposte efficaci alle esigenze dell'economia nazionale.

La ricostruzione di Elena Rambaldi, godibile ed estremamente documentata, colma un vuoto storiografico, che i rari saggi non autoelogiativi esistenti non avevano ancora eliminato, e mostra il profondo rapporto che si intrecciò tra il Rotary italiano e le vicende politiche e in particolare economiche dell'Italia, dagli anni del regime a quelli del miracolo economico. Un rapporto stretto che si è esplicitato in un dibattito continuo nei tanti circoli presenti sul territorio, animati dalla presenza di personaggi di calibro nazionale, contemporaneamente presenti sulle poltrone ministeriali e nei consigli d'amministrazione delle principali aziende nazionali. Una sorta di storia d'Italia che è possibile condurre dall'interno di un'associazione che nella sua prima fase di vita in terra italiana ha dovuto barcamenarsi, tra alti e bassi, nel difficile rapporto con il fascismo, e che nel dopoguerra, specie nel momento in cui l'Italia ha definitivamente intrapreso la strada dell'industrializzazione, ha avuto modo di esprimere al meglio la propria vocazione di associazione di uomini d'affari dediti allo sviluppo del proprio paese.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Culture operaie e culture sindacali nel secolo del lavoro  
Firenze, 18-19 gennaio 2007

Paolo Mencarelli

Il 18 e 19 gennaio 2007, presso il palazzo Medici Riccardi (sala Luca Giordano) di Firenze, si è tenuto il convegno *Culture operaie e culture sindacali nel secolo del lavoro*, organizzato dalla Associazione Biondi Bartolini e dalla Camera del lavoro di Firenze nell'ambito delle celebrazioni per il centenario della Cgil. Il convegno si è articolato in tre sezioni (*Le culture, Le identità e I luoghi*) sempre con una discreta partecipazione non solo di addetti ai lavori e con un approccio multidisciplinare che ha visto intervenire, oltre a storici, anche sociologi, antropologi, esperti di problemi del lavoro ecc. Dedicata alle culture sindacali, la prima sezione è stata presieduta da Luigi Tomassini ed ha visto un denso intervento di inquadramento generale ad opera di Gianprimo Cella che ha individuato almeno cinque diverse culture sindacali nell'arco di oltre un secolo di storia del movimento operaio. La prima, secondo Cella, è quella "unionista-riformista", impersonata già nel 1906 da Rigola presto affiancata da quella del "pansindacalismo o della mobilitazione conflittuale", tipica del sindacalismo rivoluzionario, mentre nel secondo dopoguerra, soprattutto all'interno della Cgil, a prevalere è un modello di "sindacalismo di classe", intenzionato a rappresentare il "popolo lavoratore", con all'interno la variante cosiddetta "operaista" (Vittorio Foa) che ancora oggi caratterizzerebbe la cultura del gruppo dirigente della Fiom. Ben presente, soprattutto all'interno della Cisl, la cultura del "pluralismo e della negoziazione", vicina all'esperienza nordamericana della Cio. Dal congresso di Rimini della Cgil (1991) in poi, a prevalere è infine il tema dei "diritti", considerato da Cella "una variante postindustriale del sindacalismo di classe". Nel sottolineare il ritardo delle culture sindacali europee ad adattarsi ai cambiamenti, Cella ha infine notato come la prima delle culture elencate (quella "unionista-riformista") e la quarta (del "pluralismo e della negoziazione") non siano mai state effettivamente egemoni in Italia. Sempre nell'ambito della prima sezione particolarmente attento ai nessi tra la dimensione della fabbrica e quella del territorio si è dimostrato l'intervento di Filippo Buccarelli, che si è soffermato sul caso di Prato, mentre Ganapini ha analizzato le diverse concezioni dell'operaio delle correnti marxiste (con il mito di Spartaco e la tensione emancipatoria), cristiano-sociale (con la diffidenza verso il mondo industriale) e fascista che propone un'immagine del lavoro come coefficiente della grandezza nazionale. Secondo Ganapini, infine, l'idea dell'operaio-massa come soggetto conflittuale irriducibile avrebbe oscurato, in buona parte della storiografia, l'attenzione verso l'avvio della terziarizzazione del conflitto già in corso negli anni settanta. Barbara Curli ha poi fatto il punto sulla storiografia recente riguardante il lavoro femminile, a partire dagli studi provenienti dagli Usa alla fine degli settanta del novecento fino alle attuali tendenze della "Global Labour History" che hanno posto in evidenza il concetto di "genere" come strumento e categoria centrale nell'analisi del mondo del lavoro. Si è inoltre soffermata sulla natura del lavoro operaio femminile, mettendo in luce la discrepanza tra le lunghe permanenze in fabbrica delle donne, il loro contributo alla produzione e lo scarso riconoscimento sociale (e storiografico) di cui sono state oggetto. La relazione del medico del lavoro Franco Carnevale ha spaziato dal classico libro di Engels sulle condizioni della classe operaia inglese alle malattie professionali di categorie di lavoratori nel corso del novecento fino al ruolo del corpo maschile e femminile nell'iconografia del movimento operaio. La prima sessione si è conclusa con l'intervento di Paolo Favilli che si è soffermato sull'oscuramento delle tematiche relative al lavoro e al movimento operaio nella storiografia italiana degli ultimi venti anni.

La seconda sessione dedicata alle *Identità* è stata presieduta da Fulvio Conti ed è stata aperta da un inquadramento generale del rapporto cultura/identità operaia ad opera dell'antropologo Fabio Dei. Al centro dell'attenzione della scienza antropologica italiana è stato, a partire dal secondo dopoguerra, il mondo contadino con l'elaborazione del concetto di "folklore progressivo" da parte di Ernesto De Martino. Per l'ambito operaio, nota Dei, è assai più difficile parlare di "cultura" nell'accezione antropologica del termine, mancando una tradizione di repertori espressivi, canti, credenze che invece contraddistinguevano il mondo contadino. La cultura operaia è stata in questo senso rubricata sotto la più ampia "cultura di massa" (Tv, sport, supermercati ecc.), prevalendo la tendenza a sottolineare il carattere "alienato" del lavoro industriale, la sua minore dignità rispetto a quello agricolo e artigianale. Oggi peraltro si tende a considerare la cultura di massa in rapporto alle "pratiche di significazione" che essa finisce comunque per provocare, in forme sempre nuove e

differenziate, e non solo come qualcosa di cui si può dare solo una ricezione passiva. L'identità del mondo bracciantile è stata al centro dell'intervento di Marco Fincardi, che ha insistito nell'inserire il fenomeno bracciantile nell'ambito della seconda rivoluzione industriale e quindi la sua "modernità", i suoi legami con il lavoro industriale, rimarcando con forza il ritardo della storiografia che si è concentrata soprattutto sulla mezzadria. Renato Lattes, di cui è stato letto l'intervento, si è soffermato su quelle che ha definito come le varie "tribù" operaie, i vari gruppi di operai legati, negli anni '50-60, da comuni provenienze locali e dalle loro reti di relazioni nel contesto torinese. In particolare ha sottolineato il ruolo svolto, anche all'interno della fabbrica, dalle associazioni di conterranei che facevano riferimento a vari partiti politici, ad esempio i sardi al Pci o i calabresi al Psi, senza tacere sulle zone d'ombra quali la diffidenza nutrita dagli operai autoctoni rispetto agli immigrati o alla "terra di confine" tra delinquenza e rivolta presente in alcuni ambienti operai. Alessandra Pescarolo ha trattato del rapporto tra lavoro femminile e famiglia con ampi riferimenti alla storiografia internazionale sull'argomento. Pietro Causarano e Andrea Giuntini hanno indagato alcune dinamiche di lungo periodo di categorie non propriamente operaie come gli insegnanti e i ferrovieri. *I luoghi* del lavoro sono stati infine al centro della terza sessione coordinata da Sandro Rogari. Dopo l'intervento di Lorenzo Bertucelli, attento al ruolo svolto dagli enti locali con politiche e pratiche di protezione sociale attivate nel caso di rilevanti licenziamenti, una densa analisi comparativa di Stefano Musso ha evidenziato tratti comuni e specificità di "mondi operai" quali quelli dei tradizionali grandi poli industriali italiani (Milano, Torino, Genova). Musso ha particolarmente insistito non solo sulle peculiarità locali, ma anche sulle solidarietà familiari e di vicinato all'interno dei diversi contesti operai, al ruolo dell'azione sindacale finalizzata ad unificare gli egoismi di gruppo, mentre la sconfitta apre la strada alle soluzioni individuali o microcomunitarie. Il caso di Napoli è stato affrontato da Davide Bubbico, che ha insistito sulle contraddizioni tra operai e disoccupati all'interno di una storia di antica industrializzazione e sulle difficoltà dell'azione sindacale in un contesto, come quello partenopeo, con sovrabbondanza di manodopera. Più specificamente rivolte a determinate categorie di lavoratori o di tecniche lavorative le relazioni di Anna Pellegrino sugli artigiani fiorentini tra etica del mestiere e industrializzazione di massa, Giuliana Franchini sui portuali genovesi e il loro forte senso di appartenenza ad una tradizione associativa con elementi corporativi e solidaristici, Giovanni Contini sui minatori e i cavatori toscani, che ha sottolineato quante competenze tecniche (se non creative) si nascondano dietro a lavori erroneamente ritenuti basati sulla erogazione di sola forza fisica. Nel complesso il convegno ha inteso aprire una prima riflessione, riuscendovi, su alcuni aspetti finora piuttosto trascurati dalla storiografia, quali il rapporto tra culture del lavoro e culture politiche, il ruolo e il peso di determinati gruppi sociali (a partire dai metalmeccanici), l'interazione tra culture di fabbrica e culture del territorio con un approccio multidisciplinare e problematico.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Insegnare la storia globale  
Riflessioni e proposte per un nuovo approccio alla  
didattica della storia nelle scuole

Dario Petrosino

Di storia globale, anche in Italia, si parla ormai da qualche anno. La riflessione sul futuro dei programmi di storia nelle scuole di ogni ordine e grado si affianca all'esigenza, sentita da più parti, di dare un più ampio respiro alle tematiche da insegnare; esigenza che ha portato, nei primi anni del decennio, alla formulazione, delle prime timide simpatie per una storia "mondiale" da parte della commissione per il riordino dei cicli di istruzione ai tempi del ministro De Mauro (Mattozzi 2002, 790; Fiore 2004). Un auspicio che ha incontrato subito fieri ed autorevoli oppositori, a dimostrazione del fatto che il dibattito sul tema, allora come oggi, è ancora ben lungi dall'essere sopito.

Questo intervento vuole quindi porsi come contributo a un dibattito già ampio e discusso, affiancando, ai numerosi scritti teorici sul tema, l'esperienza compiuta all'interno della scuola pubblica dal sottoscritto, in qualità di insegnante di Italiano e Storia nell'Educazione degli adulti, dove ha iniziato, dal 2005, a proporre ai propri studenti programmi di storia globale.

Più che proporre un progetto di didattica, si vuole qui indicare una strada da percorrere, un approccio interdisciplinare che suggerisca spunti per l'organizzazione di nuove programmazioni didattiche da parte dei docenti della scuola. Prima però di delineare i principali aspetti del proprio lavoro, sarà forse opportuno un qualche accenno alla riflessione teorica in corso, in modo da poter maneggiare con cognizione di causa termini e concetti; seguirà poi una descrizione di cosa sia l'Educazione degli adulti, contesto scolastico (e didattico) di cui si parla tantissimo di recente, a seguito della riforma inserita nella Finanziaria 2007<sup>1</sup>, ma di cui la stragrande maggioranza conosce poco o nulla. Solo alla fine indicheremo quali approcci sono stati scelti, anche in base al contesto educativo, per proporre dei moduli di storia globale.

## Mondiale, globale o neo-globale? Certezze e incognite di una definizione

Nel leggere le riflessioni sul tema si finisce per constatare una certa vaghezza circa la definizione di questo approccio. Non è che manchi la chiarezza concettuale: è che ognuno sembra avere la propria idea in materia, e non è sempre detto che parlare di storia mondiale (o globale) significhi per diversi studiosi la stessa cosa.

Iniziamo dalla stessa definizione: mondiale o globale? Non si tratta di una mera questione lessicale, ma di due differenti concezioni della storia estesa fuori dei confini nazionali ed europei.

L'esigenza di dare più ampi orizzonti alla storia ha origine, secondo Cajani (2004a), in età illuminista. Tuttavia è dagli anni Settanta con Immanuel Wallerstein (1978) che inizia un vero e proprio allargamento dei confini della ricerca, fino allora chiusa, quando andava bene, in un ambito eurocentrico.

Nasce allora, attorno ai nuovi confini imposti dalla storia economica, il primo concetto di "storia mondiale": la disciplina esce dai confini identitari e dalle storie nazionali per seguire gli spostamenti di uomini e merci sui diversi continenti. Non che la cosa non fosse stata già fatta; ma quello che adesso cambia è che l'analisi dei fenomeni su grandi scale geografiche non concepisce più lo sviluppo dal punto di vista capitalistico, vedendo la storia come la direttrice sulla quale cresce la società occidentale, ma comincia a muoversi in un'ottica comparativa, guardando a casi contemporanei tra loro alla ricerca di interazioni e analogie.

In quest'ottica la visione mondiale della storia rimaneva comunque ancorata alle discipline tradizionali. La storia economica rimaneva tale, la storia politica si svincolava dai contesti

---

<sup>1</sup> La legge n. 296 del 27 dicembre 2006, detta Finanziaria 2007, prevede la totale riorganizzazione dell'Educazione degli adulti.

nazionali, ma non riusciva a risolvere il dilemma del rapporto tra storia politica e costruzione di un'identità nazionale nei vari paesi, vanificando così di fatto, di fronte a interpretazioni dei fatti storici spesso inconciliabili tra loro, la proposizione di una storia per così dire comune. Per non parlare poi del fatto che, così facendo, la storia estendeva il suo raggio d'azione oltre l'ecumene del mondo classico, ma applicando i modelli interpretativi di tipo eurocentrico che c'erano già prima, finendo per annullare la possibilità di proporre inedite chiavi di lettura offerte da punti di vista differenti rispetto a quello della cultura occidentale.

Pertanto, nel corso degli anni novanta, si fece avanti una nuova concezione della storia, estesa a livello mondiale, ma avente come punto di riferimento anche quelle discipline che sempre più spesso interagivano con la storia tradizionale: la sociologia, l'antropologia, gli studi culturali in generale, nella tradizione delle *Annales*. Questo nuovo approccio aveva il merito di lasciare da parte, solo per un momento, la storia evenemenziale e i filoni di ricerca più classici, che ne traevano loro malgrado sostentamento, per cercare una storia fatta di basi comuni, di comuni dinamiche di sviluppo, cercate non più in una visione che privilegiasse una lettura eurocentrica, ma in un'ottica spesso propria di culture differenti da quella occidentale.

Nasceva così la "storia globale". Al di là delle definizioni, che cercano di distinguere "mondiale" da "globale" attraverso una lettura cartografica dei due concetti – per cui "globale" starebbe a sottolineare una storia "mondiale", ma con la consapevolezza delle continue interconnessioni agenti sul globo terrestre (Gozzini 2004, 27), in una visione analoga al "villaggio globale" di Marshall McLuhan (1967)), la vera differenza è che la storia globale si slaccia dai percorsi classici della storia, lasciando spazio ai nuovi filoni di ricerca, come la storia ambientale, gli studi di genere o gli studi post-coloniali, molto più adatti per tale tipo di approccio. Uno degli esempi più noti e citati è l'opera di Fernand Braudel (1953; 1982) sul Mediterraneo, che, pur senza spostarsi dall'ecumene afro-eurasiatico, cerca gli elementi comuni delle civiltà sulla base di comuni elementi culturali, antropologici, commerciali e ambientali.

A questa visione, negli ultimi anni, se n'è già aggiunta un'altra, la "neo-globale", o *new global*, che analizza in storia i fenomeni della globalizzazione, in un'ottica preferibilmente della storia economica e legata alle questioni del lavoro (Stearns 2005, 107).

Dunque, davanti a una cospicua produzione teorica, lo scoglio da superare è l'applicazione di tali concetti a una didattica che si dica in sintonia con la programmazione scolastica. Compito non facile, se si pensa che le Indicazioni nazionali, ancora di impianto eurocentrico, devono essere un costante punto di riferimento nell'attività didattica (Valleri 2005; Cajani 2004b). Partire da una programmazione che attribuisce alla civiltà greco-romana un primato e un ruolo di guida nello sviluppo delle vicende storiche, per poi passare a una visione globale che faccia interagire questo "primato" col resto del mondo, prevede, da parte dell'insegnante, una buona dose di iniziativa, ma anche di coraggio. Una scelta "globale" in termini di programmazione si scontrerà inevitabilmente con tutta una serie di problemi: primo fra tutti, la mancanza di testi didattici, ma anche l'abitudine degli studenti a scansioni di tutt'altro tipo, per i quali perdere i capisaldi relativi alla costituzione di un'identità nazionale equivale a perdere il senso della storia senza che ne venga ritrovato uno nuovo; affiancati in questo dai detrattori del nuovo approccio storico, che scambiano la storia globale per la "par condicio" della disciplina, per cui tutte le storie (magari nazionali) devono essere affiancate l'una all'altra. Davanti a tali ostacoli l'approccio alla storia globale rischia di essere una scelta non sempre baciata dal successo, e questa rischia di essere vista come una forma di sperimentalismo fine a sé stesso e ben lungi dall'ottenere risultati pratici e proficui.

D'altro canto, l'insegnamento della storia nelle scuole italiane viene pensato per un'utenza nata in Italia e che si riconosce in un'identità italiana; condizioni perfette, quando si vuole imporre una didattica della storia tradizionale. I problemi nascono quando queste condizioni vengono meno; quando aumenta in classe il numero di studenti stranieri, quando la discussione di alcuni temi, per quanto spurgati da logiche nazionaliste, rischia di diventare imbarazzante nel corso della lezione. Per fare un esempio, provate a parlare in modo classico delle Crociate a uno studente arabo. Oppure, parlate del colonialismo a un cinese. Per quanti *mea culpa* si possano fare, il fatto stesso di aver affrontato l'argomento rischia di passare per una provocazione. Altrettanto avverrà, almeno per l'Italia, per gli studenti di origine eritrea, etiopica, somala e libica, in quanto più direttamente coinvolti nelle vicende coloniali nazionali. Lo stesso concetto di democrazia, posto davanti a uno studente musulmano, può causare reazioni di insofferenza; non perché questi non condivida i valori democratici, ma piuttosto perché il concetto, purtroppo, è diventato negli ultimi tempi, prima che un valore, il vessillo di una politica aggressiva nei confronti dei paesi islamici da parte dell'Occidente.

Per quanto tempo la scuola italiana si potrà permettere di ignorare questo problema? Al momento gli studenti stranieri sono la minoranza, ma sono destinati ad aumentare. E questo porrà al centro, tra varie altre questioni, la necessità di pensare una storia che sia davvero destinata a tutti, anche a chi appartiene a culture e identità diverse da quella italiana.

Per chi, come il sottoscritto, lavora nell'Educazione degli adulti, con classi composte in maggioranza da stranieri, il problema si è posto subito. Ad una prima osservazione, compiuta attraverso i "test di ingresso" e altre attività, si poteva già notare che, con la diversa provenienza geografica, cambiava anche la definizione del concetto di storia. Già, quando inizia la storia per un congolese? E per un pakistano? Avrà lo stesso inizio sia per eritrei che per etiopi? Ebbi modo di notare che l'inizio della storia coincideva generalmente con la formazione dell'identità nazionale del proprio paese. Pertanto, negli stati africani, la storia iniziava con la decolonizzazione; qualcosa di analogo, pur con molte differenze, avveniva per gli studenti provenienti dall'estremo Oriente. Gli stessi cinesi, generalmente, non si avventuravano mai in anni precedenti al XX secolo. Cosa diversa per gli studenti arabi, che vedevano la loro cultura come un *continuum* di secoli e quindi si spingevano, nella loro idea di storia, anche ad Avicenna.

Però, prima di procedere ancora, per dare un quadro più chiaro, occorrerà spendere qualche parola sull'Educazione per Adulti e su come essa finisca per anticipare dinamiche che tra non molti anni saranno frequenti anche nella scuola dell'obbligo.

## L'Educazione degli adulti e l'insegnamento della storia globale

L'Educazione degli adulti (Eda) nasce, a partire dal 1997, con l'istituzione dei Centri territoriali permanenti (Ctp), in base a quanto previsto dalla ordinanza ministeriale 455/1997 del ministero della Pubblica istruzione.

L'ordinanza recepiva un lungo dibattito svoltosi negli anni precedenti tra Unione europea, Unesco, ministero della Pubblica istruzione, regioni, province e Anci, insieme a un'articolata serie di Protocolli d'intesa e di conclusioni<sup>2</sup>; questi atti erano stati dettati al fine di "coniugare il diritto

---

<sup>2</sup> IV Conferenza Europea *Verso una società dei saperi: orientamenti per una politica dell'educazione nell'età adulta*, Firenze 9-11 maggio 1996; V Conferenza mondiale Unesco, *L'apprendimento in età adulta; una chiave per il XXI secolo*, Amburgo 14-18 luglio 1997; *L'educazione in età adulta: una chiave per il XXI secolo*, Conferenza nazionale,

all'istruzione con il diritto all'orientamento ed al riorientamento e alla formazione professionale" e per il raggiungimento di determinati "obiettivi di alfabetizzazione culturale e funzionale, consolidamento e promozione culturale, rimotivazione e riorientamento, acquisizione e consolidamento di conoscenze e competenze specifiche, pre-professionalizzazione e/o riqualificazione professionale" (art. 2, comma 1).

Come ribadito dall'ordinanza, l'educazione in età adulta è considerata un elemento propulsore della crescita personale, culturale, sociale ed economica di tutti i cittadini e si struttura in attività finalizzate all'arricchimento culturale, alla riqualificazione ed alla mobilità professionale degli individui. Sulla base di queste considerazioni l'ordinanza ministeriale 455/1997 pone le basi giuridiche per l'attivazione di corsi che rilascino titoli di licenza elementare, di licenza media, attestati delle attività di professionalizzazione o di riqualificazione professionale, nei casi in cui siano state attivate specifiche intese, e attestati delle attività di cultura generale seguite (art. 7, comma 1).

I corsi Eda, pertanto, nascono per dare una scolarità a chi ne è privo. Sono inizialmente pensati per un'utenza italiana: infatti raccolgono l'esperienza ventennale dei corsi delle "150 ore", integrandola e arricchendola con nuove opportunità. Tuttavia, col passare degli anni, e col rapido mutamento sociale che coglie l'Italia in quest'ultimo decennio, i Ctp diventano un punto di riferimento per un'utenza straniera, bisognosa di alfabetizzazione e, il più delle volte, obbligata a ripercorrere un corso di studi, già compiuto in madrepatria, ma non riconosciuto dalle leggi italiane. Giusto per riprendere una classificazione elaborata da Mario Catani (Irre Piemonte), l'utenza dei Ctp si divide oggi nelle seguenti categorie:

- adulti (di nazionalità italiana) a bassa scolarità;
  - immigrati con necessità di alfabetizzazione (con ampio ventaglio di conoscenze, dall'analfabetismo alla laurea);
  - adulti con bisogni di professionalizzazione di base;
  - adulti che intendono conseguire il diploma;
  - adulti con bisogno di approfondimento culturale;
- (Rete Fedra dei Ctp della Provincia di Bologna 2005, 38).

Una tale varietà pone innanzitutto una serie di questioni con le quali il docente, specie quello dell'area umanistica, deve confrontarsi.

Prima di tutto, il differente livello di alfabetizzazione in lingua italiana. Va premesso che, almeno nell'esperienza di questi anni, si sono perlopiù avute, fra gli italiani, solo situazioni a bassa scolarità, quindi omogenee tra loro. Seppur dotata di un vocabolario ridotto, l'utenza di madrelingua italiana è generalmente favorita nella comprensione di un testo scritto, e discuteremo tra poco come essa affronta un testo storico; la situazione è analoga per quanto riguarda l'ascolto. Molto diversa, invece, la condizione di chi non è madrelingua o, addirittura, è venuto a contatto con la lingua italiana da poco. Per quanto vi sia il supporto dei corsi di lingua, è evidente come quest'ultima utenza faccia molta più fatica quando deve raggiungere gli obiettivi della disciplina.

Ad articolare ulteriormente il quadro giunge un altro aspetto non secondario: la differente alfabetizzazione di partenza nel proprio paese di origine per gli stranieri. Come già sottolineato, chi giunge in Italia con un bisogno di alfabetizzazione può non aver compiuto un percorso di istruzione

---

Firenze, 19-20 marzo 1997 (preparatoria della V Conferenza mondiale Unesco, Amburgo, 14-18 luglio 1997); Repubblica italiana, ministero della Pubblica istruzione, ordinanza ministeriale n. 455/97.

nel proprio paese, oppure può, come talvolta capita, essere in possesso di una laurea non riconosciuta in Italia. Questa differenza si mostra in maniera evidente quando si va ad osservare il bagaglio di competenze che ogni iscritto porta con sé. Evidentemente, il laureato avrà sviluppato migliori capacità di apprendimento, rispetto a un iscritto privo di alfabetizzazione nella propria lingua.

Un ulteriore distinguo è dato, fra gli stranieri, dalla lingua di appartenenza. Nell'apprendimento, che è in lingua italiana e non sempre accompagnato da una lingua di mediazione, chi proviene dai paesi di lingua neolatina, o comunque dall'Europa occidentale, è fortemente avvantaggiato rispetto a quanti parlano, a livello di partenza, una lingua la cui struttura grammaticale è completamente diversa da quella dell'italiano; un ulteriore e prevedibile ostacolo è l'uso di un alfabeto diverso, come capita per il russo, l'hindi, o addirittura di un diverso sistema fonetico, come per l'arabo e il cinese.

Il quadro è completato, infine, dalle difficoltà che l'iscritto può incontrare a livello culturale. È un aspetto nel quale è difficile immedesimarsi, ma molti elementi del nostro vivere quotidiano, molte conoscenze di senso comune, che noi diamo per universalmente acquisite, sono magari qualcosa di completamente inedito per chi proviene da un villaggio della Somalia o dalle zone agricole della Cina. Per dare un esempio, citeremo il tipico caso, ormai frequente anche nella scuola media per gli adolescenti, dello studente cinese che non riesce a comprendere il concetto di "dopo Cristo-avanti Cristo" in storia, pur essendo molto bravo coi numeri relativi, perché semplicemente non sa chi è Cristo (Cecalupo, Petrosino, 2005).

## L'insegnamento degli studi sociali

Davanti a una tale varietà di casi, il docente deve essere pronto a riorganizzare e impostare la propria didattica sulla base di articolate esigenze individuali. Un compito non sempre facile. Infatti gli Studi sociali (che, nella denominazione dell'Eda raggruppano storia, educazione civica e geografia) hanno bisogno, per la loro completa comprensione, dell'acquisizione di un lessico specifico delle discipline, spesso di non facile accesso anche a chi è madrelingua, ma di bassa alfabetizzazione.

Si è pertanto deciso di seguire un metodo che conciliasse i diversi livelli di partenza della classe, senza far venire meno la conoscenza degli strumenti per lo studio delle discipline; si è quindi proceduto attraverso una progressiva opera di semplificazione dei contenuti, affiancando ad essi degli interventi individuali sugli iscritti, in modo da colmare eventuali disomogeneità nei tempi di apprendimento.

Le tappe seguite nello svolgimento delle unità di apprendimento sono quindi le seguenti:

- presentazione dell'argomento attraverso la narrazione di eventi;
- produzione di elementi di riflessione sulle tematiche affrontate, invitando gli studenti a dibattere gli argomenti;
- uso di materiali didattici come fotocopie, cartine storiche, tematiche e geografiche in generale;
- semplificazione dei testi contenuti sui materiali didattici attraverso la ricerca di delle parole di difficile significato, sia per quanto riguarda il linguaggio di uso comune, che per quello relativo alle discipline;
- approfondimento ed esplicazione dei concetti di significato più complesso;

- produzione di mappe tematiche e di schemi esemplificativi sui temi più difficili;
- lavoro sul singolo studente: approfondimento e ulteriore semplificazione dei contenuti.

Sul piano dei contenuti si è poi colta una duplice occasione, data, in primo luogo, dalle particolari caratteristiche dei corsi e, in secondo luogo, da una certa libertà offerta dalla normativa vigente per l'Eda in tema di contenuti, per proporre all'utenza una programmazione che, condensandosi in un unico anno scolastico, fosse in grado di offrire tematiche di più ampio respiro, pur rimanendo nell'ambito della disciplina. Per fare questo si è scelto di porre la storia come base interdisciplinare per la Geografia e l'Educazione civica, seguendo un approccio di "storia globale".

### La "storia globale" come base interdisciplinare

Riprendendo una riflessione di Fernand Braudel, la globalità non è la pretesa di scrivere una storia totale del mondo: è semplicemente il desiderio, all'atto di affrontare un problema, di oltrepassare sistematicamente i limiti.

I limiti sono quelli della storia nazionale, di quell'etnocentrismo, o italo-centrismo, per restare al caso italiano, che ci impediscono di condividere la nostra visione del mondo con chi non appartiene alla nostra cultura.

A distanza di anni dalla teorizzazione di Braudel, il concetto di "storia globale" ha acquisito varie definizioni: da una *vulgata* semplicistica, secondo la quale la storia nazionale è equiparata, per importanza, alla storia dell'Inghilterra (giusto per fare un esempio bizzarro); a quella che intende per "globale" una storia essenzialmente comparativa (ad esempio, le Crociate viste dagli europei e, parallelamente, dai musulmani), come era nello stile della storia mondiale.

La definizione di "storia globale" che qui vogliamo dare si ispira a quella rappresentata di recente da Luigi Cajani ed è altro rispetto a quelle sopra citate: è l'idea di una storia che sappia cogliere le relazioni politiche, sociali e culturali nel suo evolversi in un dato territorio, ma anche nel suo interagire con la realtà che la circonda. Un esempio: in un contesto di storia globale, fenici, greci e romani non sono più tre fasi progressive della storia, scandite dalla numerazione dei capitoli di un manuale, ma diventano quello che effettivamente sono, tre culture contemporanee tra loro e in continua interazione.

L'area del Vicino Oriente è, per ragioni storiche, un ottimo campo di studio per comprendere una storia globale. È una delle sedi della "rivoluzione neolitica", cesura fondamentale del tempo storico in ogni parte del mondo. I suoi contributi alla storia dell'umanità formano un elenco interminabile di specie domestiche, elementi del paesaggio, tecnologie materiali, tecnologie politico-sociali.

La storia globale divide la storia dell'umanità in tre epoche: prima della domesticazione; prima dell'industrializzazione; oggi. Una periodizzazione arbitraria, opinabile, come tutte le periodizzazioni, ma che ha il pregio di abolire una volta per tutte categorie storiche come "il Rinascimento", o "l'Alto Medioevo", che perderebbero qualsiasi valore conoscitivo se viste in una prospettiva planetaria (Cecalupo, Petrosino, 2005).

Proprio questa impostazione, unita alla dimensione intercontinentale, è stata posta alla base della programmazione dei corsi in cui ho insegnato. La storia diventa così una base interdisciplinare per impostare lo studio dei fenomeni storici e sociali nelle diverse aree geografiche nel mondo. Questo approccio ha una precisa motivazione e racchiude in sé alcuni vantaggi. La motivazione risiede nella composizione delle classi. Che bisogno ha, un gruppo multi-etnico, di una storia

italocentrica e impostata secondo i modelli storiografici dell'età liberale, in un periodo in cui attraverso la storia passava la costruzione di un'identità nazionale? Questo tipo di storia, oggi, rischia di essere un boccone indigesto anche per gli stessi italiani, che mostrano di essere maggiormente attratti dai fenomeni culturali, dalla vita quotidiana, dallo sviluppo tecnologico, più che dalla storia "evenemenziale" vera e propria. Un'impostazione "globale" permette invece di parlare di storia uscendo da un contesto esclusivamente territoriale, cioè circoscritto a una nazione e a un'identità. Così facendo, la storia diventa realmente la "storia di tutti" (per parafrasare il titolo di un recente convegno<sup>3</sup>), proponendo un confronto e un continuo scambio tra storie, culture e identità differenti.

Questa scelta, dicevamo, racchiude in sé anche dei vantaggi. Includere negli Studi sociali una lettura del mondo equivale a perseguire quegli obiettivi che ci si è prefissati per il proprio percorso didattico: la conoscenza di sé, del proprio luogo di provenienza, l'integrazione, la comprensione di relazioni e mutamenti economici, sociali, culturali e politici, favorendo la socializzazione del gruppo classe attraverso lo scambio di esperienze tra loro diversissime, che finiscono per diventare, all'interno del corso, esperienza comune.

Per meglio comprendere il percorso svolto diamo qui di seguito alcune indicazioni sulle classi e sull'attività svolta in esse a partire dall'anno scolastico 2005/2006.

Quello che riportiamo è il primo modulo della programmazione di storia eseguita in classe. Bisogna subito dire che, per essere un modulo di storia globale, lascia un po' a desiderare: se si osserva bene, gli esempi offerti provengono tutti dall'ecumene classico, tutto o quasi intorno al Mediterraneo: Mesopotamia, Egitto, città fenicie, Vicino Oriente, Grecia, Roma. La scelta è stata condizionata dai testi presenti nei manuali, che hanno fatto da fonte per il reperimento di materiali. Vale a dire che i testi scelti sono tagliati sulla civiltà occidentale perché così sono le fonti dalle quali provengono. Per i temi si sono invece scelti argomenti che, pur avendo un punto di partenza "eurocentrico", potessero essere comuni a tutte le culture: gli elementi alla base delle civiltà, in primo luogo; ma anche l'organizzazione della società e delle città, come pure i rapporti di genere; anche temi pienamente tradizionali, come i concetti di "Europa medievale" ed "età moderna" divenivano, appena usciti dagli orpelli delle definizioni, l'occasione per delineare, nel primo caso, le civiltà delle religioni tra Europa e paesi arabi, e, nel secondo, l'età dei viaggi tra i continenti.

Titolo: *Da nomadi a sedentari. La nascita delle civiltà: Le città. Costruire col fango. La nascita delle città. Il mondo degli scribi. I contadini egizi. Il "codice di Hammurabi". I commerci a lunga distanza. La porpora. L'alfabeto. Nomadi e sedentari. Gli spazi della polis. La cittadinanza (nell'antica Grecia). La scienza ellenistica. La donna nella società greco-romana. L'Europa medievale. L'età moderna.*

Questo modulo, del tutto sperimentale e comunque orientato da altre necessità legate alla didattica, è senza dubbio perfettibile. Conforta sapere che vi sono iniziative parallele in corso, come quella del Liceo Ariosto di Ferrara. Tra i problemi comuni, a quanto pare, la scarsità di materiali adatti a dare una visione veramente globale della storia. Tuttavia, anche se non hanno ancora grande diffusione, esistono già libri di storia che, invece di avere un capitolo sull'uomo preistorico, uno sull'antico Egitto, uno sui sumeri e gli assiro-babilonesi, hanno invece un capitolo sulla rivoluzione

---

<sup>3</sup> *La storia è di tutti. Nuovi orizzonti e buone pratiche nell'insegnamento della storia*, Modena 5 - 10 settembre 2005. Circa una relazione su quanto detto al convegno si rinvia sempre a Cecalupo, Petrosino 2005 o alla pagina <http://www.comune.modena.it/lastoriaditutti/>.

agricola, uno sulla rivoluzione urbana, uno sull'età del bronzo, e così via. Libri che, invece di soffermarsi sugli avvenimenti, si concentrano sulle istituzioni e sugli elementi culturali in rapporto col nostro stesso "inventario del mondo" e in rapporto ai problemi attuali, nostri e di coloro con cui veniamo a contatto (Cecalupo, Petrosino 2005).

## La storia globale non è difficile da studiare e da insegnare

Mario Liverani, nel convegno tenutosi a Modena nel 2005, osservava che una storia globale non è necessariamente più grande di una storia nazionale, è qualcosa di diverso: "volendo si può scrivere la storia del mondo in 100 pagine: ovviamente rinunciando al livello evenemenziale e individuando le linee portanti dello sviluppo tecnologico e culturale, le grandi cesure innovative, i grandi fenomeni strutturali".

La programmazione della storia globale deve lasciare chiara l'impressione che l'umanità intera sia protagonista di cambiamenti e interconnessioni, in un processo senza fine d'adattamento all'ambiente e di messa a punto e continua riutilizzazione delle risorse materiali e di quelle culturali e, in altre parole, umane.

Tuttavia l'insegnamento della storia globale è vincolato da due esigenze, che talvolta tendono a confliggere. La prima consiste nel fornire una versione comprensibile del tempo storico, che sia un quadro di riferimento comune, negoziabile da tutti. La seconda è mantenere un rapporto costante fra diverse interpretazioni del tempo storico, nessuna delle quali esclude le altre.

Adottare un approccio di storia globale – suggerisce Tommaso Detti – non significa, come semplicisticamente ripetono i suoi detrattori, porre la storia europea sullo stesso piano di quella degli altri continenti, ma assumere una prospettiva planetaria e di lungo periodo.

Si ha l'impressione, però, che non tutti coloro che si occupano di didattica stiano pensando alle stesse trasformazioni. Per Liverani, la costruzione del programma dovrebbe essere centrata sull'Italia, allargarsi in modo concentrico all'Europa e al Mediterraneo, e poi al mondo intero.

Più consona all'idea di storia globale appare la soluzione proposta durante il convegno da Luigi Cajani: adottare curricoli di storia globale, con nuove periodizzazioni e scansioni, e un nuovo soggetto storico: l'umanità. Non è necessario riprodurre un solo "canone", però, se restano ferme le premesse: individuare fenomeni che scandiscono la storia di tutta l'umanità (Cecalupo, Petrosino 2005).

Si ritorna quindi al punto di partenza: trovata una definizione per la storia globale, si tratta in definitiva di darne un'applicazione nella didattica delle scuole. E ciò va fatto in modo che non venga visto come uno sterile esercizio teorico, ma come un'esigenza nuova per la società in cui viviamo.

A pensarci bene, la storia diventa globale perché, per primi, siamo diventati globali noi.

## Bibliografia

Braudel F.

1953 (1° ed.) *Civiltà e imperi del Mediterraneo nell'età di Filippo II*, Torino, Einaudi (ed. or. 1949, *La Méditerranée*, Parigi).

1982 *Civiltà materiale, economia e capitalismo*, Torino, Einaudi (ed. or. 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Parigi).

Cajani L.

2004a *L'insegnamento della storia mondiale nella scuola secondaria: appunti per un dibattito*, in "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 2.

2004b *L'insegnamento della storia in mezzo al guado: alcune puntualizzazioni sul dibattito italiano attuale*, "Società e Storia", n. 103.

Capuzzo P., Vezzosi E. (cur.)

2005 *Traiettorie della "World History"*, in "Contemporanea", n. 1, gennaio 2005.

Cecalupo M., Petrosino D.

2005 *La storia è di tutti. Nuovi orizzonti e buone pratiche nell'insegnamento della storia. Modena, 5-10 settembre 2005.*, in "Storia e futuro", n. 9, novembre, [www.storiaefuturo.com/](http://www.storiaefuturo.com/)

Fiore F.

2004 *I nuovi programmi di storia*, in "Passato e Presente", n. 62, maggio/agosto.

Gozzini G.

2004 *Dalla Weltgeschichte, alla world history: percorsi storiografici attorno al concetto di globale*, in "Contemporanea", n. 1, gennaio.

Mattozzi I.

2002 *Pensare la nuova storia da insegnare*, in "Società e Storia", n. 98.

McLuhan M.

1967 *Gli strumenti del comunicare*, Milano, Il Saggiatore.

Rete Fedra dei Ctp della Provincia di Bologna (cur.)

2005 *Progetto Fedra. Formazione ed Educazione in Rete per Adulti*, Bologna.

Stearns P.

2005 *La "World History" come riorientamento*, in Capuzzo, Vezzosi.

Valleri E.

2005 *"Lo spirito del mondo a cavallo". A margine dei nuovi programmi di storia*, in "Contemporanea", n. 1, gennaio.

Wallerstein I.M.

1978 *Il sistema mondiale dell'economia moderna*, Bologna, Il Mulino (ed. or. 1974, *The Modern World-system*, New York).

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Vittorio Sabađin

*L'ultima copia del "New York Times":  
il futuro dei giornali di carta*

Roma, Donzelli, 2007

Andrea Bettini

Quando fu inventata la televisione, molti profetizzarono la fine della radio e del cinema. A tanti anni di distanza, la temuta estinzione non c'è stata e nel sistema dei media si è creato lo spazio per tutti. La diffusione di internet ha generato uno scompiglio ancora maggiore e, anche in questo caso, c'è chi ha pronosticato la morte di un mezzo di comunicazione di massa. Ad accusare il colpo, questa volta, secondo molti saranno i quotidiani cartacei, destinati ad un rapido declino che nel giro di pochi anni, al massimo di qualche decennio, li porterà alla scomparsa. Vittorio Sabadin, che ha accumulato anni di esperienza lavorando a "La Stampa" di Torino, conosce bene le difficoltà che il settore più tradizionale del giornalismo sta affrontando e, nel suo *L'ultima copia del "New York Times"*, traccia un'approfondita analisi della situazione, non rinunciando ad indicare alcune strade da percorrere per contrastare la crisi provocata dalla concorrenza dei nuovi media.

"Il mondo sta cambiando molto in fretta. Chi è grande non sconfiggerà più chi è piccolo, ma chi è veloce batterà quelli che sono lenti". Rupert Murdoch, uno che di mezzi di comunicazione se ne intende, durante una conferenza alla Worshipful company of stationers and newspaper makers di Londra ha sintetizzato così il bivio di fronte al quale, a suo avviso, si trovano oggi tante imprese editoriali: cambiare o morire. Perché un passato glorioso non è più sufficiente a garantire un futuro. E perché internet ha ormai profondamente modificato la società e le abitudini del pubblico, rendendo i giornali di carta sempre meno adatti allo stile di vita dei lettori.

Philip Meyer, docente di giornalismo all'Università della North Carolina, ha previsto che "il momento nel quale l'ultimo vecchio ed esausto lettore andrà ad acquistare l'ultima sgualcita copia stampata del New York Times" sarà nel 2043. Un'affermazione che, oltre a dare il titolo a questo libro ricco di informazioni e di agevole lettura, sembra lasciare ben poche speranze agli editori, che pure possono contare su un'industria che oggi dà lavoro a due milioni di persone in tutto il mondo. È davvero una situazione senza via d'uscita? Secondo Sabadin sarà innanzi tutto necessario un profondo ripensamento nel modo di produrre i giornali.

All'estero questo processo è già iniziato e ha seguito strade diverse: negli Usa si è cercato di rinnovare i contenuti, puntando su un giornalismo più vicino ai bisogni della comunità di riferimento; in Europa si è lavorato su formati ridotti e design. Anche in Italia, pur con qualche ritardo, alcuni dei maggiori quotidiani hanno iniziato a fare qualcosa, con pagine più piccole e tutte a colori e con una grafica più curata.

Questi interventi, in molti casi, sono riusciti a far aumentare il numero dei lettori e, insieme a ristrutturazioni e tagli all'organico, hanno rimesso i bilanci di molte imprese editoriali in linea di galleggiamento. Secondo l'autore, che descrive molti degli esempi più avanzati del settore con uno stile agile, nel lungo termine la carta sembra però destinata ad essere comunque soppiantata da tecnologie più veloci ed economiche. Forse qualche giornale rimarrà, ma si tratterà di fogli costosi, riservati a un pubblico di nicchia e contenenti prevalentemente analisi e commenti.

Questo non significa, ovviamente, che il giornalismo sia destinato a scomparire insieme alla carta stampata. Anche se le nuove tecnologie stanno dando sempre più spazio ai contenuti realizzati direttamente dal pubblico, la presenza dei professionisti dell'informazione sarà sempre necessaria. Il loro modo di lavorare sarà diverso e decisamente più multimediale, ma i giornalisti del futuro continueranno a fare la loro parte raccontando che cosa accade nel mondo dai siti internet invece che dalle pagine dei quotidiani. Questa volta, sostiene Sabadin, il caro vecchio giornale, che ha



superato senza particolari problemi le difficoltà create dalla nascita del telegrafo, della radio e della televisione, potrebbe davvero entrare in una crisi profonda.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

A proposito di alcune pubblicazioni sul *laogai*

Andrea Francioni

Solo in anni recenti il termine *laogai*, contrazione dell'espressione *laodong gaizao*, cioè "lavoro correzionale penitenziario", ha cominciato ad essere pronunciato al di fuori della cerchia dei cultori di cose cinesi o dei difensori dei diritti umani e a diventare familiare presso un pubblico più vasto. La traduzione dei volumi di Hongda Harry Wu (2006) e di Chen Ming (2006) rende ora disponibile anche ai lettori italiani una quantità di informazioni sul sistema concentrazionario della Cina popolare, un fenomeno che è stato a lungo ignorato, o comunque scarsamente conosciuto nella sua esatta articolazione, almeno fino ai primi anni Novanta.

Eppure qualcosa era trapelato sin dal principio. Nel 1957 la Commission internationale contre le régime concentrationnaire (Cicrc), una organizzazione indipendente animata tra gli altri da David Rousset (1997), pubblicò a Parigi un *Libro Bianco* sul lavoro forzato e le istituzioni concentrazionarie nella Repubblica popolare cinese, una denuncia già abbastanza circostanziata considerando che all'epoca "il sistema di detenzione e concentramento con il fine della rieducazione attraverso il lavoro" era agli esordi. Oltre a una notevole compilazione di documenti legali e storici e di dichiarazioni ufficiali, il *Libro Bianco* elencava i 292 "campi di concentramento" che sarebbero esistiti in Cina agli inizi degli anni Cinquanta e presentava 18 storie di ex prigionieri – che erano stati rilasciati oppure erano fuggiti fino al 1953 – selezionate fra le centinaia che i ricercatori della Cicrc (1957-1958) sostenevano di aver raccolto durante le loro indagini. Si trattò di uno sforzo di documentazione non comune, che tuttavia non ebbe risonanza al di fuori dei circoli umanitari in cui era nato, forse anche per una certa qual ingenuità nella scelta delle testimonianze pubblicate, in grande maggioranza rilasciate da ex ufficiali o soldati o comunque affiliati al Guomindang, una scelta che in definitiva dovette rivelarsi controproducente dato il clima di contrapposizione ideologica di quel periodo, relegando il lavoro serio e meticoloso della Cicrc all'ambito della propaganda anticomunista.

Fu poi la volta di Edgar Snow (1965), il celebre giornalista americano che aveva raccontato all'Occidente la storia del primo Mao e della sua rivoluzione contadina, un personaggio certo non sospettabile di scarse simpatie per una realtà da lui così a lungo frequentata e studiata. Nel 1961 Edgar Snow registrò in un amplissimo *reportage* – frutto di un viaggio compiuto in Cina l'anno precedente – l'esistenza di questo buco nero sotto il sole radioso del maoismo. Egli dette notizia con assoluta onestà dell'entrata in vigore del "Regolamento per la riforma attraverso il lavoro" adottato nel 1954 e delle "Risoluzioni sulla rieducazione attraverso il lavoro" approvate dall'Assemblea nazionale popolare nel 1957, i due provvedimenti che istituivano ufficialmente il *laogai*, ma anche le sue parole ebbero scarsa eco, da una parte perché finirono letteralmente annegate in un volume di dimensioni enciclopediche dedicato alla Cina della grande trasformazione post-rivoluzionaria, dall'altra perché nell'esprimere le proprie valutazioni sui *laogai* lo stesso Snow (1966) tolse enfasi alla questione, mostrandosi scettico sulla possibilità di far coincidere i luoghi di internamento cinesi – o almeno quelli da lui visitati – con l'immagine convenzionale del "campo di concentramento".

Comunque sia, al di là del giudizio sulla natura e sulle peculiarità dell'esperienza cinese, a questo punto era accertato che l'organizzazione in Cina di campi di lavoro correzionale risaliva quantomeno ai primi anni della Repubblica popolare. Tuttavia per molto tempo è stato estremamente difficile rintracciare testimonianze precise e circostanziate di ex detenuti – a parte quelle raccolte dalla Cicrc, destinate, per le loro stesse caratteristiche, ad una virtuale clandestinità. Proprio quelle testimonianze, come la storia successiva si sarebbe incaricata di dimostrare, avrebbero consentito, con il loro carico di dolore e di disperazione, di portare allo scoperto la realtà dei *laogai* assai meglio di documentati *reportage* giornalistici o di ponderosi "libri bianchi". D'altra parte questa carenza di testimoni si può ben spiegare: per un verso, con l'oggettiva difficoltà delle vittime a uscire definitivamente dal sistema del *laogai*; per l'altro, con la paura dei superstiti a denunciare in patria l'esistenza di un universo nascosto fatto di lavoro forzato e di rieducazione, perché parlare avrebbe significato tornare a farne parte.

Non a caso, fino ad anni recenti le sole informazioni dirette sul sistema concentrazionario cinese sono giunte all'opinione pubblica internazionale grazie a prigionieri stranieri – ovviamente

un'infima percentuale dei reclusi – che, con l'appoggio dei loro governi, avevano potuto riottenere la libertà. È il caso del gesuita belga Dries van Coillie, vittima delle purghe contro i cattolici e i protestanti dei primi anni Cinquanta, detenuto nei campi con l'accusa di essere una spia, la cui testimonianza fu pubblicata per la prima volta in tedesco nel 1960. Anticomunista sincero ed irriducibile, van Coillie (1962) descrisse in maniera assai vivida l'esperienza dell'internamento e l'apparato repressivo messo in opera per ottenere la rieducazione dei prigionieri. Si trattava di un documento molto efficace nella parte in cui l'autore raccontava come si svolgevano i corsi di riforma del pensiero; meno efficace, e anche di scarsa utilità ai fini della conoscenza del fenomeno, risultava invece la parte che dedicava a chiarire le ragioni di fondo, religiose e filosofiche, della sua opposizione al marxismo.

Assai più clamore suscitò nel decennio successivo la pubblicazione in Francia del libro di Jean Pasqualini, *Prisonnier de Mao* (1974). Quello di Pasqualini fu un vero e proprio “caso” giornalistico e politico, che esplose tra l'altro in un Paese dove studenti e intellettuali, forse più che altrove in Europa, avevano subito il fascino della Rivoluzione culturale.

Jean Pasqualini – nome francese di Bao Ruowang – era nato in Cina da padre corso e madre cinese, parlava il mandarino e aveva i tratti somatici caratteristici degli han, ma aveva mantenuto la nazionalità francese ereditata dal padre. Aveva studiato in un istituto tecnico di Shanghai e la sua specializzazione nel settore delle macchine utensili, unita alla conoscenza dell'inglese, lo aveva portato a lavorare per un certo periodo a contatto con americani. A causa di queste sue frequentazioni Pasqualini fu arrestato nel 1957 con l'accusa di aver svolto attività controrivoluzionarie, allorché il Pcc, dopo l'effimera apertura dei Cento Fiori, tornò a serrare le fila del regime lanciando una vasta campagna di rettifica contro i cosiddetti “elementi di destra”, borghesi e conservatori. Pasqualini trascorse sette anni nelle prigioni e nei campi di lavoro cinesi e riottenne la libertà nel 1964, come misura premiale, in occasione del riconoscimento diplomatico della Repubblica popolare cinese da parte del presidente De Gaulle.

Il libro che Pasqualini pubblicò dieci anni dopo essere riparato in Francia rivelava per la prima volta al grande pubblico la duplice natura della “riforma attraverso il lavoro” nella Rpc, non solo come sistema scientifico e violento di repressione e di indottrinamento ideologico, ma anche come struttura economica in grado di produrre profitti grazie allo sfruttamento del lavoro dei forzati. A questo proposito scriveva Pasqualini (1974, 11-12):

Les camps de travail, en Chine, représentent un contrat à vie. Ils sont trop importants à l'économie nationale pour fonctionner avec du personnel temporaire. Ce sont des détenus qui ont défriché et fait prospérer les vastes étendues stériles de la Mandchourie, lesquelles étaient restées rebelles à toutes les tentatives antérieures, et offrent aujourd'hui encore la seule preuve qu'une ferme d'État de type sovkhazien peut être rentable; ce sont des détenus qui ont été les pionniers de l'industrie plastique chinoise, et qui assurent la production d'un certain nombre de ses plus grandes usines et de ses plus importants centres agricoles; ce sont des détenus qui cultivent le riz même que mange Mao. Pour réussir tout cela, un élément était indispensable: une provision de main-d'œuvre stable et décidée à travailler dur. En s'assurant cela, les Chinois ont atteint un objectif que même Staline n'avait pas pu réaliser: transformer le travail forcé en une affaire qui rapporte. La Chine est sûrement le seul pays au monde à tirer profit de ses prisons.

Il libro di Pasqualini costituisce ancora oggi una testimonianza straordinaria, unica per l'ampiezza, ma soprattutto per la capacità di penetrare la logica del sistema (rieducazione, indottrinamento, produzione) e di fare luce, pur partendo dalla singola vicenda del protagonista, sull'organizzazione complessiva e sulla struttura dei campi. Di tutta evidenza, però, non è uno studio sistematico ed è per di più riferibile ad un periodo piuttosto breve e particolare della storia del *laogai*, quello che si apre con la Campagna contro la destra (1957) e include gli anni del Grande balzo in avanti, le cui ricadute furono drammatiche anche sulla vita degli internati nei campi (Pasqualini 1974, 125-128, 252-262).

La difficoltà a definire il ruolo, nell'ambito del sistema penale e penitenziario cinese, della detenzione nel *laogai* – che si affianca e si sovrappone alla reclusione ordinaria nelle carceri;

l'ampiezza, a lungo solo presunta, di questo universo concentrazionario; soprattutto l'assoluta segretezza delle informazioni sui campi di lavoro, rubricate ancora oggi come "segreto di Stato", hanno di fatto impedito per molto tempo, anche dopo la pubblicazione della clamorosa denuncia di Pasqualini, ogni indagine sistematica sul fenomeno.

Fino al 1992 la realtà del "lavoro correzionale penitenziario" è stata effettivamente un *archipel oublié*, come recitava il titolo del libro di Jean-Luc Domenach apparso quell'anno, nel quale per la prima volta veniva disegnata la mappa delle principali unità d'internamento sparse per tutto il Paese, ma in particolare nelle aree remote della Manciuria settentrionale, della Mongolia Interna, del Xinjiang e del Qinghai, la "provincia penitenziaria" per eccellenza, una sorta di Kolyma cinese (Domenach 1992, 541).

Domenach faceva risalire le origini del sistema addirittura all'epoca pre-rivoluzionaria, quando la Repubblica Sovietica del Jiangxi aveva istituito (1932) stabilimenti per la correzione attraverso il lavoro – previsti peraltro anche dalla legislazione del Guomindang – e ricordava che nel 1939 nelle zone sovietiche (o, come si diceva allora, nella "Cina rossa", contrapposta a quella "bianca" governata dai nazionalisti) i condannati a lunghe pene detentive venivano assegnati a centri di produzione che già coniugavano il lavoro forzato con l'obiettivo della rieducazione. Lo studioso francese fissava il punto di svolta al 1948 quando il Pcc, acquisito ormai un vantaggio decisivo nella guerra civile, aveva cessato di liberare, come era accaduto sino ad allora per ragioni logistiche e di propaganda, i prigionieri del Guomindang, che furono i primi ad essere avviati ai nuovi campi di riforma attraverso il lavoro.

Insomma i *laogai* erano in funzione già prima di essere istituiti ufficialmente alla metà degli anni Cinquanta e cominciarono ad affollarsi nel 1951, all'epoca della riforma agraria, quando a migliaia furono internati proprietari terrieri, contadini ricchi, piccoli notabili di campagna colpiti dalla redistribuzione delle terre. Nello stesso periodo, accanto ai detenuti politici, furono reclusi nei campi di lavoro moltissimi criminali comuni arrestati in seguito alle campagne di repressione del banditismo, della prostituzione, del gioco d'azzardo, del traffico d'oppio (1949-1952) (Domenach 1992).

Quanto alle cifre, Domenach (1992, 80-81) stimava un picco di circa due milioni e mezzo di detenuti nel 1957, a seguito dell'afflusso dei controrivoluzionari arrestati durante la Campagna contro la destra, e calcolava un nuovo punto di massimo della popolazione concentrazionaria durante il decennio della Rivoluzione culturale (1966-1976), quando complessivamente i *laogai* assorbono due milioni di nuovi lavoratori forzati. Secondo la ricostruzione di Domenach, questa era stata l'ultima significativa infornata di detenuti prima delle ondate di liberazioni e riabilitazioni del 1978 e del 1982, agli inizi dell'era di Deng Xiaoping.

L'analisi di Domenach (1992, 512) coglieva i caratteri essenziali del sistema del *laogai*, analizzando anche l'evoluzione delle sue funzioni nel corso del tempo, un'evoluzione che poteva essere riscontrata nella composizione della popolazione dei campi: 80% circa di detenuti politici alla metà degli anni Cinquanta (ma va tenuto conto che all'epoca molti reati ordinari potevano essere trattati come crimini controrivoluzionari, e quindi politici); equa distribuzione fra detenuti politici e detenuti comuni nel decennio successivo; netta prevalenza (65% circa) di criminali comuni nei primi anni Settanta, segno che a quel punto gli obiettivi di controllo e repressione sociale avevano preso il sopravvento sulle motivazioni strettamente ideologiche.

Grazie al lavoro di Domenach, l'*archipel oublié* aveva finalmente trovato una sua dimensione storica, analizzata come parte integrante dell'evoluzione del regime comunista cinese, ma fu la contestuale uscita negli Stati Uniti del libro di Hongda Harry Wu, ora tradotto anche in italiano, a mettere in luce la contemporaneità e la continuità del fenomeno concentrazionario in epoca post-maoista.

Harry Wu è un reduce dal *laogai*. Nato a Shanghai nel 1937, era studente all'Istituto di geologia dell'Università di Pechino quando le truppe sovietiche soffocarono la rivoluzione ungherese: Wu Hongda espresse pubblicamente la sua disapprovazione, dichiarando che

quell'intervento costituiva una violazione del diritto internazionale. La presa di posizione gli valse le critiche del segretario di sezione del Pcc e la richiesta di rivolgere scuse formali all'Unione Sovietica. Fu anche tacciato di slealtà nei confronti del partito, che gli consentiva di studiare e che nel frattempo aveva aperto un'indagine su di lui, preludio all'incriminazione.

A distanza di quattro anni da questi fatti, il 27 aprile 1960 Wu Hongda fu arrestato dalle forze di sicurezza, che semplicemente gli notificarono la condanna al *laogai*, senza metterlo a parte dell'atto d'accusa e senza comunicargli la data di un eventuale processo, che in effetti non fu mai celebrato. Seduto stante egli fu prelevato dall'aula universitaria dove si trovava e tradotto in un imprecisato campo di lavoro nel Nord del Paese. Nel corso dei diciannove anni seguenti Wu Hongda fu operaio in una acciaieria nei pressi di Pechino, minatore in miniere di ferro e carbone, contadino nel campo 586 della fattoria Qinghe, a lungo semplicemente detenuto in situazioni degradanti visto che le sue condizioni fisiche non gli consentivano di partecipare alla produzione.

Wu fu liberato nel 1979 e visse i successivi sei anni in completa emarginazione anche all'interno della sua famiglia, finché nel 1985 gli fu concesso di lasciare la Cina popolare per gli Stati Uniti. Oltreoceano si è ricostruito una vita come ricercatore della Stanford University e della Hoover Institution, e ha dato vita alla Laogai Research Foundation, una organizzazione basata a Washington, ormai da anni impegnata a raccogliere informazioni e a far conoscere al mondo la realtà dei "campi di concentramento cinesi"<sup>1</sup>.

Divenuto cittadino americano, nel 1994 egli fece ritorno clandestinamente nel suo Paese d'origine per realizzare un'inchiesta sul traffico degli organi prelevati dai detenuti giustiziati. Nuovamente arrestato e condannato a quindici anni di reclusione, fu liberato nel 1995 grazie alle pressioni di Washington e rimpatriato negli Stati Uniti (Wu, Vecsey 1997).

Harry Wu è un reduce dal *laogai*, ma il suo libro (Wu, Wakeman 1994) non è una testimonianza, è piuttosto, o vuole essere, una indagine a tutto campo sulla riforma attraverso il lavoro, così come è stata definita nel corso degli anni nei documenti ufficiali cinesi e quale risulta ancora oggi – o quanto meno risultava nel 1992, all'epoca della pubblicazione del libro in edizione americana – nella sua pratica applicazione.

Il merito principale di Harry Wu è infatti quello di aver chiarito in maniera definitiva l'esatta articolazione del sistema che genericamente va sotto il nome di *laogai*. I campi di lavoro correzionale (*laogaidui*) in vigore nella Repubblica popolare cinese sono una realtà complessa, strutturata su tre livelli, a loro volta caratterizzati da gradi diversi di controllo e repressione dei detenuti: vi sono campi di riforma attraverso il lavoro (*laogai* propriamente detto), campi di rieducazione attraverso il lavoro (*laojiao*) e campi di destinazione professionale obbligatoria (*jiuye*). La loro organizzazione è dettata da linee guida rimaste sostanzialmente invariate nel corso dei decenni e formalmente valide ancora oggi, nonostante le modificazioni introdotte dopo l'avvento di Deng Xiaoping. Sono quattro le disposizioni di legge o regolamentari su cui si fonda il sistema: il "Regolamento per la riforma attraverso il lavoro", approvato dal Consiglio degli affari di Stato il 26 agosto 1954 e promulgato il successivo 7 settembre; i "Metodi disciplinari provvisori per il rilascio dei criminali in scadenza di pena e per l'implementazione della destinazione professionale obbligatoria", approvati dal Consiglio amministrativo governativo il 29 agosto 1954 e promulgati il 7 settembre contestualmente al precedente "Regolamento"; le "Risoluzioni sulla rieducazione attraverso il lavoro", approvate dall'Assemblea nazionale popolare e promulgate dal Consiglio degli affari di Stato il 3 agosto 1957, con relativo emendamento del 29 novembre 1979 ("Regolamenti integrativi per la rieducazione attraverso il lavoro") (Wu 2006, 15). Oltre a questi quattro provvedimenti fondamentali, Harry Wu prende in esame tutti gli altri documenti ufficiali emanati dall'autorità centrale dal 1949 in poi (complessivamente sono 32), compresi regolamenti e notifiche dell'ufficio di Pubblica sicurezza, i quali rivestono particolare importanza, talvolta superiore alla

---

<sup>1</sup> La Laogai research foundation pubblica con cadenza biennale il *Laogai Handbook*, un aggiornamento sulla situazione dei campi di lavoro forzato in Cina. L'ultimo volume, uscito da pochi mesi, è il nono della serie e contiene informazioni raccolte fino al settembre 2006. Il sito ufficiale dell'organizzazione è consultabile all'indirizzo: <http://www.laogai.org>.

stessa normativa di riferimento, perché disciplinano in concreto l'attività degli organi preposti alla gestione dei campi.

L'analisi sistematica di questo materiale – in massima parte inedito data l'assoluta segretezza delle informazioni che riguardano i campi di lavoro correzionale – consente dunque all'autore di delineare con assoluta precisione organizzazione e finalità del *laogaidui*, di cui fornisce in sintesi questa definizione: “il *laogai* rappresenta l'asse portante del sistema. Il *laojiao* viene per lo più considerato una misura supplementare. Il *jiuye* non è che una semplice derivazione” (Wu 2006, 65).

I *laogai* sono le strutture dove le condizioni di detenzione sono più dure. Adottando la semplificazione dei paragoni storici, si può dire che i criteri militari di organizzazione, la coercizione al lavoro, gli infimi standard di vita, le vessazioni materiali e psicologiche subite dai prigionieri, le procedure di “riforma del pensiero” rendono l'esperienza cinese assimilabile, sotto molti punti di vista, alla normalità della dimensione concentrazionaria nel Ventesimo secolo. A parte tali caratteristiche, è tuttavia l'accento posto sul ruolo economico delle imprese fondate sul lavoro forzato a definire compiutamente il sistema cinese, quando si consideri che la produzione derivante dai campi di riforma (*laogai shengchan*) è stata sin dall'inizio inclusa nella pianificazione economica nazionale. A questo proposito sono emblematiche le disposizioni contenute nell'art. 35 del “Regolamento” del 1954, laddove si stabilisce che “secondo la situazione della produzione di ogni distretto e le esigenze di sviluppo nazionale, devono essere redatti dei piani unificati per gestire il trasferimento dei criminali e la distribuzione della forza-lavoro” (Wu 2006, 57). Per altro verso, è sufficiente riflettere sul fatto che le rendite delle “imprese speciali di Stato” (fabbriche, fattorie o miniere) coprono per intero i costi di gestione del sistema di riforma per apprezzarne l'incidenza sull'economia cinese (Wu 2006, 86).

La condanna alla riforma attraverso il lavoro è prevista per una tipologia molto ampia – e virtualmente indeterminata – di reati. Scrive Harry Wu, citando da un documento del Pcc: “il sistema di riforma è uno degli strumenti della dittatura democratica del popolo. Il suo scopo è di punire e riformare tutti i controrivoluzionari e gli altri criminali” (Wu 2006, 73). Com'è ovvio questa definizione ha lasciato campo aperto ad un'applicazione dei provvedimenti di condanna dettata dalle priorità politiche del regime almeno quanto dalle esigenze di sicurezza interna. In questo senso la tipologia dei prigionieri ha conosciuto, come già aveva rilevato Domenach, significative variazioni con il passare del tempo. Harry Wu stima che durante gli anni Cinquanta l'80-90% dei detenuti fosse costituito da controrivoluzionari in senso stretto (politici e militari collusi col precedente governo nazionalista, latifondisti, contadini benestanti, capitalisti, intellettuali reazionari), una percentuale che, fatti salvi i picchi imputabili alla Rivoluzione culturale e alla transizione di fine anni Settanta, ha fatto registrare una progressiva diminuzione a vantaggio di quella di criminali comuni, i quali rappresentavano ormai il 90% della popolazione dei campi di riforma secondo i documenti che circolavano all'interno del partito alla metà anni Ottanta.

“Chi entra non esce” (Wu, Wakeman 1994) è la frase che Harry Wu sentiva ripetere incessantemente durante gli anni di prigionia. A ben vedere la sua analisi del *laojiao* e del *jiuye* dà sostanza al concetto espresso con quelle quattro parole.

Introdotta nel 1957, il *laojiao* è una sanzione speciale finalizzata a sottoporre a un periodo di rieducazione supplementare quei criminali che necessitano di ulteriore disciplina per aver opposto resistenza alla riforma oppure coloro che si sono resi responsabili di reati minori. Si tratta in sostanza di “elementi antisocialisti”, “blandi controrivoluzionari”, ma anche di chi sia stato fermato per vagabondaggio, furto, ostacolo alla produzione e altri reati di simile gravità. Una disposizione interna dell'ufficio di Pubblica sicurezza, resa esecutiva nel 1982 – in un periodo in cui il governo cercava di tenere sotto controllo le migrazioni interne innescate dal programma di modernizzazione – prescriveva: “chi proviene dalle campagne, qualora si macchi di un crimine in città, lungo linee ferroviarie, grandi fabbriche o miniere, e dopo gli accertamenti soddisfi le specifiche per l'applicazione del *laojiao*, può essere soggetto alla rieducazione” (Wu 2006, 99). E in effetti con l'ascesa di Deng Xiaoping il *laojiao*, considerato uno strumento assai utile per garantire la pubblica

sicurezza, conobbe una fase di grande rafforzamento: la tipologia dei criminali soggetti alla rieducazione fu estesa fino a comprendere teppisti e contrabbandieri, “disturbatori dell’ordine” e colpevoli di reati d’opinione, ma anche chi era privo di mezzi di sussistenza o non obbediva agli ordini di trasferimento. Uno strumento agile, che evitava lungaggini burocratiche, dal momento che l’applicazione della rieducazione attraverso il lavoro non contempla l’arresto, non richiede alcuna procedura legale o giudiziaria – come in parte avviene per i condannati al *laogai* – ed è stabilita in via amministrativa, al pari della sua durata.

Come scrive Harry Wu con amara ironia, “la rieducazione attraverso il lavoro non priva della libertà, semplicemente la limita” (Wu 2006, 89). Quanti sono soggetti al *laojiao* ricevono un salario pari a circa il 30% di quanto percepirebbero nella società esterna (col quale debbono però provvedere a tutte le necessità di base, e in particolare al vitto e al vestiario) e godono in generale di un trattamento migliore dei prigionieri del *laogai* (minori controlli, facoltà di scambiare corrispondenza e ricevere visite, possibilità di ottenere permessi premio e un minimo di assistenza sanitaria), ma sono sottoposti ad analoghe procedure di “riforma del pensiero” e devono comunque garantire il rispetto delle quote di produzione loro assegnate.

Anche il *jiuye* mira in sostanza a prolungare in maniera indefinita la permanenza dei condannati all’interno del sistema di lavoro correzionale. L’espressione “personale di destinazione professionale” (*jiuye renyuán*) fa riferimento a detenuti che, una volta scontata la pena nel *laogai* o nel *laojiao*, vengono trattenuti in apposite imprese statali al fine di “implementare al massimo le politiche di riforma attraverso il lavoro e garantire la pubblica sicurezza” (Wu 2006, 112). La definizione fa comprendere senza alcuna ambiguità cosa intenda Harry Wu quando parla del *jiuye* come estensione del sistema di lavoro correzionale, ma i dati forniscono un’immagine ancora più precisa della realtà: l’autore stima che durante gli anni Cinquanta e Sessanta quasi il 95% delle vittime del *laogai* o del *laojiao* allo scadere della condanna fosse sottoposto alla destinazione professionale obbligatoria; ancora sul finire degli anni Ottanta per circa il 50% dei reduci dai campi di riforma e il 30% di quelli già sottoposti a rieducazione scattava il provvedimento di destinazione coatta, che veniva così giustificata in un documento dell’ottavo Congresso nazionale sulla riforma attraverso il lavoro (1981): “la destinazione professionale è un tipo di misura amministrativa obbligatoria pensata per fornire assistenza nella ricerca di un impiego, assolvendo al contempo la funzione di continuare il processo di riforma. Il suo scopo è di prevenire la reiterazione del reato da parte di coloro che hanno scontato la pena, nell’interesse del bene pubblico” (Wu 2006, 115).

Fra le diverse strutture di lavoro correzionale, la realtà del *jiuye* è quella che può essere più facilmente dissimulata: il personale coatto riceve uno stipendio che corrisponde al 60-70% di quello di un normale lavoratore; la sua giornata lavorativa è di otto ore per sei giorni alla settimana; il suo rendimento quotidiano è sottoposto ad attenta vigilanza da parte delle autorità dei campi e deve partecipare a “sedute di studio” per continuare la riforma del pensiero; tuttavia usufruisce ogni anno di permessi retribuiti (fino a due settimane) per visitare la famiglia, la quale può anche scegliere di trasferirsi a vivere presso l’unità di produzione del congiunto. In sostanza, si tratta di una pena accessoria che non trova altra giustificazione se non nella volontà da parte dell’amministrazione centrale di disporre di forza lavoro a basso costo da mettere a disposizione dell’economia nazionale.

Il libro di Harry Wu appare ancora oggi – nonostante siano trascorsi quindici anni dalla prima edizione americana – una fonte insostituibile, sia per l’inquadramento giuridico del sistema di lavoro correzionale, sia per il profilo sociale della popolazione dei campi. Presenta tuttavia alcune innegabili lacune, già a suo tempo rilevate – a parere di chi scrive, con eccessiva severità – da David Bachman<sup>2</sup>.

Il volume si conclude con una analisi del periodo successivo all’ascesa di Deng Xiaoping, quando, specialmente a partire dal 1983, la classe dirigente cinese ha cominciato ad introdurre modifiche nelle politiche di riforma, pur conservando l’impianto generale del sistema del *laogaidui* concepito in epoca maoista. Harry Wu osserva che le grandi ondate di riabilitazioni di persone

<sup>2</sup> Si veda la sua recensione al volume di Hongda Harry Wu in “Pacific Affairs”, vol. 66, n. 1, 1993, pp. 106-108.

ingiustamente accusate, la rivalutazione di centinaia di migliaia di controrivoluzionari storici, la reintegrazione di molti funzionari e intellettuali epurati negli anni precedenti furono il segnale più evidente che “l’oggetto principale della riforma si era ormai spostato dai controrivoluzionari provenienti dalle classi sfruttatrici ai criminali comuni” (Wu 2006, 125). Come conseguenza si assisteva a un’estensione del raggio d’azione del *laojiao*, mentre le politiche di destinazione professionale obbligatoria, pur non ancora abbandonate, venivano applicate con minore frequenza. In generale, afferma Harry Wu, la preoccupazione principale a partire dalla metà degli anni Ottanta è stata quella di incrementare l’efficienza della produzione legata al sistema di riforma (rimasta abbastanza bassa nel periodo precedente), introducendo criteri di gestione manageriale dei campi, in sintonia col programma delle Quattro Modernizzazioni: non è un caso che in questa fase i corsi la formazione professionale abbiano iniziato a soppiantare le sedute di studio ideologico.

Harry Wu coglie quella che in definitiva è la linea di fondo dell’evoluzione del sistema di lavoro correzionale in epoca denghista, e cioè lo spostamento dell’enfasi dal binomio “riforma del pensiero – produzione” a quello “controllo sociale – produzione”. Tuttavia questa parte dell’analisi appare per forza di cose datata, costruita più su un processo di deduzione logica, sulla base dei provvedimenti adottati a livello centrale, che sull’analisi dei dati, un limite forse inevitabile per mere ragioni cronologiche, ma che non consente comunque di apprezzare fino in fondo quelle che l’autore definisce come “notevoli differenze tra le condizioni odierne e quelle del passato” (Wu 2006, 145). Sotto questo profilo ricerche più recenti appaiono meglio articolate, in grado dunque di fare luce effettivamente sull’impatto delle riforme economiche di Deng Xiaoping sul sistema del *laogaidui* e anche di apportare qualche correttivo alle stime e alle statistiche elaborate da Harry Wu (Seymour, Anderson, 1998).

Bisogna dire però che, di fronte a questo lavoro pionieristico di accertamento e ricostruzione del sistema di lavoro correzionale cinese, perdono molto del loro significato le critiche sull’accuratezza delle stime che Harry Wu fornisce in merito al numero dei campi (990 quelli di cui l’autore ha avuto notizia in tempi diversi) o dei detenuti che vi sarebbero stati reclusi nel corso di un quarantennio (venti milioni nel *laogai*, almeno altri venti milioni nel *laojiao*, circa quaranta milioni nel *jiuye*)<sup>3</sup>. Del lavoro di Hongda Harry Wu sono debitrice tutte le riflessioni successive sul fenomeno concentrazionario cinese (Courtois, Werth, Panné, Paczkowski, Bartosek, Margolin 1998; Kotek, Rigoulot 2001) e questo è forse il miglior metro per giudicare della sua validità ancora oggi<sup>4</sup>.

Come si è ricordato, sono ormai vent’anni che Harry Wu è impegnato, personalmente e come presidente della Laogai research foundation, in un’opera di documentazione e divulgazione della realtà del *laogai*. Una parte fondamentale di questa attività consiste nel recupero e nella pubblicazione delle testimonianze dei sopravvissuti, considerate nella loro duplice valenza di contributi alla conoscenza del fenomeno e di strumenti di denuncia civile: purtroppo la scelta di pubblicare tali memorie per il momento solo in cinese, se può essere motivata con la volontà politica della Lrf di rivolgersi ai cittadini della Repubblica popolare, che più di tutti hanno bisogno di essere informati, non appare idonea ad assicurare ampia diffusione al prezioso materiale raccolto, in primo luogo perché la censura di Pechino su questi argomenti rimane ferrea, in secondo luogo perché così facendo di fatto si è privato un buon numero di studiosi, giornalisti e attivisti dei diritti umani della possibilità di accedere direttamente alle nuove fonti<sup>5</sup>.

In questo contesto, in cui si continua ad avvertire la necessità di coltivare la memoria storica anche dei singoli casi, spesso paradigmatici, al di là della componente autobiografica, di molte altre

<sup>3</sup> Il 2005-2006 *Laogai Handbook*, Washington D.C., LRF, 2006, riduce la stima delle vittime complessive del *laogaidui* a 50 milioni e identifica 1045 campi; attualmente il numero di detenuti sarebbe compreso fra 9 e 10 milioni.

<sup>4</sup> Purtroppo l’edizione italiana è carente nella cura editoriale ed è inspiegabilmente priva della corposa appendice che si legge nella versione originale, di cui costituisce un valido supporto documentario.

<sup>5</sup> Fino ad oggi la Laogai research foundation ha dato alle stampe le memorie di Chen Fengxiao (2005), Ye Shaohua (2004), Huang Zhan (2004), Wenche He’en (2004), Cheng Zhonghe (2002), tutti reduci da condanne al *laogai* comprese fra 10 e 20 anni. Cfr. <http://www.laogai.org/news/book/books.pdf>.

esperienze destinate invece a rimanere sconosciute, deve essere salutata con grande favore l'uscita, prima in Francia e ora anche in Italia, del libro *Nubi nere s'addensano*.

La vicenda raccontata da Chen Ming non è solo una testimonianza sul *laogai* – al quale vengono dedicate pagine di grande efficacia – ma più in generale è un viaggio attraverso la storia cinese del secolo scorso. Nato nel 1908 nello Shanxi, una regione povera e arretrata del vecchio Impero Qing, l'autore trascorse un'infanzia misera oltre ogni immaginazione, durante la quale dovette sopportare ingiustizie, pregiudizi, tragedie familiari, che si accanirono su di lui con un misto di ferocia e casualità. Grazie ad enormi sacrifici riuscì tuttavia ad andare a scuola, fu un allievo brillante e proprio grazie allo studio arrivò il riscatto: nel 1928 si diplomò alla Scuola Centrale di Nanchino, capitale della Cina appena uscita dalla rivoluzione nazionalista, ed iniziò ad insegnare storia dell'Europa nei licei della città. Agli anni di formazione risale quella che sarà considerata dopo il 1949 la prima “macchia” nel suo curriculum di studente modello: aderì infatti per un breve periodo al Guomindang, allettato dalle parole d'ordine di modernità e progresso che venivano propagate dal partito negli anni della lotta contro il regime dei “signori della guerra”.

Nel 1935 Chen Ming si imbarcò a Shanghai per l'Europa, con l'intento di andare a perfezionare la sua specializzazione universitaria. A Londra passò i successivi tre anni grazie ad una borsa di studio: seguì corsi di storia contemporanea, approfondì la conoscenza della lingua e abbracciò la religione cristiana. Al rientro in patria lavorò come traduttore presso il Ministero dell'Educazione a Chongqing, dove si era trasferito il governo di Chiang Kai-shek a causa dello scoppio della guerra contro il Giappone, quindi, al termine del conflitto, prese a insegnare regolarmente storia europea presso l'università di Nanchino, tornata ad essere la capitale del Guomindang.

Questi trascorsi politici e professionali spalancarono a Chen Ming le porte del *laogai* in occasione della prima purga successiva alla presa del potere da parte del Pcc. Raccontando la sua personale esperienza, l'autore induce a riflettere sulla funzione contemporaneamente educativa (nei confronti delle masse) e punitiva (nei confronti dei presunti criminali) delle grandi campagne di rettifica promosse da Mao Zedong, frutto della tendenza della leadership comunista a vivere integralmente in una dimensione ideologica. Chen Ming era stato iscritto al Guomindang, ma non aveva ricoperto alcuna posizione di responsabilità nell'ambito del vecchio regime; era un rispettabile docente universitario e non un pericoloso intellettuale reazionario; aveva avuto esperienze all'estero e si era convertito al Cristianesimo, senza per questo trasformarsi in una spia delle potenze imperialiste. Insomma, non rientrava forse neppure nella categoria dei cosiddetti “blandi controrivoluzionari”. Ciò nonostante per lui la nascita della Repubblica popolare significò dapprima l'espulsione dall'università e in seguito l'arresto nel 1951 e la condanna a cinque anni di lavoro correzionale.

Lo stesso Chen Ming si rese conto abbastanza presto di come la sua situazione non fosse, per così dire, un'anomalia nell'ambito del sistema, un'assurda tragedia personale imputabile a un destino crudele, ma fosse in realtà una conseguenza prevista e inevitabile della logica della repressione. Scrive Chen Ming (2006, 90):

“Nella cella eravamo in dieci. C'era un medico, un professore di liceo, un poliziotto, un proprietario terriero, il capo di un movimento religioso reazionario (vicino al partito popolare), un membro del movimento Gioventù cinese, uno che aveva tradito il partito comunista e un membro del partito trotskista. Era un coacervo di professioni e di ranghi del tutto eterogenei”.

Queste parole danno un'idea dell'ampiezza dell'epurazione alla quale il Pcc dette vita con il Grande terrore del 1950-51, prendendo a pretesto la campagna contro il Guomindang per colpire un numero imprecisato di individui e categorie controrivoluzionarie.

Nel libro si leggono pagine impressionanti sulle condizioni di vita e di lavoro nel *laogai*, sui continui soprusi da parte del personale di sorveglianza, sul clima di sospetto e delazione fra i detenuti, sulle interminabili riunioni politiche e sessioni di autocritica a cui gli internati venivano

sottoposti. Sono pagine di grande intensità emotiva che mi limito a segnalare, anche per la loro qualità letteraria. Su un elemento voglio invece richiamare l'attenzione in sede di analisi storica: Chen Ming subì nell'arco del periodo di detenzione cinque trasferimenti in altrettanti campi di lavoro, tutti dislocati nella provincia del Jiangsu. Il dato permette di fare due riflessioni: in primo luogo sulla densità delle strutture di riforma in questa fase; in secondo luogo sull'organizzazione già ben definita del sistema, in virtù della quale la forza lavoro veniva spostata da un campo all'altro in funzione delle esigenze della produzione, che nel caso specifico rimandavano alla necessità di eseguire lavori idraulici lungo il corso fiume Huai al fine di regolarne il regime delle acque e prevenire le inondazioni.

La storia di Chen Ming ha una sua peculiarità. Egli fa parte della prima ondata di internati nei campi di lavoro, ma è anche uno dei pochi prigionieri per motivi politici a essere liberato una volta scontata la pena nel giugno 1956. Tuttavia la liberazione non coincise con la riabilitazione e la fine delle vessazioni per lui e per la sua famiglia. Privato, in quanto ex detenuto, dei diritti politici, non poté tornare all'insegnamento, venne sottoposto a un regime molto stretto di libertà vigilata e per i successivi venti anni dovette guadagnarsi da vivere lavorando come spazzino.

Questa parte del libro non riveste minore interesse rispetto alle precedenti e anzi rivela quali ricadute potesse avere sulla vita quotidiana dei sopravvissuti il marchio del *laogai*, una sorta di "fine pena mai", anche se si trattava di una pena da scontare fuori dai campi. Chen Ming assiste impotente alle sedute di autocritica pubblica a cui viene costretta la moglie, una semplice insegnante, in occasione della Campagna contro la destra; è indirettamente responsabile della vera e propria persecuzione subita dal figlio, il quale nel 1962 viene condannato a sua volta alla rieducazione solo perché ha per genitori due reazionari; infine, sempre a causa dei suoi trascorsi di criminale politico, diventa bersaglio delle guardie rosse durante la Rivoluzione culturale.

Anche gli incubi peggiori, in un modo o nell'altro, hanno termine: "nel 1978 vissi il giorno più indimenticabile della mia vita" (Chen 2006, 202). Con queste parole Chen Ming introduce il racconto di come, ormai settantenne, ricevette la notizia della propria riabilitazione:

"Lo stato riconobbe che ero stato condannato a cinque anni di *laogai* per errore. I poliziotti mi confidarono che potevo considerarmi fortunato di aver ricevuto l'ordine di riabilitazione in tempi così brevi, visto che non era più possibile risolvere con certezza la situazione della maggior parte delle persone, essendo state bruciate le carte dei processi durante la Rivoluzione culturale" (Chen 2006, 205).

Chen Ming è morto nel 1996. Dopo aver ritrovato il nome, la professione, la casa, ha potuto vivere in tranquillità gli ultimi anni di un'esistenza drammatica e straordinaria. Le sue memorie, affidate nel 1991 a Camille Loivier – allora studentessa e ora curatrice del volume – con la promessa che le avrebbe tradotte e fatte pubblicare in Occidente, hanno la forza dell'autobiografia e il valore dei migliori documenti storici. Sono ancora oggi censurate in Cina.

## Bibliografia

Chen M.

2006 *Nubi nere s'addensano. L'autobiografia clandestina di un sopravvissuto alla persecuzione*, Venezia, Marsilio (ed. or. 2003, *Les nuages noirs s'amoncellent*, Paris, Éditions Zulma).

Commission internationale contre le régime concentrationnaire (Cicrc)

1957-1958 *Livre Blanc sur le travail forcé et les institutions concentrationnaires dans la République Populaire de Chine*, 2 voll., Paris, Centre international d'édition et de documentation.

Courtois S., Werth N., Panné J.-L., Paczkowski A., Bartosek K., Margolin J.-L.

1998 *Il libro nero del comunismo. Crimini, terrore, repressione*, Milano, Mondadori, 1998 (ed. or. 1997, *Le livre noir du communisme*, Paris, Laffont).

Domenach J.-L.

1992 *Chine: l'archipel oublié*, Paris, Fayard.

Kotek J., Rigoulot P.

2001 *Il secolo dei campi. Detenzione, concentramento e sterminio: 1900-2000*, Milano, Mondadori (ed. or. 2000, *Le siècle des camps. Détention, concentration, extermination. Cent ans de mal radical*, Paris, Lattès).

Pasqualini J. (avec la collaboration de Chelminski R.)

1974 *Prisonnier de Mao: sept ans dans un camp de travail en Chine*, Paris, Gallimard.

Rousset D.

1997 *L'universo concentrazionario*, con un saggio di Giovanni De Luna, Milano, Baldini & Castoldi.

Seymour J.D., Anderson R.

1998 *New Ghosts, Old Ghosts. Prisons and Labor Reform Camps in China*, Armonk (Ny), Sharpe.

Snow E.

1965 *Stella rossa sulla Cina*, Torino, Einaudi (ed. or. 1938, *Red Star over China*, New York, Random House).

1966 *L'altra riva del fiume. La Cina oggi*, Torino, Einaudi (ed. or. 1961, *The Other Side of the River. Red China Today*, New York, Random House).

van Coillie D.

1962 *Il suicida entusiasta. Nelle prigioni di Mao Tse-tung*, Roma, Edizioni Mediterranee, (ed. or. 1960, *Der begeisterte Selbstmord. Im Gefängnis unter Mao Tse-tung*, Donauwörth).

Wu H.H.

2006 *Laogai. I gulag di Mao Zedong*, Napoli-Roma, l’Ancora del Mediterraneo (ed. or. 1992, *Laogai. The Chinese Gulag*, Boulder (Co), Westview Press).

Wu H.H., Vecsey G.

1997 *Troublemaker: One Man’s Crusade against China’s Cruelty*, New York, Vintage, (trad. fr. 1997, *Retour au Laogai: la vérité sur les camps de la mort dans la Chine d’aujourd’hui*, Paris, Belfond).

Wu H.H., Wakeman C.

1994 *Bitter Winds. A Memoir of My Years in China’s Gulag*, Somerset (Nj), John Wiley & Sons.

## Siti consigliati

<http://www.laogai.org>

Sito ufficiale della Laogai research foundation.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

The Russo-Japanese War  
and Japanese concept of territorial identity  
in the Sakhalin Island

Olivia Tani

## Introduction

Sakhalin Island is located at north of Japan, between the sea of Okhotsk and the Sea of Japan. Sakhalin is a big island, the length is more than six hundred miles and the total area is approximately 29,700 square miles. In the south it is separated from Japan by twenty-five miles. The distance between Sakhalin and the Russian Maritime regions, near the Amur River is in one point only eight miles.

At the beginning of 1905 there were about 33,000 inhabitants, on the island, of whom about 29,000 were Russians, many of them political convicts, the remainder being mostly Ainu (Cassell 1905).

The territorial treaties that Japan and Russia signed at the end of the nineteenth century, brought a certain normalisation into their diplomatic relations, and signed the end of Russian expedition into the Far East regions, which started at the end of seventeenth century.

During these travels, Russia had for the first time some contacts with Japan. The deepest cultural differences and a different system of interrelations affected immediately the possibility of good relations between the two. One of the results of these cultural misunderstandings was the issue over the Sakhalin and Kuril Island's legal sovereignty.

Japan considered the islands own sovereignty since the period of the mythic kingdom of the first Emperor Jimmu Tenno. Indeed, in the '*Nihongi*' (Chronicles of Japan) there were indications that the islands were part of the Japanese territory (Lasserre 2000).

The geographical position of Japan, and their conservative attitude (Japan never changed her imperial dynasty) developed a concept where borders were not political creation but linked with culture and myths. Japan did not need to delimit her borders because she never felt culturally or military threatened.

The sovereignty over the islands were temporarily resolved in 1875 with the San Petersburg treaty, in which Russia established her domain over the whole Sakhalin Island while Japan received the sovereignty over the Kuril Islands archipelago.

In 1898 Russia confirmed her position in the Far East area with the lease for twenty-five years of Port Arthur (Lushun) part of the Chinese Empire. In 1903 Russia took new initiatives in the north of Korea, and finally she undertook the colossal investment in the Trans-Siberian and the Chinese Eastern Railways. From 1900 to 1904 she occupied with her troops cities and routes of Manchuria. Contemporarily, Japan moved her commercial, political and expansionistic interests in the same area, so that the Russian enterprises became an obstacle for the new Japanese interests.

At first Japan tried to protest against Russia, and looking for peacefully negotiations. So, in April 1902 they signed an agreement in which Russia would have withdrawn her troops from Korea and offered some concession to Japan.

In 1903 Japan and Russia made a new deal; Japan could send some troops to Korea in order to counterbalance the Russian military presence. The new agreement envisaged also economic relationships with Russia. However, Russia did not respect the signed agreement, because she underestimated the political and military power of Japan.

In 1904, Japan considered the Russian troops in Manchuria threatening their new expansionistic politics, in particular because naval and economic interests linked to the railways (Nish 1985).

Russia knew that could not effort a war against Japan, though she had reinforced her military presence in the region; she had not finished the Transiberian, which was important for supplying her troops.

Nevertheless, Russia was confident that Japan would not have started the war. But she was clearly wrong. The official justification of Japan's attack was that Russia had threatened Japanese interests and security in the region. The Japanese army, the cabinet and some of her people openly supported the war. We may argue that other reasons were involved in this war, among the most

important, the economic, geopolitical, and last but not least, the cultural and identity's related aspects.

By the seventeenth century, Japan should reach some territorial compromises with Russia, the borders were artificially and legally delimited, but the Japanese concept of border never changed, consequentially the 1875 treaty was perceived like a temporary truce.

The only possible solution for a complete restoration of the ancient and imaginary (not artificially delimited) borders was for Japan the complete sovereignty over Sakhalin and Kuril Islands.

The war, on Japanese point of view, could have been a good expedient to resolve in definitive way this territorial problem.

Then the Japanese army completed the Sakhalin annexation

The Japanese were elated with their success. The Emperor Meiji sent congratulatory messages to General Haraguchi and Admiral Kataoka. Haraguchi received a hero's welcome at Ueno Station when he returned to Tokyo on 28 September. Most Japanese observers were convinced that all of Sakhalin would be incorporated in the Empire (Stephan 1971).

The joy for the sovereignty over Sakhalin had short time. The Russian, at the peace conference of Portsmouth, refused any territorial concessions. After a long debate, the two delegations reached the agreement where Japan gained only the South part of the island, with the boundaries limited to 50<sup>th</sup> parallel.

Although Japan with the 1875 treaty had succeeded in acquiring the sovereignty upon Kuril Islands, they still missed Sakhalin to complete their imaginary political-cultural dimension.

In this article I shall argue that the Russo-Japanese War, was not only a clash for the political and economical supremacy in the Far East regions, but also a way for a territorial annexation where the reasons were neither political nor economical, but cultural.

## The Japanese Concept of Territorial Identity

Japan is formed from four main islands and a certain number of tiny islands; this disposition helped since ancient times the develop of a peculiar concept of borders.

The sea is the unique border that separates Japan from the other nations; the sea is a natural border, which could connect or disconnect two territories. However it is not a fix border, and is not a visible border.

The sea did not exhaust the perception of a physical border, but the Japanese people needed a metaphysical conception that could delimit the sense of self, the sense of nation, and the imagined national-cultured definition of Japanesenees. Sakhalin and the Kuril Islands are part of this imaginary border, so that Japan claimed, and still claims, the sovereignty over these islands because these territories are part of their inherent territories.

Kimura defines this concept as

An assertion that each nation possesses land that is regarded historically and legally as part of that particular country alone, due to the fact that it has belonged to that nation from ancient times without becoming the possession of any other nation (Hiroshi 1998,6).

In fact the islands are geographically no too far from Japan's main islands. Japan asserts to have had since ancient time trade contacts with the Ainu, the Kuril and Sakhalin's natives. The knowledge of the so-called *basho* system, a ritual exchange of gifts that linked one group to another proved such a link, so that the long relationships that Japanese people had with Ainu, let them believed that Ainu there part of their same ethnic group.

Professor Ito Abito who is an anthropologist working at University of Tokyo, has pointed out:

When the Yamato court (4<sup>th</sup> AD-6<sup>th</sup> AD) came to prevail throughout the archipelago, a sense of indigenous identity gradually manifested itself in the islands' inhabitants. At the same time, however, the inhabitants of the farther fringes of the archipelago during the early period of the Yamato State appear in records under independent names, as ethnic minorities. On the other hand, one could also say that by incorporating local ethnic minorities on the northern and southern peripheries under their rule, they have, in effect voluntarily relinquished their racial homogeneity. One could also say that in the effort to further unity by making the ethnic minorities thus incorporated under their rule into subjects under an emperor system, the illusion of a uniform homogeneous single race was elevated into a kind of national ideal. In Japan following the Meiji Restoration, which sought to create a modern state and society stressing the correspondence between the concept of race and awareness of the land and the nation, the ethnic identity of the Ainu and the Ryūkyūans has in a sense been denied (Abito 1997).

According to Professor Ito Abito, the Ainu population had a Japanese identity and the Japanese language was derived from Ainu language. The credence that the racial and language homogeneity corresponds at a unique Japanese border was believed since ancient time. In 1735 Mogami Tokunai, one of the most Japanese explorer, met the Ainu during an expedition to Sakhalin and the Kuril Island. He lived with Ainu, and he studied the uses and the culture of this community. In his texts he affirmed that the Ainu were part of the Japanese race because they had the same Japanese physical aspect, 'they needed only to be taught the Japanese culture and religion' (Keene 1969, 134).

The assertion of Mogami, encountered some opposition, especially from the Matsumae Clan, that from 1603 established his domain on the Ezo territory (Hokkaido Island) and all islands at North of Ezo. The Matsumae Clan, believed the Ainu to be closer to animal than human beings, though they integrated Sakhalin and the Kuriles in their domain. In 1672 they established the first permanent Japanese settlement in Sakhalin, and by 1700 the island was listed in the official register of the Matsumae Clan as Karafuto Island, with twenty-two villages and stations (Amidon 1957).

At the end of eighteenth century another Japanese scholar and explorer, Honda Toshiaki, wrote in his memories and referring to the legend of Jimmu's visit to the Kuriles, (Keene 1969) affirmed that the Ainu were part of Japanese race, because their inhabitants were direct descendants of the Emperor.

### Brief history on discover of Sakhalin

In the middle of seventeenth Century, a group of Russian adventures reached the Sakhalin Island, with the scope of lucrative trade. They sailed around the Kuril Islands and Sakhalin, drew maps and took the first contact with the native populations. These first contacts opened new ways for further Russian expeditions, but until the end of the seventeenth century we have not prove to direct contact between Russia and Japan.

Some Japanese scholars argued that in the '*Nihongi*' (Chronicles of Japan) completed in 720 BC, there were indications that the islands were part of the Japanese territory (Lasserre 2000). At the early of seventeenth century, the Tokugawa clan took power in Japan, and gave to Matsumae clan jurisdiction over Ezo.

Ezo was a vague territory with not definite borders, enclosing a large area that included Hokkaido, Sakhalin and the Kuril Island. During the seventeenth century, the Matsume clan established control over Sakhalin, with some fishing stations, villages and settlements. In the same period, the central Shogunate received some reports with vague information about the Russian presence on Sakhalin and Kuril Islands, in order to verify the validity of this information, they

organised some expedition on there. In 1780 they organised the first mission direct to the Kuril Islands and in 1785 another mission with the same aim was organised to Sakhalin.

Although the explorers did not find any Russian presence in the area, the Shogunate decided to apply a direct control over the territories with a special commission. In 1805 was organised a third mission to Sakhalin, in order to verify the new shogunate policy. The reports of Kinshiro Toyama and Sadayu Muragaki heads of the third mission confirmed the validity of this prudent policy. At the same time, Russian started with the annexation of the North part of these territories. They knew the existence of the Japanese Empire, and at the beginning of the nineteenth century they sent some missions with the aim to discover if Japan had settled some parts of the islands, and to open new trade routes.

The Rezanov's expedition was one of the most famous missions that Russia organised to Japan. Rezanov was the director of the Russian-American Company and was appointed by Russian government like Ambassador. He arrived to Nagasaki in March 1804 and made regular application for the trade permission. The Shogunate took six months before deciding to refuse the Rezanov's application, and on September 1804, the Shogunate invited Rezanov and his crew to leave Nagasaki.

After this bad experience, Rezanov sailed to Sakhalin in order to discover if Japan had settled the island. Rezanov did not find Japanese garrisons or troops, only a few number of fishing villages.

He sent to the Tzar his official report, and included within it, his controversial idea about a possible Russian occupation of Sakhalin.

I do not suppose that Your Highness would change me with a crime when with my worthy co-workers, such as Khvostoff and Davidoff....., I should next year go down to the shores of Japan to destroy their settlement of Matsuma, to drive them out from Sakhalin, and to spread terror on the shores so that by taking away, in the meantime, their fishing areas and thereby depriving 200,000 of their men of subsistence, the sooner to compel them to open up trade with us...(Amidon 1957,12).

Rezanov didn't received from the Tzar any reply, and he decided to carry out his project, and instructed his naval officer Kvostov and Davidov to follow his plan.

Before acting his plan, he issued a set of conflicting orders, and then he left. The officials decided to follow the first instructions, and in September 1806 they destroyed and burned in the Sakhalin Island some fishing villages. After the attack of Sakhalin, the Russian moved to Kuril Islands and attacked some Japanese settlements on Etorofu (Iturup).

The report of the Russian's attack arrived at Shogun not before April 1807.

The Bakufu (shogunal government) was scared about this terrible news, and immediately they organised some measures for the defence of the north territories, commissioning at first the geographical exploration of Sakhalin. The expedition on Sakhalin started in the spring of 1808, and like head of the expedition was appointed Mamia Rinzo.

Mamia Rinzo was the better surveyor in Japan, and his knowledge about the northern areas was excellent.

When Mamia was 24 years old made his first experience like assistant surveyor in Ezo, where he remained until 1811. During this time, he surveyed and charted the southern Kuriles. In 1807 he was in Etorofu when the Russian attacked the Japanese settlements in Sakhalin and Kuril. During this expedition Mamia Rinzo made an important discover, the insularity of Sakhalin; in fact the sea separating Sakhalin from the Asiatic mainland was called 'Mamia Strait' and this denomination is still used by the Japanese today.

Fourth years later the Russian attack, Japan took revenge. A Russian officer, Captain Vasilii Golovnin incautiously arrived at Tomari (now Golovnino) on Kunashir island. He was captivated alongside his sailors from the Japanese troops and kept as prisoners for two years.

He was released in 1813, when Russians apologised for the Kostov and Davidov raids saying that they were not authorised by the Russian government (Rees 1985).

After the conclusion of this incident, the relations between Japan and Russia normalised, and both countries seemed to lose interest in the territorial issues concerning Kuriles and Sakhalin.

In 1849 the Russian Captain Nevelskoy circumnavigated Sakhalin, and after forty years since the Mamia's discover, the Russian learned that Sakhalin was an island.

The positive Nevelskoy's report pointed mainly on the strategic position of the island and on the possibility to the ice-free port, persuaded Nicholas Muraviev, the governor in the Far East, that Sakhalin could be a valuable addition to the Russian Empire.

Between 1852 and 1853, Russian government invited Nevelskoy to organise another expedition to Sakhalin. After this second expedition, in April 1853, the Tzar ordered the colonisation of Sakhalin, a group of men were sent to the island and started the building of garrisons and villages.

At the same time, the Tzar tried again to open direct negotiation with Japan, with the intent to discuss the issues concerning their borders and the possibility to open regular trades.

In 1853, Admiral Efimii Vasilevich Putiatin arrived at Nagasaki with a letter from the Russian foreign minister. The Russian asked for the delimitation of the Japanese borders in the North, and the opening for a certain number of ports for the Russian vessels. The Japanese government took time for a deep consideration of the Russian proposal. The Japanese ancestral laws forbade any trade permission with foreign, but the Dutch, to whom was allocated the Nagasaki port. Yet, the Bakufu, loyal to ancestral laws, refused the Russian proposal regarding the permission of trades, but agreed to make some negotiations concerning the delimitation of the borders.

Putiatin and the Russian delegates proposed to transfer the sovereignty over Sakhalin to Russia, but the Japanese government answered that they needed an investigation on the borders, and they send a special commission to Sakhalin. During the investigation, as alternative, Japan suggested the division of Sakhalin at the line of the fiftieth parallel.

The Russian delegates insisted that Sakhalin should belong to the Russian Empire, and the situation seemed to remain unresolved, when the outbreak of the Crimean war, put Russian in a difficult position.

The Russian strategic efforts and diplomacies moved to the western front, and Putiatin should sailed to Shanghai.

One year later, Putiatin came back in order to resolve the problem of borders and traders with Japan. The situation became favourable to Russia; in fact the dying Tokugawa regime was too weak for any form of political opposition. In 1854 Japan was forced to sign with US and Great Britain some 'Unequal treaties', so had to do Russia, however Russia succeed in opening three ports for her traders, Shimoda, Hakodate and Nagasaki. Although Russia had the availability of some important Japanese ports, there was still an open issue: the borders. This problem was resolved by the Shimoda treaty (7 February 1855) which the Japanese sovereignty over Habomai, Shikotan, Kunashir, Iturup, the South Kuril Islands, and the Russian sovereignty over the north part of the chain, while Sakhalin was shared between the two empires.

The shared control of Sakhalin resulted really difficult to manage and created good reasons for new future clashes.

Few years later in 1859, Count Muraviev sailed to Japan with the aim to reopen negotiations over Sakhalin.

Muraviev arrived to Japan during the last days of the Tokugawa regime, he found the country in such a political confusion, that three men of his crew were attacked and murdered in a local market. Muraviev made regular application for legal action and for new negotiations, but the Japanese government was unable to satisfy his demands and consequently he decided to stop the negotiations (Amidon 1957).

In 1862, Japan started new negotiations with Russia, the first meeting was hold in San Petersburg, where the Japan diplomatic delegation asked for a solution of this controversial situation. Both part claimed Sakhalin as their own, and was impossible to reach a compromise to maintain the unitary control of the land; so, they decided to send in Sakhalin two expert teams for a

deeper study of the situation. Unfortunately, Japan was unable to send the team to Sakhalin, her political system was in collapse, and nobody managed this mission. In 1864 The Japanese Yamato Koide, made a new tentative to reach an agreement, but Russia refused the negotiation, claiming that Japan in 1862 did not attempt its obligations.

In 1866, Koide organised another diplomatic mission to San Petersburg.

The Japanese mission asked again for a clear delimitation of the borders of Sakhalin. The Russian claimed the transfer of the whole island, and like counterproposal offered to Japan the sovereignty over the northern Kuriles and some fishing rights in Sakhalin. Japan refused the offer, and proposed to Russia like temporary solution the respect of the 1855 agreement.

The Russian accepted this temporary solution, and in March 1867 the countries signed a group of regulations. These conventions stated that the island would be common possession of both, with the same right to built colonies and trading post.

In order to colonise more land as possible, Russian inaugurated its policy of transferring convicts on the island. Japan that suffered political and administrative changes was too weak for an opposition (Stephan 1971).

Between 1870 and 1873, Japan came out with a new proposal:

The purchase of South Sakhalin. Russia rejected it.

In 1874 the new Japanese government was determinate to resolve the Sakhalin issue. Takeaki Enomoto the new Japanese ambassador was sent to San Petersburg with the instruction to find a definitive solution.

Takeaki Enomoto proposed to Russia two alternatives: the discovery and delimitation of natural boundaries in Sakhalin, or the partitioning of sovereignty over the Kuril Islands and Sakhalin. After a short period of negotiations, Russia accepted the second proposal, the Russia sovereignty over Sakhalin in exchange with the whole Japanese sovereignty over Kuril Islands.

In 1875 Takeaki Enomoto and Prince Alexander Gorchakov signed at San Petersburg the treaty that declared Sakhalin Russian sovereignty, and the Kuril Island Japanese.

Japan obtained some fishing rights in the Area, and the right to trade alongside the sea of Okhotsk and Kamchatka coast.

Amidon argued that in this treaty, Russia got the better bargain. The economical and political potentialities of Sakhalin cannot be compare with the Kuriles.

Japan was economically and politically too weak to carry on long debates, after the Meiji revolution the Japanese Empire needed to be totally rebuilt. Their economical, political, strategic and social structures collapsed with the end of the previous regime. Japan needed her borders safe and good diplomatic relations with Russia.

After the San Petersburg treaty, Russia transformed Sakhalin in a gigantic prison, and experienced for the first time the results of this immense labour camp (Stephan 1971). The relation between the countries remained friendly until 1904, when clashes upon the sphere of influence in Korea and Manchuria brought the two countries within a new conflict.

## The Japanese invasion of Sakhalin during the Russo-Japanese war

The Sakhalin's invasion started at the final stages of the war on July 7<sup>th</sup> 1905 under the command of Lieutenant-General Haraguchi, and Admiral Kataoka, The preliminary operations were exclusively naval.

The Japanese fleet did not encounter any resistance, and at noon of July 7<sup>th</sup> the troops landed. In the same time, some Japanese warships approached Korsakovsk and come under the fire of a Russian fort.

The battle was really poor, The Russian gunners scored no hits, and Korsakovsk became the first city to be occupied by Japanese troops.

The Russia government made no particular efforts in troops and equipment for the defence of Sakhalin. Governor Liapunov mobilised more or less 6,000 troops; most of these were formed by convicts. The governor promised the convicts the freedom or some penalty reductions if they would accepted to fight for the defence of the island.

The convicts, principally unprepared, put of fewer efforts on the defence of the island yet the Japanese army could complete his mission quickly.

On the morning of July 8<sup>th</sup> the Japanese advanced from Korsakovsk and after a bitter engagement the town was occupied. The Russians retreated northwards to Vladimirovka, (today Iuzhno Sakhalinsk).

On 24<sup>th</sup> July, a second Japanese force landed on West Coast of Sakhalin and occupied Aleksandrovsk, at that time the capital of Sakhalin.

Aleksandrovsk was a town of 400 houses and 2,000 inhabitants, and the residence of the governor Liapunov (Cassel 1905, 186).

After the occupation of Aleksandrovsk, the Japanese pushed the enemy inland, cutting the opposing forces into two isolated groups, one in Debrinskoe and the other in the Onor region. Bereft of reinforcements and supplies, Sakhalin's military governor, Lieutenant General Liapunov asked for a 'cessation of hostilities' on 30 July (Stephan 1971).

The whole campaign had occupied seven days, 182 Russian died, and 278 managed to escape across the straits. The news that the Japanese troops conquered Sakhalin raised hopes for an annexation, and some nationalistic sentiments. On 31 July General Haraguchi proclaimed the establishment of a military administration over the island, and the following month were created civilian administrations, temples and new structures in preparation for a formal annexation (Stephan 1971).

### The Sakhalin's issue during the Portsmouth Peace Treaty

On May 27<sup>th</sup>-28<sup>th</sup> 1905, Japan defeated the Russian fleet, which had sailed from the Baltic Sea eighteen months before. Even before this battle, Japan asked Roosevelt to mediate an end to the war. Although Japan was winning, they were outnumbered by the Russians and could not support any more the cost of the war. The Russian Tzar, however, finally relented after seeing his Baltic fleet destroyed and Sakhalin invaded by Japanese troops. During August and September 1905, the US president Roosevelt, in the role of peacemaker organised the peace conference.

The Russian negotiators were Count Witte, and Baron Rosen, the former Russian ambassador to Tokyo. The Japanese part was formed by Baron Komura, Minister of foreign affairs, and Takahira Kogoro the Japanese Minister to the United States.

The success or the failure of the Conference depended entirely over the Japanese request, in particular the Sakhalin sovereignty and the indemnity of the war. The others request in the entirely contest appeared like John Albert White wrote 'only extra demands with less important' (White 1964, 282).

The Russian delegation went to Portsmouth Conference with the firmest prohibition to cede any portion of Russian soil in exchange for peace. The Russia government believed that the transfer of territory could produce bad relation between nations, like in 1871 the Franco-German relations, still disturbed because of the cession of Alsace-Lorraine to Germany. On August 23 the ambassadors started to speak on Sakhalin problem.

Both parties examined the validity of their historical claims. Komura asserted that by seventeenth century Japan could claim its historical right over the island, and declared that geographically Sakhalin was a continuation of the Japanese Island chain and formed a natural part of it.

The proximity between Sakhalin and Hokkaido was so close that the possession of the island by other countries could constitute a danger to the security of Japan.

Witte replied to Japan that the island was an important point for the security of the Russian Amur region, and the possession by any other power except Russia could constitute a menace for their borders. Sakhalin, he stressed, in the Russian hand had played only a defensive role. Never it was used like base of operations for hostile acts against Japan. He concluded that would be better to leave the island under their sovereignty.

Japan stressed that Russia in reality had not an effective need of Sakhalin. Russia used the island, like a prison, for Russian, he stressed, Sakhalin is only a piece of land without any economical, political or social interest. In contrast he emphasised how Japan could develop the economical resources and the importance that these could have for their country.

During the debate, the Japanese ambassador highlighted when in 1899 Russia changed in contrast with the 1875 laws (San Petersburg Treaty), the fishing regulation. This new regulation that limited the number of fishing areas open to Japanese subjects created in a short time clashes and a progressive degradation in their diplomatic relation.

Witte, acknowledged that Japan had effectively more interests and needs in the Sakhalin fisheries and agriculture than Russia, but he emphasised that these interests no means necessitated Japanese political control, he declared formally that Russia will grant to Japan fishing rights in and around the island.

Komura stressed that the bad use that Russia had done of the island was a disturbing factor in his country. The escaped criminal and political convicts terrorised for a long time the Hokkaido region, and their adjacent islands.

Witte answered that this matter was in the jurisdiction of the minister of interior, and reassured Komura that if Russia would continue to use Sakhalin like a prison, measure would be taken to prevent annoyance to Japan (White 1964, 285).

The indemnity issue was the second problem that was discussed at the Conference. Japan, in his peace proposal, declared that Russia should reimburse the actual expenses of the war, but the Russian refused the Japanese request for indemnity on the basis that only 'vanquished countries reimburse expenses of war, and Russia is not vanquished' (Issues Discussed at the Portsmouth and Peking Conferences).

The Russian knew the real situation of Japanese forces; although Japan was winner in the main battles they showed lack of reserves, and an effective weakness in their strategic movements. Russian refused to pay the indemnity threatening a new war if Japan as not acknowledged the Russian deals. If the position regard the indemnity was not negotiable, the Sakhalin issue was again matter of discussions.

Witte suggested a compromise, the partitioning of the island. The northern part, essential to the security of the Russian Amur region under their sovereignty. The southern part Japanese. He required in case of agreement, the freedom to navigate long la Soya (or la Perouse) strait.

Komura responded that the people of Japan had waited half a century for the opportunity to resolve the Sakhalin issue, and now they cannot accept the partitioning of the island.

At this stage, Komura asked again for the indemnity. He emphasised that Sakhalin was under their occupation, and the withdrawal of the troops from the northern part would be an act of retrocession for which Japan could require compensation. He suggested the sum of 1,200,000,000 yen and at least the partition along the 50<sup>th</sup> parallel (White 1964, 285). The Russian answered that they would refuse to conclude peace as long as Japan continued to insist upon an indemnity. The conference remained at this deadlock for 2 or 3 days, when thanks to Roosevelt and his role like peacemaker the situation changed. The Tzar in open transgression to the Russian principle that no Russian territory must be surrender or ceded to the enemies, consented the partitioning of Sakhalin, at 50<sup>th</sup> parallel. He justified that the southern part of the island had been under the Russia sovereignty for so short time that it could hardly be thought like Russian. About the second issue, the indemnity of the war, he did not change the previous position. In the last session Komura announced that Japan would withdraw the indemnity request if Russia would recognise their occupation of Sakhalin.

Witte refused. Komura stated that Japan would withdraw from the northern portion of the island if Russia would recognise the 50<sup>th</sup> parallel as the boundary between the countries. Russia accepted. Sakhalin was partitioned at the 50<sup>th</sup> parallel. Among the trees and fields there were no barbed wires, but iconography milestones with respectively the Russian griffin and the Japanese chrysanthemum.

## Conclusion

The complex reasons that brought Japan and Russia into the conflict seemed avoid the Sakhalin issue. The problem over the Sakhalin sovereignty seemed resolved in 1875 with the San Petersburg treaty.

In this conflict Sakhalin was not matter of clashes, and Russia made no particular efforts to fortify the island. The Japanese invasion of Sakhalin sounded at the Russia like foolish and strange.

The Japanese concept of territorial borders is different than Russian. Japan never developed in her history the concept of fix borders. The geographical disposition of Japan, the lack of any territorial invasion and a conservative attitude (never Japan has changed the imperial dynasty) helped this process.

As Hasegawa writes:

Until Russia moved south, they had felt no need to establish clear borders with their neighbours. In fact, until then they had no concept of *national borders*. During the Tokugawa period, the Matsumae domain was given jurisdiction over Ezo, but Ezo's demarcation was vague, comprising a large area that included Hokkaido, Sakhalin and the Kuril Island (Hasegawa 1998, 19).

It is understandable how Japan in this conflict, launched an invasion against this island. They justified this attack as a just restoration of the historical rights violated in the humiliating treaty of 1875, but they forgave that the treaty was signed in a peace period, and without any constriction between the parts.

When the Portsmouth treaty was signed, and Sakhalin was partitioned at the 50<sup>th</sup> parallel of latitude, Japanese people had reactions of disappointment and dissatisfaction. The fact that the Japanese troops had to withdraw from the north of Sakhalin was not only a territorial loss, but also the end of their imperialistic dreams.

In the future Japan tried again to conquer the part of the land that was lacking at the realisation of their empire. The Japanese occupation of north Sakhalin during the period of Bolshevik revolution can show.

Today the 'Northern Territorial issue' is one of the most diplomatic, controversial and complex problems that see Japan and Russia opposed. This problem can show how culture, heritages, and sense of 'imaginary communities' are stronger than political, diplomatic and economical problems.



<http://www.mattmerkulov.narod.ru/photoalb/index.htm>

© 2003-2004 Matt Merkulov

## Bibliography

- Abito I.  
1997 *Aspects of Japanese culture and society*  
<http://www.isei.or.jp/books/75/Front.html>
- Amidon W.  
1957 *The Issue of Sakhalin in Russo-Japanese Relations* in Ward, Amidon. University of Michigan Press, Ann Arbor.
- Cassel and Co.  
1905 *Cassell's History of the Russo-Japanese War*, London, Paris, New York, Cassell and Company Press.
- Hasegawa T.  
1998 *The Northern Territories Dispute and Russo-Japanese relations*, USA, University of California Press.
- Keene D.  
1969 *The Japanese Discovery of Europe, 1720-1830*, Stanford-California, Stanford University Press.
- Kimura H.  
1998 *Islands or Security? Japanes-soviet Relations under Brezhnev and Andropov*, Tokyo, International Research Centre for Japanese Studies.
- Lasserre F.  
2000 *The Kuril stalemate: American, Japanese and Soviet revisitings of History and Geography*, in "Analyses et Perspectives", 2.
- Lensen G.A.  
1959 *The Russian Push toward Japan*, Princeton, Princeton University Press.
- Nish I.  
1985 *The Origins of the Russo-Japanese war*, London-New York, Longman.
- Rees D.  
1985 *The Soviet Seizure of the Kurile*, New York, Praeger.
- Stephan J.J.  
1971 *Sakhalin: A History*, Oxford, Claredon Press.
- Tyler S.  
1905 *The Japan-Russia War*, Harrisburg, The Minter Company.
- White J.A.  
1964 *the Diplomacy of the Russo-Japanese War*, Princeton-New Jersey, Princeton University Press.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Memoria ed epopea garibaldina  
La mostra *Giuseppe Garibaldi tra storia e mito*

Firenze, palazzo Pitti, Galleria del costume  
24 maggio-4 luglio 2007

Si è aperta il 24 maggio, alla presenza del presidente della Repubblica Giorgio Napolitano, la mostra *Giuseppe Garibaldi tra storia e mito*, promossa dalla fondazione di Studi storici “Filippo Turati”, presieduta dal professor Maurizio Degl’Innocenti, e dalla fondazione Spadolini Nuova antologia, presieduta dal professor Cosimo Ceccuti; sotto l’alto patronato del presidente della Repubblica, sotto il patrocinio del Comitato nazionale per il bicentenario della nascita di Giuseppe Garibaldi, dell’Associazione nazionale comuni d’Italia, della regione Toscana, della provincia e del comune di Firenze, in collaborazione con la Sovrintendenza per il polo mussale fiorentino<sup>1</sup>.

La mostra, che si inserisce nel quadro delle iniziative promosse nel corso del 2007 per celebrare il bicentenario della nascita dell’Eroe, offre un amplissimo quadro non solo del percorso di lotta e di impegno politico e militare compiuto da Garibaldi, ma anche della mitologia da cui egli fu accompagnato ancora vivente, ed in misura crescente dopo la morte. Oltre a cimeli, fotografie, bandiere e camicie rosse, sono infatti presenti un ampio materiale a stampa e quadri provenienti prevalentemente dalla Galleria moderna di palazzo Pitti, dal museo di Brera, dal museo del Risorgimento italiano, e dalle collezioni della fondazione Spadolini Nuova antologia; e materiale audiovisivo proveniente dalla Mediateca regionale toscana e dall’Istituto Luce.

Ospitata fino al 4 luglio nel suggestivo scenario della Galleria del costume di palazzo Pitti in Firenze – città alla cui tradizione culturale ed alla cui marcata identità municipale si somma il protagonismo avuto nel corso del Risorgimento attraverso la classe dirigente che essa esprime e grazie al ruolo istituzionale degli anni 1864-1870, quando del neonato Regno d’Italia essa fu capitale – la mostra vuol essere occasione di ripensamento e di riattivazione dei circuiti narrativi della memoria nazionale - ben oltre il perimetro celebrativo, pur necessariamente presente – intorno ad una delle figure emblematiche dell’epopea che condusse alla costruzione dello Stato unitario. Dal Sud America a Roma repubblicana; da Calatafimi a Venezia, fino a Caprera, luogo del riposo e del raccoglimento; il percorso espositivo – ed i contributi che a diverso livello e con prospettive di analisi differenziate un gran numero di studiosi italiani e stranieri hanno voluto offrire al volume-catalogo che lo accompagna, e che l’editore Pietro Lacaita ha accolto nelle sue collane confermando la propria sensibilità ed attenzione per le questioni del Risorgimento e dell’impianto e consolidamento della democrazia in Italia – conduce il visitatore dalla dimensione storica a quella dell’apoteosi e del mito, attraverso le prime celebrazioni per i cinquant’anni del Regno, il tentativo di “fascistizzazione” operato con una interpretazione iperpatriottica, la lotta politica che in Garibaldi trovò un simbolo della rinascita nazionale nel secondo dopoguerra, fino alle celebrazioni della morte nel 1982, nuova importante occasione pubblica della memoria dell’Eroe.

Se non fu priva, quella circostanza, di spunti polemici tesi a rivendicare una tradizione politico-culturale di volta in volta stratonata sulla sponda del repubblicanesimo di Giovanni Spadolini e del socialismo tricolore di Bettino Craxi, la mostra fiorentina sbalza piuttosto, di Garibaldi, soprattutto gli accenti romantici di combattente per la libertà e per l’Italia, una immagine dunque di “padre della patria” che nello stesso 1982 già dipingeva, con appassionato entusiasmo, l’allora capo dello Stato Sandro Pertini.

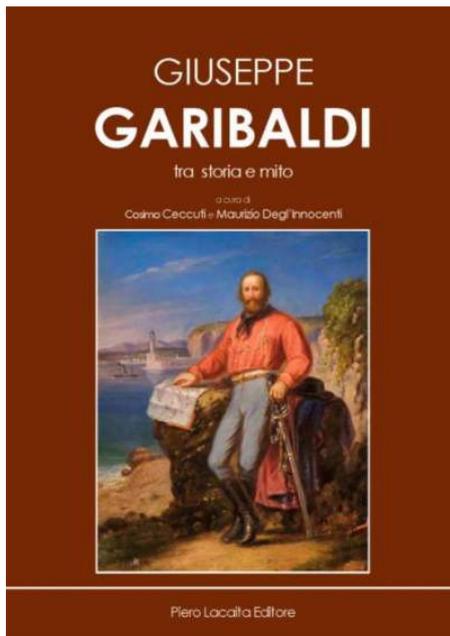
Alla mostra, evento particolarmente significativo nello spesso svilito dibattito politico-culturale odierno, la rivista dedicherà un ampio spazio di commento e discussione nei prossimi numeri.

La redazione

---

<sup>1</sup> La mostra, allestita nella palazzina della Meridiana, sarà aperta dal 25 al 4 luglio 2007, con orario 8,15-19,00. L’ingresso per le scolaresche è gratuito previa prenotazione alla Firenze musei (tel. 055 294883).

## Il catalogo



# GIUSEPPE GARIBALDI

tra storia e mito

a cura di

Cosimo Cecconi e Maurizio Degl'Innocenti

INDICE:

I Curatori:

*Premessa*

Cristina ACIDINI

*L'esposizione in Palazzo Pitti*

Alfonso SCIROCCO

*Cittadino del mondo, combattente per la libertà*

Ivan BORIS

*Garibaldi in America Latina*

Romano UGOLINI

*Garibaldi e Roma*

Giuseppe GALASSO

*Garibaldi in Sicilia*

Nicola LABANCA

*Un eroe italiano nell'età del volontariato militare e internazionale*

John A. DAVIS

*Garibaldi and England*

Jean-Yves FRETIGNÉ

*Légende dorée et légende noire de Garibaldi en France*

Luigi POLO FRIZ

*Garibaldi e la massoneria*

Zelfiro CIUFFOLETTI

*Garibaldi agricoltore: il "Circinatio della rivoluzione italiana"*

Luigi MASCILLI MIGLIORINI

*Autorappresentazione di un eroe*

Dino MENGOZZI

*Reliquie, cimeli e souvenirs della religione politica garibaldina*

Angelo VARNI

*Il mito garibaldino tra Otto e Novecento*

Vjaceslav KOLOMIEZ

*Il mito garibaldino in Russia*

Armando PITASSIO

*Garibaldi e i Balcani*

Lauro ROSSI

*Camicia rossa/camicia nera.*

*La celebrazione del cinquantenario della morte di Garibaldi nel 1932*

Santi FEDELE

*Il mito di Garibaldi nell'antifascismo italiano*

Andrea RAGUSA

*La memoria garibaldina nel secondo dopoguerra*

211 PAGINE - 240 IMMAGINI

Prezzo di copertina € 33,00

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

*Giuseppe Garibaldi tra storia e mito*

Discorso di inaugurazione della mostra  
Firenze, 24 maggio 2007

Maurizio Degl'Innocenti

Signor Presidente, Autorità, Signore e signori

Il progetto *Giuseppe Garibaldi tra storia e mito*, progettato e curato dalla fondazione di studi storici “Filippo Turati” e dalla fondazione “Spadolini-Nuova antologia”, sotto l’alto patronato del presidente della Repubblica, costituisce senz’altro uno dei momenti più significativi delle iniziative promosse nel bicentenario della nascita di Garibaldi, innanzitutto per il patrocinio e il contributo del Comitato nazionale a ciò preposto e della regione Toscana, poi per la sede, infine per la significativa partecipazione e collaborazione di enti pubblici, di poli museali, di comuni – ovviamente in modo tutto particolare quello di Firenze –, di biblioteche, di associazioni, di privati. Ragioni di spazio e di tempo ci hanno impedito di accogliere tutte le offerte pervenuteci, da tutta Italia. Ma tutte le abbiamo accolte idealmente.

Interpretiamo tale partecipazione come il segno di una comunità che, intorno ad uno dei suoi figli prediletti o, se si preferisce, ad uno dei suoi simboli identitari, riflette su se stessa; di una comunità che si ritrova.

In un momento non facile della vita nazionale, valutiamo ciò positivamente, tanto più che sappiamo essere proposito delle istituzioni dello Stato, a diverso livello, promuovere e coordinare iniziative sulla storia nazionale e repubblicana in particolare, che culmineranno nel 2011 in occasione del centocinquantenario dell’Unità.

Abbiamo la presunzione di ritenere che la presenza oggi del capo dello Stato, che ringrazio per conto di tutti gli enti sopra citati, sia di apprezzamento e di incoraggiamento.

Il progetto *Giuseppe Garibaldi tra storia e mito* si articola in tre momenti: l’esposizione, nelle sale della Meridiana, nello scenario prestigioso di palazzo Pitti; l’audiovisivo, prodotto dalla Mediateca regionale della Toscana; il volume, per i tipi Lacaïta, curato da me e dall’amico Cosimo Ceccuti.

L’esposizione, resa possibile dalla collaborazione della Sovrintendenza speciale del polo museale fiorentino, presenta opere di grande rilievo artistico, provenienti dalla pinacoteca di Brera e dal museo del Risorgimento di Milano oltre che dalle collezioni di palazzo Pitti, e una raccolta particolarmente significativa della collezione della fondazione Spadolini, nonché cimeli e “pezzi” provenienti da comuni, enti pubblici, associazioni garibaldine e privati. In tutto sono circa 200 pezzi, sapientemente disposti in sei sale dall’architetto Linari. Oltre ad opere di grande pregio artistico – come quelle di Bouvier, De Angelis e Induno – insieme ad altre appartenenti alla più classica iconografia risorgimentale, come il quadro di Legat sulla battaglia di Calatafimi, commentata nell’audiovisivo da Franco Della Peruta, si potranno ammirare cimeli storicamente rilevanti, come lo scialle di Anita –proveniente da Modigliana – o la camicia rossa indossata da Garibaldi – di proprietà del museo del Risorgimento di Milano – e tutta una produzione dal “basso” a testimonianza di un mito – quello dell’Eroe dei Due mondi – di gran lunga il più popolare nel corso dell’800, ma perdurante ancora nel ’900, fino ai nostri giorni, nell’immaginario collettivo e non ultimo in una traduzione più colta e politicamente orientata. Un fatto – questo – già di per sé significativo, e forse unico.

L’audiovisivo, nella regia di Elisa Favilli, a cui si potrà assistere in una sala contigua, segue un percorso ordinato cronologicamente, che aiuta il visitatore a ripercorrere la vicenda storica, fissata tuttavia in alcuni episodi significanti, come l’impresa dei Mille. Vi si coglie la natura “avventurosa” della vita di Garibaldi, segnata da fatti d’arme, così come vi si mette in rilievo il garibaldinismo come espressione generazionale e protagonismo collettivo. Nel racconto trova così collocazione centrale la rappresentazione del grande quadro di Guttuso su Garibaldi al ponte dell’Ammiraglia del 1952, posseduto dalla Galleria degli Uffizi, che per le dimensioni non è stato possibile trasportare nella mostra della Meridiana, ma di cui costituisce l’ideale prosecuzione. L’interesse dell’audiovisivo è dato anche dai materiali originali concessi dall’Istituto Luce, relativi alle celebrazioni del 1932, nella fattispecie all’insegna della ufficialità e del progetto di inquadramento fascista –per usare la terminologia del tempo – della comunità nazionale; e, di

contro, alla rappresentazione data dal corpo dei volontari per la libertà nella lotta contro il fascismo e il nazismo.

Il volume, ricco di 240 illustrazioni, si avvale della collaborazione di eminenti studiosi, di consolidata fama e di nuova leva, che hanno firmato importanti voci. Riteniamo che il taglio divulgativo e la pluralità dell'approccio forniscano un'aggiornata, e, in alcuni casi, inedita lettura.

Il progetto, nella significativa connessione tra esposizione, audiovisivo e volume, non vuole essere dunque solo o prevalentemente celebrativo, ma molte cose insieme: festa istituzionale, partecipazione ad un evento di interesse collettivo, percorso formativo nei confronti dei giovani, riflessione comune su momenti e vicende della nostra storia nazionale e della nostra epoca.

È intenzione degli enti promotori prefigurarne sviluppi anche al termine del periodo espositivo, in particolare per le scuole e nelle comunità italiane all'estero.

Nella visita dei tre siti molteplici saranno gli stimoli in relazione all'angolo visuale adottato. Ci preme qui ugualmente porre alcuni punti fermi.

Garibaldi appare l'eroe popolare per eccellenza. Nasce dal popolo, vive con il popolo, lotta per il popolo.

- uomo del popolo, assurge alle più alte cariche militari (il Generale) e politiche (il Dittatore in Sicilia e nel Mezzogiorno borbonico), ma torna alla vita semplice, tra i semplici, coltiva la terra a Caprera, ha una mensa parca, rifugge dal lusso;
- marinaio, incarna il senso dell'avventura, della scoperta in uno scenario che spazia dall'America latina, all'Oriente, all'Europa: quel senso di avventura che tanto affascinava la borghesia europea dell'800;
- combattente a capo di volontari per la nobile causa, dà voce all'aspirazione di emancipazione degli emarginati, delle vittime del pregiudizio e del privilegio;
- condottiero di uomini, denota un carisma eccezionale, ha coraggio, abilità tattica, abnegazione e tempra inflessibile nel perseguire l'obiettivo.

I suoi comportamenti e le sue gesta entrano subito nell'immaginario collettivo: assurgono all'ambito della eccezionalità, tipica dell'Eroe. La sua vita si fa mito, diventa rappresentazione (di un epos in cui molti si identificano). Lo stesso Garibaldi ne è un artefice essenziale.

L'esposizione dimostra a sufficienza come ciò fosse facilitato dalla affermazione dei mass-media del tempo: la stampa e in particolare la stampa illustrata; i romanzi e la memorialistica che appare in appendice sui giornali; la litografia e la fotografia.

Il successo straordinario del mito, che nel 1864 portò mezzo milione di inglesi a salutare l'Eroe nelle strade e nelle piazze londinesi, non si spiega solo con l'eccezionalità dell'individuo, a cui si vuole essere vicini. La fortuna del mito di Garibaldi si spiega con il fatto che egli impersonificò quattro momenti caratterizzanti il secolo al quale appartenne, l'Ottocento:

- la nazione,
- il popolo,
- il volontariato,
- l'associazione.

In particolare, nell'età della formazione degli Stati nazionali fu protagonista indiscusso dell'Unità italiana, conferendole – nel momento costitutivo e identitario – uno spessore popolare e partecipativo.

Nell'800 il volontariato si esplicò sui campi di battaglia, ma fu anche all'origine di tutti i movimenti di autoemancipazione e quindi della militanza associativa, sindacale, politica, che presero corpo in quel secolo, lasciando un'eredità importante a quello successivo.

Garibaldi concepì l'Associazione come un nuovo ordine internazionale, fondato sulla libertà e sulla pace, due valori non separabili, come ammoniva il Congresso di Ginevra del 1867, di cui fu protagonista assoluto. E concepì l'Associazione come nuovo ordine all'interno della comunità nazionale, contro i privilegi, contro ogni forma di oppressione, in una società fortemente partecipata nell'uso del suffragio universale e con la nazione armata, fondata su vincoli solidaristici tra uomini

liberi. Qui è anche la ragione dell'adesione di Garibaldi all'Internazionale dei lavoratori e delle espressioni di fiducia verso il socialismo.

In tutto ciò Garibaldi dimostrò di non essere solo la spada della democrazia italiana e europea, e di possedere anche indubbe doti politiche, ancorché non di parte.

La fusione esemplare di quei quattro momenti – la nazione, il popolo, il volontariato e l'associazione – ne consacrò la fortuna anche nei decenni successivi, ora a destra (in una versione interventista, nazionalista e fascista), ora e più spesso a sinistra, a riproporre un "seconda" rinascita nazionale, più partecipata e democratica, dopo il Risorgimento unitario delle origini.

Ma è da chiedersi se il perdurante fascino di Garibaldi nella nostra epoca, in una società di massa e dei consumi che sembra tutto bruciare rapidamente, non sia da attribuire anche al suo inconfondibile anticonformismo, non contrastante con la ricerca di un ordine legittimo e legittimante, che altro non era che la vigorosa affermazione della libertà dell'uomo. Nel suo caso: la volontà del fare al servizio di una grande idea, di un'idea tenacemente perseguita, anzi di un'idea che si faceva realtà.

L'immagine di Garibaldi che ci piace di più è quella di un uomo libero; che, al di là delle proprie debolezze e delle sconfitte, che pure ci furono, non si arrendeva mai, pronto a ricominciare in ogni circostanza, senza mai perdere di vista un obiettivo percepito e vissuto come un bene di interesse collettivo.

Insomma, l'immagine di un uomo libero, che visse e operò per la libertà degli altri.

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Novità editoriali  
febbraio-maggio 2007

Luca Gorgolini

AA. VV.

*Le Alpi e la Guerra. Funzioni e immagini*  
Giampiero Casagrande editore

GIORGIO AGOSTI, BIANCO D.L.

*Un'amicizia partigiana. Una straordinaria testimonianza della «condizione umana» negli anni della Resistenza*  
Bollati Boringhieri

MARIO ALBERTINI

*Tutti gli scritti. Vol. III 1958-1961*  
Nicoletta Mosconi (cur.)  
Il Mulino

GUIDO ALFANI

*Padri, padrini, patroni*  
Marsilio

BARTOLO ANGLANI

*Solitudine di Gramsci. Politica e poetica del carcere*  
Donzelli

PAOLA ANTOLINI

*Vivere per la patria: Bice Rizzi (1894-1982)*  
Museo storico in Trento

STEFANIA BARTOLONI (cur.)

*Per le strade del mondo. Laiche e religiose fra Otto e Novecento*  
Il Mulino

ANNUNZIATA BERRINO (cur.)

*Storia del turismo*  
Annale 2005  
FrancoAngeli

GIULIANA BERTAGNONI, GUARALDI E.

*Democrazia e amministrazione: uomini e istituzioni, IV volume della ricerca Dalla guerra al "boom". Territorio, economia, società e politica nei comuni della pianura orientale bolognese*  
Isrebo, Aspasia

EDMONDO BERSELLI (ristampa)

*Canzoni. Storie dell'Italia leggera*  
Il Mulino

CORRADO BONIFAZI

*L'immigrazione straniera in Italia*  
Il Mulino

FRANCESCO BONINI

*Storia costituzionale della Repubblica*

Carocci

MARZIANO BRIGNOLI

*Carlo Alberto ultimo re di Sardegna 1798-1849*

FrancoAngeli

ASA BRIGGS, BURKE P. (ristampa)

*Storia sociale dei media. Da Gutenberg a Internet*

Il Mulino

EMILIANA CAMARDA

*Pietralata. Da campagna a isola di periferia*

FrancoAngeli

SILVIA CASSAMAGNAGHI

*Immagini dall'America. Mass media e modelli femminili nell'Italia del secondo dopoguerra 1945-1960*

FrancoAngeli

MARINA CATTARUZZA

*L'Italia e il confine orientale 1866-2006*

Il Mulino

M. CATTARUZZA, FLORES M., LEVIS SULLAM S., TRAVERSO E. (cur.)

*Storia della Shoah. La crisi dell'Europa, lo sterminio degli ebrei e la memoria del XX secolo*  
UTET

ENZO COLLOTTI (cur.)

*Ebrei in Toscana tra occupazione tedesca e RSI*

Carocci

FULVIO CONTI (cur.)

*La massoneria a Firenze. Dall'età dei Lumi al secondo Novecento*

Il Mulino

PIERO CRATERI, QUAGLIARIELLO G.

*La Seconda Guerra Mondiale e la sua memoria*

Rubbettino

VINCENZO CUOCO

*Epistolario (1790-1817)*

Laterza

CLAUDIA DALL'OSSO

*Voglia d'America. Il mito americano in Italia tra Otto e Novecento*

Donzelli

ENRICO DE ANGELIS

*Guerra e mass media*

Carocci

FRANCESCO A. DE CATALDO

*Discorsi parlamentari*

Il Mulino

PIERO DEL NEGRO (ristampa)

*Guerra ed eserciti da Machiavelli a Napoleone*

Laterza

ORNELLA DE ROSA, VERRASTRO D. (cur.)

*Appunti di viaggio. L'emigrazione italiana tra attualità e memoria*

Il Mulino

FERNANDO J. DEVOTO

*Storia degli italiani in Argentina*

Donzelli

MATTEO DI FIGLIA

*Farinacci. Il radicalismo fascista al potere*

Donzelli

SANDRO DISERTORI

*Mondi in catene*

Stella

GIOVANNA D'AMICO (cur.)

*Razzismo, antisemitismo, negazionismo*

Israt

ANDREA D'ONOFRIO

*Razza, sangue e suolo. Utopie della razza e progetti eugenetici nel ruralismo nazista*

ClioPress

MIRCO DONDI

*L'Italia repubblicana: dalle origini alla crisi degli anni Settanta*

ArchetipoLibri

GIUSEPPE FERRANDI, PALLAVER G.

*La regione Trentino-Alto Adige/Suedtirolo nel XX*

tomo I: Politica e istituzioni

Museo storico in Trento

MARCELLO FLORES (ristampa)

*Il genocidio degli armeni*

Il Mulino

GIANLUCA FULVETTI

*Una comunità in guerra. La Certosa di Farneta tra resistenza civile e violenza nazista*

L' Ancora del Mediterraneo

PATRIZIA GABRIELLI, CICOGNETTI L., ZANCAN M.  
*Madri della Repubblica*  
Carocci

EMILIO GENTILE  
*Il fascino del persecutore*  
Carocci

ELISA GIUNIPERO  
*Chiesa cattolica e Cina comunista. Dalla rivoluzione del 1949 al Concilio Vaticano II*  
Morcelliana

ERIC GOBETTI (cur.)  
*La lunga Liberazione 1943-1945*  
FrancoAngeli

FRANCESCA GIUSTI, SOMMELLA V.  
*Storia dell'Africa. Un continente fra antropologia, narrazione e memoria*  
Donzelli

ELISA GORI  
*L'istruzione in appalto. La scuola elementare a sgravio dall'unità al fascismo*  
FrancoAngeli

PIETRO GRILLI DI CORTONA  
*Il cambiamento politico in Italia*  
Carocci

GRUPPO DI COORDINAMENTO PER LA DEMOGRAFIA  
*Rapporto sulla popolazione. L'Italia all'inizio del XXI secolo*  
Il Mulino

PATRIZIA GUARNIERI  
*L'ammazabambini. Legge e scienza in un processo di fine Ottocento*  
Einaudi

MARCO IMPAGLIAZZO  
*La diocesi del papa. La Chiesa di Roma e gli anni di Paolo VI (1963-1978)*  
Guerini e Associati

FIORELLA IMPRENTI  
*Operaie e socialismo. Milano, le leghe femminili, la Camera del lavoro (1891-1918)*  
FrancoAngeli

IRSIFAR-ISTITUTO ROMANO PER LA STORIA D'ITALIA DAL FASCISMO ALLA  
RESISTENZA  
*Centri e periferie. Italia 1931-1961. L'Annale Irsifar*  
FrancoAngeli

MARIO ISNENGI

*Dalla Resistenza alla desistenza*  
Laterza

MARIO ISNENGI (ristampa)

*Il mito della Grande Guerra*  
Il Mulino

ISREBO-ISTITUTO PER LA STORIA DELLA RESISTENZA E DELLA SOCIETÀ  
CONTEMPORANEA NELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

*Appendice statistica e fotografica della ricerca Dalla guerra al "boom". Territorio,  
economia, società e politica nei comuni della pianura orientale bolognese*  
Aspasia

FURIO JESI

*L'accusa del sangue. La macchina mitologica antisemita*  
Bollati Boringhieri

LUTS KLINKHAMMER (ristampa)

*L'occupazione tedesca in Italia 1943 – 1945*  
Bollati Boringhieri

LUISA LAMA

*Giuseppe Dozza. Storia di un sindaco comunista*  
Alberti Studi Unipress

SARA LORENZINI

*L'Italia e il trattato di pace del 1947*  
Il Mulino

SALVATORE LUPO

*Che cos'è la mafia. Sciascia e Andreotti l'antimafia e la politica*  
Donzelli

ADA GIGLI MARCHETTI (cur.)

*Il Giorno. Cinquant'anni di un quotidiano anticonformista*  
FrancoAngeli

SAUL MEGHNAGI (cur.)

*Memoria della Shoah*  
Donzelli

TITO MENZANI

*La cooperazione in Emilia-Romagna. Dalla Resistenza alla svolta degli anni settanta*  
Il Mulino

ALBERTO MEROLA, MUTO G., VALERI E., VISCEGLIA M. A. (cur.)

*Storia sociale e politica. Omaggio a Rosario Villari*  
FrancoAngeli

MARCO MINARDI

*Disertori alla macchia. Militari dell'esercito tedesco nella resistenza parmense*  
Clueb

MICHELA MINESSO (cur.)

*Stato e infanzia nell'Italia contemporanea. Origini, sviluppo e fine dell'Onmi 1925-1975*  
Il Mulino

GEORGE L. MOSSE (ristampa)

*Le guerre mondiali*  
Laterza

GINO NEBIOLO

*L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo. Vita e morte di Giovanni Bassanesi*  
Rubettino

KEITH OATLEY

*Breve storia delle emozioni*  
Il Mulino

GIUSEPPE PANTOZZI

*Il governo della beneficenza in Tirolo: secoli XVIII-XX*  
Museo storico in Trento

PAOLO PAOLETTI

*Cefalonia 1943: una verità inimmaginabile*  
FrancoAngeli

FEDERICO PAOLINI

*Storia sociale dell'automobile in Italia*  
Carocci

GIORGIO PERLASCA

*L'impostore*  
Il Mulino

FRANCESCO PICCOLO (ristampa)

*L'Italia spensierata*  
Laterza

ROMAIN H. RAINERO, STEFANO GALLI (cur.)

*L'Italia e la "grande vigilia". Gabriele D'Annunzio nella politica italiana prima del fascismo*  
FrancoAngeli

LEONARDO RAITO

*Il PCI e la resistenza ai confini orientali*  
Temi

MARCO RENZI

*La strage di Fragheto (7 aprile 1944). Nuove verità, reticenze, contraddizioni*

Società di studi Storici per il Montefeltro

MAURIZIO RIDOLFI (cur.)

*Rituali Civili*

Gangemi Editore

GABRIELE RIGANO

*Il caso Zolli. L'itinerario di un intellettuale in bilico tra fedi, culture e nazioni*

Guerini e Associati

JOHN A.G. ROBERTS

*Storia della Cina*

Il Mulino

VITTORIO SABADIN

*L'ultima copia del New York Times. Il futuro dei giornali di carta*

Donzelli

VINCENZO SANTANGELO

*Le muse del popolo. Storia dell'Arca a Torino 1957-1967*

FrancoAngeli

ANTONIO SANTONI RUGIU

*La lunga storia della scuola secondaria*

Carocci

LUIGI SCRICCIOLO

*20 anni in attesa di giustizia*

Memori

STEFANO SEPE, MAZZONE L., PORTELLI I., VETRITTO G.

*Lineamenti di storia dell'amministrazione italiana (1861-2006)*

Carocci

CARLO SPAGNOLO

*Sul Memoriale di Yalta*

Carocci

MARICA TOLOMELLI

*Terrorismo e società. Il pubblico dibattito sul terrorismo in Italia e in Germania negli anni*

*Settanta*

Il Mulino

ANNA TONELLI

*Comizi d'amore. Politica e sentimenti dal '68 ai Papa boys*

Carocci

CARLO TOSCO

*Il paesaggio come storia*

Il Mulino

ENZO TRAVERSO

*A ferro e fuoco. La guerra civile europea 1914-1945*

Il Mulino

GIUSEPPE VACCA, SCHIRRU G. (cur.)

*Studi gramsciani nel mondo 2000-2005*

Il Mulino

VITTORIO VIDOTTO, SABBATUCCI, G.

*Il mondo contemporaneo*

Laterza

SERGIO ZANINELLI, CAFARO P., LOCATELLI A.

*La Banca delle imprese. Storia del Mediocredito Lombardo*

*1. Uno sviluppo possibile*

Laterza

SERGIO ZANINELLI, CAFARO P., LOCATELLI A.

*La Banca delle imprese. Storia del Mediocredito Lombardo*

*2. Fonti per la ricostruzione storica*

Laterza

ITALO ZANNIER

*L'occhio della fotografia*

Carocci

NATALIE ZEMON DAVIS

*La passione della storia. Un dialogo con Denis Crouzet*

Angiolina Arru, Boesch Gaiano S. (cur.)

Viella

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

## Sentimenti in b & n

Un'operazione editoriale della Bononia University Press  
attraverso le fotografie di ImagoOnline e di altre raccolte

Paolo Sorcinelli



Figura 1- *Partenza per il viaggio di nozze, 1942*

1. Un saluto prima che il treno lasci la stazione. La foto è stata scattata nel 1942, probabilmente alla stazione di Pesaro, con l'intento di immortalare la partenza per il viaggio di nozze di una coppia di sposi. L'immagine è stata custodita per più di mezzo secolo ed è sicuramente una di quelle che almeno una volta all'anno ha suscitato la curiosità di figli, parenti, amici e nipoti durante le riunioni natalizie. In queste occasioni succedeva e ancora può succedere che immancabilmente i padroni di casa, loro sponte o su sollecitazione, abbiano sciorinato sul tavolo la grande, miracolosa, entusiasmante scatola con l'iconografia sentimentale di una vita, di solito riposta in un armadio o in cassetto. Ho fatto riferimento ad una "scatola" forse per una citazione personale, ma a volte si trattava e si tratta di veri e propri album o, in altre circostanze, di immagini appese fra il vetro e il bordo di legno della credenza, in cucina, per una quotidiana esternazione di matrimoni, cresime, fidanzamenti, lutti, nascite e persone lontane.

2. Sono ormai tre anni che il "Laboratorio sulla memoria del quotidiano" (Imago)<sup>1</sup> è al lavoro per catturare da questi giacimenti familiari suggestioni, emozioni e sentimenti che prima l'obiettivo di una macchina fotografica e poi la naturale selezione del tempo hanno salvato. Non è la caratteristica tecnica in sé che abbiamo posto in primo piano e dunque poco ci interessa dell'apparecchio, dei tempi di esposizioni e delle pellicole usate dagli occasionali fotografi che hanno creduto opportuno fissare certi momenti in cui più o meno direttamente si sono trovati coinvolti. Le immagini ci interessano per quello che possono dire e lasciare intendere sotto il profilo emozionale e sentimentale; in una duplice ottica: quella del momento fissato e quella del momento rivisitato. In questo senso l'immagine dei due sposi che salutano parenti e amici dal finestrino di un treno contiene un significato sentimentale contestuale e un indotto emozionale estemporaneo. Da qui una doppia potenzialità di lettura: "allora per allora" e "ora per allora", operazione che poi è alla base del procedere metodologico di qualunque ricercatore alle prese con un documento del passato nel tentativo di capirne il contesto e interpretarlo nella maniera più idonea.

3. In questi anni Imago ha raccolto fotografie ("spontanee e anonime", cioè "non professionali"<sup>2</sup>) avvalendosi della complicità di studenti disponibili a frugare nei ricordi di famiglia per poi costruire i percorsi intergenerazionali del proprio gruppo parentale. Si tratta per la stragrande maggioranza di fotografie che si potrebbero definire alla stessa stregua di "nodi nel fazzoletto"<sup>3</sup>, idonei cioè a sollecitare una memoria del privato. Talmente privata da richiedere, a

<sup>1</sup>Università di Bologna, Dipartimento Discipline storiche, Polo scientifico didattico di Rimini: [www.imago.rimini.unibo.it](http://www.imago.rimini.unibo.it)

<sup>2</sup> Secondo la definizione di Ando Gilardi, 2000, *Storia sociale della fotografia*, Bruno Mondadori, p. XIII.

<sup>3</sup> Ivi. .

volte, un occultamento. Come nella poesia *I ripostigli* di Eugenio Montale: “Non so dove io abbia nascosto la tua fotografia. /Fosse saltata fuori sarebbe stato un guaio”. Talmente intima, in altri casi, da indurre la signora protagonista di *Cronache di poveri amanti* di Vasco Pratolini a ritornare in possesso delle fotografie che aveva regalato nella sua vita. “Ella aveva sempre parcamente dispensato il proprio corpo in effigie. E per una calcolata prudenza non aveva mai acconsentito a farsi ritrarre in compagnia. Doveva rintracciare sedici fotografie, ne recuperò quattordici. Della quindicesima si convinse, per testimonianza diretta, che la donna a cui era capitata fra le mani, ‘tanti anni fa’, l’aveva fatta in minutissimi pezzi e, ‘sì, buttata nel gabinetto’. Dell’ultima ottenne una dichiarazione scritta in cui l’ex possessore affermava, ‘sul suo onore di deputato e di penalista’, di averla data alle fiamme e disperse al vento le ceneri, il giorno – ma questo le fu aggiunto a voce – anzi, la notte in cui aveva creduto di essere ‘diventato una persona seria’. Raggiunto il suo scopo, ella disse: ‘Ora più nessuno potrà dimostrare come ero una volta. Le parole se le porta il vento. Io sono quella che sono e che tutti possono vedere’. Nel corso delle sue ricerche ella aveva profanato e distrutto memorie fino ad allora incorrotte, sollevato postume gelosie, rinverdito di ricordi membra intorpidite. Su tutto ella era passata con indifferenza, perseverante e cinica come la giovane di cui gradatamente uccideva l’immagine”. Occultare un’immagine, sottrarla agli altri è in fondo il tentativo di negare a se stessi e agli altri un momento, una fase della vita: cancellare qualcosa. Come le immagini di sposi nel giorno del loro matrimonio che ci sono state affidate dopo un’accurata pulitura dei visi. In questi rettangoli di carta gli ovali dei volti sono stati volutamente corrosi o sbiancati e ci hanno fatto subito pensare a proprietari che hanno voluto rimuovere se stessi non riconoscendosi più come attori e protagonisti di quella situazione, davanti all’altare o davanti alla chiesa. Volti cancellati perché la fotografia non riveli – forse - i protagonisti di un matrimonio fallito.

4.L’operazione recupero di *Imago* ha codificato dei momenti esistenziali rappresentati a suo tempo con una testimonianza visiva; da parte nostra ora, c’è la pretesa di procedere più in profondità per captare non soltanto momenti della vita ma anche gli stati dell’animo. Scattare una fotografia non è un puro automatismo, ma sottintende una partecipazione e un coinvolgimento emotivo suscitato dai soggetti inquadrati e dalla loro localizzazione spaziale e temporale. Ma se la fotografia può rendere emozioni e sentimenti e se chi fa storia ha il compito di portare alla luce il passato anche attraverso i modi di vivere i sentimenti, ecco allora che la fotografia deve essere posta sullo stesso piano di dignità e di validità di qualsiasi altro documento utile per la ricostruzione di ciò che è stato.



Figura 2- *In spiaggia*, 1955

La memoria è legata al concetto visivo: chi ricorda di solito vede nella memoria, cioè nel passato, e il ricordo può essere diretto oppure mediato da un familiare o da altri ed è anche indubbio

che la memoria confluisce con gli opportuni accorgimenti nella storia, termine che nella sua derivazione greca rimanda al concetto di “vedere” e al racconto di ciò che si è visto. L’iconografia in generale e la fotografia nello specifico permettono di confrontarsi con una mappa visiva e quindi di “vedere”, di porsi come “testimoni”<sup>4</sup>. Dunque, a differenza di un documento scritto, concede più ampi spazi alla manovra interpretativa e - attraverso una più marcata sollecitazione - a concettualizzare visivamente ciò che si legge.



Figura 3- *Primi piani*

Il mondo è pieno di fotografie e forse ne sarà ancora più pieno se è vero che “ogni settimana si producono più di un miliardo di nuove foto”. Che vanno ad aggiungersi a quelle già prodotte da più di cento anni e che intasano i cassetti, finiscono nella spazzatura, s’accumulano sui banchi dei mercati delle pulci<sup>5</sup>. Solo una piccola parte finisce in qualche libro. Ogni paese e ogni città ha un suo fotolibro che



Figura 4- *Sposa in abito bianco, anni '50*

<sup>4</sup> Jacques Le Goff, 1982, *Storia e memoria*, Einaudi, p. XI.

<sup>5</sup> *Photo trouvée. Photographies d'amateurs rassemblées* par Michel Frizot & Cédric de Veigy, Phaidon, 2006 (libera traduzione dal francese).



Figura 5- *Sognatrice*, 1975

quasi sempre è una “operazione nostalgia” del “come eravamo”, all’insegna del rimpianto di un “mondo perduto” e con la conseguente sottolineatura in chiave positiva o negativa delle trasformazioni avvenute sull’onda del progresso.



Figura 6- *Coppia di sposi*, 1951

Certo esistono operazioni editoriali che si muovono su altri livelli: i volumi *Album italiano* a cura di Valerio Castronovo per la Laterza, la *Storia fotografica della società italiana* proposta in numerosi volumetti da Editori Riuniti e gli *Annali* della Einaudi, hanno dimostrato che l’uso della fotografia come “fonte” storiografica può dare buoni risultati. D’altra parte non si capisce perché una così abbondante documentazione iconografica abbia incontrato tante difficoltà ad imporsi a tutti gli effetti, mentre altre tracce semantiche precedenti al dagherrotipo non abbiano avuto intoppi ad essere accettate nel novero della strumentazione utile alla ricostruzione del passato.

5. Non più soltanto documenti scritti, ma anche tracce iconografiche, come ha pionieristicamente dimostrato Emilio Sereni nella *Storia del paesaggio agrario italiano*, o Aby Warburg per la storia della cultura attraverso le espressioni artistiche e innumerevoli altri esempi che riguardano la religiosità popolare (ex voto e raffigurazioni pittoriche sacre), il concetto di infanzia e il rapporto di coppia attraverso la ritrattistica di singoli e di gruppi familiari, la visione della donna nella iconografia del movimento socialista o di altri particolari momenti storici, il sentimento della morte, nella sua evoluzione attraverso i secoli, studiato nelle rappresentazioni

funebri dei monumenti, dei dipinti e delle lapidi. Naturalmente a patto che si abbia sempre ben presente che “il linguaggio delle immagini è solo apparentemente immediato” e che queste “richiedono delle tecniche di lettura e di analisi puntuali e certamente diverse da quelle applicate alle fonti cui più comunemente ricorre lo storico”.



Figura 7- *Ballo sull'aia*, 1938

Ma in generale le raccolte fotografiche, da quelle degli studi fotografici agli album di famiglia, caso strano, non sono state utilizzate appieno, anche se dalla fine dell'Ottocento agli anni trenta in più occasioni è stata avanzata la necessità di creare grandi archivi fotografici, nella convinzione che le immagini “sarebbero state i documenti più preziosi entro un secolo”. O è stato esaltato l'aspetto tecnico della fotografia, o le fotografie sono servite per la ricerca del tempo perduto, con finalità nostalgiche e rievocative: “L'enorme avvolgente sapore dell'archivio totale, del vissuto collettivo che emana dalla fotografia storica, non è ancora riuscito a invadere adeguatamente la nozione di memoria positiva, e sembra piuttosto limitarsi, ogni volta, al ricordo di costume e alla citazione personale. La grande divulgazione della fotografia, insomma, anziché imporsi come il primo, gigantesco archivio della società moderna, ha finito per agevolare l'uso personale e intimistico dell'informazione. Questo grande strumento [...] non possiede ancora la potenza evocativa del documento archivistico e storico tradizionale”.

6. Le fotografie spesso sono state usate per rappresentare il fulcro della memoria collettiva. È, per esempio, il caso dei fotolibri che illustrano la vita di paesi e città in un nostalgico confronto a distanza fra passato e presente (com'era una certa strada, la cinta muraria abbattuta, i negozi d'altri tempi, i lavori di una volta), affidandosi al concetto positivista per il quale “una immagine vale mille parole” e scordandosi di aggiungere che questo può essere vero soltanto se chi guarda l'immagine dice o pensa le “mille parole”.

Si tratta invece di usare la fotografia come qualsiasi altra fonte storica, destrutturarla, smontarla e quindi collegarla ad altre fonti, farla rivivere, interpretarla. La prima fase è dunque quella della ricerca, la seconda della catalogazione, la terza della interpretazione storica, soprattutto per conoscere “l'evolversi delle strutture mentali e della loro connessione con le strutture materiali”. In questo senso, forse, la strada più battuta è stata quella di far rivivere la struttura urbana del passato: le fotografie ci consentono di studiare la città e i quartieri non in una dimensione nostalgica del tempo andato ma alla luce delle trasformazioni urbanistiche avvenute nel corso degli anni. Le strade, la vita che vi si svolge, il traffico servono a contestualizzare rapporti sociali ed economici, ma la foto non rappresenta soltanto una realtà colta nella fissità di un momento. Come un documento scritto,

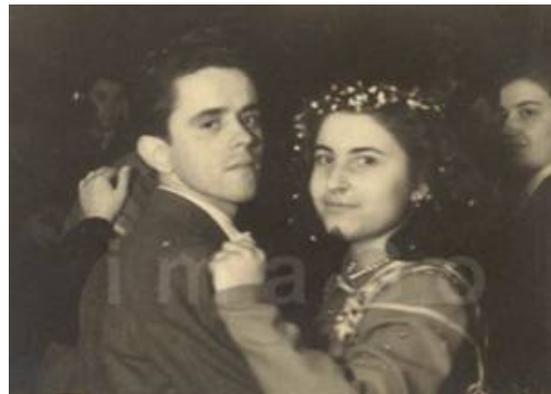
anche l'immagine contiene numerosi parametri informativi e interpretativi; va dunque letta nei particolari e rivitalizzata anche per i sentimenti che nasconde.



Figura 8- *Festa in casa*, 1961

L'immagine fotografica è una rete di appunti che l'obiettivo ha schiacciato in un'immagine d'insieme; a chi legge le immagini spetta il compito di recuperare i diversi tasselli di cui queste sono composte. Ecco, allora, che da una prima catalogazione delle fotografie che esprimono i momenti delle varie attività umane – della struttura urbana, inseguendo le tracce dei mutamenti della configurazione cittadina a livello di viabilità, architettura e trasformazioni paesaggistiche; delle condizioni di vita, sfruttando le foto che si soffermano sulla quotidianità negli spazi abitativi e negli spazi pubblici; delle cerimonie familiari, prendendo in considerazione i funerali, i matrimoni, i pranzi; delle funzioni religiose, come le processioni, le cresime, le comunioni; dell'abbigliamento, di tutti i giorni e della festa; del tempo libero con i giochi, i ritrovi pubblici, gli sport, le vacanze e le gite; degli aggregati sociali omogenei, per esempio i mezzadri, i braccianti, i pescatori; degli strumenti di lavoro e dei luoghi di lavoro, come gli utensili domestici; della coppia: fidanzati, sposi; della famiglia e dei gruppi di parentela, per studiare i diversi ruoli degli anziani, dei bambini, dei coniugati e dei celibi – si può passare allo studio dei particolari: le mani, gli sguardi, gli ornamenti, la pettinatura, gli oggetti di uso comune, le calzature, le vesti ecc. Particolari che esprimono la quotidianità, ma che si prestano anche alla lettura dei sentimenti e degli stati d'animo, anche se – riprendendo una poesia di Montale - “l'istantanea non era di gran pregio / un volto in primo piano, un arruffio di capelli”.

7. Ci sono altri percorsi storiografici da realizzare su documenti e su immagini fotografiche. Si tratta di seguire un certo numero di famiglie, quelle di cui possediamo gli album fotografici, possibilmente di varia estrazione sociale, attraverso i cicli generazionali. Si può partire dalla foto di due sposi della fine dell'Ottocento e combinare le testimonianze fotografiche che questi ci hanno lasciato con i dati del loro curriculum anagrafico – età al matrimonio, professione, numero dei figli, cambiamenti di residenza, seconde nozze, chiamata alle armi – e con altre tracce esistenziali lasciate in tribunali, atti notarili, contratti di lavoro, conti familiari, lettere. La stessa operazione dovrebbe essere ripetuta per le generazioni successive fino ad arrivare ai giorni nostri. In questa maniera si avrebbero storie di vita familiare riferibili a vari contesti cronologici, fino a permettere una lettura diacronica valida non soltanto a livello di mutazioni strutturali ma anche sul piano della storia della cultura e delle mentalità collettive.

Figura 9- *Uomini soli*, 1953Figura 10- *Ballo di carnevale*, 1959

Le istituzioni hanno schedato con i documenti scritti la gente per quanto riguarda la parte pubblica della loro vita; le fotografie hanno colto i momenti della loro vita pubblica e privata. Attraverso la combinazione dei diversi aspetti e ruoli si potrebbero capire molto meglio le trasformazioni avvenute, spesso in maniera traumatica e repentina, nell'arco dell'ultimo secolo nel nostro modo di venire al mondo, di vivere, di partecipare alla vita collettiva e di morire. Ad ogni modo, si tratterebbe di ripensare ex novo al rapporto che potrebbe instaurarsi fra la ricerca storiografica e il patrimonio di immagini fotografiche che si è costituito da circa centocinquanta anni a questa parte. Questo materiale, infatti, non ha soltanto profondamente rimodellato la sensazione che gli uomini hanno di se stessi e del mondo in cui vivono, ma ha creato le condizioni per una inedita lettura del passato anche a livello di sentimenti.

8. *Sentimenti in bianco e nero. La memoria quotidiana negli album fotografici* è il titolo della collana editoriale in dieci volumi previsti fra il 2007-2008 per l'editore Bononia University Pressa cura di chi scrive questa nota e da Angelo Varni.

I volumi saranno composti da una parte "discorsiva" (una specie di "introduzione", dallo stile arioso, suggestivo, evocativo) di alcune cartelle e ripartiti in tre o quattro sezioni sottotematiche, ciascuna delle quali presentata (nel senso di offrire una chiave interpretativa al lettore) da un breve testo. In ogni volume sono previste 80-90 immagini ognuna delle quali sarà corredata da didascalie brevi (anno, località, soggetto...) o, in certi casi, a discrezione degli autori, da commenti più articolati (anche citazioni di brani letterari, in prosa e in poesia, storici, sociologici, ecc.).

Le istantanee saranno perlopiù *amatoriali* e *inedite*, (cioè scattate per fissare un momento "privato" e per confluire negli album di famiglia – [www.imago.rimini.unibo.it](http://www.imago.rimini.unibo.it)), *rigorosamente in bianco e nero e cronologicamente comprese fra il 1920 e il 1980*.

Questo il piano completo dell'opera:

1. *Momenti d'amore*
2. *Insieme all'altare*
3. *Vacanze e gite*
4. *Il corpo in posa*
5. *Le mode*
6. *La musica e il ballo*
7. *Identità familiari*
8. *L'osteria e il bar*
9. *Volti in primo piano*
10. *Gioie e motori*

I primi volumi saranno realizzati da Marco Antonio Mazzocchi e Mirella Baroncini, Ada Gigli Marchetti, Silvia Grandi, Alberto Malfitano, Daniela Calanca, Luca Gorgolini, Federica Muzzarelli.



Figura 11- *Innamorati bolognesi*, 1938

# Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 14, maggio 2007

Jack Greene, Alessandro Massignani

*Il Principe nero*

Milano, Mondadori, 2007

Andrea Rossi

La biografia che Jack Greene e Alessandro Massignani dedicano a Junio Valerio Borghese è la prima ricerca scientifica su questo controverso personaggio; negli ultimi vent'anni sono stati infatti pubblicati sull'argomento lavori di tipo nostalgico ed una monumentale agiografia redatta dall'ex ufficiale della X Mas Sergio Nesi (2004, *Junio Valerio Borghese*, Bologna, Lo scarabeo).

Dopo una introduzione dedicata ad un approfondimento della materia (il ruolo dei mezzi d'assalto della marina, specie quelli subacquei, durante e dopo il primo conflitto mondiale), la vicenda di Borghese all'interno della regia marina viene descritta a partire dagli anni '30.

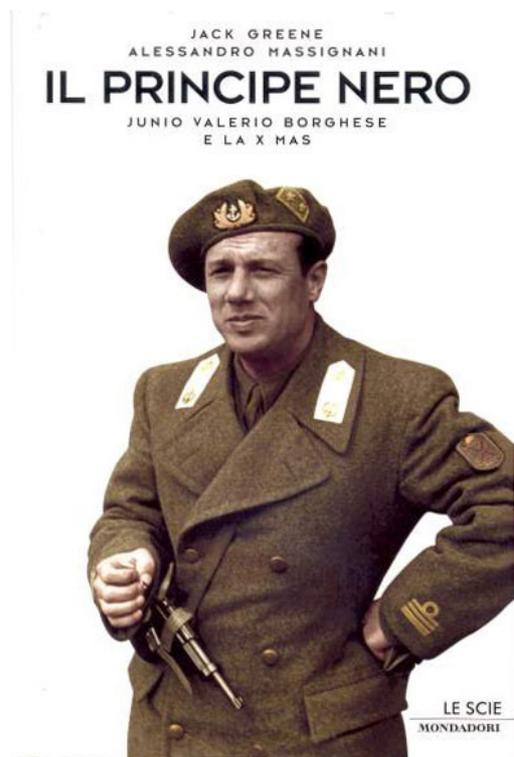
Allo scoppio della seconda guerra mondiale, il principe romano fu assegnato al supporto della 1° flottiglia Mas, un reparto scelto della marina dotato di mezzi di assalto subacquei e di superficie. Di questo periodo gli autori ricordano gli innegabili successi (gli attacchi alla flotta inglese ad Alessandria d'Egitto e a Gibilterra) senza dimenticare i numerosi fallimenti (su tutti l'azione contro il porto di Malta), dovuti non tanto allo scarso addestramento del personale, quanto alle croniche inefficienze nei materiali: avarie ai mezzi, mediocre qualità degli equipaggiamenti, scarsa evoluzione tecnica delle armi.

Decorato di medaglia d'oro e assegnato al comando della X flottiglia Mas (evoluzione della già citata 1° flottiglia), Borghese continuò a prodigarsi per migliorare le caratteristiche offensive del proprio reparto, senza risolverne le tare congenite, che quasi sempre trasformavano le azioni di guerra in attacchi suicidi. La mitologia funerea della "bella morte", il combattentismo sterile, il patriottismo denso di fumosi richiami dannunziani, come ben descrive Alessandro Massignani, entrarono a far parte del Dna della X assai prima dell'8 settembre, e furono l'elemento conduttore delle scelte post armistiziali di Borghese e dei suoi.

Su questo momento cruciale, gli autori si attengono a quanto è reperibile ormai da un cinquantennio sull'argomento, aggiungendo purtroppo pochi elementi di novità. Non viene chiarito se effettivamente il principe fu "lasciato senza ordini" dai suoi superiori (cosa che appare incredibile), non si fa cenno al destino degli ufficiali che si rifiutarono di seguirlo sulla strada dell'ammutinamento (si sostiene che "furono lasciati liberi di andarsene", ma alcuni testimoni al processo Borghese affermarono di essere stati consegnati ai tedeschi), non si indaga sui contatti, che pure ci furono, fra Valerio Borghese e l'Abwehr, i servizi segreti tedeschi, dopo il 25 luglio 1943.

Anche sul periodo di Salò poco viene aggiunto, anzi, Massignani e Greene prendono per buone alcune ben conosciute descrizioni nostalgiche. Il fatto che un corpo armato fosse passato armi e bagagli ai tedeschi in contrapposizione al proprio governo legittimo, non trasformò Borghese in un "capitano di ventura rinascimentale", ma più prosaicamente lo mise nella folta lista dei *patriotic traitors* (efficace definizione di David Littlejohn) che in tutta Europa avevano scelto di battersi al fianco di Hitler.

La fola della presunta "indipendenza" dalla X Mas riemerge qua e là in questa parte del volume, con scarsa considerazione del fatto che il garante di questa autonomia era un nazista "doc", il capo delle Ss in Italia Karl Wolff. Questi disponeva per i propri fini operativi di ogni singolo battaglione della X Mas, indipendentemente dalla volontà di Borghese, la quale, comunque, coincideva spesso in pieno con quella dello stesso Wolff. Da qui l'impiego prevalente contro i partigiani dal Piemonte al Friuli, da qui le torture, le fucilazioni e le impiccagioni. Al fronte i "decimini" ci andarono con il contagocce, e solo incorporati all'interno di grandi unità tedesche.



Scadente appare la ricostruzione dei reparti di terra della X; la “divisione X Mas” più volte citata nel testo, esisteva solo negli organigrammi cartacei di Rodolfo Graziani, e non fu mai un reparto organico, ma una disomogenea congrega di battaglioni autonomi; questi potevano essere militarmente di buon livello, come i “nuotatori paracadutisti” (NP), il cui nucleo era composto dai reparti d’assalto dell’aviazione e della marina pre-armistizio, o autentiche bande di grassatori come i “Mai Morti” (poi battaglione “Sagittario”) di Beniamino Fumai – di cui non si parla ne poco né punto nel testo – oppure la compagnia “operativa” di Umberto Bertozzi, di cui c’è solo un fugace accenno. Non si rinviene infine in alcuna parte l’esemplare vicenda del battaglione “Lupo”, che fu sì inviato al fronte presso Alfonsine, ma agli ordini della infame 16° divisione Ss, protagonista delle stragi di Sant’Anna di Stazzema e di Marzabotto.

Più attenzione poteva essere dedicata alla vicenda dei rapporti fra la marina del regno del Sud e quella della Rsi; si fa infatti cenno alle rischiose missioni che il capitano di vascello Giorgio Zanardi svolse oltre le linee nel 1944-45 utilizzando fonti secondarie e non le dettagliate memorie che lo stesso Zanardi ha reso pubbliche ormai da qualche anno (1999, *Un soldato, un italiano*, Ferrara, Corbo).

Su buoni livelli è la parte relativa alla conclusione delle ostilità, al “salvataggio” di Borghese da parte dei servizi segreti americani, culminato con un processo farsa e con il riciclo dello stesso e di numerosi dei suoi sottoposti nel complesso sistema *Stay Behind*. Apprezzabile la descrizione stringata e priva di cascami retorici dei fatti in questione, a differenza di altri studi di recente pubblicazione tanto documentati quanto pervasi da una dose letale – almeno secondo chi scrive – di schematismo ideologico. Buoni anche i capitoli dedicati alla stagione dell’attività eversiva di Borghese, che culminò con l’abortito golpe dell’8 dicembre 1970. Anche in questo caso appare apprezzabile che gli autori risparmino al lettore la sequela dei “si dice”, attenendosi alle certezze, comunque sufficienti a far comprendere come questo evento fu di gran lunga il più serio attacco alle istituzioni del nostro paese dal termine della seconda guerra mondiale. Criticabile comunque l’uso come fonte principale di riferimento di uno studio (inedito e piuttosto datato) di uno sconosciuto studioso statunitense.

Melanconica e grottesca la conclusione, con Borghese in fuga nella Spagna di Francisco Franco, dove nel 1974 l’ex comandante della X trova la “bella morte” da lui predicata per tanti anni: lo coglie infatti uno scompenso cardiaco mentre si trova fra le braccia di una entraineuse.

In conclusione si tratta di uno studio d’insieme utile e serio per chi si voglia avvicinare senza pregiudizi alla controversa figura del “principe nero”, ferme restando alcune riserve per i frequenti alti e bassi nel livello generale del volume; paradigmatica la pagina conclusiva, dove si legge che Junio Valerio Borghese è sepolto nella basilica di Santa Maria Maggiore, che gli autori, con una incredibile sciattezza, collocano “all’interno del Vaticano” e non nelle vicinanze della stazione Termini di Roma.